REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

D

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXV[e] ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-NEUVIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1915

LE SENS DE LA MORT (1)

DERNIÈRE PARTIE (2)

XXI

Une infirmière rencontrée sur l'escalier me dit qu'elle venait de croiser l'aumônier dans la cour. Je me hâtai. Il avait déjà passé la porte. Je ne l'atteignis qu'à l'angle de la rue Saint-Guillaume et de la rue de Grenelle. Le pauvre abbé eut un geste de consternation en me voyant arriver vers lui, la tête nue et dans ma blouse d'hôpital.

— « Le lieutenant est plus mal? » interrogea-t-il, me prouvant ainsi combien il s'intéressait à son « Centurion. »

— « Non, » lui dis-je, « mais il veut vous voir. » Et j'appuyai sur l'insistance presque anxieuse du blessé, sans raconter, bien entendu, le fâcheux épisode qui l'avait précédée, et, je le comprenais, provoquée.

— « J'y vais, » dit simplement le prêtre. Il opposait maintenant à ma curiosité ce visage atone, que je connais si bien, celui que nous prenons, nous autres, dans les consultations. Comme je l'accompagnais, il me demanda sans préparation :

— « Croyez-vous, docteur, que le lieutenant pourrait être transporté, sans danger, dans un autre hôpital? Je veux dire à la campagne, par exemple? »

— « Mais non, monsieur l'abbé. Jamais le Professeur ne le permettrait. Et pourquoi, d'ailleurs? »

(2) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 août.

— « Parce qu'avec des convictions si différentes, et nerveux comme est M. Ortègue, j'appréhende un conflit entre eux. M. Le Gallic est un grand soldat. Malgré cela, ou à cause de cela, peut-être, c'est un cœur si sensible! »

Il me quitta sur ce mot, dont la signification était bien vague. J'y vis l'indice, comme aussi dans cette suggestion d'un transfert, que le séjour à la Clinique n'était pas envisagé sans inquiétude par le confesseur du jeune homme, ni par lui-même sans doute. La perspective d'un conflit d'idées avec le mari de sa cousine justifiait-elle cette appréhension chez l'officier, et surtout qu'il l'eût communiquée au prêtre? Pourquoi le faisait-il appeler maintenant, aussitôt après l'offre d'Ortègue? Sa fervente piété devait le rendre accessible à tous les scrupules. Je revis soudain l'expression si grave de sa physionomie en écoutant cette offre. J'entendis l'accent, presque implorateur, avec lequel il avait parlé du calme nécessaire à ses derniers jours. Non, le croyant ne redoutait pas un conflit d'idées avec l'athée. Il redoutait son propre cœur. Je me rappelai aussi le « certain discours sur la montagne, » comme disait Ortègue. J'avais lu trop souvent moi-même ces chapitres V, VI et VII de l'Évangile de Matthieu, le morceau classique de cet « immense succès de librairie, » pour parler de nouveau comme l'ironique Ortègue. Un verset me revint, dont j'avais toujours admiré la psychologie profonde, le trait de lumière projeté sur les rapports de la pensée et de l'action : « Et moi je vous dis que quiconque regarde une femme avec convoitise a déjà commis l'adultère avec elle dans son cœur. »

— « Mais le voilà, le vrai motif. Il l'aime. »

Cette phrase ne se fut pas plutôt prononcée dans mon esprit qu'elle fit certitude, et tandis que j'allais de chambre en chambre, — c'était l'après-midi, — pour vérifier l'exécution des ordonnances du matin, mon imagination vagabondait bien loin des tristesses de la Clinique. Elle me transportait à Tréguier, la vieille cité pieuse, ennoblie par sa cathédrale, et dans cette campagne bretonne où Ernest Le Gallic et Catherine Malfan-Trévis avaient erré ensemble, à quinze ans. Mes anciennes hypothèses sur le passé des deux cousins reprenaient corps. Elles se précisaient. J'entrevoyais une innocente et lointaine idylle, transformée chez elle en un vague souvenir, devenue une passion chez lui. A quinze ans, un adolescent et une jeune

fille sont vraiment du même âge. Ils s'aiment ou ils croient s'aimer. A vingt ans, cette parité d'âge n'est plus que dans les dates. La jeune fille qui peut se marier, fonder un foyer, être mère, atteint déjà une étape de la vie plus avancée que celle où s'attarde le jeune homme à peine sorti de ses études, et dont la carrière n'est pas commencée. L'idylle esquissée apparaît à la jeune fille comme un enfantillage. Elle est attirée maintenant vers l'homme qui peut lui servir d'appui, vers le prestige de la force en pleine maturité. Elle oublie le naïf roman où tout était rêve, où n'a été prononcé aucun mot d'amour et dont les seuls épisodes furent des battemens de cœur trop précipités, des promenades trop prolongées, des bouquets acceptés, une robe plus souvent mise, parce qu'elle seyait. Quand elle pense à ces ébauches d'émotions, la jeune femme sourit, sans s'y reconnaître. Le jeune homme, lui, n'oublie pas si vite, et s'il est un Le Gallic, un de ces Bretons constans et songeurs, timides et repliés, chez qui le temps creuse les impressions, au lieu de les effacer, il continue d'aimer la petite fiancée de sa quinzième année, avec une passion endolorie et grandissante. C'est une plaie qui saigne en lui et qu'il cache, surtout à celle qui l'a causée. Il s'en voudrait d'un reproche, d'une plainte, et il goûte une douloureuse volupté à rester d'autant plus fidèle qu'il a été plus méconnu. Si elle et lui n'étaient pas de la même famille, l'absence le guérirait, mais il la voit sans cesse. S'il se prêtait, comme ses camarades, aux dérivations du plaisir sensuel, cette fleur de romanesque se flétrirait chez lui comme chez eux, mais c'est un Le Gallic et c'est un dévot. Sa pureté nourrit sa ferveur d'amour. Celle qu'il aime est mariée. Il ne se pardonne de continuer à la chérir qu'en s'interdisant même les privautés les plus insignifiantes. Comme tout s'éclairait ainsi dans la conduite de Le Gallic, et tout, pareillement, dans l'attitude d'Ortègue! Quand on aime une femme aussi ardemment qu'il aimait la sienne, on a comme une divination des sentimens qu'elle inspire. Ortègue savait d'intuition le secret de Le Gallic, que Mme Ortègue ignorait jusqu'ici. Je comprenais cela encore, que cette femme avait toujours considéré Le Gallic un peu comme un enfant et beaucoup comme un simple d'esprit. Épouse et fille de savans, elle n'avait jamais aperçu ce que j'avais entrevu lors de la première visite de l'officier à la Clinique, ce que je venais de constater au chevet de son lit de blessé, l'amplitude

extraordinaire de vie intérieure que lui donnait sa foi religieuse. Commençait-elle de faire cette découverte devant tant d'héroïsme, tant de résignation, tant de charité, tant de certitude? Évidemment, Ortègue le craignait. Son accès de jalousie s'expliquait alors, et aussi le désir exprimé par le blessé que cette épreuve suprême lui fût épargnée. Quelle tentation, et combien forte, que de se sentir enfin connu, compris, peut-être aimé!

XXII

C'était là une de ces constructions psychologiques comme j'en ai tant bâties dans mon existence. Sans doute, cette misérable infirmité de ma claudication, en me mettant un peu en marge des autres, m'a rendu plutôt spectateur qu'acteur dans la tragi-comédie de la vie. J'ai beaucoup regardé. J'ai imaginé beaucoup. Je me suis beaucoup et souvent trompé. Pas cette fois. Ma terreur de voir s'accomplir le forfait, — je continuais d'appeler ainsi le suicide à deux, — tendait toutes mes facultés d'observation; et que j'y visse juste dans l'intérêt intellectuel soudain provoqué chez Mme Ortègue par l'attitude morale de son cousin, j'en acquis la preuve presque aussitôt.

Comment l'abbé Courmont s'y était-il pris pour dissiper les scrupules de Le Gallic? Les jugeait-il de simples imaginations? Ou bien considérait-il la présence de Mme Ortègue au chevet du blessé comme une possibilité de conversion pour elle, et qui sait, pour le Professeur? Toujours est-il qu'un tacite accord s'établit, et la jeune femme commença de rendre à son cousin quelques services d'infirmière. Elle aidait à son pansement. Elle veillait à ses repas. Quoiqu'il s'interdît visiblement d'avoir avec elle de longues causeries, les quelques mots qui lui échappaient de temps en temps sur son interprétation de l'existence, les jugemens qu'il portait sur les choses et les gens, les livres qu'elle lui voyait lire, toutes les révélations aussi de sa richesse d'âme la préoccupaient. Assez déjà pour qu'après quarante-huit heures de ces soins, elle me demandât :

— « Marsal, avez-vous connu beaucoup de dévots dans votre vie? »

— « Personne d'autre que ma mère. Je veux dire : vraiment connu. Mais le propre du dévot sincère, c'est qu'il se cache.

Encore une règle de l'Évangile et toujours dans le « certain discours » : — « *Pour toi, quand tu veux prier, entre dans ta chambre et prie dans le secret.* »

— « Mais ceux que vous avez sus des dévots sincères, même sans bien les connaître, avez-vous observé que leur croyance leur donnât de la force? »

— « Je ne vous comprends pas bien. Croire est une force par soi. »

— « Je vous pose mal la question. Je voudrais savoir ceci : pensez-vous que la force déployée par mon cousin, aujourd'hui devant ses souffrances qui sont très grandes, hier devant la mort qu'il a bravée si froidement, que cette force, je répète, lui vient de ses idées ou de son caractère ? »

— « Des deux, » répondis-je, « car les deux sont liés. »

— « C'est pourtant bien étonnant, » insista-t-elle, « que l'on puisse trouver de la force dans des erreurs complètes. »

Elle n'en était qu'à l'étonnement. Quelques jours plus tard, je l'entendis, bien étonné moi-même, soutenir avec son mari une discussion qui dénonçait trop clairement l'évolution en train de s'accomplir dans son esprit.

— « Vous savez ce que Le Gallic m'a dit tout à l'heure? » avait commencé Ortègue. « Je vous le donne en mille, lui, un officier et qui était là! que la bataille de la Marne est un miracle... Pourquoi? Parce qu'elle ne s'expliquera jamais stratégiquement, paraît-il. — Hé bien! lui ai-je répondu, dites qu'elle ne s'explique pas, que nous n'en connaissons pas les conditions suffisantes et nécessaires, mais il y en a eu. — Oui, a-t-il dit, de surnaturelles. — Avouez, Marsal, que penser ainsi en 1914, c'est étonnant. Mais les stéréotypies séculaires!... »

— « Il y a pourtant de l'inconnu dans le monde, » fit Mme Ortègue.

— « Il n'y a que de ça, » répondit-il.

— « Mais alors... »

Elle hésitait. Il insista :

— « Mais alors, quoi? »

— « Alors, l'hypothèse de Le Gallic pourrait être vraie aussi bien qu'une autre? »

— « Raisonne un peu, » reprit-il. « Tu ignores ce qu'il y a en ce moment dans la chambre à côté? S'ensuit-il que tu aies le

droit de penser qu'il y a dans cette chambre un centaure ou une licorne, animaux fabuleux? Nous ne savons pas ce qui est l'inconnu. Nous savons parfaitement ce qu'il ne peut pas être. »

— « Tout de même, » dit-elle, « les ondes hertziennes, le Radium, avant qu'on ne les eût découverts... »

— « Où veux-tu en venir? » interrompit Ortègue.

— « A ceci : que des énergies peuvent travailler l'univers dont nous ne soupçonnons même pas l'existence. Quand il parle de surnaturel, Le Gallic n'affirme pas autre chose. »

— « Pardon, il ne dit pas que ces énergies sont possibles, il les pose comme réelles. »

— « Mais, » répliqua-t-elle, « s'il n'y avait pas une part de réalité, quelle qu'elle soit, dans ses croyances, comment y puiserait-il de la force? Ce qui agit sur le réel est nécessairement réel. »

— « Ce qui agit sur lui, ce sont ses idées, et une idée fausse détermine une volonté autant et plus quelquefois qu'une idée vraie. »

Ici, je ne pus m'empêcher d'intervenir. Les objections soulevées par Mme Ortègue offraient trop d'analogie avec celles qui hantaient mon esprit, depuis ces dernières semaines. La discussion m'intéressait maintenant pour mon propre compte :

— « Est-ce bien exact, mon cher maître? Certes, une idée fausse peut nous faire agir, mais très vite notre action se heurte au réel qui nous inflige un démenti. »

— « Et vous trouvez que le réel n'inflige pas un démenti aux fantasmagories mystiques de Le Gallic? Quand ce ne serait que cette affreuse guerre... »

— « Je ne trouve pas, mon cher maître. Il l'interprète et il s'y adapte. »

— « Avais-je assez raison? » s'écria-t-il. « *Primo purgare.* Le virus reparaît chez vous aussi. J'en appelle à votre intelligence à tous deux, non pas à votre sensibilité ou à votre imagination. Ni nos désirs ni nos rêves ne comptent, dans la recherche de la vérité. Il s'agit de nous faire une conception du monde en accord avec les données de l'expérience scientifique, données que nous devons avoir le courage de considérer comme intangibles. Or, de toutes les conceptions, une seule ne contredit pas ces données : une matière éternelle, infinie, toujours identique en ses élémens et en ses lois, qui crée, détruit,

renouvelle inépuisablement, sans commencement, sans terme, et, par conséquent, sans but. Tout ce qui existe, individu, espèce, planète, surgit de cet abîme indistinct et y retombe. Nous ne connaissons pas de limite à la puissance de cette matière. Ses lois sont constantes, mais nous ne les connaissons pas toutes. De là, des obscurités que nous appelons des mystères et qui ne sont que des interférences. Nous y logeons des désirs et des songes. Voilà le Surnaturel. Il est vrai que si l'on parlait à Le Gallic d'interférences?... Après tout, il sait peut-être qu'il y a des rayons lumineux, et que leur rencontre produit une diminution de lumière. Il a dû faire un peu de physique pour entrer à Saint-Cyr. Pour ce que ça lui sert!... »

XXIII

Il avait proféré cette dernière petite phrase avec tant d'âcreté que la conversation tourna court. La jalousie lui mordait de nouveau le cœur. Sa femme s'en était certainement rendu compte comme moi. J'observai que, pendant les jours qui suivirent cet entretien, ses visites à la chambre du blessé commencèrent de se faire moins fréquentes. Elle envoyait une infirmière la remplacer, une fois sur deux. En revanche, son assiduité auprès de son mari augmentait encore. Sans cesse elle revenait dans son bureau, quand il s'y reposait. Était-il là? Elle ne le quittait pas des yeux, inquiète à sa moindre impatience, empressée à le désarmer en prévenant ses moindres fantaisies. J'observai aussi que ce redoublement d'attentions semblait accroître l'irritabilité d'Ortègue, au lieu de l'adoucir. Il devenait le malade ingrat qui en veut de sa maladie à ceux qui la soignent. « Quelle est la personne qu'Œdipe déteste le plus? » me disait un jour un tabétique de mes cliens, auquel je reprochais sa dureté pour une parente qui lui prodiguait son dévouement. « C'est Antigone, parce qu'elle lui prouve à chaque minute qu'il est aveugle. » Malgré moi, devant l'injustice grandissante d'Ortègue pour sa femme, je me rappelais cette cynique déclaration, et je sentais que cette boutade cachait, hélas! une triste vérité humaine!

Mais n'y avait-il chez Ortègue que de l'injustice? Oui, pour quiconque eût regardé aux actes seuls. Quand on connaît un ménage, comme je connaissais celui-là maintenant, dans

ses dessous profonds, les actes ne sont rien. Les sentimens sont tout. Mme Ortègue aurait fui la Clinique par incapacité de supporter la déchéance de son mari, le malade lui en aurait gardé moins de rancune. Il aurait pu se dire : « Elle souffre trop de me voir ainsi. Elle m'aime encore. » Mais pour lui, comme pour moi, cette multiplication de petits soins matériels trahissait un constant effort volontaire. Surtout cette fuite systématique, cet évitement de son cousin, démontrait qu'elle se débattait. Contre quoi? Contre l'invasion en elle, non pas d'un nouvel amour peut-être, mais d'un nouvel intérêt. Une autre personnalité d'homme devenait vivante pour elle. Le langage est une algèbre si grossière, quand il s'agit de traduire des nuances de sentimens, les formules y flottent dans un tel à peu près, que je ne trouve pas de mots précis pour traduire une situation morale dont j'ai si bien distingué les cruelles étapes, le drame d'une âme arrivée vis-à-vis d'une autre à une espèce de saturation, et découvrant avec un affreux remords cet aboutissement des tendresses d'autrefois. Il est bien technique, ce terme de saturation, bien brutal. Il exprime avec tant d'exactitude cette impossibilité où se trouvait Mme Ortègue d'éprouver par son mari une émotion neuve. Tout était neuf, au contraire, dans les sensations que lui donnait la poésie soudain révélée chez son camarade d'enfance. Elle l'avait connu un enfant sage, un bon jeune homme, un saint-cyrien bien noté, un officier appliqué. Elle retrouvait un Croisé, et cela dans un moment où sa passion pour son mari, toujours plus imaginative que réelle, n'existait plus que dans sa volonté. Quand elle m'avait dit, dans notre entretien tragique, son horreur, son dégoût pour les femmes qui aiment après avoir aimé, qui se renient elles-mêmes à leur passé, ce cri lui avait échappé : « Le plus affreux, c'est qu'en vivant, et malgré soi, on change! » Elle se défendait déjà contre les tarissemens de sa sensibilité. La folie de son offre de mort n'avait pas eu seulement pour motif l'irrésistible besoin de consoler une effroyable détresse. Elle avait voulu se donner, à elle-même, une preuve qu'elle demeurait absolument, aveuglément fidèle à son amour. Comment se faire encore cette illusion, maintenant qu'un sentiment grandissait à côté, d'autant plus fort qu'il s'accompagnait d'une reviviscence? La jeune fille pieuse qu'elle était, avant que l'hypnotisme de la pensée paternelle n'en fît une incrédule, renaissait obscuré-

ment dans son cœur. Elle y retrouvait, en même temps, les traces de troubles moins ressentis que rêvés, le souvenir, jadis aboli, avivé soudain, du roman silencieux de sa quinzième année. Dans les propos que l'infirmière et le blessé échangeaient devant moi, devant Ortègue, au hasard des circonstances, ces mots : « Te rappelles-tu ? » passaient, repassaient, sans cesse. Les anciens compagnons de jeu se reportaient à des scènes insignifiantes pour tous, excepté pour eux. Ortègue en était absent, mais n'était-ce pas, pour sa femme, un des attraits de ces évocations? Elle s'y détendait du cauchemar actuel.

Peut-être aussi, — je ne transcris cette idée qu'à titre d'hypothèse, — y avait-il là un effet de cette ambiance psychique, à laquelle je reviens toujours. A quels signes reconnaissons-nous la présence d'une énergie, l'électricité par exemple? A ceci qu'elle nous impressionne directement, ou bien qu'elle se transforme en une autre énergie qui nous impressionne à son tour. La lumière et la chaleur appartiennent au premier groupe, l'électricité au second. Nous ne la percevons pas directement, et ainsi s'explique qu'elle ait été ignorée si longtemps. L'existence d'un milieu psychique, indépendant des centres nerveux, et où ceux-ci puiseraient leur force, est donc possible. La formule de Blainville, que le cerveau est le *substratum* et non l'*organe* de la pensée, n'enveloppe-t-elle pas une hypothèse analogue à la mienne? Je m'égare. Je voulais seulement rattacher à une loi plus générale, un phénomène, auquel j'ai assisté, de *télépathie* ou plus justement de *télesthésie*. Myers la définissait : « La transmission d'impressions d'un genre quelconque entre un cerveau et l'autre, indépendamment de toute voie sensorielle connue. » Gœthe, qui fut un grand esprit scientifique, disait aussi : « Une âme peut, par sa seule présence, agir fortement sur une autre âme. » Cette prise morale que Le Gallic commençait d'exercer sur Mme Ortègue, n'était-elle pas une action de cet ordre? Il l'avait aimée et il l'aimait passionnément, je l'ai su depuis, sans se le permettre. Aucun doute qu'il ne l'associât au continuel dialogue avec Dieu, que ses prières et ses méditations prolongeaient indéfiniment. Tout se passait comme si des radiations émanées de ce foyer d'amour secret enveloppaient, influençaient la jeune femme. Tels deux pôles reliés par un courant magnétique, mais qui dit courant, dit milieu conducteur. Peut-être enfin, — je passe au

point de vue où se serait mis Le Gallic lui-même, — assistais-je simplement à l'un de ces miracles invisibles à l'incroyant, et qui, pour la foi, sont quotidiens. Oui, peut-être l'ardente prière du blessé obtenait-elle l'exorcisme de l'ensorcellement qui pesait sur la malheureuse depuis des semaines. Qui sait?

Ces hypothèses sollicitaient ma pensée dès cette époque. Elles l'intéressent encore. Mais qu'importaient au mari agonisant, les causes de cette évolution de sa femme et le principe de cette influence, à cet Ortègue impérieux et passionné, que la maladie faisait irritable et que la jalousie devait rendre cruel? Les troubles de ce cœur, si longtemps à lui, et leur origine, ne pouvaient échapper à sa perspicacité, d'autant plus aiguë que l'émulation sentimentale entre Le Gallic et lui se doublait d'une autre. Ortègue était aussi passionné dans son irréligion que dans son amour. Avoir un croyant de cette ferveur comme rival redoublait son supplice. Quand j'y songe aujourd'hui, et à distance, je frémis à l'idée du martyre que furent ses derniers jours, passés à se taire. J'ai su depuis que sa femme n'arrivait pas à lui arracher un mot, durant des heures et des heures. Comme, dans un château écroulé, le donjon reste debout, attestant par sa hauteur la magnificence de l'édifice détruit, du triomphant Ortègue que j'avais connu et tant admiré, la fierté seule demeurait. A travers ces confidences de Mme Ortègue, j'ai compris que la scène de violence dont elle avait été la victime devant moi, au chevet de Le Gallic, ne s'était pas renouvelée. Jamais non plus pendant cette période, qui dura près d'une quinzaine, il ne lui parla de leur pacte de suicide, quoique son amaigrissement toujours progressif et l'intensité de plus en plus marquée de l'ictère, annonçassent la marche implacable du mal. Il ne se levait plus que quelques heures, mais il refusait toujours de quitter la Clinique, malgré les objurgations de ceux de ses confrères qui venaient le voir et qui osaient le conseiller. Visiblement, il souffrait de plus en plus, et les piqûres de morphine se multipliaient. Un pareil état ne pouvait plus se prolonger, ni physiquement, ni moralement. Je le comprenais. Mes observations convergeaient pour m'avertir qu'une crise était voisine. Le malade était à bout de force, mais l'homme n'était pas à bout de jalousie. Il allait le prouver.

XXIV

Un matin, comme je me rendais dans sa chambre à coucher, suivant l'habitude, pour lui communiquer les rapports des infirmières de nuit, on me dit qu'il était levé et dans son cabinet. Je l'y trouvai assis à son bureau, en train de vérifier une pile de lettres, déchirant celles-ci, classant celles-là, jetant les autres dans un grand feu. Je m'en rendis compte aussitôt, averti comme j'étais, ces rangemens étaient des préparatifs. Je reconnus un long coffret d'acajou massif qui figurait d'ordinaire sur sa table de travail, Place des États-Unis. Je savais qu'il y serrait sa correspondance. A peine s'il jeta un regard sur les feuilles que je lui tendais. Il les épluchait de très près, à l'ordinaire.

— « A propos, » me demanda-t-il, « où en êtes-vous de vos notes? »

Il m'avait prié, en effet, de tenir un journal des cas les plus intéressans rencontrés dans notre Clinique. Il insista :

— « J'y tiens beaucoup, je vous l'ai dit, mon travail ici n'a pas été ce que je voulais, matériellement, s'entend. J'ai tout de même, » il rectifia, « nous avons fait de bonne besogne. Il faut qu'elle serve à la Science. Combien d'observations le tout représente-t-il? »

— « Une cinquantaine. »

— « Et il vous en reste à rédiger? »

— « Onze ou douze. »

— « Parfait! » dit-il. « Vous m'aurez été d'un bien grand secours dans des momens bien durs, mon cher Marsal. Voulez-vous être tout à fait gentil pour votre pauvre maître? Ces onze ou douze dernières observations, mettez-les-moi au net d'ici à demain matin... »

— « C'est que le service... »

— « Quénaut et Renard suffiront à tout. Je leur donnerai des ordres. »

Quénaut était le chirurgien qu'il s'était adjoint depuis sa défaillance, très bon opérateur et qui, d'ailleurs, ne cessait de me tourmenter pour que je parlasse à Ortègue d'une intervention. Devant le Maître, il devenait aussi petit garçon que moi-

même. Renard était l'étudiant insuffisant qui nous servait et nous sert encore d'interne.

— « Mais oui, d'ici à demain, je pense, » répondis-je.

— « Merci. Je désire que ces notes soient communiquées à la plus prochaine séance de l'Académie de médecine, et j'ai besoin de les revoir. On ne sait ni qui vit ni qui meurt, et dans mon état... »

Il avait eu, pour prononcer ces mots, un sourire qui acheva de me convaincre, tant il y tenait d'amertume et d'impatience! En le quittant, j'avais froid, et mes jambes tremblaient. Je venais d'avoir l'évidence qu'il était *décidé*. Je l'eus davantage encore, en rencontrant Mme Ortègue. Elle était très pâle, avec une expression comme figée, et un battement presque convulsif de ses paupières sur ses yeux, qui semblaient ne plus rien voir qu'une image d'horreur interposée entre elle et les objets. S'il en était ainsi et que l'échéance fût arrivée, l'hésitation ne m'était plus possible; et que cette échéance fût arrivée, j'en eus une troisième et irréfutable preuve dans un incident très simple. Sa coïncidence avec la demande d'Ortègue sur la rédaction de mes notes ne me permettait plus le doute. Vers dix heures et demie, le professeur me faisait appeler de nouveau. Il était avec un personnage de mine solennelle, que j'avais déjà rencontré chez lui, et qui n'était autre que son notaire.

— « J'avais oublié de vous dire, mon cher Marsal, » commença-t-il, « que maître Métivier venait aujourd'hui pour la signature de l'acte qui réglera votre situation ici, quand je n'y serai plus. »

— « Encore vos idées! » protesta le gros notaire, dont l'aspect étoffé, surnourri, de sexagénaire solidement établi faisait un contraste extraordinaire avec l'agonisant qu'il prétendait réconforter. « Vous avez une mine bien meilleure, » insistait-il. « D'ailleurs, nous avons toujours observé à l'étude, mes clercs et moi, que cela ressuscite, de faire son testament, et vous n'en aviez pas besoin... »

— « Voulez-vous donner connaissance de l'acte au docteur Marsal, » dit Ortègue sans relever ces propos consolateurs, d'une ironie cruellement involontaire dans leur banalité. Maître Métivier me remit la feuille de papier timbré sur laquelle je jetai les yeux pour la forme. « Il a fait venir son notaire pour revoir son testament, » pensai-je, « l'autre l'a déclaré. Qu'est-ce

que j'attends encore? » Et, ma signature à peine apposée au bas du dernier article, je pris hâtivement congé. J'allai droit à la chambre de Mme Ortègue. Celle-ci n'était pas chez elle. Je la cherchai à travers tout l'hôpital, sans la trouver nulle part. De guerre lasse, je m'adressai au secrétaire chargé du registre de la porte. Il m'apprit qu'elle était sortie. Dans un raisonnement instinctif et immédiat, je me dis : — « Si le suicide est décidé, elle a dû aller Place des États-Unis mettre en ordre ses papiers intimes, comme Ortègue les siens tout à l'heure. Comment le savoir? Téléphoner? Pour qu'elle ne me reçoive pas, si elle est là? Y aller? La surprendre? Essayons... »

Le temps de dépouiller ma blouse de service, de passer ma jaquette, de héler un taxi-auto, et je roulais par le boulevard Saint-Germain, les quais, l'avenue Marceau et la rue Bizet, vers cet hôtel où j'avais si souvent rendu visite au chirurgien à la mode, dans des jours plus heureux. Quel tumulte de mes pensées durant ce trajet, puis quel saisissement quand le concierge eut répondu à ma question :

— « Madame est là, depuis une heure. Je vais annoncer Monsieur. »

— « Ce n'est pas la peine, » dis-je, pour écarter cet homme. « Elle m'attend. »

Je m'élançai dans l'escalier, certain, si elle était occupée à des rangemens intimes, de la trouver dans son petit salon du second étage. Ceux du premier étaient réservés à la clientèle et aux réceptions. L'aspect des choses autour de moi me rappelait, tandis que je gravissais les marches, l'Ortègue d'avant la maladie. Il avait disputé au feu des enchères, dans une vente retentissante, la statue de la Renaissance italienne qui gardait le vestibule. Les tapisseries espagnoles, tendues le long des murs, avaient figuré sous son nom de collectionneur dans une grande exposition rétrospective. La gratitude d'un millionnaire américain, sauvé par lui, se manifestait par un vase de faïence, spécimen colossal d'art nouveau, que supportait un socle de bois sculpté, non moins colossal, dans l'angle du palier. Des vitraux anciens baignaient d'une lumière chaude et douce le silence de cette demeure, abandonnée pour toujours par celui dont elle racontait les orgueils. Cette cage d'escalier, vide et muette, augmentait encore ma tristesse. J'avais comme la sensation physique d'entrer dans un tombeau, et qu'Ortègue était

déjà mort!... Mais quelqu'un vivait et devait vivre, la malheureuse femme qui, elle aussi, avait monté ces deux étages parmi les fantômes des heures triomphales. J'étais devant la porte du petit salon. Je frappai, en proie à une indicible émotion. Une voix me répondit : « Entrez. » La sienne!

Comme son mari tout à l'heure, preuve évidente que je ne m'étais pas trompé, elle était assise à son bureau, entourée de lettres qu'elle avait commencé de ranger. Puis elle avait interrompu ce travail pour écrire. Croyant parler au concierge, elle dit simplement : « C'est vous, Joseph?... » et sa plume continuait de courir. Elle se retourna, me vit, et se redressant dans un cri :

— « Vous, Marsal? Que se passe-t-il? Mon mari m'appelle? Il est plus mal? »

C'était la première fois, depuis des jours, que je la voyais vêtue autrement qu'en costume d'infirmière. Elle était toujours la belle Madame Ortègue d'autrefois, mais combien changée! Ces semaines d'angoisse avaient donné à ses traits si nobles un dessin plus fin, plus serré, plus creusé, comme une ciselure cruelle.

— « Non, madame, » lui répondis-je, « et il ne sait pas que vous êtes sortie. Je l'ai laissé avec maître Métivier, son notaire. »

— « Et alors vous avez compris? » dit-elle. De ses mains placées derrière son dos, elle s'appuyait contre la table, la tête retombée et ballante. Le sursaut de surprise une fois passé, ma présence ne l'étonnait plus. Comment et pourquoi j'étais venu place des États-Unis, attiré par quel pressentiment, elle ne se le demandait pas. J'étais là. Je faisais partie du rêve éveillé où elle se débattait, et les yeux fixes, la bouche entr'ouverte, elle disait :

— « Oui, c'est pour demain. J'ai promis, et le courage me manque... »

Elle avait prononcé ces mots, à voix basse, pour elle seule, et, me regardant :

— « Marsal, je ne peux pas parler à mon mari. Je ne peux pas affronter son mépris! Tenez... » Elle se retourna, et, de sa main vacillante, elle montre la page interrompue à mon entrée : « J'écrivais là ce que je n'ai pas la force de lui dire. Prenez cette feuille, Marsal, prenez-la... »

Elle s'affaissa sur la chaise, et comme accablée, elle laissa lentement aller ses bras sur la table, sa tête sur ses bras, et elle

se mit à pleurer sans plus prononcer une parole. Je pris la feuille de papier et je lus :

« J'ai sincèrement cru que l'aimer, c'était toute ma vie, tout mon être. Je le lui ai dit, et ce n'est pas vrai.

« J'ai cru que, s'il mourait, c'était pour moi la chose naturelle, la chose inévitable, que de mourir avec lui. Il me semblait que, s'il m'était enlevé, je n'existais plus. C'était mon âme arrachée à mon corps. Je n'imaginais pas la douleur de le perdre. Elle était trop atroce, je ne pouvais pas; mais j'imaginais le vide, l'inanité de mon être séparé du sien, des yeux privés de lumière, un cœur vidé de sang. Il m'avait tellement pénétrée, tellement dominée! Sa voix, son regard, son esprit s'étaient infusés en moi, avaient fait de moi une créature nouvelle. Ce regard si chaud, si tressaillant, plein de lueurs, — cette voix un peu amère qui me semblait la voix même de l'intelligence et de la passion, — cet esprit infatigable dont l'audace m'emportait, enivrée de confiance, — mais il n'y avait rien d'autre en moi que cela! Je n'étais qu'empreinte et reflet de toi! Jamais je ne pensais, comme tant d'autres femmes, à mon visage, que tu aimais tant. Quand je fermais mes yeux, tes yeux brillaient encore sous mes paupières et me possédaient. Michel, Michel, est-ce que notre amour se défait? J'ai peur de toi maintenant. Je souffre d'une honte et d'une angoisse indicibles. De jour en jour, d'heure en heure, il me semble que tu m'échappes, que tu te retires de moi, que mon existence séparée se reforme. Je désire des choses qui ne sont pas toi. Je désire l'air et la lumière et l'espace, où c'est si bon de marcher. Je désire communier à l'ardeur de ce peuple qui se bat. Je désire le merci des blessés à qui je fais du bien. Oh! Michel! Tout cela, même sans toi, je le désire.

« Michel!... Mais jamais je n'oserai lui parler. Comme il me mépriserait! M'aurait-il jamais abandonnée, lui, dans un danger, dans une souffrance?

« Et si je vis, moi, je l'abandonne... L'horrible chemin où je défaille, il y avance d'heure en heure. Il faut qu'il avance. Il ne peut pas s'arrêter, le malheureux! Il n'y a que moi au monde qui puisse le secourir, en marchant avec lui, en me couchant près de lui dans le tombeau.

« Ah! Michel, je ne peux pas! J'ai trop promis, délivre-moi! Si tu l'exiges, nos corps seront liés dans le cercueil, mais nos âmes se seront déliées avant de mourir. L'épreuve est trop effrayante. Elle me brise. Elle brise mon amour. Laisse-moi vivre. Même déchirée, même meurtrie, je voudrais vivre. Je sais bien que je serai toujours misérable après les années splendides que j'ai connues par toi. Ah! si je pouvais espérer franchir, avec toi, le seuil d'un autre monde, si nous pouvions continuer notre amour dans un ciel ou dans un enfer! Mais la mort, c'est la fin de tout. Je t'en supplie, Michel, la fleur que tu aimais laisse-la... »

Un trait spasmodique achevait cette phrase brusquement interrompue, où l'encre fraîche encore n'était pas tout à fait séchée. Je n'aurai pas deux fois, dans mon existence, une telle sensation d'avoir regardé, d'avoir touché une âme au plus saignant de son intime blessure.

XXV

Je n'avais pas le temps de m'attarder à cet attendrissement. Je le tenais, cet unique moyen d'agir sur Ortègue, cherché depuis des semaines. Cet appel d'agonie, il l'entendrait, et tout de suite. Si altérée que fût sa personnalité, si diminuée par la maladie, le poison et le désespoir, les touches en restaient trop grandes pour qu'il passât outre à cette imploration d'une âme en détresse. Je regardais Mme Ortègue. Elle continuait de pleurer, les bras, la tête, le buste comme écrasés contre la table, où elle avait écrit cette lamentable confession. Elle ne me voyait plus. Elle ne savait plus, ni que j'étais là, ni où elle était elle-même. Essayer de la consoler, à quoi bon? C'était la sauver qu'il fallait. Je sortis du petit salon, en étouffant mon pas. Puis, aussi vite que ma misérable jambe me le permettait, je me précipitai dans l'escalier, hors de la maison, dans le taxi. Je criai au chauffeur l'adresse de la rue Saint-Guillaume. Je tremblais que Mme Ortègue, revenue à elle, ne me suivît pour me reprendre cette feuille de papier, son salut! — J'en relisais les phrases déchirantes, m'interrompant sans cesse pour épier, par le carreau de la capote, si aucune voiture

ne courait après la mienne. Mais non. Une fois arrivé à la Clinique et tandis que je payais le chauffeur, je constatai que la rue Saint-Guillaume restait déserte. Mme Ortègue ne m'avait pas suivi, du moins pas aussitôt. J'avais tout la pleine liberté d'agir.

Je me heurtai dans la cour à maître Métivier. Le cérémonieux notaire, qui, tout à l'heure encore, dans le bureau, m'accueillait avec une affabilité distante, m'aborda le premier. Il avait été si étonné par sa conversation avec son célèbre client qu'il m'en parla, au risque de manquer à la discrétion professionnelle :

— « Je suis heureux de vous rencontrer, docteur Marsal. Je sais combien M. Ortègue vous aime. Je viens d'en avoir la preuve. » J'ai compris depuis cette allusion au testament de mon pauvre maître, qui, dans sa généreuse affection, m'avait légué sa Clinique, en cas de mort de sa femme. « Et vous aussi, » continua Métivier, « vous l'aimez beaucoup, n'est-ce pas ? »

— « Certes. »

— « Eh bien ! surveillez-le. Je ne serais pas étonné qu'il méditât une résolution fatale. J'ai même cru devoir prévenir M. l'aumônier. Car vous savez, moi, je ne suis pas un esprit fort. J'ai la foi du charbonnier, et j'aimerais bien retrouver là-haut mes fidèles cliens, surtout ceux qui font la gloire d'une étude, comme M. Ortègue. »

Tout dévoré que je fusse d'anxiété, j'admirai comment les mêmes idées, réfractées dans des esprits différens, revêtent des aspects contradictoires. Au regard du digne notaire parisien, l'autre monde, c'était pour les gens de bien, — qu'il confondait avec les gens bien, — la grosse fortune continuée. Ce rêve paradisiaque d'un confortable posthume ne ressemblait pas plus à la religion de la douleur professée par le Breton Le Gallic que ce bourgeois considérable ne ressemblait lui-même à l'officier. Pourtant, par cet optimisme assez plat, Métivier reconnaissait l'existence d'un monde spirituel. Ortègue aussi, malgré lui, par son pessimisme révolté. Sa frénésie, ses spasmes de passion, la fièvre de son nihilisme, son désespoir devant la mort considérée comme une chute dans le néant, ses fureurs, c'était le sang qui dégoutte des membres coupés sur le lit de Procuste. Sa doctrine mutilait son âme. Toutes ces pensées me viennent à distance. Sur le moment, je n'eus

qu'une idée : « Maître Métivier a parlé à l'abbé Courmont. Pourvu que l'abbé n'ait pas déjà parlé à Ortègue et que je ne trouve pas celui-ci trop irrité! Si c'est possible, devançons-le. » Et je me hâtais vers le bureau, quand, presque à la porte et au détour d'un corridor, je rencontrai précisément le prêtre.

— « Vous cherchez le Professeur? » me dit-il aussitôt. « Il est chez M. Le Gallic. Moi, je cherche Mme Ortègue. »

— « Je la quitte. Le Professeur s'inquiète d'elle? »

— « S'il s'en inquiète! » répondit l'abbé Courmont. « Il vient d'entrer chez M. Le Gallic dans un état! Il ne se possédait plus. Il nous a fait une véritable scène. Pour un peu, il nous rendait responsables de l'absence de Mme Ortègue. Alors, j'ai dit que j'allais m'enquérir. Je l'ai laissé écroulé sur un fauteuil. Ah! il est bien malade. Dieu a quelquefois la main si dure, après l'avoir eue si indulgente, si ouverte. Et le corps, ça n'est rien. Mais l'âme!... »

— « Une question, monsieur l'abbé. Le notaire vous a parlé de ses craintes à l'endroit du Professeur, je le sais. Il tremble que mon pauvre maître n'ait des projets de suicide. Vous n'avez pas abordé ce sujet avec M. Ortègue? »

— « Non, » dit le prêtre. « Mais cette conversation m'a tellement impressionné que j'étais monté en parler avec M. Le Gallic, comme à un parent très proche. »

— « Vous avez communiqué à M. Le Gallic l'idée de Métivier? » demandai-je.

— « Il avait la même déjà. »

— « Ils en parlent peut-être en ce moment, » m'écriai-je, « et que se disent-ils? Laissez-moi aller auprès d'eux, monsieur l'abbé... mais seul. Ce sera plus sage. Je rassurerai le Professeur sur l'absence de sa femme. Elle est sortie de la Clinique pour une course, et s'il y a une discussion entre son cousin et lui, j'interviendrai avec plus d'autorité. Rien que votre habit risquerait d'exaspérer M. Ortègue. »

« — Je vous laisse, docteur Marsal, » répondit M. Courmont. « Du moment que M. Le Gallic est là, je suis bien inutile, religieusement parlant. Je prêche l'Évangile, moi. Lui fait mieux : il le vit, il le souffre. Si M. Ortègue ne voit pas la vérité religieuse à travers cette grande âme, c'est qu'il ne peut pas la voir, c'est qu'il a, comme nous disons, nous autres théologiens, l'ignorance invincible. La parabole des talens nous l'enseigne :

Dieu ne réclame qu'à ceux auxquels il a donné... Et puis, les pauvres que le Professeur a soignés par charité prieront pour lui. Je l'ai dit à maître Métivier. Devinez ce qu'il m'a répondu : « Ce sont les plus sûrs honoraires. » Oh! ce n'est pas du François de Sales. Tout de même, pour un bourgeois, ce n'est pas trop mal. Mais je vous retiens... Allez... allez... »

XXVI

Je trouvai Ortègue au chevet du lit de l'officier. Les paupières de Le Gallic étaient baissées sur ses yeux, comme s'il dormait, tandis que les prunelles inquiètes de l'autre dardaient la colère. Tous deux restaient silencieux. Le Gallic ne se permettait pas d'exprimer, et sans doute se reprochait-il de sentir, la révolte que soulevait en lui l'évidente et injustifiable jalousie du mari de sa cousine. Ortègue étouffait de se taire. Mais il ne pouvait pas découvrir au jeune homme, qu'il considérait comme son rival dans le cœur de sa femme, son martyre intime. La fierté lui commandait de cacher l'effroyable crise qu'il traversait et qui l'avait décidé tout d'un coup à fixer au lendemain l'échéance fatale. Torturé de voir celle qu'il aimait, jusqu'au délire, lui échapper moralement, supplicié par cette fièvre d'un soupçon d'autant plus impossible à calmer qu'il portait, non sur des faits, mais sur des sentimens, qu'il avait voulu tenter un pari de désespoir : ou bien sa femme l'aimait toujours et le pacte tiendrait, ou bien, ne l'aimant plus, elle reculerait, et alors il saurait. Elle n'avait pas reculé, et il ne savait pas. Un autre doute avait surgi de cette acceptation, du « oui » prononcé par Mme Ortègue sans une hésitation et qu'elle exécuterait de même, mais poussée par quoi? Allait-elle mourir avec lui, par amour ou par point d'honneur ? Cette douloureuse question se dressait devant Ortègue. Elle lui était insupportable. L'absence inexpliquée de sa femme achevait, en redoublant l'énigme, d'exaspérer sa fureur, peut-être son remords. Quelle férocité dans cette mise en demeure imposée ainsi à une créature dont il avait tant éprouvé le dévouement! L'ancien Ortègue, si noble, si généreux, reprochait cette cruauté à l'Ortègue égaré d'aujourd'hui. Et puis, quel contraste entre ce déchaînement presque bestial de passion et la maîtrise de soi dont Le Gallic donnait en ce moment même au forcené un

sévère, un humiliant exemple! Cette supériorité de caractère était un outrage, et qu'Ortègue ne pouvait pas supporter non plus, avec les sentimens qu'il nourrissait maintenant pour l'officier. Que sa femme aimât Le Gallic, il l'appréhendait avec épouvante, avec horreur. Il en doutait encore. Il ne doutait pas que Le Gallic n'aimât sa femme. Au fond, je l'ai marqué déjà, il l'avait toujours su. La sympathie indulgemment railleuse qu'il avait si longtemps montrée au cousin de Mme Ortègue était une forme de la complaisance qu'éprouve un homme, avancé dans la vie, pour un homme plus jeune auquel il est préféré, — irrésistible caresse au plus vif de notre amour-propre. Une réaction en sens inverse s'était produite, dès qu'Ortègue n'avait plus cru absolument à cette préférence. La passion contenue de Le Gallic pour sa cousine avait flatté l'époux triomphant. Le moribond s'en irritait, s'en offensait. J'ai marqué cela encore : il le haïssait.

Ces réflexions s'étalent aujourd'hui dans ma pensée. Sur le moment, je les perçus toutes, dans un éclair, par un phénomène de simultanéité mentale, analogue à cette première ivresse de l'anesthésie que tant de mes malades m'ont décrite. On voit tout le détail de sa vie surgir devant soi, et d'un coup d'œil on embrasse des séries d'années; et l'inhalation de l'éther ou du chloroforme n'a duré qu'un instant.

— « Mon lieutenant, » dis-je à Le Gallic, du seuil de la porte, « vous m'excuserez. J'aurais à parler au Professeur, en particulier. »

Je me rendis compte moi-même que ma voix tremblait un peu. Sans doute aussi mon visage était-il altéré. Ces signes d'émotion n'échappèrent pas à Ortègue, qui m'interrogea brusquement :

— « Il s'agit de ma femme? Qu'y a-t-il? Que se passe-t-il? »

Sa voix s'étouffait, à lui aussi. Je lus distinctement dans ses yeux l'horrible vision qui surgissait : sa victime affolée devançant l'heure et se tuant la première.

— « Tranquillisez-vous, mon cher maître, » répondis-je, « il ne se passe rien. Je quitte Mme Ortègue. »

— « Elle est donc rentrée? Elle doit savoir que je la cherche. Pourquoi n'est-elle pas avec vous? »

— « Mais parce qu'elle n'est pas rentrée. »

— « Vous dites que vous la quittez. Où l'avez-vous laissée? »

— « Chez elle, Place des États-Unis. »

— « Elle est Place des États-Unis? Elle vous y a fait venir? »

— « Elle ne m'y a pas fait venir, mon cher maître. J'y suis allé de moi-même. »

— « Comment saviez-vous qu'elle y était? »

— « Je l'ai supposé. »

— « Sur quel indice? Pourquoi la cherchiez-vous? »

— « Parce que le docteur Marsal était inquiet d'elle, mon cousin. Il n'ose pas vous le dire, mais je le devine. »

C'était Le Gallic qui intervenait maintenant. Pour la première fois depuis son arrivée dans la Clinique, un accent d'autorité vibrait dans sa voix, d'ordinaire si résignée, si détachée.

— « Oui, » ajouta-t-il, « et moi aussi j'étais inquiet d'elle, après sa visite de ce matin. »

— « Elle vous a donc parlé? » fit Ortègue, en se penchant en avant, et me regardant et regardant Le Gallic : « Que signifie cette conjuration autour de moi? » Puis à Le Gallic seul, avec violence : « Qu'est-ce qu'elle vous a dit? »

— « Rien. Mais je l'ai vue si troublée, si anxieuse, comme une personne qui se débat dans l'étreinte d'une angoisse accablante. Le motif de son angoisse, j'ai peur de le savoir.

— « Mais dites... dites donc! » insista Ortègue plus violemment encore.

— « C'est bien grave, » répondit Le Gallic avec un visible effort, « et pourtant... Mon cousin, si la mère de Catherine était ici ou, à son défaut, notre tante qui est, après sa mère, sa plus proche parente, je les adjurerais de vous poser une question. Dans leur absence et me trouvant le seul représentant de la famille, vous ne vous offenserez pas si je vous la pose, moi, cette question. Il s'agit en effet, si ma crainte est vraie, — et je ne suis pas seul à l'avoir, — du plus cruel chagrin que Catherine puisse éprouver par vous. Mon cousin, donnez-moi votre parole d'honneur que vous ne pensez pas à vous tuer. »

En l'écoutant adresser une pareille demande à un pareil homme dans un pareil moment, je frémis, et plus encore en regardant Ortègue l'écouter, les mâchoires serrées, les yeux étincelans, les mains crispées sur les bras du fauteuil. J'ai souvent pensé que le malheureux, sous la double influence de

la jalousie et de la morphine, avait eu là, devant nous, l'ébauche d'un véritable accès de délire. Sans quoi, aurait-il jamais répondu à cette question, évidemment inacceptable, par une autre, plus inacceptable encore, et qui risquait de provoquer une émotion fatale chez un blessé confié à ses soins? Surtout, aurait-il continué par un aveu qui achevait de le mettre vis-à-vis du jeune homme dans un tel état d'infériorité morale?

— « Puisque nous en sommes à nous demander des paroles d'honneur, » commença-t-il, « je répondrai à votre question, mon cher Ernest, après que vous aurez vous-même répondu à ma question, à moi. Ah! c'est comme représentant de la famille de Mme Ortègue que vous prétendez contrôler mon ménage? Hé bien! donnez-moi votre parole d'honneur, à votre tour, que vous n'êtes pas amoureux de ma femme. »

— « Mon cousin! » s'écria Le Gallic que la surprise et l'indignation avaient fait se dresser. Il insista : « Mon cousin! »

— « Ha! ha! » continua Ortègue, dans un éclat de rire farouche, et avec un accent de cruel triomphe. « Vous ne me la donnez pas, cette parole! Vous ne pouvez pas!... Alors, vous l'aimez! »

— « Mon cousin! » dit Le Gallic pour la troisième fois, et sur quel ton!

— « Vous l'aimez! » reprit l'autre, complètement hors de lui. « Ce n'est pas d'aujourd'hui que je le sais, allez. C'est depuis toujours. Il y a une différence. Autrefois, vous n'espériez rien. Vous vous sentiez un petit garçon à côté de l'homme que j'étais... que j'étais! » répéta-t-il. « C'est il y a deux mois, à votre visite, ici, que vous avez commencé de vous dire, — j'ai lu cette honte dans votre pensée : « Si elle devenait libre! » Et puis vous avez été blessé, vous vous êtes fait envoyer chez moi, pour la revoir. Je vous ai dit ce que je crois, que vous pouvez vivre, vous, au lieu que moi... Moi, vous n'aviez pas besoin d'être médecin pour savoir que je vais mourir, et alors... Alors, vous m'entendez, cela ne sera pas. Ma femme ne vous aime pas. C'est moi qu'elle aime, et elle va partir avec moi pour toujours. Elle me l'a offert. J'ai accepté. Vous ne me la prendrez pas. Je la garde... Ah! vraiment! vous prétendez la défendre contre moi? Quand elle rentrera, demandez-lui de venir. Racontez-lui que je vais me tuer, que je vous l'ai dit, que je vous ai dit aussi qu'elle voulait mourir avec moi, que nous

avons passé ce pacte ensemble. Faites-la changer d'idée. Essayez. Je vous y autorise. Je ne sais pas où j'avais la tête tout à l'heure, quand je m'étonnais qu'elle ne fût pas là. Elle est allée Place des États-Unis, faire ce que j'ai fait ici, ce matin, tout mettre en ordre comme pour un voyage... C'en est un, mais sans retour... Seulement, puisque vous l'aimiez et que j'avais toujours été bon pour vous, Ernest, vous auriez bien pu ne pas venir ici nous gâter nos dernières heures. »

— « Je ne suis pas venu ici, mon cousin, » répondit Le Gallic, « on m'y a envoyé sans que je l'aie demandé. Je l'avais regretté, je peux vous le dire, jusqu'à maintenant. »

Et, se tournant vers moi : « Docteur Marsal, voulez-vous me donner ce crucifix? »

Il me montrait un Christ d'ivoire, de travail moderne et très simple, qu'il avait fait accrocher au mur, en face de son lit, afin de l'avoir toujours devant les yeux. Je le lui donnai. Ses mains prirent le bois noir de la petite croix en se joignant. Il la porta lentement jusqu'à ses lèvres, baisa le clou qui transperçait les pieds et me dit :

— « Merci, docteur. Je suis content de vous avoir là et que vous assistiez au serment que je vais faire... Michel. » Il s'adressait à Ortègue maintenant avec une appellation fraternelle dont la douceur inattendue étonna le furieux, qui releva la tête. « Michel, sur cette image du Sauveur, je vous jure que je n'ai, de ma vie, dit à Catherine une parole, une seule que vous n'eussiez pu entendre. Si la pensée a jamais traversé mon esprit qu'elle pût être libre un jour et devenir ma femme, je jure que cette pensée a été involontaire, et que je l'ai chassée comme une tentation criminelle, vous vivant. Ce Christ de ma première Communion m'est témoin que je lui ai demandé la force d'y résister, et qu'il me l'a donnée. Auparavant, je lui avais demandé la force d'être heureux du bonheur de Catherine, alors que ce bonheur lui venait de vous, et que je l'aimais passionnément. Car c'est vrai, je l'ai aimée passionnément, uniquement. Oui, j'ai prié pour qu'elle fût heureuse par vous dans ce monde, et en mourant, j'offrirai mon sacrifice pour qu'elle soit heureuse dans l'autre, auquel je crois. Voilà comment je l'ai aimée, comment je l'aime. Et vous, Michel, regardez maintenant comment vous l'aimez, vous, et l'acte que vous allez lui faire commettre. Vous dites qu'elle vous a offert de se tuer avec vous. Cette offre, vous

ne deviez pas l'accepter. Nous n'en sommes plus à ménager les mots. C'est à un abominable égoïsme que vous la sacrifiez. Vous ne croyez pas à cette vie, et vous lui enlevez les joies qu'elle peut encore y avoir, parce qu'elle ne les aurait pas avec vous!... Et puis, cette vie!... Quand il n'y aurait qu'une chance sur mille, sur dix mille, sur un million, qu'il y en ait une autre, vous avez le droit, pour vous, de braver cette unique chance, mais pour vous seul. Vous pouvez vous dire : « Je me tue, je « cours le risque. Je crois que la mort, c'est le néant. S'il y a « un Dieu et qu'il me punisse, c'est mon affaire. » Soit. Tout de même, que la mort soit le néant, vous n'en êtes pas sûr. Ce n'est qu'une idée de votre esprit. Ce n'est pas une expérience, vous qui n'admettez que l'expérience. Je vous dis, moi, que vous allez au-devant d'un châtiment terrible. Allez-y, mais n'y menez pas quelqu'un d'autre. Si vous êtes résolu à vous tuer, Michel, n'emportez pas, avec vous et sur vous, dans ce mystère, le poids du suicide de celle que vous prétendez aimer. Ne perdez pas cette belle âme. »

Il s'étendit de nouveau dans son lit, brisé par l'effort de ce long et passionné discours, et il dit à mi-voix :

— « Toutes les choses tournent, oui. Comme c'est pénible! »

Cette plainte animale de malade succédant soudain à la haute mysticité de cette déclaration et de ce serment, me rendit, à moi, la conscience de la situation matérielle, et, comme il ajoutait : « Ce n'est rien. Le vertige passe, » je dis à Ortègue :

— « Mon cher maître, allons-nous-en, et laissons M. Le Gallic reposer. »

Ortègue se leva, fit un pas vers la porte, puis, se retournant :

— « Je m'en vais, mais pas avant d'avoir affirmé sur l'honneur, devant lui et devant vous, Marsal, que j'ai laissé, laisse et laisserai ma femme parfaitement libre de me suivre ou de ne pas me suivre, le jour où je déciderai d'en finir. Vous êtes un honnête homme, Ernest, mais j'ai la conscience d'en être un aussi. »

XXVII

— « Allez chercher Renard, » me dit Ortègue à peine hors de la chambre et la porte refermée. « Qu'il s'installe auprès de Le Gallic. J'espère que ce vertige n'est rien, mais avec ces bles-

sures dans la tête, on a quelquefois de vilaines surprises, des infections latentes qui se portent sur la base. Et quand le bulbe est pris!... Enfin, c'est plus prudent de le mettre en observation. Faites vite et rejoignez-moi dans mon bureau. »

Le temps de trouver l'étudiant, de le conduire auprès du blessé avec les instructions nécessaires, et je frappais de nouveau à la porte du cabinet. Le délire de jalousie n'était pas entièrement passé. Ortègue allait reprendre son enquête. En m'attendant, il s'était remis à ranger ses papiers. J'ai remarqué souvent que l'automatisme fonctionne ainsi dans les crises, d'autant plus machinal qu'elles sont plus violentes. Ne serait-ce pas une défense de la nature qui maintient un équilibre dans notre psychisme inférieur, pour compenser le désarroi du psychisme supérieur? Un bouleversement total aboutirait aussitôt à la mort ou à l'aliénation. Ses mains gantées continuaient le classement, tandis qu'il m'interrogeait :

— « Marsal, pourquoi êtes-vous allé Place des États-Unis? »

— « Parce que je savais tout, mon cher maître... »

Je lui fis alors ma confession complète : l'entretien avec sa femme entendu derrière la porte ; — le silence exigé par Mme Ortègue; — mes sentimens depuis lors; — comment j'avais espéré qu'il renoncerait de lui-même à l'horrible projet; — mon éveil quand il m'avait pressé de rédiger en quelques heures ses dernières notes de clinique; — mon soupçon grandissant, avec la visite du notaire et devant l'absence de Mme Ortègue... Et je conclus :

— « Je me suis dit : Si la chose est vraie, elle est chez elle. J'y suis allé, tout simplement. Je ne me suis entendu avec personne. Je n'ai consulté personne. Il n'y pas de conjuration autour de vous! il n'y en a jamais eu. »

— « Pas de conjuration? » exclama-t-il. « Et ce silence, exigé par elle? Vous l'avez dit. » Puis, avec une amertume infinie : « Comme on est seul! »

Il arrêta ma protestation, et de nouveau inquisiteur :

— « Alors, » demanda-t-il, « quand vous êtes arrivé Place des États-Unis, elle y était? »

— « Oui, dans le petit salon d'en haut. Elle écrivait. »

— « Elle vous a remis une lettre pour moi? Donnez, mais donnez... »

— « Mon cher maître, ce n'est pas une lettre qu'elle écrivait. Elle ne m'a rien remis pour vous. »

— « Mais enfin, vous avez causé. Vous l'avez questionnée. Elle vous a répondu. Vous l'avez quittée. Vous êtes revenu ici, et vous m'avez cherché. Oui, ou non, vous a-t-elle chargé d'un message pour moi? Lequel? Je veux le savoir. »

— « Elle ne m'a chargé de rien. A peine si elle m'a dit deux ou trois mots. Elle était dans l'accablement. Elle avait, comme il arrive dans ces momens de grande détresse, jeté sur le papier quelques phrases. Elle me les a montrées, parce qu'elle ne pouvait pas parler. J'ai lu ce papier. Je me suis sauvé avec. Je vous l'apporte. Mais, encore une fois, ce n'est pas elle qui vous l'envoie. Elle me l'aurait redemandé, si elle en avait eu la force. Elle ne l'avait pas. Il y a là un cri, son cri, et il faut que vous l'ayez entendu. »

J'avais tiré de ma poche la feuille de papier. Ortègue me l'arracha des mains, et il commença de la lire en disant sauvagement :

— « Enfin, je vais savoir. »

Il m'est arrivé, dans ma vie, d'avoir l'affreuse curiosité d'une exécution capitale. Je m'y suis rendu. Je n'y ai pas assisté. Je n'ai vu ni le couteau descendre, ni la tête tomber. Je n'ai pas pu. Mes yeux se sont fermés à cette seconde-là. Une horreur semblable me saisit devant Ortègue lisant ces pages de désespoir écrites par sa femme, et je détournais mon regard. Lui porter ce coup, je l'avais dû. Le regarder, pendant qu'il le recevait, je ne le pouvais pas. J'avais tort. Rien n'était à perdre de cette dernière leçon que me donnait, après tant d'autres, cet homme extraordinaire : celle d'un cœur magnanime, se jugeant, se condamnant, et affirmant ainsi, par sa noble réaction, tout un ordre de réalités niées par son intelligence. Oui. C'était vraiment un pathétique commentaire au mot célèbre : « le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point. » Ce déterministe absolu, en se blâmant de certains actes, reconnaissait, — et il ne s'en rendait pas compte, — l'obligation et la liberté. Ce phénoméniste, pour qui la pensée et le sentiment n'étaient que des accidens, proclamait, — et il ne comprenait pas, — le respect dû par la personne à la personne. Ce négateur de l'univers spirituel s'y mouvait uniquement, à cette minute, malgré le poids de sa chair douloureuse, malgré l'esclavage de sa longue intoxication.

Je m'attendais, de sa part, à une révolte, à une colère, à

des violences comme celle dont il venait de donner, au chevet de Le Gallic, le déplorable spectacle. Je l'écoutais avec stupeur me parler avec un calme extraordinaire et d'une voix où le souvenir de sa femme ne mettait plus que de la tendresse, une tendresse désintéressée, j'allais dire désincarnée. Car c'était bien une voix d'outre-tombe et qui m'émeut tant à me la rappeler ! Sur le point de rapporter ces *novissima verba*, son vrai testament et qu'il a voulu que je recueille, j'ai dû m'arrêter. Ma plume tremblait dans ma main.

— « Marsal, » commença-t-il sur le même ton d'intellectualisme stoïque, qu'il avait eu pour m'établir, dans ce même cabinet, le diagnostic de son cancer. « Ai-je eu assez raison, toute ma vie, de ne croire qu'au fait ? Comme ça vous remet les pieds par terre, le fait ! Depuis des semaines, je me démenais dans l'incertain, dans l'imagination. Je ne savais pas. Je sais. Je suis délivré. Puisque vous avez entendu ma conversation avec ma pauvre femme, vous comprenez tout : j'ai douté de son amour, elle a voulu m'en donner une preuve, et moi, j'ai voulu voir là un fait. C'en était un, mais pas celui que je voyais. C'était, de la part de ce généreux cœur, l'élan d'une admirable pitié. Ce n'était pas l'amour. Et puis j'ai douté encore, et, à cause de ce doute, j'ai commis un crime, oui, un crime. Pas en acceptant l'offre du suicide à deux. Cela, je ne me le reproche pas. Une offre d'amour, j'avais le droit de l'accepter. Pour nous, êtres éphémères, il faudrait presque dire illusoires, le mal, c'est la souffrance ; le bien, c'est le bonheur, et surtout c'est l'amour, — l'amour, par où chacun de nous peut franchir sa limite, se confondre avec un autre être, et, par lui, avec l'universel. Voyez-vous, Marsal, l'intelligence, elle, se fait d'âge à âge, elle est à peine ébauchée. L'amour, lui, c'est une possession instantanée, mais pleine, mais surabondante, de tout ce qui nous dépasse. C'est notre minute d'éternité. L'être qui nous donne cela, on ne peut se séparer de lui. Il est la prunelle de nos yeux, la moelle de nos os, notre bien inépuisable et suffisant. Et qu'il veuille, s'il nous aime aussi, mourir quand nous mourons, c'est si naturel, c'est si légitime ! Non. Je ne me reproche pas d'avoir dit : « merci, » à ma femme et d'avoir accepté son offre. Mon crime, c'est d'avoir, pressentant qu'elle ne m'aimait plus d'amour, réclamé l'exécution de cette promesse. Pourquoi ? Pour l'éprouver. Et ça, voyez-vous, c'était hideux, c'était abomi-

nable. Accepter sa mort, y aider même, pour nous en aller ensemble, en nous aimant, c'était la suprême extase de notre bonheur. Risquer ce que j'ai risqué, Marsal, qu'elle se tuât par pitié pour moi, dans un mensonge que ma défiance lui aurait imposé, c'était de l'assassinat. »

— « Alors, mon cher maître, » insinuai-je, « soyez logique. Vous n'admettez plus l'idée qu'elle meure avec vous?... »

— « Vous ne m'avez donc pas compris? » interrompit-il.

— « Si, mon cher maître, et justement parce que je vous ai compris, je viens vous dire : Faites mieux qne de la délier d'une promesse insensée. Aidez-la, vous le pouvez, à rentrer dans la santé morale, en y rentrant vous-même. »

— « Vous pensez à cette scène de jalousie que j'ai faite à Le Gallic, à lui, mon blessé, moi son médecin? Croyez que je la regrette amèrement. J'étais fou... »

— « Il ne s'agit pas de Le Gallic. Il s'agit de vous seul. Avouez qu'un malade comme vous, malade de corps, mais à l'état de santé morale, aurait cherché depuis longtemps un remède à sa maladie? »

— « Il n'y en a pas. Vous le savez bien. »

— « Il y a un palliatif. Vous l'auriez conseillé, ordonné aussitôt à un client sur qui vous auriez porté le diagnostic que vous avez porté sur vous-même. »

— « L'intervention? » interrogea-t-il, en haussant les épaules.

— « Oui, l'intervention. Vous m'en avez parlé, une fois, pour la rejeter et dans des termes tels que je n'ai plus osé aborder ce sujet. Aujourd'hui, j'ose tout. Elle est efficace, cette intervention, quoi que vous prétendiez. Rappelez-vous les deux belles leçons de Dieulafoy sur le cancer du pancréas et l'histoire de son Portugais, qui a dû à l'opération des mois et des mois de parfaite santé. Promettez-moi que vous consulterez, et si nos confrères, — vous les choisirez vous-même, — sont d'avis qu'il faut opérer, vous vous laisserez opérer? »

— « Je ne dis plus non, » répondit-il. « Pourquoi pas, en effet?... Mais il y a une opération plus pressée, Marsal, c'est de rassurer ma pauvre femme. Je pense à l'agonie qu'elle traverse en ce moment. Elle ne revient pas. Il faut que vous alliez la chercher. D'ailleurs, il est préférable que vous la voyiez avant moi, que vous lui parliez. Moi, tout de suite et sous le coup de

tant d'émotions, je ne pourrais pas... Marsal, où avons-nous la tête? Sachons d'abord si elle est encore là-bas. »

Déjà, il avait pris en main le téléphone mobile posé sur son bureau, et il demandait au concierge de la Place des États-Unis si Mme Ortègue était encore là.

— « Elle n'est pas partie, » dit-il. « Mettez-vous à l'appareil, Marsal, » et il me tendait l'un des récepteurs. « Demandez-la. Elle a un appareil dans son petit salon. Vous la rassurerez tout de suite. Vous lui épargnerez un surcroît d'angoisse. Dites-lui que vous m'avez remis sa lettre, car c'était bien une lettre qu'elle n'avait pas le courage d'envoyer. Dites-lui que je suis très calme, que je l'attends, et que vous allez la chercher pour lui raconter tout, sur ma demande. »

— « Pourrai-je lui dire ainsi que vous vous décidez à l'intervention, si elle est reconnue possible? »

— « Oui, si vous voulez. Mais rassurez-la. »

Pendant que nous échangions ces quelques mots, le concierge avait transmis la communication à l'intérieur de l'hôtel. Une voix me répondait, que je reconnus, celle de Mme Ortègue. « La voilà, » allai-je dire à Ortègue, quand je vis qu'il avait saisi l'autre récepteur. « Pourvu qu'elle ne réponde rien qui lui fasse du mal, » pensai-je, « et je ne peux pas l'arrêter. » Et, tout haut :

— « C'est vous, madame? J'ai parlé au Professeur. Je lui ai donné ce que vous avez écrit. Il l'a lu et il vous demande d'être calme... Il m'envoie vous chercher. J'arrive tout de suite. Je vous dirai notre conversation. Elle vous fera du bien... D'ici là, encore une fois, soyez tranquille... »

— « Mais lui, comment est-il? » demanda la voix, étouffée d'émotion.

— « Il est mieux. Cette lecture l'a délivré. C'est son mot. Il sera si heureux de vous voir! »

— « Faites-la parler une autre fois, » me dit tout bas Ortègue, « pour que j'entende encore sa voix. Expliquez-lui pourquoi je ne lui parle pas moi-même. Trouvez une raison. »

— « Vous êtes toujours là, madame? Le Professeur demande si vous êtes plus tranquille? »

— « Oui, oui. Mais lui? »

— « Lui voudrait vous parler dans l'appareil. Il me charge de vous dire qu'il n'en a pas la force. Il est trop ému. Il

demande que vous ne vous tourmentiez pas, ni de cela, ni du reste. »

— « Ah ! remerciez-le, et venez vite. »

— « Que de fois, Marsal, » me dit Ortègue en raccrochant le récepteur, « je suis venu ici, à ce téléphone, entre deux opérations, l'appeler, écouter sa voix comme à l'instant, sentir qu'elle était chez nous, heureuse, et qu'elle m'espérait ! Deux mots de sa bouche, quel rafraîchissement ! Mais allez, Marsal. Quand on attend, les secondes sont des années, et quand on se souvient, les années sont des secondes. Allez vite, comme elle le demande. »

XXVIII

Vingt minutes plus tard, j'étais Place des États-Unis. Devant la porte de l'hôtel, Mme Ortègue épiait mon arrivée. Quant ma voiture tourna le square, elle me reconnut, à travers la vitre, et vint à moi. C'était une autre femme. Rien qu'à son regard, je dus me rendre compte que toute son énergie vitale s'était concentrée pendant quelques heures en un sentiment humble et profond, une peur animale de la mort. De ses yeux, affolés d'anxiété tout à l'heure encore, émanait maintenant un chaud et mystérieux rayonnement. Elle allait vivre. Sa bouche à demi ouverte semblait respirer avidement l'air de la délivrance. A peine avais-je crié au chauffeur de s'arrêter, qu'elle était déjà montée dans la voiture, en donnant elle-même l'adresse de la rue Saint-Guillaume. Elle resta un peu de temps sans parler, puis, d'un accent craintif où frémissait une dernière inquiétude :

— « Alors, il veut me voir ? »

— « Oui, pour vous tranquilliser, pour vous soutenir, pour vous dire qu'il vous comprend. Ah ! si vous aviez été là, pendant qu'il lisait ces pages ! »

— « Je n'aurais pas pu. J'aurais eu trop honte. »

— « Mais non. En les écrivant, vous étiez dans la vérité, et vous l'avez remis dans la vérité. »

— « Parce qu'il accepte que je manque à ma parole ? Vous appelez ma lâcheté la vérité ! Il doit tant me mépriser, Marsal. »

— « Il ne vous a jamais tant aimée, et la preuve, c'est qu'il veut essayer de vivre. Vous savez qu'il n'acceptait même pas l'idée d'une opération. »

— « Il s'y décide ? »

— « Oui. Vous voyez bien que vous l'avez changé. »

— « Une opération ! C'est vrai. Pourquoi n'y ai-je pas pensé plus tôt ?... » dit-elle en joignant les mains. « Pourquoi ne lui en ai-je pas parlé ? Que de temps perdu ! Nous vivions dans un cauchemar, dans une folie. Qui sait maintenant si ce n'est pas trop tard ? Mais non, n'est-ce pas ? Ah ! comment n'est-ce pas déjà fait ? Quand il m'a tout dit, le jour de l'affaire de Dufour, il avait encore tant de force ! Il en aurait toujours sans la morphine. C'est ce poison qui le détruit. On l'en guérira aussi. On me le rendra, pour quelque temps, pour un long temps peut-être, et je lui montrerai bien que je n'ai pas cessé de l'aimer. Seulement, je ne suis qu'une femme. Je n'ai pas sa grandeur d'âme. Il a trop attendu de moi. C'est ma faute. J'en ai trop attendu moi-même. C'est comme pour les idées. Vous vous souvenez quand j'ai pleuré. Je ne sais plus ce que je pense, ce que je crois. Il y a des momens où l'on se sent roulé par quelque chose de plus puissant que soi. On est comme sous une grande vague. On n'a qu'à fermer les yeux et à se laisser aller. »

Elle parlait ainsi, et j'avais l'impression de n'avoir plus auprès de moi qu'une petite enfant, et j'aimais cela, cette faiblesse, ce désarroi d'une volonté que j'avais connue si tendue, cet abandon à l'instinct. J'étais si sûr que cette présence d'un pauvre être incertain et désemparé serait souverain sur Ortègue ! Il en aurait pitié, et cette pitié achèverait de dissiper le mauvais rêve de son orgueil et de son désespoir. Hélas ! la double vue de sa victime avait raison. C'était trop tard.

Nous arrivions rue Saint-Guillaume. Comme je poussais le battant de la grande porte cochère, pour introduire Mme Ortègue, trois infirmières, qui discutaient vivement dans la cour de l'hôtel, s'arrêtèrent tout d'un coup de parler, en nous voyant. Elles s'écartèrent et suivirent ma compagne d'un regard qui me fit peur. Je ne pouvais pas les interroger, ne voulant pas quitter d'une seconde la pauvre femme, qui courait presque, sans prendre garde à ce petit incident. Le spectacle qu'offrait le corridor d'entrée était trop extraordinaire pour qu'elle ne demandât

pas aussitôt : « Mais qu'est-il arrivé? » Des blessés, des infirmières, des visiteurs étaient là, causant entre eux, avec cette espèce d'animation consternée qui s'émeut autour des catastrophes subites. Eux aussi s'écartèrent sans répondre. Elle continua de courir, et elle arriva dans la petite chambre qui précédait le cabinet d'Ortègue. Elle se heurta au docteur Quénaut, qui sortait de cette pièce, et qui l'arrêta, en lui disant :

— « N'entrez pas, madame. Le Professeur vient d'avoir un évanouissement. Renard le soigne. Il va revenir à lui. Mais n'entrez pas. Marsal, empêchez Madame d'entrer. »

Elle jeta un cri perçant : « Il est mort! » Et, nous écartant, Quénaut et moi, avec une force irrésistible, elle se précipita dans le cabinet.

Ortègue était étendu sur le divan, où je me rappelais l'avoir ausculté deux mois auparavant, — la bouche entr'ouverte, et plus un souffle n'y passait, — les paupières à demi fermées, et aucun regard n'éclairait plus ses prunelles vitreuses. Mme Ortègue poussa un second cri, plus déchirant encore, et, se jetant sur son mari, elle commença de l'étreindre, en couvrant de baisers et de larmes ce visage immobile et ravagé dont ses caresses ne pouvaient plus dissiper l'infinie tristesse!

— « Il vaut mieux la laisser seule, » dis-je à Quénaut et à Renard, qui restaient là, hésitans. Les autres personnes s'étaient toutes retirées. Je les poussai tous deux dans l'antichambre et demandai à voix basse :

— « Comment la chose s'est-elle produite? »

— « Nous n'en savons pas beaucoup plus que vous, » dit Quénaut. « Nous étions là-haut, Renard et moi, auprès du lieutenant Le Gallic, qui, entre parenthèses, file un mauvais coton. Il faut même que vous y montiez tout de suite, Renard. Je vous rejoins. Un garçon se précipite, affolé, nous dire qu'en passant sous la fenêtre d'Ortègue, il a entendu des gémissemens, qu'il est entré, qu'il a trouvé le Professeur sans connaissance. Nous descendons. Le malheureux homme était déjà dans le coma. Il est mort presque tout de suite. Vous savez qu'il abusait de la morphine. Il se sera fait une piqûre trop forte. Ça arrive, ces choses-là... Mais, la pauvre femme! »

Un sanglot nous arrivait de la chambre voisine, si violent que je m'en inquiétai :

— « Retournez aussi auprès du lieutenant, mon cher confrère, » dis-je à Quénaut. « Je vais essayer de la calmer. »

J'avais mon motif pour éloigner ce témoin. Je tremblais que Mme Ortègue, dans le délire de la douleur, ne laissât échapper quelque parole révélatrice. Ce douloureux drame conjugal était dénoué par cette mort. Pour l'honneur de la mémoire d'Ortègue, il fallait qu'un secret éternel en enveloppât les cruelles péripéties. Heureusement, le sens du devoir professionnel l'emporta chez Quénaut sur la curiosité :

— « Je vous quitte donc, » dit-il. « D'autant que la situation est grave là-haut : ralentissement du pouls, anxiété, vertiges, pâleur, respiration de Cheyne-Stokes, enfin le syndrome bulbaire dans toute sa netteté. Ortègue le redoutait, d'ailleurs. Vous savez, moi, je l'aurais opéré, et dès l'arrivée. Les projectiles bien tolérés, dans le cerveau, c'est théorique. Ortègue aussi, je l'aurais opéré. Je vous l'ai dit souvent, et j'avais raison. Je lui aurais abouché sa vésicule biliaire avec une anse intestinale. Son ictère se serait nettoyé. Ses souffrances auraient disparu au moins pour des mois. C'est inouï qu'un maître comme lui ait préféré l'abrutissement de la morphine, et ses dangers!... Mais écoutez-la gémir. Ah! comme elle l'aimait! »

Il avait à peine passé la porte que je courus dans le bureau. Mme Ortègue étreignait toujours le cadavre. Je la pris par les bras et j'essayai de l'en arracher. Elle se laissa faire, comme si la crise nerveuse du premier moment se résolvait dans une passivité, plus effrayante encore par la détresse et l'égarement. Tandis que je l'éloignais, en lui tenant les mains, du divan où gisait Ortègue, elle tournait la tête vers lui, le visage convulsé, les yeux hagards et elle ne cessait de répéter :

— « Il s'est tué. Il s'est tué à cause de moi. Il est mort dans le désespoir, à cause de moi. C'est ma faute. C'est de mon horrible lâcheté qu'il est mort. Ah! Marsal, pourquoi lui avez-vous montré cette feuille? Je ne vous avais rien demandé. »

— « Mais non, madame, il ne s'est pas tué, » répondis-je, — en lui mentant. Je comprenais si bien maintenant pourquoi Ortègue m'avait écarté, et sa tragique résolution d'un suicide solitaire, silencieux et qui pût passer pour une mort naturelle, même à mes yeux, même et surtout aux yeux de sa femme. Elle ne l'aimait plus comme il voulait être aimé. Il en avait

tenu la preuve. Du coup, il avait décidé d'en finir tout de suite, sans la revoir. Le geste par lequel il avait pris le récepteur du téléphone, pour entendre encore une fois cette voix adorée, me revenait à la mémoire, et me navrait le cœur, tandis que je continuais mon inutile imposture :

— « Raisonnez, madame. S'il s'était tué, il vous aurait laissé un mot, là, en évidence... » Je lui montrais la table, et, déplaçant les papiers : « Vous voyez qu'il n'y a rien. »

— « Pourquoi m'aurait-il écrit? Qu'est-ce qu'il avait à me dire? »

— « Mais il aurait voulu vous revoir, » insistais-je.

— « Il n'a pas pu le supporter. Je l'avais trop blessé. Ah! pourquoi lui avez-vous montré ces pages? »

— « Trop blessé? Mais si vous l'aviez entendu parler de vous après cette lecture, avec quelle tendresse, avec quelle impatience de vous avoir là, de vous rassurer! » En rappelant cette attitude d'indulgente douceur qu'avait eue en effet Ortègue, combien j'en sentais l'héroïsme et le martyre! Je sentais aussi que je ne trompais pas cette femme qui m'écoutait les yeux toujours fixés sur le mort. Pourtant j'insistais : « Non. Il ne s'est pas tué. Ni Quénaut ni moi ne savons encore comment il est mort. Mais que ce soit un épisode de sa maladie, c'est évident. Embolie, congestion cérébrale, arrêt du cœur, il y a vingt explications possibles... »

— « Je vais bien le savoir, » dit-elle, et, m'échappant, elle alla vers un des tiroirs du bureau sur la serrure duquel était une clef attachée à un trousseau. « Vous voyez, » s'écria-t-elle, « il a ouvert ce tiroir. Notre poison était là. »

Violemment, elle tira sur la clef. Dans un des casiers, elle avisa un petit flacon qu'elle saisit et qui contenait une poudre blanche. Elle l'éleva contre la lumière qui venait de la fenêtre. Je pus lire sur l'étiquette la redoutable formule C Az K. C'était du cyanure de potassium. Le flacon était plein jusqu'au bord, et le bouchon fermé d'un cachet. M[me] Ortègue murmura :

— « Notre poison! Il n'y a pas touché! »

Par bonheur, dans sa fièvre de vérifier ce premier soupçon, elle n'avait pas remarqué ce que j'observai, moi, avec épouvante : une seringue à injections de grande dimension restait dans le casier. Un peu de liquide s'y voyait encore. Ce liquide, je l'ai constaté depuis, était de la morphine. Quénaut avait vu

juste sur le fait, sans en comprendre le sens. Ortègue avait employé le procédé de suicide le plus simple, mais aussi le plus malaisé à dépister. Il s'était injecté une dose foudroyante de son poison habituel. Il avait eu la force de remettre à sa place l'instrument de mort, de se rhabiller et d'aller s'étendre sur son divan. Tout ce détail se reconstitua dans ma pensée avec une netteté d'évocation qui m'aurait fait crier, moi aussi. Je dominai mon saisissement, et, repoussant le tiroir, comme machinalement, je dis à Mme Ortègue :

— « Vous voyez que le flacon est intact, madame, c'est la preuve. »

— « Il s'est tué autrement. Il a espéré que je ne comprendrais pas, que je croirais à un accident. Il a été généreux, comme toujours. Mais il n'a pas voulu me revoir. »

Elle s'était affaissée sur un fauteuil. Ses deux mains pressaient la petite fiole, et je l'entendis qui gémissait :

— « Ou bien il n'a pas voulu du poison qu'il avait préparé pour nous deux. »

Je me rapprochai, et je lui dis très doucement :

— « Vous allez me remettre ce flacon, madame. »

Elle ne répondit pas, et, secouant la tête, elle appuya contre sa poitrine ses deux mains toujours fermées sur la fiole. J'insistai :

— « Madame, il faut me remettre ce flacon. Je vous le demande au nom de votre mari, dont la dernière volonté, exprimée devant moi, ici même, il y a une heure, a été que vous viviez. »

Elle se leva d'un bond, mit le fauteuil entre elle et moi, et, serrant le flacon plus fortement encore, elle me dit :

— « Vous ne me le prendrez pas de force, je pense. »

XXIX

Cette scène si courte, et pour moi terrible, fut interrompue par l'arrivée du seul personnage devant qui elle pût continuer, étant donné son caractère de prêtre, l'abbé Courmont, envoyé, ses premiers mots me l'apprirent, par Le Gallic mourant qu'il venait d'assister. Il entra, et vit tout de suite ce tableau, trop significatif après les révélations que lui avait certainement faites son pénitent : le mort sur le divan ; moi, éperdu, dans

une attitude implorante; Mme Ortègue, réfugiée derrière le fauteuil et serrant contre elle le flacon de poison, dans une attitude sauvage de défense.

— « Puisque vous êtes là, monsieur l'abbé, » m'écriai-je, « aidez-moi... »

Le geste de mes mains tendues indiquait assez la nature du secours que je réclamais. C'était le flacon que je voulais reprendre et tout de suite, dans mon épouvante que la malheureuse ne brisât le cachet et ne se tuât devant nous : — une pincée de cette poudre mangée à même la main, et c'était fini. J'employais, — j'en frissonne encore à distance, — le plus sûr moyen de précipiter la catastrophe que je voulais à tout prix empêcher. Dans une âme en frénésie, la violence n'a jamais suscité que la violence. Le prêtre, lui, n'avait pas perdu son sang-froid. Il comprit tout et vit le péril. Comme je répétais : « Aidez-moi.... » il dit, s'adressant à Mme Ortègue, et sans me répondre :

— « Madame, j'ai appris l'affreux malheur. Je suis venu faire une prière auprès de votre cher mort. Vous me le permettez, n'est-ce pas? » Elle fit un signe d'assentiment. Il demanda : « Est-ce que vous ne voulez pas prier aussi, avec moi? »

Elle refusa, en secouant farouchement la tête. L'abbé Courmont n'insista point. Il alla s'agenouiller au pied du divan, esquissa le signe de croix et commença de prier. Je continuais d'observer Mme Ortègue. Les phrases du *Pater*, récitées par le prêtre, lui arrivaient, comme à moi, par fragmens : « ... *Que votre volonté soit faite...* — *Pardonnez-nous nos offenses...* — *Ne nous laissez pas succomber à la tentation...* » Je vis que ses mains desserraient un peu leur étreinte, et que deux grosses larmes roulaient le long de ses joues. Quelle force agissait sur elle? Je n'en sais rien. Une énergie émanée d'un foyer spirituel, extérieur à elle? Peut-être. J'admets cette influence comme possible. Une suggestion venue du prêtre? Je l'admets aussi. Un nouveau et puissant rappel de ses lointaines impressions d'enfance devant cet agenouillement et ce murmure d'oraison auprès du mort? Je l'admets encore. Une fois de plus, je constate le fait sans l'expliquer. Ce fait me prouve en outre qu'une intelligence formée par la discipline religieuse peut se montrer singulièrement apte à la connaissance et au maniement premier du réel. L'abbé Courmont avait trouvé le seul moyen de

briser l'élan de la malheureuse femme vers le suicide. Pour combien de temps?

Il se releva de sa prière, et, de sa voix doucement grave :

— « J'ai demandé pour lui la paix, madame. Il a tant travaillé, tant souffert, tant aimé! Dieu est bon. Il voit ce que nous ne voyons pas. Il lui donnera la paix. Pourvu que... » Il s'arrêta, et, d'un ton plus doux encore, presque suppliant · « Madame, j'étais venu pour autre chose. Faites appel à votre courage. Votre cousin Ernest est bien mal, bien mal... Ses heures sont comptées, peut-être ses minutes. Il voudrait vous voir... »

Elle secoua la tête, comme tout à l'heure, dans le même mouvement de refus sauvage.

— « Ne dites pas non, madame, » interjeta le prêtre, et montrant le mort : « Quand ce ne serait qu'à cause de lui. C'est de lui, je le sais, que M. Le Gallic veut vous parler. »

Elle répéta : « De lui? » puis, se tournant vers moi :

— « Marsal, ils se sont vus aujourd'hui? »

Ce fut le prêtre qui répondit :

— « Oui, madame. »

— « Longtemps? »

— « Longtemps. Allez là-haut, madame. Je resterai, moi, à veiller ici. »

— « J'y vais, » dit-elle après un silence.

Elle avait pris son mouchoir pour essuyer ses larmes. Je remarquai, continuant à ne pas la perdre des yeux, qu'elle y roulait le flacon de cyanure. Ce geste fit que je la suivis dans l'escalier. Elle entra dans la chambre, et je me préparais à rester dans le corridor, pour respecter le secret de cette dernière entrevue : « Elle ne se tuera pas devant Le Gallic, » pensais-je. Ce fut lui qui, m'ayant aperçu derrière Mme Ortègue, me rappela d'un signe. Déjà sa respiration irrégulière ne lui permettait plus un discours suivi. Elle s'accélérait, puis se ralentissait jusqu'à s'arrêter presque à de certains momens. Dans l'intervalle, il pouvait articuler :

— « Messieurs, » dit-il à Quénaut et à Renard, qui se tenaient auprès de lui. « J'aurais à causer avec ma cousine. Je voudrais garder aussi le docteur Marsal... »

Le secret motif de cette volonté, je le compris aussitôt. J'en savais assez pour qu'il pût dire certains mots à Mme Ortègue,

sans rien m'apprendre, et ma présence suffisait pour qu'il ne fût pas tenté d'en prononcer d'autres.

Renard et Quénaut sortirent, non sans que celui-ci n'eût dit tout haut :

— « Nous restons là, dans le couloir, mon lieutenant. Ne vous fatiguez pas trop. »

Et à moi, tout bas, près de la porte :

— « Rien à faire. Le bulbe se prend. C'est jugé. »

— « Catherine, » commença le mourant, et ses alternatives de souffle donnaient à son élocution entrecoupée un caractère plus angoissant encore que les phrases qu'il prononçait. C'était vraiment une agonie qui parlait. « Catherine, je me suis expliqué avec Michel devant le docteur Marsal. Il m'a dit ce que vous aviez voulu faire... Je sais que pour lui, c'est fini. J'ai peur que ce ne soit encore ta volonté de ne pas lui survivre... Catherine, il faut que tu vives. Il le faut pour lui. Moi qui vais mourir, je t'affirme qu'il y a un autre monde. Je le sens de plus en plus proche. Je le vois. Je le touche... Je sais que dans cet autre monde, on peut souffrir. On souffre pour ses fautes, pour celles qu'on a fait commettre. On peut aussi être soulagé par la bonne volonté, par les bonnes actions des vivans... Tu ne sais pas que cela est vrai. Tu ne peux pas être sûre que c'est faux. C'est ce que je disais aujourd'hui à ton mari... Pense que, si c'est vrai, ton suicide charge ton pauvre Michel d'un poids terrible là-bas. Si c'est vrai, pense aussi que ta vie peut lui être utile, bienfaisante. Tu vois bien que tu dois vivre... Si c'est vrai, pas une des minutes que tu vivras dans la patience, l'humilité, la charité, ne sera perdue pour ton mari. Rien n'est perdu quand on l'offre. Ce que je souffre en ce moment, ce que je vais souffrir n'est pas perdu, parce que je l'offre. J'offre ma mort pour toi, pour que tu sois éclairée et purifiée, pour que tu vives... »

Il dit encore :

— « Pauvre Catherine ! Moi qui m'en vais, je comprends que ton devoir est plus lourd et plus difficile que le mien. C'est si simple de tout donner d'un seul coup... Mais, vois-tu, j'ai souffert beaucoup avant d'arriver à cette heure. Je sais qu'il y a une grande consolation cachée au plus intime d'une souffrance qu'on accepte... Adieu, Catherine, je ne te demande pas de promesse. Tu ne voudrais pas que mon sacrifice ait été inutile pour

toi. Adieu, laisse-moi avec Lui, avec l'Homme de douleur...

Il serra le crucifix sur sa poitrine, du même geste de suprême recours qu'elle avait eu, elle, tout à l'heure, pour serrer le poison.

— « Adieu, » dit-elle, et, se penchant sur le front du blessé, elle y posa un baiser. Il la regarda d'un regard de reconnaissance et de supplication. Ses lèvres balbutièrent un « merci » qui n'était plus qu'un souffle. Devant l'imminence d'une syncope, je courus à la porte, appeler Quénaut et Renard :

— « Occupez-vous de lui, » leur dis-je. « Il faut tenter une ponction lombaire. Je remonte tout de suite la faire avec vous. Renard, préparez les instrumens. »

Tout en parlant, j'entraînais Mme Ortègue, qui me suivait d'un pas quasi automatique. Arrivés dans le cabinet de son mari, où l'abbé Courmont était toujours en prière auprès du mort, je pris sa main, qui continuait de serrer le flacon enveloppé dans le mouchoir. Ses doigts cédèrent. Je tenais le poison

— « Vous vivrez? » lui demandai-je.

— « Oui, » répondit-elle.

XXX

Elle vit. Des semaines et des semaines ont passé : six longs mois, depuis le jour où, toute frémissante encore de l'adjuration de l'agonisant, je lui ai arraché le flacon de poison. J'ai compris qu'elle tiendrait sa promesse de vivre, quand elle a voulu assister jusqu'au bout à l'ensevelissement d'Ortègue. Trois jours après, elle assistait au service funèbre de Le Gallic. Ces deux cérémonies ne se ressemblèrent que par sa présence. Ortègue, dans un dernier codicille de son testament, qui m'expliqua la consternation du notaire dévot, avait exigé des obsèques civiles. Son aversion pour Le Gallic ne fut sans doute pas étrangère à cette volonté. Oh! la triste après-midi du commencement de novembre où nous le conduisîmes au cimetière de Passy! Il s'y était fait construire autrefois, fastueux même par delà la mort, un monument en marbre et en mosaïques. La foule se pressait derrière la dépouille du chirurgien illustre. Quel contraste, et de toutes manières, avec l'humble convoi du lieutenant obscur! Après une messe basse, dite à huit heures à Saint-Thomas-d'Aquin, nous avons mené

le corps à la gare Montparnasse, d'où il est parti pour Tréguier. Le soldat breton est allé dormir là-bas, dans le sol natal, celui où sont couchés son père, sa mère, tous les aïeux qui se sont répétés en lui et dont il a partagé la foi. En comparant ces deux enterremens, j'y vois un symbole. L'officier a vécu dans la communion. Il est mort dans la communion. Il repose dans la communion. Mon pauvre maître reste solitaire dans la mort, comme il l'a été dans la tragique dernière heure de sa vie. J'entends encore sa voix me disant, si près de sa fin et d'un accent si poignant : « Comme on est seul! » Quand je passe devant ce cimetière de Passy, avec quelle émotion je contemple l'énorme mur de soutènement qui surplombe l'avenue Henri-Martin! Je perce le haut remblai par la pensée, je vais, je vais, et je rencontre le caveau où achève de se dissoudre, dans le froid, dans le silence, dans la mort, cet homme consumé de génie et de passion qui fut Ortègue. J'ai pitié de lui. Je voudrais l'aider, et puis je me dis que, s'il souffre encore, ce n'est pas là.

Une autre personne se le dit comme moi. C'est sa femme. En ce moment même, je regarde, par la fenêtre, la pelouse qui verdoie sous les beaux vieux arbres du jardin de la Clinique. Sur une chaise longue de malade, un soldat est étendu. Il a auprès de lui deux béquilles. Un bandeau lui couvre les yeux. Il nous est arrivé aveugle et la cuisse fracassée. Nous avons sauvé sa jambe. Nous ne pouvons pas lui rendre la vue. Auprès de lui, Mme Ortègue est assise, qui lui fait la lecture. Qu'elle est amaigrie et défaite! Son existence, depuis ces six mois, explique trop ce dépérissement. Elle a vécu, oui. Et elle vit, mais dans l'usure quotidienne d'une activité dépensée sans mesure au service de nos blessés. Avec la guerre qui se prolonge, nos salles, hélas! ne désemplissent pas. Beaucoup d'entre nous se lassent. Mme Ortègue, non. Son dévouement des premières semaines, faisait déjà notre étonnement et notre admiration. Il fait, depuis la mort de son mari, notre admiration et notre effroi. Nous la voyons passer les nuits après les nuits, s'offrir pour les besognes les plus dures, les plus répugnantes, les plus dangereuses. Au moindre soupçon d'une maladie contagieuse, elle est là. Elle donne ses jours. Elle donne ses veilles. Elle donne sa vie. Pour moi qui connais son secret, j'ai souvent l'impression qu'il y a du suicide dans sa charité. On dirait qu'elle s'efforce de satisfaire à la fois la volonté contradictoire

des deux hommes qui l'ont tant aimée : de vivre comme le lui a demandé Le Gallic, de mourir comme elle l'avait promis à Ortègue. Pour obtenir d'elle un peu de repos, je l'ai priée de s'occuper en particulier de nos aveugles. Humble tâche! « Mais, » comme lui a dit l'abbé Courmont qui s'inquiète, lui aussi, de cette santé menacée par un tel abus de ses forces, « il n'y a pas d'humble tâche de consolation. » C'est le prêtre qui a décidé son consentement. Le fait qu'il ait eu cette influence prouve qu'un travail s'accomplit en elle. La nostalgie religieuse la tourmente. C'est la personnalité de Le Gallic qui continue d'agir sur la sienne et cette belle âme, — comme il la désignait, — demeure si fidèle, si loyale, qu'Ortègue même, subitement rappelé à la vie, ne pourrait pas être jaloux de cette action. La noble femme ne désire si passionnément croire que pour lui. Encore hier, — car elle cause avec moi à cœur plus ouvert, — elle m'avouait :

— « Vous me reprochez de trop travailler dans l'hôpital, mon ami. Je n'ai pas d'autre apaisement. Quand je suis trop accablée de fatigue, après avoir fait la journée et la nuit, je me dis : « Si la croyance de Le Gallic est vraie, s'il existe un autre « monde, si l'âme de mon mari n'est pas éteinte, si elle est « quelque part où elle souffre, peut-être un peu du secours que « j'ai donné aux autres retombe-t-il sur lui. » Ce n'est qu'un souhait, et rempli de doute. Quand je m'y abandonne, il se fait en moi un calme inexprimable, comme si un merci m'était venu de quelque part... Mais d'où? »

Cette simple question de femme ne vise à rien de moins qu'à poser l'angoissant et inévitable problème de la mort. Que se demande la veuve du malheureux Ortègue, en effet? S'il y a une rupture éternelle ou un rapport mystérieux entre les morts et les vivans; si notre activité présente s'épuise en elle-même, ou bien si elle a un prolongement ailleurs dans un univers spirituel, principe premier et suprême explication de l'univers visible? Que ce prolongement existe, et la mort prend un autre sens, ou plutôt elle n'a de sens que si ce prolongement existe. Sinon, elle n'est qu'une fin, et quelle différence y a-t-il, en dehors de la douleur, entre une mort et une autre? Toutes se valent pour celui qui meurt, puisqu'elles l'anéantissent également. Ce problème, pourtant essen-

tiel et que nous devrions tous avoir résolu, ou, du moins, médité, nous l'oublions dans le train ordinaire de la vie. Aujourd'hui, comment ne pas en être obsédé, quand une catastrophe universelle, comme cette terrible guerre, le pose tous les jours, toutes les heures, et pour combien de temps, d'un bout à l'autre de l'Europe à des millions d'êtres, à ceux qui se battent et à ceux qui restent, à ceux qui succombent et à ceux qui survivent, aux individus, aux familles, aux pays, à notre humanité tout entière? Tant de sang, tant de pleurs versés ont-ils une signification ailleurs? Ou bien cet immense conflit n'est-il qu'un monstrueux accès de délire collectif, dont l'unique résultat serait la rentrée prématurée d'innombrables organismes humains dans le cycle des décompositions et des recompositions physico-chimiques? Au terme de ce long récit, c'est le problème aussi qui surgit. C'est à son étude que j'ai voulu apporter une contribution. Elle est apportée, que vaut-elle?

J'ai dit, en commençant ces pages, que je les rédigerais comme un « mémoire, » comme une « observation. » La qualité maîtresse d'un mémoire est d'être exact. Ces pages la possèdent. Je peux me rendre cette justice. Mais je n'ai pu m'empêcher de les écrire dans un trouble grandissant, à mesure que les épisodes ressuscitaient devant mon souvenir, et le trouble n'est pas une attitude scientifique. Pleurer dans un microscope n'a jamais été une bonne condition pour y voir clair. Sur le point de conclure, je m'essaierai à reprendre cette froideur intellectuelle, condition de toute objectivité.

Résumons donc les faits dont le constat résulte de cette observation. Ils se groupent sous deux chefs : Je vois, d'un côté, un homme supérieur, Ortègue, muni de toutes les armes intellectuelles, comblé de toutes les faveurs de la destinée. La mort se dresse soudain devant lui. Il l'affronte avec une certaine doctrine. Il ne peut pas s'y adapter. La mort lui représente l'annulation de tout son psychisme sentimental, et les profondes énergies de sa vie affective se révoltent là contre. Elle lui représente l'annulation de son psychisme intellectuel. Ses élèves sans doute continueront son activité. Les malades qu'il a opérés lui survivront. Sa mémoire ne périra pas, mais la plus précieuse acquisition de son travail, sa pensée, avec le trésor accumulé de ses réflexions, cette puissance d'associer sa personne, par la connaissance, aux lois éternelles, tout cela va s'abîmer dans le

néant. Cet écroulement total de son être, il finit par l'accepter avec une grandeur pathétique, mais c'est la grandeur d'une résignation foudroyée. C'est l'esprit se courbant, dans un geste d'impuissance désespérée, sous la pression de forces irrésistibles, souveraines, pour lui monstrueuses, puisqu'elles ne l'ont produit qu'afin de l'écraser. Tel est le premier des deux cas considérés ici. Je vois, de l'autre côté, — c'est le second cas, — un homme très simple, Le Gallic, homme d'action, mais d'une action si modeste. Sa représentation intellectuelle du monde semble bien modeste également. Il ne s'est pas formé sa doctrine, il l'a reçue. Un Ortègue l'en méprise. A-t-il raison? Un Le Gallic n'apporte-il pas, sans le savoir, à l'interprétation de la vie, le résidu d'un long empirisme séculaire? Devant lui aussi, la mort se dresse. Cette doctrine traditionnelle lui permet de l'accepter aussitôt, d'en faire la matière de son effort, une occasion d'enrichissement pour lui-même et pour les autres. Son psychisme sentimental s'y adapte, puisqu'il peut, d'après cette doctrine, offrir sa souffrance, offrir son agonie, avec la conviction d'une réversibilité de son holocauste sur ceux qu'il aime. Son psychisme intellectuel s'y adapte pareillement. Lui-même l'affirme, quand il parle de « son salut. » Le salut, c'est de garder vivant le meilleur de son être. Sa résignation est un enthousiasme, une joie, un amour. Où l'autre défaille, il triomphe. Où l'autre se renonce, il s'affirme. Pour un Ortègue, la mort est un phénomène catastrophique, qui tient du guet-apens et de l'absurdité. Pour un Le Gallic, c'est une consommation, un accomplissement. Que conclure? Que des deux hypothèses sur la mort dont j'ai pu contempler la mise en œuvre chez ces deux hommes, l'une est *utilisable*, l'autre non. Je m'en rends bien compte : cette formule est simple jusqu'à sembler puérile. Pour moi, avec mon tour d'intelligence particulier, j'en conviens, elle est chargée de telles conséquences! Mon éducation clinique veut que l'application soit, à mes yeux, l'épreuve définitive des théories. En médecine, je n'admets que la vérité vérifiée, c'est à-dire agissante, donc expérimentale. De ce point de vue, si étrange que soit ce déplacement de position, un Le Gallic me paraît plus scientifique qu'un Ortègue, plus près d'un Magendie montrant une expérience à Tiedemann, et comme celui-ci lui objectait : « Et la loi de Bichat? » — « Je n'ai pas à me préoccuper de cette loi, »

répondait Magendie. « C'est elle qui a tort, si mon expérience la contredit. »

Je reprends, pour préciser encore, l'analyse des résultats de mon expérience, et j'en dégage cette autre formule : la mort n'a pas de sens, si elle n'est qu'une fin ; elle en a un, si elle est un sacrifice. — Entre parenthèses, que le langage a de richesses cachées, et que ce mot *sens* est profond, avec sa double valeur de *signification* et de *direction !* — Mais le sacrifice lui-même doit avoir un sens. Nous croyons saisir ce sens très clairement dans certains cas : un Delanoë, un Dufour, offrent leur vie dans la tranchée, pour leur pays. La somme de ces dévouemens constitue l'armée. Elle sauve notre pays. Rien à dire, sinon que c'est le présent s'immolant à l'avenir, et l'on ne voit pas de quel droit l'avenir, qui n'est pas encore, réclamerait ce privilège, s'il n'y avait pas un ordre impératif donné par la conscience, laquelle en reçoit la révélation d'ailleurs. Et nous voici de nouveau à la question de Mme Ortègue : « Mais d'où ? » Et puis, quand le sacrifice n'a pas de résultat immédiat ? Quand l'être pour qui le dévoué l'accomplit n'en reçoit pas le bienfait, ne le soupçonne même pas ? Mme Ortègue s'est trouvée au chevet de Le Gallic à temps pour l'entendre offrir sa vie à son intention. Elle pouvait ne pas y être. Tous les jours, des soldats sont portés « disparus, » qui se sont fait tuer pour des camarades, et ceux-ci ne l'ont pas su, ont été perdus peut-être malgré ce sacrifice. Le sacrifice n'en a pas moins existé. Pour qu'il ait un sens, il faut donc qu'il y ait en l'absence de témoins humains *quelqu'un* pour le recevoir, un esprit capable d'enregistrer l'acte que l'homme fait pour l'homme, quand aucun homme ne connaît cet acte. Si ce témoin des dévouemens inconnus et inefficaces n'existe pas, ces dévouemens sont comme s'ils n'avaient pas été. Tout en nous se révolte là contre. D'autre part, ce témoin, cette conscience, juge et conservation de la nôtre, ne se rencontre pas dans le monde que l'expérience physique nous découvre. N'est-ce pas la preuve que cette expérience physique n'épuise pas la réalité, et je me souviens d'une phrase que prononça un jour devant moi, au terme d'une longue discussion sur l'expérience religieuse avec un de nos confrères, le physiologiste américain William James, un des savans les plus sincères que j'aie ren-

contrés, les plus soumis à la discipline du fait : « Je crois que par la communion avec l'Idéal, une nouvelle énergie entre dans le monde, et donne naissance à des phénomènes nouveaux. » Qu'entendait-il par l'Idéal ? Une force, puisqu'il est force. Source d'intelligence, il doit être une intelligence. Source d'amour, il doit être un amour. Il ne peut pas y avoir dans le conséquent ce qui n'était pas virtuellement dans l'antécédent. William James disait encore de notre psychisme supérieur « qu'il fait partie de quelque chose de *plus grand* que lui, mais de même nature, quelque chose qui agit dans l'univers en dehors de lui, qui peut lui venir en aide... »

— « C'est le commencement du *Credo* rédigé en d'autres termes, » m'a répondu l'abbé Courmont, l'autre jour, comme je lui citais ces deux textes. « Notre : *Je crois en Dieu le Père tout-puissant*, mais c'est ce *quelque chose de plus grand, et de même nature*... c'est ce : *qui peut lui venir en aide*... William James parle d'*une nouvelle énergie qui entre dans le monde*. Que disons-nous d'autre : *descendu des cieux pour nous autres hommes ?*... »

Je l'écoute. Et depuis que j'ai vu mourir Le Gallic et Ortègue, la plénitude morale d'une de ces agonies et la détresse stoïque, mais si dénuée de l'autre, il ne m'est plus possible de donner tort à ce prêtre, expérimentalement, et pas davantage quand il ajoute, faisant allusion aux troubles de Mme Ortègue et aux miens, j'imagine, car il est si fin :

— « Avec quelle douleur les pauvres âmes tourmentées d'aujourd'hui auront cherché la vérité, qui était là, toute simple, à leur portée ! Mais cette douleur dans la recherche n'est-elle pas une prière ? Quand nous sentons que Dieu nous manque, c'est qu'il est tout près. »

PAUL BOURGET.

LE
PROBLÈME DE LA HOUILLE

Il est des richesses inépuisables que la terre voit se renouveler chaque printemps et fructifier chaque été. Ce sont celles pour la production desquelles son rôle réel est simplement celui d'un intermédiaire et d'un support, et que la plante d'abord, puis l'animal par le moyen de la plante, empruntent aux réserves illimitées de l'atmosphère. La terre, quand elle possède à un degré supérieur une telle fécondité, fixe, nourrit et développe une population nombreuse et durable. Elle ne l'attire que lentement; car elle ne lui distribue chaque année qu'une portion renouvelable de sa fortune. La richesse minérale est, au contraire, un trésor dans lequel l'homme peut puiser à pleines mains, sauf à l'épuiser très vite. Au lieu de recueillir à chaque moisson l'intérêt d'un capital enfoui, on dépense là, presque à volonté, le capital lui-même; mais cette faculté d'épuiser le capital et d'en jouir à son gré prête à la richesse minérale une force d'attraction supérieure et en fait un merveilleux instrument de peuplement, grâce auquel les villes se créent, les moyens de communication se développent, la population s'entasse surabondante, en quelques mois, en quelques semaines parfois, jusque dans les pays les plus déshérités et les plus déserts du globe.

Cette vertu vivifiante appartient à des minéraux très divers. Nous avons pu en observer les effets de nos jours pour l'or de l'Australie Occidentale, du Transvaal et du Klondyke Canadien, pour le cuivre de l'Arizona ou de la Sonora, pour

les nitrates chiliens du désert d'Atacama, pour les phosphates d'Algérie ou de Tunisie. Souvent le peuplement qui en résulte est rapide; avec la plupart des minerais, il est éphémère : une fois le gisement épuisé, le camp minier disparaît presque aussi vite qu'il s'est construit. Pendant une courte période d'abondance, la substance extraite de terre rassemble seulement des mineurs ou des métallurgistes; bientôt exportée au loin, elle ne suscite sur la mine que l'industrie restreinte destinée à séparer un métal de sa gangue et à l'élaborer sommairement. La prospérité ainsi créée par un coup de baguette n'acquiert donc un caractère relativement durable que dans la mesure où l'établissement de voies ferrées, de ports, de centres commerciaux qui en est résulté, a pu susciter d'autres industries, a permis la mise en valeur du sol, a préparé une colonisation agricole, destinée elle-même à se perpétuer d'une façon indépendante. Le cas de la houille seul est différent : d'abord, parce que la mine de houille renferme très généralement un tonnage de matière utile incomparablement supérieur à celui d'une mine métallique; ensuite et surtout, parce que la houille, au lieu d'être le but définitif de l'effort accompli comme l'or, l'argent ou le cuivre, ou de n'exercer du moins son action efficace qu'à longue distance, est elle-même un instrument, un agent de travail, une énergie prête à revivre.

Dans le pays privilégié où la présence de la houille se trouve révélée, tendent aussitôt à se développer avec elle et par elle toutes les industries d'élaboration, de fabrication, de transport, qui vivent de la houille et qui, dans les conditions industrielles modernes, ne peuvent pour ainsi dire pas vivre sans elle, malgré l'appoint fourni dans ces dernières années par d'autres énergies, la houille blanche ou le pétrole. L'une après l'autre et l'une par l'autre, les industries bourgeonnent alors en se multipliant comme peuvent le faire les cellules dans la vie d'un être organisé. Comparer un pays qui possède la houille à un autre qui en est privé, c'est faire une expérience analogue à celle de Franklin répandant du plâtre sur certains points d'un champ de trèfle : on voit immédiatement la croissance se produire là où est tombée cette rosée fécondante.

La houille est notre pierre philosophale, elle est le magique talisman des temps modernes, grâce auquel nos héros de légendes pénètrent dans les châteaux féeriques où des trésors

brillent amoncelés. Par sa vertu mystérieuse, par cette énergie condensée dans toute sa substance à une époque préhistorique, les palais endormis se réveillent, et l'éclosion qui se produit n'est pas seulement un symbole : il semble qu'au sens littéral la vie soit créée, entretenue, développée par ces fragmens noirâtres où les chimistes ne voient que du carbone, de l'hydrogène et de l'azote. Ainsi naissent des villes qui peuvent, comme la mine de houille elle-même, durer des centaines d'années et qui, le jour où celle-ci disparaîtra par épuisement, trouveront encore souvent, dans les facilités commerciales longtemps perpétuées et enracinées, des raisons de survivance. L'humanité a connu peut-être, en des temps très lointains, un âge d'or; son âge de fer dure toujours; mais cet âge de fer s'associe aujourd'hui avec un âge de la houille.

Car le charbon n'est pas seulement un instrument de paix; il est aussi, nous le constatons chaque jour, une formidable machine de guerre. C'est lui, c'est lui seul qui permet la fabrication intensive des canons et des obus. Dans le gueulard des hauts fourneaux, sur la grille des fours Martin, il alimente la production de l'acier; par ses goudrons, il donne les phénols et les benzines, les acides picriques et les toluènes; par sa puissance appliquée aux dynamos, il aide à transformer l'air pacifique en nitrates meurtriers. Associé avec le fer, il fournit, sous mille formes, la force belliqueuse qui, trop longtemps sans doute, si elle ne réussit plus à primer le droit, sera du moins nécessaire au droit pour triompher.

Il y a là, remarquons-le bien, un état de choses qui n'est nullement nécessaire en lui-même, malgré le caractère presque fatal qu'il affecte aujourd'hui. Les hommes ont vécu de longs siècles sans que cette tyrannie moderne de la houille s'imposât le moins du monde à eux. Le temps où l'on ignorait pratiquement le « charbon de pierre » est à peine éloigné de deux ou trois siècles; l'époque où il est devenu l'agent indispensable de l'industrie remonte à quelques générations seulement. Son intervention toute-puissante dans une guerre devenue elle-même industrielle date d'hier. C'est encore un jeune souverain que ce maître actuel du monde. Et quand, dans un millier d'années, tout le charbon emmagasiné sous la terre pendant la longue durée des âges géologiques aura été dissipé en fumée, quand cette énorme réserve de force empruntée jadis au soleil pendant

des millénaires évanouis se sera évaporée dans l'atmosphère, il faudra que l'homme s'adresse, comme le faisaient le monde antique et le Moyen Age, à des sources d'énergie différentes : sources anciennes ou sources nouvelles révélées par sa physique et sa chimie; il faudra que son outillage se transforme; après s'être concentrés démesurément, il faudra que ses ateliers se déplacent et se dispersent. Alors les pays industriels seront sans doute ceux qui pourront utiliser plus directement l'activité présente du soleil par le mouvement des eaux courantes, par la chaleur équatoriale, par les forces radio-actives essaimées en d'invisibles rayons dans l'espace. Longtemps avant ce délai fatal, mais encore bien lointain, une évolution analogue, à laquelle il faudra bientôt songer, ruinera l'un après l'autre les pays européens dont s'épuiseront les champs houillers. A notre époque, un pays ne peut pas plus vivre sans houille qu'un corps vivant ne peut se passer de sang.

Ce pouvoir fécondant de la houille dans la forme provisoire de notre civilisation est connu de tous, et l'on me reprochera peut-être de l'avoir célébré avec moins de nouveauté que d'emphase ; mais il est des momens où certaines banalités sont bonnes à redire. Je voudrais, après bien d'autres, essayer d'analyser cette force qui n'a plus rien de mystérieux, en rappeler brièvement l'évolution historique, d'abord d'une façon générale, puis sur quelques exemples particuliers. C'est une analyse nécessaire pour mettre en évidence toute la portée du phénomène. Mon but est de faire ensuite l'application de ces lois économiques à notre pays qui manque et manquera de plus en plus de charbon, comme il manque d'hommes, tandis que nos ennemis en regorgent. Hier déjà, nous ne produisions pas les deux tiers de notre consommation ; c'est la moitié à peine de ce qu'il nous faudrait pour devenir, comme nous le pourrions, comme le développement de nos côtes, comme l'habileté de nos marins, comme notre richesse en minerais de fer nous le permettraient, résolument exportateurs. En comparaison, l'Allemagne, qui avait depuis longtemps à cet égard une richesse surabondante, l'a encore doublée dans les vingt dernières années par d'heureuses découvertes géologiques sans contre-partie chez nous. Il n'y a pas de culture ou de Kultur capable de tenir devant une telle infériorité. Mais, dans la terrible guerre imposée à notre pacifisme, nous pouvons rencontrer

une occasion unique de guérir un mal qui nous envahissait comme une progressive paralysie. Demain, si notre volonté de vaincre est assez tenace jusqu'au bout ; si, après la victoire, les diplomates qui rédigeront le traité de paix comprennent la gravité primordiale du problème posé ici, nous aurons conquis le moyen de développer nos industries, d'ouvrir un large champ à nos initiatives et, disons-le, la possibilité aussi de provoquer par là cet essor de notre population qui nous sera indispensable, non pas seulement pour prospérer, mais pour vivre.

***

Quelques mots d'histoire d'abord pour bien montrer, et l'ampleur du sujet et la généralité des conclusions que nous voulons appliquer au cas de l'Allemagne et de la France. Nul besoin de rechercher dans le passé quel emploi restreint l'antiquité ou le Moyen Age ont pu faire de la houille comme combustible. Ce ne sont pas ces débuts médiocres qui nous intéressent. En brûlant du charbon au lieu de bois, les foyers domestiques ou industriels ne changeaient pas de caractère. Le pouvoir réel de ce minéral n'a commencé que le jour où l'on imagina d'utiliser la vapeur d'eau comme force motrice, substituant pour la première fois cette énergie souple, remuante et toujours renouvelable aux immobiles forces hydrauliques, aux agens animés trop vite las. Quand on eut inventé ce levier nouveau, la force élastique de l'eau amenée à l'état de vapeur, on fut conduit, pendant un siècle, à l'employer de plus en plus exclusivement, et la petite expérience physique de Denis Papin devint, pour quelque temps, le principal, presque l'unique moyen d'obtenir de la force en dépensant de la chaleur par une transmutation dont on fut longtemps à soupçonner la généralité et, par conséquent, la loi. Le retour partiel à la houille blanche est bien jeune, l'électricité n'est guère qu'un intermédiaire, l'activité des réactions chimiques garde des emplois très restreints. Depuis cent ans, nous empruntons à peu près toute notre puissance mécanique à des rayons de soleil fossilisés qui nous redisent la chaleur des étés carbonifères, comme résonnaient aux oreilles de Panurge, en se dégelant, les paroles des Arimaspiens et des Néphélibates.

La découverte de Papin date de 1687 et la première machine à vapeur de 1705; mais le premier bateau à vapeur de Fulton

ne remonte qu'à 1803 et l'application de la chaudière tubulaire Seguin à la locomotive par Stephenson qu'à 1827. C'est de l'histoire presque contemporaine. Puis, déjà tout-puissant par la vapeur, le charbon de pierre a étendu ses conquêtes. Il est devenu l'élément essentiel de la métallurgie, où il a refoulé peu à peu le bois. Avec la fabrication du gaz, il a conquis l'éclairage. Par tous les sous-produits que donne sa distillation, il s'est emparé de l'industrie chimique et il a remplacé le règne végétal dans la fabrication des matières colorantes, des produits pharmaceutiques, des explosifs. Demain, il nous fournira du caoutchouc, du coton et de la laine. Quand les tablettes d'azote de Berthelot figureront sur nos menus, il nous donnera peut-être aussi notre nourriture de carbone. En dehors de ses vertus propres, il exerce une action de présence qui vivifie. Dans le monde matériel comme dans le monde moral, un système de connexions et d'engrenages attire la force vers la force, l'industrie vers l'industrie, le succès vers le succès.

Ce qu'a été, pendant le XIXe siècle, cette prise de possession du monde industriel par la houille, chacun le sait dans l'ensemble. Mais les proportions précises de ce grand phénomène sont-elles bien connues? Au début du XIXe siècle, le monde employait quelque dix millions de tonnes de houille à se chauffer; il en absorbe aujourd'hui, en chiffres ronds, un milliard. En cent ans on a centuplé. La France seule utilise aujourd'hui six fois plus de houille que le monde entier n'en employait en 1800, et cet accroissement continue à subir de jour en jour une accélération comparable à celle qui précipite la chute des corps. En millions de tonnes, la production de 1800 étant représentée par 10, celle de 1875 par 280, on a atteint 770 en 1900, 1052 en 1908, 1186 en 1912. Ces chiffres mêmes font voir comment une question qui pouvait paraître insignifiante il y a un siècle, secondaire il y a cinquante ans, tend à devenir prépondérante aujourd'hui. Il semble toujours que cette progression va se ralentir; elle trompe, au contraire, les prévisions d'avenir, en apparence les plus exagérées, par un nouveau bond en avant. Tous les continens y contribuent, et même ceux qui ont été le plus récemment mis en valeur interviennent l'un après l'autre : la Chine, la Sibérie, l'Afrique Australe. Mais, dans les vieux pays, c'est une fièvre. L'Allemagne, pour prendre l'exemple le plus typique sur lequel je vais bientôt

revenir, a passé, dans les cinq dernières années qui ont précédé la guerre actuelle (1908 à 1913), de 215 à 256 millions de tonnes. La juxtaposition de ces deux chiffres représente une formidable victoire qui fut remportée sur les alliés actuels en pleine paix.

Comment une industrie houillère naît, se développe et devient à son tour source de vie, nous le verrons bientôt dans quelques cas particuliers. Cet enseignement que nous allons acquérir, tirons-en tout de suite des conclusions, sans oublier la comparaison des deux ou trois pays voisins à laquelle va être consacrée notre étude.

Les villes industrielles, qui représentent la principale force agissante et le grand élément enrichissant d'un pays moderne, peuvent être divisées en deux groupes principaux. Les unes sont anciennes, depuis longtemps fameuses, fières de leur passé, fortes de leur richesse acquise, parfois un peu endormies. Des conditions favorables (qui, pour certaines, ont cessé de l'être autant) y ont provoqué jadis un développement, entretenu depuis par la vitesse acquise, par la tradition, par les capitaux accumulés. Elles ont au moins possédé autrefois, si elles ne possèdent plus maintenant, des combustibles, des minerais, un accès rapide et sûr, le plus souvent par eau, vers la source de leurs matières premières et vers le débouché de leurs fabrications. Les autres, dont le nom même est souvent à peine connu, tant elles sont jeunes, se sont développées d'hier, logiquement, systématiquement, par l'application spontanée ou factice d'une nécessité économique : presque toujours sur un bassin houiller ou, parfois, à proximité simultanée de la mine et de la mer ou des voies navigables qui y conduisent. Les vieux pays, tels que la France et l'Angleterre, ont beaucoup de villes appartenant au premier groupe ; l'Allemagne d'autrefois en avait aussi qui subsistent ; mais l'Allemagne moderne, qui vise à prendre une allure américaine, tend à se conformer de plus en plus au second type, et c'est sa force.

Il est facile de comprendre pourquoi les deux systèmes peuvent subsister côte à côte, pourquoi, suivant les cas, on peut défendre l'une ou l'autre des deux solutions. C'est un peu l'éternel conflit que l'on retrouve dans tous les domaines entre les conservateurs et les avancés, entre les anciens et les modernes, entre le capital et le travail.

Toute ville industrielle du passé a eu sa raison d'être

logique autrefois. Mieux fournie ou mieux située pour vendre, quelquefois mieux défendue, elle est née de circonstances naturelles favorables qu'ont su mettre à profit des initiatives laborieuses, intelligentes et persévérantes. Si les mêmes circonstances se sont perpétuées, son avantage reste immense. De par sa fortune même, les moyens de communication y abondent ; les maisons d'affaires y ont l'autorité d'une réputation bien établie ; la population nombreuse y fournit, avec les producteurs, une partie des consommateurs également nécessaires. Un faisceau d'industries et de commerces s'y est créé qui se prêtent un mutuel appui. Même si les circonstances premières se sont modifiées, pourvu qu'elles ne se soient pas retournées en faveur d'un concurrent trop proche, une ancienne ville profite encore quelque temps de survivances facilitées par les traditions de famille, par un milieu favorable à l'apprentissage des enfans. Elle peut se survivre en raffinant des produits de plus en plus perfectionnés, où la part de la matière première s'affaiblit de jour en jour.

Les autres villes, les villes d'hier ont, pour l'abondance et le bon marché de la production, des facilités singulières. Où ont-elles grandi? On pourrait presque, sans les connaître, l'établir d'avance par le calcul. Toute industrie d'élaboration ou de fabrication consomme de la houille, utilise des matières premières, expédie des produits. S'il ne lui faut que de la main-d'œuvre courante et commune, on peut admettre que la dépense en est partout analogue. Additionnons les trois prix de transport calculés pour ces trois groupes de matières en raison de leurs poids respectifs et de la distance à franchir, nous obtenons une dépense totale qu'il s'agit de réduire à son minimum, en laissant au besoin s'accroître un des trois élémens, s'il en résulte une réduction plus forte pour les deux autres. Le plus souvent l'avantage restera à la houille parce qu'il en faut beaucoup, parce qu'elle est lourde, parce qu'elle donne des sous-produits dont l'utilisation complète n'est possible que dans un centre d'activité, parce que son gisement est localisé, tandis que les autres matériaux arrivent parfois de tous les coins du monde, comme les produits manufacturés s'y dispersent. La ville industrielle moderne est donc presque toujours une ville houillère, surtout si cette ville houillère a pu, comme un Newcastle, un Liverpool. un Cardiff, bénéficier de la mer, ou

du moins si elle est facilement reliée avec elle comme le sont les cités prospères de Belgique, du Nord français, de la Westphalie.

Et cette nécessité de la houille s'impose même aux villes anciennes dont je parlais tout à l'heure. On voit de grandes usines métallurgiques garder leur valeur en se transformant après avoir perdu les minerais qui les ont provoquées. Sheffield n'utilise plus guère les minerais du Hallamshire, le Creusot ceux de Saône-et-Loire, Montluçon ceux du Berry, Liége ceux des Ardennes, Essen ceux de la Ruhr ou de Siegen, pas plus que la Vieille-Montagne ne fabrique aujourd'hui son zinc avec ses gisemens épuisés d'Altenberg ou de Welkenraedt; mais elles ont toutes du charbon sur place et, de même, le vieux Manchester, le vieux Birmingham, le vieux Saint-Étienne ne se survivraient pas, si la campagne n'y était pas souillée de noir par le terrain carbonifère. Des industries métallurgiques viennent de se créer dans tout le Nord français en concurrence avec celles de Meurthe-et-Moselle, sachant dès le premier jour que les minerais de fer leur feraient défaut, mais pouvant néanmoins engager la lutte, parce qu'elles bénéficieront de leur situation sur la houille.

Il serait oiseux d'insister sur ces généralités. Mieux vaut montrer maintenant, par l'exemple comparé de la France et de ses voisins immédiats, quel rôle essentiel doit être attribué à cette question de la houille dans l'histoire économique, financière et, par conséquent, — car tout s'enchaîne, — politique de ces derniers temps. Je pourrais également parler des États-Unis, et j'y trouverais des exemples particulièrement typiques en faveur de ma thèse. Ceux que je citerais ne nous touchent pas encore bien directement; leur poids se fera sentir demain sur l'Europe, quand les Américains mettront à profit les résultats fatals d'une guerre exterminatrice entre Européens qui leur apparaît de loin fratricide. Mais les trois cas de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la France me suffiront amplement pour montrer comment les grandes prospérités récentes, — et les décadences qui leur font contraste, — ont eu pour raison d'être principale l'existence ou l'absence purement fortuites de vastes champs houillers. La grandeur croissante de l'Angleterre jusque vers le dernier quart du XIXe siècle n'a pas tenu seulement à sa position insulaire, à son splendide isole-

ment qui la libérait de nos charges, ou à certaines qualités morales très réelles de ses habitans. La Belgique n'avait pas atteint sa richesse d'hier par la seule sagesse laborieuse des Flamands. Félicitons les hommes d'avoir mis à profit les armes qui leur étaient données pour combattre ; mais commençons par regarder sur une carte géologique le passage de ce vaste sillon houiller qui traverse toute l'Europe du pays de Galles au Donetz. Partout où il passe souterrainement, il amène la richesse à la surface comme ces invisibles cours d'eau atteints par les puits artésiens, le long desquels une vaste traînée d'oasis jalonne le désert. C'est le Nord français, le Bassin Belge de Charleroi, Namur et Liége, la région rhénane, la Westphalie et, après une longue interruption, la Silésie. Je dirai bientôt comment, depuis vingt ans, la puissance houillère, déjà énorme, de l'Allemagne, s'est trouvée doublée depuis la Westphalie jusqu'au Rhin. Cherchons dans cet accroissement, bien plus que dans le prestige dû à ses victoires et à son organisation militaire, plus même que dans sa souplesse et son esprit de méthode commercial, le secret de ce prodigieux essor, sous lequel le monde allait succomber écrasé, quand cette loi paléontologique qui a toujours fait disparaître les races arrivées à une taille démesurée, lui a suscité un dernier accès désastreux de mégalomanie morbide. On prouverait aisément par des exemples inverses que si, dans le monde contemporain, les nations latines, autrefois privilégiées, n'occupent pas toute la place à laquelle leur supériorité intellectuelle et une longue antériorité de civilisation leur donnent droit, c'est parce que l'Italie manque totalement de charbon, parce que l'Espagne en est presque dépourvue, parce que la France en a trop peu.

En examinant ce côté unique de problèmes très complexes, je pourrai sembler parfois en exagérer l'importance. Ce n'est pas que je méconnaisse en aucune façon la valeur des facteurs humains, l'initiative, le travail, la science, l'esprit d'organisation, la patience même et l'endurance devant les échecs. L'homme peut beaucoup pour utiliser ou pour laisser perdre les forces de la nature. Le nier contre toute évidence serait décourager bien à tort ceux que la nature a déshérités et dont la volonté n'en est pas moins ferme. Il y sera fait d'ailleurs plus d'une allusion dans les pages qui vont suivre. Mais le soldat le plus brave reste impuissant, s'il n'a un fusil ou un

sabre, le général le plus habile, s'il manque de canons, de munitions et de voies ferrées. Le machinisme moderne accroît chaque jour, au lieu de le diminuer, le poids des fatalités qui pesèrent sur l'homme primitif, et dont un Lucrèce pouvait croire la civilisation bientôt affranchie. La science qui devait nous libérer n'a fait que nous remettre sous le joug. Elle a beau multiplier nos forces, transformer les élémens que la terre lui jette en pâture, entrer même timidement dans la voie des transmutations rêvées par les alchimistes. Notre ambition croît encore plus vite que notre ingéniosité. L'esprit, qui se joue à travers les transformations, ne parvient encore, ne parviendra sans doute jamais à créer ni force, ni matière; et la part de la valeur humaine ne grandit pas aussi vite que les poètes l'avaient rêvé, dans un monde de plus en plus soumis aux concurrences vitales, aux avidités et aux faims.



La première application que nous allons faire de ces idées portera sur la Grande-Bretagne. L'exemple est instructif, parce que c'est assurément le pays où le rôle de la houille et du machinisme amené par la houille est le plus ancien, en sorte que son évolution y est particulièrement avancée et que l'essor industriel a semblé même, depuis quelques années, dépasser son point culminant. Un autre enseignement très frappant nous viendra ici de ce que la géologie a nettement divisé l'Angleterre en un pays charbonnier et un pays sans charbon : d'où une coupure correspondante non moins nette pour la politique et pour l'industrie, qui montre la relation de cause à effet comme dans une expérience systématique.

La richesse moderne de la Grande-Bretagne est avant tout fondée, chacun le sait, sur deux privilèges naturels : sa position insulaire et sa richesse en houille. Le jour où Fulton combina ces deux forces en utilisant le charbon anglais à la propulsion d'un navire anglais, a marqué l'essor définitif de cette merveilleuse fortune (1). De ce jour, la Grande-Bretagne a eu tendance à devenir, ce qu'elle était récemment encore, le transporteur

(1) C'est à Birmingham que Watt a asservi la vapeur, que Murdock a inventé le gaz et la locomotive. C'est à Glasgow que fonctionna le premier bateau à vapeur, à Liverpool qu'un de ces bateaux se hasarda pour la première fois à traverser la mer.

général pour les pays d'outre-mer : exportant, non seulement le charbon, mais les produits élaborés grâce à ce charbon et rapportant en échange, comme fret de retour, les matières premières nécessaires à son industrie. L'île tout entière n'a pas participé à ce mouvement ; et c'est ici que commence à éclater le phénomène dont nous poursuivons la démonstration facile. Je viens de faire allusion à la division que marquent à la fois les cartes géologique, industrielle, agricole et politique d'Angleterre. La limite des deux pays forme une ligne à peu près Nord-Sud allant de Newcastle à Birmingham, Bristol et Dartmouth. A l'Est, nous avons l'Angleterre verte, la contrée agricole, le pays conservateur, le domaine des lords ; à l'Ouest, l'Angleterre noire, le pays des syndicats ouvriers et du socialisme. La carte géologique nous l'explique. L'Angleterre verte s'étend jusqu'à la limite des sédimens secondaires et tertiaires aux alternances régulières de blancs calcaires, de sables et d'argiles, où suintent les sources, où poussent les pâturages, où croissent les moissons. L'Angleterre noire, qui lui succède à partir de la chaîne pennine et de la Severn, c'est la région des terrains primaires plus durs et plus foncés, des schistes et grès mêlés de granits, au milieu desquels s'étendent les taches noires des bassins houillers. Longtemps l'Est, où s'étaient établis les vainqueurs, a dominé l'Ouest plus pauvre, où s'étaient réfugiées les races vaincues. L'Angleterre était alors un pays agricole, où la richesse et, avec la richesse, le pouvoir, appartenaient aux conquérans, aux lords qui tenaient la terre. Les pays plats et fertiles de la Tamise et du Trent, l'Angleterre normande de Durham, d'York, de Salisbury, dominaient en ce temps-là. Mais, il y a environ un siècle, l'usage du charbon fit jaillir, dans tous les pays déshérités de l'Ouest, des cités ouvrières où les populations entassées décuplèrent et centuplèrent. A partir de ce moment, on a vu, de plus en plus, en dépit de quelques retours momentanés, l'Ouest élever la voix ; puis, à partir de 1832, imposer sa volonté, la volonté de la foule, aux pays de l'Est. Les avantages et aussi les défauts du système anglais, que les événemens récens ont mis avec quelque cruauté en évidence, sont nés de là. L'Angleterre est gouvernée par les hommes du charbon, du fer et de la toile : tantôt par le nombre, toujours aveugle, quand il faut voir au delà de ses intérêts immédiats ; tantôt par les fils ou petits-fils de ceux

qu'ont enrichis leur travail ou leur initiative, trop souvent disposés à profiter sans peine des résultats acquis et à s'endormir sur les lauriers de leurs parens. Et cette transformation, qui domine l'histoire politique anglaise, est bien liée directement à la présence du charbon dans le sol ; car, là où ce charbon n'apparaît pas, à l'Ouest, dans ces îlots du Pays de Galles et du Cornwall que contourne, sans les recouvrir, la marée industrielle, les vieilles races ont conservé leurs idées et leur caractère ancien.

Si nous laissons de côté ces régions celtiques, les villes de l'Ouest sont, ou simplement des villes minières, ou des villes du fer, ou des villes qui se sont spécialisées dans telle ou telle branche d'industrie favorisée par la proximité des champs houillers et plus spécialement déterminée par quelque vieille circonstance locale. Les bassins de Newcastle, du Lancashire et du Yorkshire ont fait Newcastle-on-Tyne, Liverpool, Manchester et Sheffield. Au Centre est Birmingham ; au Sud, Swansea et Cardiff. L'association des minerais de fer du Cumberland a produit Barrow-in-Furness ; celle des minerais du Cleveland, Middlesborough. Les deux grands ports de Newcastle et de Liverpool, l'un regardant vers l'Est, l'autre vers l'Ouest, sont aux deux extrémités du principal champ houiller, sur des embouchures de rivières qui en font d'immenses ports. Swansea et Cardiff, sur le canal de Bristol, se sont édifiées, l'une pour traiter les minerais de cuivre et de plomb arrivant de toutes les parties du monde, l'autre pour exporter ses charbons à tous les continens. Manchester, Sheffield et Birmingham, moins favorablement situées pour l'exportation, plus centrales, ont gardé chacune leur spécialité qui remonte à leur passé : Manchester, le coton, grâce à sa liaison avec Liverpool par canal et par voies ferrées ; Sheffield, l'acier ; Birmingham, les petits objets, plumes, armes, chaudières, les machines et les rails.

Sans faire un cours de géographie, nous n'avons qu'à parcourir quelques grandes villes, du Nord au Sud ; nous y retrouverons partout l'influence vivifiante de la houille.

Voici, en Écosse, Glascow. La seconde ville des Iles-Britanniques doit sa prospérité à sa position sur le bassin houiller écossais et sur la Clyde, près des anciens minerais de fer du Lanarkshire. D'où les chantiers de construction et les manufactures de tous genres qui présentent ici une diversité par-

ticulière. Glascow avait 80 000 âmes en 1801 ; elle en a près de 800 000.

Au Sud-Est, Newcastle fut des premières à exploiter la houille dès le XIIe siècle. En 1739, elle dirige déjà une grande exportation de charbon qui s'étend jusqu'à Paris et Marseille. Bientôt, toute la Tyne, sur 19 kilomètres de long, devient un immense port, le long duquel se succèdent les usines : un vaste quai d'embarquement pour les charbons et pour les fers. Dans les dix dernières années encore, de 1901 à 1911, le nombre des habitans a grandi de 215 000 à 267 000.

Manchester est une très vieille ville; mais, si l'industrie cotonnière introduite au XIVe siècle par des ouvriers flamands y a pris le développement que l'on sait, c'est parce que la vapeur, produite économiquement par les charbons du voisinage, a pu y être appliquée aux filatures. De 454 000 âmes en 1901, elle a passé à 715 000 en 1911.

Sheffield était un bourg féodal qui se livrait à l'industrie du fer. Sa suprématie dans le domaine de l'acier tient une fois de plus au voisinage des mines de houille. De 1801 à 1871, sa population avait sextuplé. Elle a atteint 380 000 âmes en 1901, 455 000 en 1911.

De Sheffield à Birmingham, dans les Midlands, c'est partout le royaume du charbon. Sur 25 000 kilomètres carrés, plus de 40 000 manufactures et ateliers déversent leurs torrens de fumée.

Liverpool enfin n'est pas seulement une ville de la houille, mais aussi un centre de gravité pour les îles sœurs de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, un point de départ pour les échanges internationaux. Néanmoins, ces avantages naturels n'ont fructifié que parce qu'elle a pu se relier directement aux villes industrielles, nées elles-mêmes des bassins houillers. Elle était tout indiquée pour connaître le premier chemin de fer et le premier bateau à vapeur. De 5 000 âmes en 1700, elle est montée à plus de 750 000.

J'ai peut-être trop multiplié ces exemples. Ils se résument en quelques chiffres d'ensemble. Au début du XIXe siècle, l'Angleterre, qui avait pris les devans dans l'industrie charbonnière, produisait plus de la moitié de la consommation mondiale : 7,5 millions de tonnes sur 13, les États-Unis n'intervenant pas alors. En 1911, la proportion sur la production

européenne est restée presque la même : 264 millions de tonnes sur 666. Comme on le verra bientôt, les chiffres eussent même été plus favorables, il y a une dizaine d'années. Cela suffit pour expliquer le rôle mondial qui est échu à ce pays. S'il a paru décliner depuis quelque temps, la politique intérieure y a sans doute contribué ; mais l'extension des exploitations houillères en Allemagne, outre ses effets directs sur le commerce anglais, a été pour beaucoup dans certaines innovations malheureuses de cette politique.

C'est parce que l'Allemagne a rudement engagé la concurrence, grâce à sa richesse en houille, brusquement accrue, que les Anglais, un peu endormis jusqu'alors sur les avantages de leur fortune, ont commencé à trouver la vie moins facile, à perdre leurs forces en luttes intestines propres à aggraver le mal et se sont enfin lancés dans un impérialisme qui, pour quelques politiciens, sembla le remède. L'impérialisme cher à Manchester, le protectionnisme connexe si contraire aux vieilles traditions anglaises avaient pour but d'assurer à l'industrie anglaise les immenses débouchés sur lesquels elle s'était habituée à compter, grâce au bon marché de son charbon entraînant celui de ses frets et que l'Allemagne, industriellement plus jeune, donc plus entreprenante et techniquement mieux armée, commençait à lui disputer. Ces temps nous apparaissent déjà dans un recul si lointain qu'on peut bien se hasarder à en rappeler l'histoire. Avouons donc la vérité. Quand, après avoir failli réconcilier la France avec l'Allemagne à Fachoda, Joë Chamberlain engagea cette entreprise du Transvaal qui nous semble aujourd'hui marquer un tournant fatal de l'Angleterre, il obéissait au sentiment de malaise causé par l'entrée en jeu du concurrent germanique, alors que tant de débouchés se fermaient déjà par l'émancipation progressive des pays neufs. L'Angleterre a été, depuis ce moment, comme un malade qui s'agite et se retourne dans son lit. L'enchaînement des événemens a pu être dissimulé par leur complexité, mais on a le droit de les énoncer dans l'ordre suivant : développement des charbonnages allemands; tendance allemande à utiliser ce charbon pour étendre ses exportations; visées coloniales et maritimes de l'Allemagne ; bénéfices moindres des manufacturiers anglais concurrencés ; conception impérialiste où le faisceau des colonies britanniques monopolisées devait former une coopérative

générale de production et de consommation; guerre de conquête au Transvaal dépensant des milliards pour y meurtrir la poule aux œufs d'or; augmentation des impôts, exigences et désordres des syndicats ouvriers; accroissement du prix de revient et, par conséquent, de la gêne industrielle; enfin, tension telle, sur les deux rives de la Mer du Nord, que l'éternelle question d'Orient a pu déclencher une guerre sans précédens, d'où l'Angleterre, n'en doutons pas, sortira pleinement régénérée.

S'il est encore des mineurs anglais qui ne comprennent pas l'intérêt vital de cette guerre et qui attendent, pour y participer, d'entendre éclater les bombes des zeppelins sur leur maison, c'est qu'ils n'ont pas lu les statistiques. Je rappelais, en commençant ce paragraphe, que la Grande-Bretagne a, pendant tout le XIXe siècle, produit à peu près la moitié de la houille européenne : ce qui comporte un accroissement considérable d'année en année. Or, depuis 1908, cet accroissement a cessé. Dans l'espace de cinq ans, entre 1908 et 1913, tandis que les États-Unis passaient de 370 à 557 millions de tonnes et l'Allemagne de 215 à 256, la Grande-Bretagne restait stationnaire. L'année 1914, restée normale, aurait été marquée par cet événement industriel, qui est à lui seul tout un symbole : la production germanique de charbon (en y comprenant, il est vrai, les lignites) dépassant pour la première fois la production britannique. Voilà l'expansion qui a fait éclater automatiquement les obus, plus que tous les picrates et les chlorates inventés par la chimie.

***

En étudiant l'Angleterre, je viens de me trouver amené à parler de l'Allemagne. C'est que le lien entre les deux sujets est, on l'a déjà vu, très direct. La rivalité commerciale et, par contre-coup, l'hostilité politique de l'Allemagne et de l'Angleterre tiennent une place capitale dans les événemens contemporains.

Le grand développement de l'Allemagne a commencé peu après 1871 : non pas immédiatement après la victoire, car il y eut, en 1875, une crise violente qu'il est permis d'appeler une crise de croissance, mais pourtant en rapport de date presque direct avec la formation de l'Empire allemand. Ce développement a été énorme. Sans doute, les Allemands l'ont encore exagéré dans leurs publications et leurs discours, d'après leur

méthode de vantardise habituelle et en vertu du proverbe que la fortune vient aux riches. Le fait est néanmoins indéniable, et la guerre actuelle en aura donné la sensation trop nette à ceux qui l'ignoraient ou qui le niaient obstinément. D'où l'idée très répandue que cette fortune est due au prestige de la victoire et à la forte organisation militaire de l'empire allemand. C'est ce que l'on a beaucoup dit, et les Allemands, tout les premiers, se sont prêtés à le laisser croire. Il était naturel, à leur sens, que le peuple élu fût aussi le peuple dominateur et exploiteur de l'univers. Je ne tomberai pas dans l'excès inverse et je n'essaierai pas de faire croire que l'Allemagne moderne est sortie automatiquement et fatalement, sans aucune intervention humaine, des profondeurs noires où ses kobolds extraient patiemment un Or du Rhin, moins brillant, mais plus utile que celui de la légende. Il est certain tout au moins que la victoire a donné aux Allemands cette foi en eux-mêmes et cet esprit entreprenant qui sont un élément essentiel du succès. Elle les a débarrassés de toutes les luttes inutiles, destinées auparavant à constituer leur unité. Depuis ce moment, ils ont vu grand en toute chose, parfois jusqu'à l'excès, et ils ont eu confiance dans un gouvernement qui avait préparé leur triomphe : gouvernement disposé à encourager puissamment, méthodiquement, par tous les moyens, les développemens de l'industrie. Ce ne sont pas là des facteurs négligeables. Néanmoins, rien de ce que nous avons vu n'aurait pu se réaliser sans l'abondance extrême et le bon marché de la houille. Ici encore, il suffit de laisser parler les chiffres. Sans remonter plus loin, en 1880, l'ensemble de l'Allemagne produisait 50 millions de tonnes ; en 1890, 90 ; en 1900, 150. En 1908, elle a atteint 215 millions ; en 1912, 255 millions ; en 1913, près de 279 millions. Ces chiffres comprennent, il est vrai, les lignites, qui sont des combustibles inférieurs. Mais, en les laissant même de côté, nous avons, pour la période 1901-1905, une moyenne annuelle de 113 millions ; de 1906 à 1910, 142 ; en 1911, 156 ; en 1912, 172 ; en 1913, 191. Et ce n'était là que le point de départ d'un essor interrompu par la guerre, l'effet des dernières découvertes houillères ayant à peine commencé à se faire sentir.

L'intervention directe de l'industrie houillère sur le développement de tout le pays apparaît aussitôt quand on regarde

d'où sort la houille et où s'est produit l'afflux de la population. Les deux tiers de la production houillère allemande (lignites exclus) viennent de la Westphalie (102 millions de tonnes en 1913); l'autre tiers, de la Silésie (environ 50 millions) et de la Sarre (13 millions). Les charbons de la Silésie et de la Sarre donnent peu de coke. Presque tout le coke consommé par la métallurgie provient donc de la Westphalie. Or, où s'est opéré le surpeuplement? Beaucoup sans doute dans les anciennes villes déjà importantes qui continuent à exercer l'attraction de leur masse, à Berlin, Leipzig, Munich, Dresde, etc.; mais, avant tout, dans ce bassin houiller westphalien, ou, à son voisinage, dans les villes industrielles et maritimes qui bénéficiaient directement du mouvement houiller. Rien nulle part de comparable à ces 1 500 kilomètres carrés de la Ruhr, où s'entassent déjà plus de onze millions d'âmes et où chaque année en amène près d'un demi-million. Dans cet étroit espace, il tient douze villes de plus de 100 000 habitans, qui sont, par ordre d'importance décroissante : Cologne, Dusseldorf, Essen, Dortmund, Duisburg, Elberfeld, Barmen, Gelsenkirchen, Aix-la-Chapelle, Crefeld, Mulheim, Hamborn. Et tout cela résulte de la houille dont la production a décuplé depuis 1870. C'est donc sur ce coin de la Westphalie qu'il convient de porter une attention particulière : d'abord, parce que son importance domine depuis longtemps tout le reste; ensuite, parce que cette importance a, comme possibilités d'avenir, au moins doublé dans ces dernières années ; enfin, parce que la position géographique de la Westphalie, comme le caractère fiscal de nombreuses mines, en font un gage tout indiqué pour nos exigences futures.

J'ai déjà donné les chiffres de l'extraction houillère westphalienne. Les graphiques qui la représentent sont effrayans quand on les regarde en concurrent, suggestifs si l'on espère en prendre sa part. Tout s'y enchaîne. Aux 111 millions de tonnes de houille correspondent, en 1912, 22 millions de tonnes de coke, 550 000 tonnes de goudron, 244 000 tonnes de sulfate d'ammoniaque, 14 millions de tonnes de fonte. Quatre sociétés ont un capital de plus de 200 millions de francs; cinq sont comprises entre 100 et 200 millions de capital, et le bilan de ces entreprises fait ressortir des dividendes supérieurs en moyenne à 10 pour 100 des capitaux-actions engagés. La connexion des diverses entreprises a pour point de départ la

houille, mais entraîne les industries les plus diverses. La plupart des sociétés minières possèdent, en même temps, des hauts fourneaux et des aciéries; des ateliers de grosse mécanique et de chaudronnerie se sont établis au voisinage. Parmi les sous-produits, le sulfate d'ammoniaque fournit les engrais; les goudrons donnent les matières colorantes; les gaz hydrocarburés servent, dans des centrales, à produire la force, qui, transformée en énergie électrique, alimente tout le pays. Et toute cette puissance économique est monopolisée entre les mains de syndicats qui, pour la houille, pour l'acier, pour les goudrons et les benzols, pour les sels ammoniacaux, dominent le marché, en agissant sur des valeurs de marchandises atteignant des milliards.

A cette industrie colossale, le Rhin et les canaux qui y aboutissent fournissent des artères vivantes apportant la nourriture et les moyens de vivre aux ouvriers, emportant les produits bruts ou fabriqués au dehors. La moitié du charbon, par exemple, est consommée sur place, l'autre exportée. Tout le Rhin en aval de Mannheim est un immense port, presque continu, dont les aboutissans naturels sont moins encore Hambourg que Rotterdam et Anvers.

Rotterdam, relié au Rhin et à la Meuse navigable par le Dordksche Kanal, a passé de 1 900 000 tonnes en 1883 à 18 millions en 1913 et de 72 000 habitans en 1830 à 450 000 aujourd'hui. Anvers a atteint 302 000 âmes. C'est pourquoi Anvers et Rotterdam sont apparus à tout esprit allemand comme devant être nécessairement des ports allemands.

Que l'on ne s'y trompe pas, en effet, la puissance de la Westphalie est énorme et nourrit l'Allemagne. Je vais montrer tout à l'heure à quel point elle s'est encore accrue récemment. Mais il lui manque pourtant deux élémens de prospérité indispensables : l'accès à la mer en territoire national et les minerais de fer que nous avons le tort de posséder en Lorraine. Si l'invasion a suivi le chemin que l'on connaît, si les Allemands ont déchiré le chiffon de papier qui garantissait la neutralité belge, au risque de tourner contre eux l'Angleterre, c'est assurément surtout pour nous surprendre sur une frontière où nous étions moins défendus ; mais c'était aussi, on ne s'en cache plus guère aujourd'hui, pour réaliser l'annexion de la Belgique, qui devait fatalement entraîner celle de la Hollande.

Ce n'est pas par hasard que les Allemands ont occupé, et gardent encore, avec toutes les usines belges, les deux tiers de nos charbonnages du Nord et de nos gisemens de fer lorrains. Si le malheur nous eût fait succomber, la première « rectification de frontière » qu'on nous eût imposée nous eût dépouillés de nos minerais de fer lorrains, qu'ils regrettent si amèrement d'avoir méconnus en 1871. Ayant tant de charbon, il leur faut du fer pour l'utiliser. Ne serons-nous pas en droit, les événemens ayant tourné autrement, de rétorquer l'argument et de dire qu'à tout notre minerai de fer il faut une partie de leur houille?

Car de la houille, ils en ont maintenant à foison, démesurément et pour des siècles. Ils en ont trop! Les récentes campagnes de sondages, fondées sur les derniers progrès de la géologie, qui n'ont à peu près rien donné en France, ont sérieusement enrichi l'Angleterre, la Belgique et la Hollande; elles ont, je l'ai dit déjà, doublé ce que possède l'Allemagne. C'est ce que l'on ne sait pas assez en dehors des spécialistes; c'est ce qu'il faut dire très haut, parce que, si rien n'est changé à notre avantage dans la situation actuelle, la France, qui pliait déjà sous le faix, va être accablée.

Le bassin westphalien est le prolongement du bassin français et du bassin belge; mais, en France, le sillon houiller est limité entre deux murs distans au maximum de 12 à 15 kilomètres, et l'on a eu beau chercher, aucune intelligence humaine ne pouvait découvrir ce qui n'existait pas: il a fallu se contenter de glaner entre ces murs. Quand on arrive aux limites de la Belgique et de l'Allemagne, quand on dépasse Aix-la-Chapelle et Maestricht, on entre au contraire dans un immense carrefour souterrain. Les bassins houillers s'étalent ou se branchent en divers sens sur près de 180 kilomètres de long et 100 kilomètres de large. Là se trouvent les nouveaux bassins belges du Limbourg et de la Campine, les bassins hollandais du Limbourg et du Brabant, les bassins allemands de Wurm-Inde, de Bruggen et de la rive gauche du Rhin. A partir de ce moment, au lieu de couches très redressées et rapidement approfondies, on a des couches à pente plus douce, qui s'étendent très loin vers le Nord. Cet état de choses s'accentue encore en Westphalie. Les recherches par des sondages dans le sens du Nord s'y imposaient donc. On ne s'y heurtait qu'à des diffi-

cultés purement techniques toujours surmontables : l'approfondissement progressif atteignant une limite d'exploitabilité qui s'élargit d'année en année et la traversée de nappes aquifères qui entraîne quelques difficultés dans le fonçage des puits. Le résultat obtenu de ce côté peut s'expliquer aisément.

L'ancienne zone, depuis longtemps reconnue, allait du Rhin à Hamm, englobant la région classique de Duisburg, Essen, Bochum, Dortmund, etc. Les sondages au Nord et à l'Est ont plus que doublé la superficie houillère sans atteindre encore sa limite Nord qui peut dépasser Munster. C'est, dès à présent, un rectangle de 35 à 40 kilomètres de large sur environ 100 kilomètres de long sans compter les annexes dont nous avons parlé. Et, en même temps, on a accru le nombre des faisceaux houillers; car, ceux-ci plongeant du Sud au Nord, on rencontre, en allant, dans ce même sens du Sud au Nord, leurs affleuremens successifs : en sorte que, plus un puits est placé dans une zone septentrionale, plus le nombre des couches qu'il peut rencontrer se multiplie. Avant ces travaux, on estimait les réserves probables de la Westphalie à 33 milliards de tonnes. Actuellement, sans descendre à plus de 1 500 mètres de profondeur, ce qui est parfaitement accessible, la Westphalie peut fournir 76 milliards de tonnes et l'Ouest du Rhin, 10; auxquelles il faut ajouter 4 milliards reconnus en Hollande et 8 milliards dans la Campine Belge : ce qui démontre immédiatement, pour un pangermaniste, la nécessité d'annexer la Campine belge et la Hollande. Et cependant, les 76 milliards de tonnes représentent, au taux actuel de l'exploitation, près de huit siècles assurés. Comme comparaison, j'ajoute de suite, ce que nous verrons tout à l'heure, que le total des réserves françaises a été estimé, lignite inclus et en poussant jusqu'à 1 800 mètres, à un maximum de 17,6 milliards de tonnes D'après les derniers calculs, l'Allemagne pourrait maintenant compter sur deux fois plus de houille que l'Angleterre.

Mais la quantité n'est pas le seul avantage des charbonnages germaniques. Il faut aussi compter sur le bas prix de l'extraction.

Avec la facilité de travailler en grand sur des couches régulières et étendues, il n'est pas étonnant que les Allemands aient pu d'abord installer les belles machineries admirées de tous les visiteurs et ensuite obtenir néanmoins un prix de revient très bas. Une mine de houille française est, par rapport à une

mine allemande, anglaise ou américaine, un peu comme le pré d'un montagnard péniblement accroché sur sa pente pierreuse auprès d'une large plaine labourée à la vapeur. Pour tout un ensemble de raisons qui ne sont pas seulement techniques, un mineur allemand fournit en moyenne 268 tonnes de houille par an et un Anglais 244, tandis qu'un Français en donne seulement 200 et un Belge 155. Depuis 1901, la production du mineur allemand a monté de 240 à 269, celle du Français est restée stationnaire (200 contre 196). La houille prise sur le carreau de la mine coûte donc en moyenne (1912) 7 fr. 50 aux États-Unis, 11 fr. 25 en Angleterre, 13 francs en Allemagne, 16 francs en France. Il est tout naturel, dans ces conditions, que l'industriel français doive réduire sa consommation de houille par rapport à l'Allemand. Cette consommation par tête et par an a grandi en Allemagne, entre 1901 et 1913, de 1,69 à 2,12. Celle des Français n'a pu s'accroître que de 1,15 à 1,48. Et, pour une production globale quatre fois moindre dans notre pays, ces chiffres sont en faveur de nos efforts.

* * *

J'en ai assez dit sur nos concurrens pour pouvoir maintenant aborder le cas de la France. Ce ne sera malheureusement pas long, et les constatations actuelles seront peu encourageantes. La France, si grandement favorisée à d'autres égards par la nature, est tout à fait pauvre en houille. C'est ce qui ne lui permet pas d'utiliser, comme elle le devrait, son énorme stock de minerais de fer. Que peut-elle faire de ces minerais, faute de charbon national pour les traiter? Les fondre avec du coke venu du dehors, opération précaire et coûteuse; ou vendre elle-même ses minerais, solution également peu avantageuse et qui, même avant la guerre, suscitait déjà de légitimes susceptibilités, destinées à s'accroître dans l'avenir après une telle floraison de haines. Faute de charbon, elle est de même paralysée pour toutes les industries à rendement intensif, comme pour sa marine marchande qui devrait cependant, d'après le développement de ses côtes, l'abondance de ses ports, l'étendue de son domaine colonial, être considérable. Mais comment songer à la grosse production et à l'exportation dans un pays, où l'on produit péniblement 40 millions de tonnes pour une consommation qui, — même réduite au minimum, comme elle l'est par

le haut prix du combustible, — monte déjà à 60 millions? Il nous faudrait, pour atteindre un chiffre convenable, doubler au moins notre production.

Pouvons-nous y arriver sur notre propre sol? Certainement non. Dans un champ limité, avec des sièges d'extraction très coûteux en nombre restreint, les limites pratiques de la productivité sont presque mathématiquement déterminées. Nos mineurs ont beau être comptés parmi les plus habiles du monde : ils sont arrêtés en tous sens par des bornes inéluctables. On arriverait, d'ailleurs, si on voulait augmenter le rendement global de nos mines en multipliant les sièges d'extraction, à un épuisement très rapide. Voici, en effet, quelques chiffres suggestifs donnant, non les certitudes, non les probabilités, mais simplement les « possibilités » auxquelles peuvent atteindre nos réserves de houille jusqu'à 1 200 mètres de profondeur : Bassin du Nord et du Pas-de-Calais : 9,5 milliards de tonnes; Bassin de Saint-Étienne : 685 millions de tonnes; Bassin d'Alais : 958 millions de tonnes; Fuveau : 1,3 milliards de tonnes de lignite; au total, avec tous les petits gisemens du Centre : 13 milliards de tonnes, ou 17,6 milliards en poussant jusqu'à 1 800 mètres. Si la France élevait seulement sa production à 100 millions de tonnes qu'elle consommerait bien aisément, avant un siècle et demi il ne lui resterait plus une tonne de charbon dans des conditions utilisables.

Mais, si l'on ne saurait, pour cette double raison, augmenter notablement la production de nos mines actuelles, n'est-il donc pas possible de découvrir, sur l'étendue de notre sol, des gisemens nouveaux, comme viennent de le faire précisément les Belges, les Hollandais et les Allemands? On entend souvent, à cet égard, des affirmations un peu hardies que justifie seule une grande confiance de joueur dans quelque entreprise aléatoire. La vérité est que l'on a déjà beaucoup cherché, à peu près partout où des sondages paraissaient offrir des chances sérieuses, et même souvent là où ces chances pouvaient paraître bien minimes. De tout ce grand effort courageusement et coûteusement poursuivi pendant plusieurs années, il a pu sortir et il sortira encore des résultats ayant une valeur industrielle; aucun n'a présenté des proportions susceptibles de lui faire attribuer une valeur nationale. Et, là même où on a obtenu quelques demi-succès comme en Lorraine, l'effet productif en a

été, il faut bien le dire, réduit à néant pour longtemps par l'inertie et le mauvais vouloir de ministères successifs incapables d'oser donner les concessions à leurs inventeurs. Peut-être y aurait-il encore quelques recherches à entreprendre : beaucoup plus, disons-le, dans un intérêt général que dans un intérêt particulier. Il n'est aucunement impossible, par exemple, que la houille existe en profondeur sous le Bassin de Paris. Qui voudrait se lancer dans une telle exploration après de semblables précédens?

Ainsi donc, loin que la situation soit destinée à s'améliorer pour nous, elle doit fatalement empirer d'année en année : parce que notre consommation va croître et parce que notre production restera stationnaire ou décroîtra. Nos bassins de Saint-Étienne et du Centre se meurent tout doucement. Dans un temps qui peut être considéré comme bien court pour la vie d'un peuple, nous serons réduits à notre bassin de Valenciennes, où l'effet des dernières lois ouvrières tend à réduire la productivité.

Alors, que peut faire la France sans houille? Il est inutile de rappeler que le pétrole nous fait totalement défaut. Recourir davantage à la houille blanche : remède indiqué et nécessaire, mais très insuffisant; car l'expérience montre bientôt que la houille blanche est incapable de se suffire et que, là où son emploi développe une industrie, les besoins de houille noire connexe augmentent au lieu de diminuer. D'ailleurs, la métallurgie électrique du fer n'est pas mûre en dehors de quelques emplois spéciaux ; et l'on n'actionne pas un navire avec des accumulateurs ou des piles. Acheter du charbon? Il faudrait au moins que les traités, — et c'est sur quoi je vais revenir, — nous permissent de le faire avantageusement... Sinon, il reste seulement la voie où l'on s'est engagé de plus en plus depuis quelques années; il faut prendre le parti auquel se résignent toutes les vieilles usines ou les vieilles villes et qui convient aussi aux vieux pays : concentrer de plus en plus ses efforts sur les produits de luxe, les produits très finis, où la matière première joue un rôle insignifiant par rapport à l'invention du fabricant et à l'adresse de l'ouvrier.

De telles résolutions, l'emploi de tels remèdes ne font-ils pas songer à ces injections de sérum ou de caféine, à ces inhalations d'oxygène, au moyen desquelles on s'efforce de prolonger

des moribonds? La France ne doit pas et ne veut pas mourir encore. Elle le montre avec assez d'énergie depuis un an! Et il faut bien croire que le résultat d'un si immense effort nous permettra tout au moins de rectifier dans une certaine mesure les injustices du sort à notre égard. On a vu le peu que nous possédions. Il me reste, pour conclure, à examiner ce que nous pouvons obtenir dans l'avenir. Je tâcherai de le faire avec toute la réserve que doit imposer à ses espoirs les mieux justifiés une conscience scientifique, et je n'imiterai pas nos adversaires en rêvant de conquérir toute la Westphalie. Mais, sans présomption excessive, il reste permis de supposer que l'Alsace-Lorraine, terre française, reviendra à la France avec ses annexes naturelles et que, dans la rédaction du traité de paix, nous pourrons faire insérer des conditions économiques avantageuses.

Notre situation, telle que nous venons de l'exposer, s'énonce en deux mots. Nous manquons de charbon, et nous avons beaucoup trop de fer. Chez les Allemands, c'est l'inverse. Ils ont commencé la guerre avec l'intention avouée de nous enlever nos minerais de fer lorrains. Mettons, si nous le pouvons, la main sur quelques-uns de leurs gisemens houillers. On va voir que cela ne suppose en aucune façon l'écrasement absolu de l'Allemagne. Les plus pessimistes ne sauraient donc voir là une chimère. Il suffit que nos diplomates, le jour où ils traiteront pour nous, se montrent renseignés sur nos besoins industriels les plus urgens, comme l'ont été en d'autres temps les négociateurs allemands, et qu'ils comprennent la nécessité d'un effort énergique dans un sens où ces besoins sont absolus.

Ne craignons pas de devancer les événemens pour attirer l'attention publique sur ce point; car, à la dernière heure, nous devons logiquement prévoir l'intervention possible de certains intérêts privés en contradiction naturelle avec l'intérêt général. Sans mettre en doute aucun patriotisme, chacun comprendra que la disette du charbon, nuisible à la communauté, profite, en revanche, momentanément à quelques-uns, patrons et ouvriers, par la hausse de prix qui en résulte et qui accroît les bénéfices de nos mines. On peut donc s'attendre à l'antagonisme plus ou moins ouvert d'individus fortement agissans parce que directement intéressés, tandis que les intérêts trop vastes de la géné-

ralité seront, comme toujours, défendus par les seuls théoriciens, peu disposés à l'action. S'il arrive qu'il faille annexer quelques kilomètres carrés, ne se heurtera-t-on pas aussi à l'intervention de ces incorrigibles sentimentaux, pour lesquels une lutte à mort contre une bête enragée demeure, jusqu'au bout, un duel correct entre gens du monde ? Et, comme une solution négative tente toujours les indécis, ne risque-t-on pas, si l'on n'y prend garde, de voir, après quelques discussions, la force d'inertie imposer ses lamentables arrêts à des esprits non avertis ?

***

Au point où nous en sommes arrivés, il faut donc regarder, au delà de frontières trop étroites, dans la direction des bassins houillers allemands qui, sous une forme ou sous une autre, peuvent, dans l'avenir, comme ils l'ont déjà fait à prix d'or dans le passé, remédier à notre manque de charbon et de coke. L'un d'eux a déjà été étudié, c'est celui de Westphalie ; l'autre a été volontairement laissé de côté, c'est celui de la Sarre. Je parlerai d'abord du second pour lequel la solution qui s'impose est relativement simple ; nous passerons ensuite au premier.

La question de la Sarre est simple parce que ce bassin est une ancienne terre française qui nous a été enlevée seulement en 1815 et pour la reconquête de laquelle aucune objection de sentiment ne peut se poser, du moment que le sort des armes nous aura été favorable. La Sarre forme une annexe naturelle de l'Alsace-Lorraine, à laquelle elle est contiguë. Et, comme une grande partie de ses mines ou de ses terrains concessibles sont des propriétés domaniales, leur retour à l'État français ne présentera, dans la même hypothèse, aucune difficulté. Bornons-nous donc à examiner ces deux points de fait.

Le rattachement du bassin de la Sarre à la France remonte presque à la même époque que celui de l'Alsace. Dès le traité de Ryswick, en 1697, la partie méridionale du bassin nous était attribuée et, quand fut constitué le département de la Moselle, en 1790, les exploitations en activité dans la région de Sarrelouis y furent comprises. En 1793, on y ajouta toute la région située plus au Nord, sur laquelle les princes de Nassau-Sarrebruck avaient organisé des exploitations plus importantes, qui furent alors

incorporées dans notre domaine national et travaillées, pour ce domaine, pendant vingt ans, jusqu'en 1814. Le traité de Paris de 1814 nous laissa, en grande partie, la région septentrionale, riche et utile, où le terrain houiller affleure au jour, et c'est seulement en 1815 que nous en avons été dépossédés. Mais, encore en 1870, nous possédions plus au Sud, onze concessions qui produisent aujourd'hui 4 millions de tonnes.

Quant à l'étendue du domaine fiscal dans ce bassin, elle est considérable et comprend, notamment, toutes les mines de la Prusse rhénane qui, en 1913, ont donné au fisc prussien 12,5 millions de tonnes, beaucoup d'autres dépendant du fisc Bavarois et une autre région, non encore concédée, qu'une loi spéciale a réservée à l'État.

La valeur de ce bassin pour la France doit s'évaluer, non seulement par le tonnage qu'il donne déjà, mais par celui qu'il est susceptible de fournir. Son extraction de 1913 a été de 17,1 millions de tonnes. Il serait sans doute facile d'augmenter ce chiffre. Car cette extraction relativement faible provient d'une superficie utile de 220 000 hectares, alors que notre bassin de Valenciennes, pour 28 millions de tonnes, a seulement une superficie utile de 105 000 hectares. Le bassin possède, comme réserves certaines, jusqu'à 1 500 mètres, 12,5 milliards de tonnes, dont 8 au-dessus de 1 000 mètres. C'est, il est vrai, du charbon assez médiocre, par rapport aux beaux charbons de Westphalie ou du Nord et qui fournit du coke encore plus médiocre. Mais il est néanmoins parfaitement utilisable et, comme quantité, sinon comme qualité, ce bassin suffirait presque à remplacer nos importations actuelles.

Le problème de la Westphalie, auquel j'arrive, est plus complexe; car il ne saurait être question d'annexer ce bassin, quoiqu'il puisse y avoir lieu de l'occuper provisoirement, si l'Allemagne est contrainte à nous payer par annuités une indemnité de guerre. Là, c'est le traité de commerce futur qui doit surtout intervenir, dans des conditions difficiles à indiquer d'avance, parce qu'elles dépendent trop complètement des événemens militaires, mais pour lesquelles des combinaisons multiples, destinées à être discutées plus tard, se présentent néanmoins à l'esprit. Fût-ce même à titre d'échange contre des minerais de fer, on pourrait stipuler des livraisons annuelles de houille et de coke qui seraient facturées à la frontière sui-

vant un tarif destiné à mettre nos usines au moins sur un pied d'égalité avec les usines allemandes. On peut également concevoir la cession à l'État français ou à des Compagnies françaises des mines domaniales ou des terrains encore concessibles. A cet égard, l'organisation de Syndicats puissans et le rôle directeur que s'est attribué le gouvernement allemand sont de nature à donner toutes facilités. Le socialisme d'État a tout au moins cet avantage, en cas de guerre, qu'il supprime bien des inquiétudes et des embarras, auxquels pourraient donner lieu des atteintes à la propriété privée. L'Allemagne s'est, par la richesse de son domaine public en mines, chemins de fer, etc., placée dans des conditions particulièrement favorables pour être rançonnée le jour où elle sera vaincue.

Dans l'extraction totale du bassin rhénan-westphalien, en particulier, le fisc prussien intervient pour 4,13 pour 100 (1913), soit près de 5 millions de tonnes dans ses mines Ibbenbüren, Ver. Gladbeck, Bergmannsglück, Waltrop, Zweckel et Scholven. Les privilèges qu'il s'est réservés en outre pour l'avenir accroissent considérablement la valeur de ce domaine.

Ainsi donc, ce grand conflit qui va appauvrir l'Europe pour un quart de siècle peut du moins, si nous montrons une volonté assez ferme, assurer à la France quelques compensations partielles de ses pertes, avec un peu plus de sécurité pour l'avenir. Ce n'est pas seulement en nous réservant des positions stratégiques sur la frontière que les négociateurs nous prémuniront contre le retour trop prochain de semblables surprises, c'est aussi en nous fournissant cette force militaire que constitue la houille et que les Allemands ont possédée surabondamment dans la guerre actuelle. Par là, nous ferons mieux que de nous enrichir : nous tendrons vers ce résultat désiré de tous qu'une telle convulsion reste longtemps sans se renouveler. Il serait vain de fonder un tel espoir sur les illusions d'un socialisme international. Car, si paradoxale que puisse sembler cette assertion, le socialisme, qui se croit un instrument de paix, est peut-être aujourd'hui, sans le vouloir, le principal agent de la guerre. Né du machinisme qui lui-même a été provoqué par le charbon, il synthétise, sous le masque de doctrines inapplicables, une lutte pour la vie qui s'est engagée, avec une acuité croissante, entre les ouvriers et les patrons, entre les patrons concurrens, entre les nations. On tournera

longtemps encore dans ce cercle vicieux que les efforts les plus légitimes pour améliorer les conditions de la vie ouvrière augmenteront les prix de revient, nécessiteront, par suite, pour y remédier, l'extension extrême des débouchés et rendront, en définitive, les rivalités économiques de plus en plus âpres. J'ai rappelé comment la puissance croissante des charbonnages allemands avait, en suscitant le pangermanisme et, par contre-coup, l'impérialisme anglais, contribué à ce choc qui nous épuise. C'est la nécessité de développer démesurément leur industrie pour mettre à profit leurs richesses en houille, c'est le besoin d'étendre leurs exportations pour produire à bon marché, qui ont conduit les Germains à tout voir « colossal. » L'équilibre du monde a été rompu par cette mégalomanie dont eux-mêmes pouvaient à peine réprimer les effets : d'abord dans l'ordre économique, puis dans l'ordre politique et militaire, auquel les nécessités économiques imposent de plus en plus leur suprématie. Le problème du charbon est un de ceux que nous devons résoudre si nous voulons assurer à nos petits-enfans les avantages durables de la paix.

L. de Launay.

L'ÉTERNEL CHAMP DE BATAILLE

II[1]

I. — IMPRESSIONS D'ENFANCE

Pendant les années qui suivirent la guerre, je découvris peu à peu, comme font tous les enfans, mon petit monde natal. J'eus pour compagnon de découverte un bambin de mon âge, que je ne puis désigner autrement que par son nom, tant ce nom est vivant pour moi : il s'appelait Louis Génin.

C'était le fils d'un cultivateur, dont la famille, fortement enracinée dans le pays, offrait un beau caractère clérical. Jamais je n'ai rencontré depuis un être plus étrange, ni plus fantasque. Il y avait en lui de l'*innocent*, comme on dit dans notre Lorraine, pour signifier les gens un peu simples d'esprit, et, avec cela, de l'exalté et même du poète. Pour autochtone, il l'était autant qu'on peut l'être, et cependant il semblait venir d'ailleurs. A de certains momens, il avait l'air de tomber de la lune. Ce qui nous rapprochait, outre notre âge, notre voisinage et aussi notre prénom, c'était un goût commun pour les choses d'église, les chants liturgiques, les cérémonies, les ornemens du culte. J'avais d'ailleurs conscience de le dominer, de lui faire faire à peu près tout ce que je voulais, et ainsi j'attachais du prix à son amitié. Mais il arrivait que, pendant des journées entières, les rôles étaient intervertis. Soudain une flamme sin-

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

gulière passait dans ses prunelles couleur de chanvre, il bredouillait des paroles incohérentes, évoquait devant mes yeux je ne sais quels mirages de choses inconnues, et aussitôt, d'un air fou, il prenait sa course. Sa folie me gagnait. Je le suivais, comme on suit un voyant, et nous courions, nous courions de toute la vitesse de nos petites jambes, sans savoir où, ni pourquoi, — pour rien, pour la beauté de l'aventure...

Nous poussions des reconnaissances dans tous les quartiers du village. Dès qu'un recoin nous plaisait, nous en prenions possession, nous n'en voulions plus bouger pendant des jours et des semaines. Et puis brusquement une lubie surgissait dans nos cervelles : nous déménagions, comme un tribu nomade, et, après une nouvelle course d'exploration, nous allions nous installer ailleurs. A la manière des jeunes chats qui s'éprennent des perchoirs les plus extravagans, nous élisions domicile dans des endroits absolument quelconques dont le charme était une énigme, même pour nous. Sans doute, les lieux illustres, comme l'église ou la mairie, ne laissaient pas que de nous attirer. Mais on y était moins tranquilles et moins à l'aise qu'au fond d'une ruelle ou sous une arche de pont. C'est ainsi que nous n'approchâmes de l'église qu'assez tardivement. Les fourrés d'orties, qui en défendaient les abords, nous tenaient en respect, et peut-être aussi le cimetière, qui entourait la nef, et où l'on célébrait d'inquiétans mystères, aux jours d'enterremens.

Nous préférions jouer sur les marches de la chapelle, qui s'élevait tout en haut du village, après les dernières maisons. C'était un édicule, en forme de kiosque de jardin, qui ne recevait le jour que par le judas grillagé d'une lourde porte hérissée de clous et toujours close : on ne l'ouvrait que pour les solennités de la Fête-Dieu et de l'Assomption. Notre grande joie consistait à nous écraser le nez contre le grillage, pour contempler, dans la pénombre du réduit, la figure rubiconde d'une Vierge campagnarde, qui tenait sur son bras un Enfant Jésus aux joues rondes et poupines. La Mère et le Fils devinrent bientôt nos amis. Nous leur apportions en offrande des cornouilles et des fleurs champêtres. Nous disposions les fleurs et les petites baies rouges sur la pierre du seuil, de manière à former des dessins, qui ressemblaient à des colliers de corail, ou aux arabesques d'une tapisserie. Et ce jeu nous passionnait tellement que la volupté nous en paraissait inépuisable. Plus

rien au monde n'existait pour nous : nous en avions, pensions-nous, pour toute notre vie...

Et puis un beau soir, comme un hâle accablant pesait sur la campagne et que le village était désert, tout à coup Louis Génin ramassa ses cornouilles sur la marche disjointe de la chapelle, les glissa dans sa poche, et, avec cet air inspiré, qui, pour moi, était irrésistible, il s'élança, en me criant : — « Je m'en vas à la Rue-haut! » comme on chante : « Le jour de gloire est arrivé! » Quel accent fit-il passer dans ces simples mots? J'avais vu la flamme de la découverte briller dans ses yeux gris. Tête baissée, je le suivis, et, tout en galopant derrière lui, je me répétais : « la Rue-haut, la Rue-haut! » trouvant, pour la première fois, dans ces syllabes, un son étrange, et, tandis que je les prononçais, je voyais je ne sais quoi resplendir devant nous...

Pourtant, elle était bien prosaïque, cette Rue-haut, et même d'une malpropreté repoussante, avec ses fumiers entassés devant les portes des maisons comme des écuries, ses mares de purin, son abreuvoir pleurant au milieu des bouses et des flaques boueuses. Mais je courais derrière Louis Génin, sans rien apercevoir de tout cela. Enfin, il s'arrêta au bout de la rue, devant un autel de pierre, adossé au mur d'une grange et surmonté d'une colonne ronde, que terminait un crucifix entre deux personnages agenouillés. Tout autour de la croix, des crottes blanchâtres maculaient le sol, souillaient même la pierre de l'autel et le banc aménagé contre le mur du logis. De gros pigeons ventrus roucoulaient sous le toit de la maison, dont tous les volets étaient tirés.

A cause de ces oiseaux, on appelait les propriétaires du logis : les Collin-des-Pigeons. C'était une famille de cultivateurs cossus et dévots. Pour les processions, la mère Collin-des-Pigeons dressait un reposoir dans l'angle de sa grange, sur la table de pierre surmontée de la croix, et le fils Collin, qui avait de belles moustaches rousses et qui était grand chasseur, tirait, avec son fusil, des salves en l'honneur du Saint-Sacrement.

Ce soir-là, tout le monde devait être aux champs pour les « regains » d'automne. Aucun bruit dans la maison, ni dans les écuries. Alors nous prîmes possession de l'autel et de ses dépendances, et chacun de nous se mit à arranger, sur la table

de pierre, les cornouilles et les fleurs fanées que nous avions apportées de la chapelle. Quand la décoration fut achevée, on se recula pour juger de l'effet. Et, soudain, Louis Génin, mû par ses voix intérieures, commença à entonner de vagues *oremus*. L'émulation m'entraîna. Dans le silence lourd de la sieste, nous nous grisions de nos psalmodies discordantes. Bientôt, tout le pieux répertoire y passa, tout ce que nous avions entendu chanter au lutrin, les *gloria patri*, les *sicut erat in principio*, estropiés par nos mémoires enfantines. Cependant, quelqu'un bougonnait derrière les volets clos : une voix irritée nous enjoignit de nous taire. Mais, emportés par l'inspiration, nous continuâmes à brailler de plus belle. La clenche d'une porte sonna furieusement, et, des profondeurs du corridor, nous vîmes surgir la mère Collin-des-Pigeons, qui brandissait un balai, en criant :

— Auront-ils bientôt fini de me faire *endêver* comme ça!...

Telles des volailles apeurées, nous nous dispersâmes au plus vite, oubliant sur l'autel nos cornouilles et nos fleurs. Nous dévalions éperdument les pentes pierreuses de la Rue-haut. Quand nous fûmes hors de portée du balai et que la terrible vieille fut rentrée dans son corridor, nous nous arrêtâmes tout palpitans, comme pour tenir conseil. Aussitôt, Louis Génin, sur le ton des résolutions désespérées, me déclara, sans même me regarder :

— Je m'en vas au Faubourg!

Pour moi, j'avais horreur du Faubourg, comme du quartier le plus crotté du village, d'ailleurs plein de surprises et de dangers. Mais, lui, il avait dans le Faubourg des cousines et des tantes donneuses de tartines et même, les jours où l'on cuisait le pain, de galettes au lard. C'est à cause de cela, sans doute, qu'il me quittait, au lieu de rester avec moi, pour maudire la cruauté de la mère Collin-des-Pigeons et nous consoler ensemble de nos désastres. Rien ne put l'attendrir. Il me répéta, d'un air inflexible :

— Je m'en vas au Faubourg!

La mort dans l'âme, je le regardai partir vers cette région redoutable, et, songeant à l'autel et à nos bouquets abandonnés, à nos chants interrompus, à notre amitié si fragile, je sentis toute mon exaltation tomber, et je restai là, le cœur bien gros, comme devant l'effondrement d'un rêve.

*
* *

Je n'aimais pas le Faubourg, parce qu'il résumait pour moi toutes les laideurs et toutes les brutalités de la vie campagnarde. Les fumiers s'y épanouissaient. Les fientes, les ordures de toute sorte envahissaient la chaussée. Il fallait enjamber, sur des planches branlantes, de véritables gouffres de purin. Les fumiers surtout atteignaient à une importance que je ne leur ai vue nulle part ailleurs. Hauts et talutés comme des forteresses, les valets d'écurie avaient besoin d'une échelle pour y grimper. Au sommet, sous les yeux ronds des coqs rengorgés, les poules stupides et voraces se pouillaient la tête d'un furieux et comique mouvement de patte. Et partout alentour, sans cesse diluée par la pluie, la boue tenace, où les semelles s'engluaient, le fleuve boueux de la Woëvre, qui stagnait dans les rues, pendant la majeure partie de l'année.

Il est certain que nos villages lorrains sont plus malpropres que de raison. Si c'est la faute du climat, c'est aussi celle des habitans. Dans la partie annexée du pays, les Allemands sont arrivés à leur imposer la propreté à coups d'amendes et de procès-verbaux. Mais les fumiers sont particulièrement réfractaires. Aux environs de Metz, à Woippy et à Saulny, j'en ai encore aperçu quelques-uns, qui narguaient les arrêtés préfectoraux. Là, du moins, cette obstination dans les vieux usages pouvait passer pour de la résistance patriotique. A Spincourt, ils étaient sans excuse.

Outre sa malpropreté, le Faubourg avait, à mes yeux, un autre inconvénient : c'était un lieu plein de bêtes, — des bêtes dangereuses et méchantes. Les poulains, lâchés des écuries, vagabondaient dans la rue, et, dès qu'on les approchait, ils bondissaient au galop, en détachant des ruades. Plus directe et plus acharnée était l'agression des oies, qui, sous la conduite du jars, assaillaient les pauvres bambins et leur pinçaient cruellement les mollets. Quand on longeait leurs mares d'eau trouble, instantanément elles jetaient leur cri d'alarme : vingt becs siffleurs se dressaient menaçans, et c'était un long ramage imbécile, on aurait dit automatique, qui, parmi les embuscades sournoises des bêtes et des choses, exprimait pour moi la tristesse morne, l'épaisse et obscure matérialité de tout ce qui m'environnait. Le passage des troupeaux de vaches, taureaux

en tête, était une autre calamité. Leurs gros yeux injectés de sang, leurs cornes baissées et fouillant le sol hantaient mes cauchemars. Et puis enfin il y avait le bouc, — le bouc qui, dans nos imaginations d'enfans, était un personnage à la fois légendaire et réel, comme la mère La Gelée et le loup-garou, en tout cas un être presque humain, avec sa barbiche diabolique et ses prunelles phosphorescentes où rougeoyait un étrange regard. On nous disait :

— Si tu n'es pas sage, tu seras *siqué* par le bouc !

Être *siqué*, c'était recevoir un coup de tête de cette hideuse bête velue et malodorante. Le mot, qui est certainement d'origine germanique, devrait sans doute s'écrire et se prononcer *ziqué* (comme *ziege*, en allemand), mais le fait est que nous disions : « siqué. »

Nous prenions toute espèce de précautions pour éviter la rencontre du répugnant animal. Or, en dépit de nos ruses, il arriva, un jour, que Louis Génin fut *siqué* par le bouc. Du haut du terre-plein de l'église, j'assistai à cette catastrophe. Je vis mon petit ami tomber à la renverse au milieu de la rue, les deux bras étendus en croix, dans son sarrau bleu. Ce spectacle m'émut extrêmement, et, plus tard, lorsque je lus, dans mes livres de prix, des histoires de martyrs livrés aux bêtes, je voyais toujours Louis Génin *siqué* par le bouc et gisant, les bras en croix, au milieu de l'arène...

Cette promiscuité avec les bêtes, où l'on est forcé de vivre dans les villages, c'est peut-être ce dont je souffrais le plus, dès que je m'aventurais hors du logis paternel. Toute cette animalité bruyante, caquetante, barbotante, ruminante et ruante nous envahissait, nous débordait. Le souffle chaud et l'odeur fade de l'étable se répandaient dans les cuisines toutes proches et jusque dans les chambres, où le lait caillé s'aigrissait derrière les volets des *taques*. La basse-cour lâchée régnait en maîtresse à travers les jardins, les cours, et même les maisons. Si les oies m'inspiraient une sorte de crainte respectueuse, je n'avais qu'un mépris dégoûté pour les poules. Ces odieuses bestioles se faufilaient partout, salissaient les corridors et les rebords des fenêtres. D'ailleurs, j'avais remarqué qu'elles ressemblaient, en général, aux personnes que je détestais. Les poules sévissaient toute la journée. Matin et soir, à l'heure de la rentrée des champs, les autres bêtes, en troupeaux, s'empa-

raient de la rue. Il n'y a en avait plus que pour elles. Tout juste haut comme la botte du vacher, je m'indignais d'être obligé de céder le pas au cortège somnolent des vaches, qui s'avançaient en balançant leurs gros ventres ballonnés, ou de me réfugier dans une embrasure de porte, pour esquiver le coup de pied d'un étalon qui s'ébrouait.

A vrai dire, je ne constatais pas, chez mon ami, Louis Génin, cette répugnance pour les bêtes. Il en avait plus l'habitude que moi. Et même, chez ses parens, il était déjà capable d'attacher un cheval à l'écurie, tout comme un homme, ou de pousser vers l'étable, en faisant de grands gestes des bras, les vaches récalcitrantes. Mais il accomplissait tout cela sans gaîté ni entrain, comme une besogne ennuyeuse, à laquelle on ne peut pas se soustraire. Il savait bien que, lui aussi, un jour ou l'autre, il tiendrait la charrue comme son père, ses oncles et ses cousins, et il n'était nullement pressé d'en tâter. Bêtes et gens de la campagne lui apparaissaient comme les figurans nécessaires et inévitables de la scène qu'il aurait sous les yeux jusqu'à son dernier souffle : il serait toujours temps de s'en occuper et de s'y mêler !

C'est que la vie des champs, — surtout dans ces durs pays du Nord et de l'Est, — est beaucoup plus rude que les gens des villes ne peuvent se l'imaginer. Lors de mon dernier voyage à Spincourt, je disais, en riant, à un camarade d'enfance, propriétaire et agriculteur, que j'enviais son existence, que je voudrais être à sa place. Je parlais en déraciné et en homme de lettres, qui a perdu la notion de son milieu originel et qui voit les choses du dehors, par le côté pittoresque. Il me répondit, avec un accent de commisération, qui me fit rentrer en moi-même :

— Mon pauvre ami ! Tu ne sais pas ce que c'est qu'un train de culture !

Dans ces mots « train de culture, » j'avais entendu le roulement de toute la charretterie campagnarde, le piétinement de toutes les écuries et de toutes les étables, le traînement lent et lourd de toutes les galoches ferrées. La succession monotone et harassante des travaux et des jours s'était évoquée devant mon esprit. A nos yeux d'enfans, cette vie paysanne ne représentait que de la peine, et encore de la peine. Il faut qu'elle soit bien pénible, en effet, pour que la plupart des gars de chez nous lui préfèrent celle des usines. Quelle différence avec la vie rustique

dans les pays du Midi! Chaque année, en Languedoc et en Roussillon, j'assiste au départ des vendangeurs. Les charrettes sont pavoisées. Les colliers des chevaux sont tout éclatans de pompons et de guirlandes. Dans chaque groupe, il y a au moins un joueur de mandoline. On part dans un grand tapage de claquemens de fouet, de rires et de chansons. Jamais rien de pareil dans notre pays. Là, vraiment, le travail est une punition céleste, inexorable, sous laquelle l'homme sue et ahane jusqu'à l'épuisement de la vieillesse ou de la maladie. Jamais il ne viendrait à l'idée de personne d'en faire un jeu. Souvent, dans ses momens de répit, l'ouvrier ou le paysan du Midi se regarde vivre : il se sent en parade, presque en beauté. Il n'y a qu'à transcrire ses gestes ou ses paroles, pour obtenir une ébauche, qui est déjà de la poésie. Nous sommes à mille lieues d'une telle tournure d'esprit. Quand nos bonnes femmes en *hâlettes* vont porter la soupe aux faucheurs et aux moissonneurs, on voit trop, à leur mine, que c'est une chose sérieuse et que, là-bas, au pied des meules, nul chemineau troubadour ne leur chantera sa chanson.

***

Les émotions de cette prosaïque existence étaient rares. Cependant, il y avait des heures où, comme une vague de fond, toute la tristesse accumulée et stagnante sous la médiocrité de notre vie, remontait au choc d'une impression, et, d'un brusque flot noir, nous noyait le cœur.

C'était dans ce Faubourg, que je n'aimais pas, — ce Faubourg, patrie des bêtes, où je ne m'aventurais que de loin en loin. A l'endroit où la rue fait un coude, se trouvait un lavoir, où je pénétrais quelquefois derrière les laveuses, à l'époque des lessives. J'y avais remarqué une fontaine, dont l'eau se déversait par une rigole dans le bassin du lavoir. Cette fontaine devait être peu profonde, et je pensais que je pourrais y pêcher à la main quelque beau poisson, comme faisaient, dans les trous de la rivière, les garçons du village : c'est ce qu'on appelle *boler*. L'heure était propice pour une expédition de ce genre. La nuit tombait, les bêtes venaient de rentrer dans les étables. Par les portes ouvertes des logis, on voyait flamber l'âtre où les femmes préparaient la soupe du soir. Personne, j'en étais sûr, ne viendrait me déranger.

En entrant dans le lavoir, je m'arrêtai d'abord, saisi par le silence et par l'aspect désert du lieu, puis par l'apparence spectrale du ciel crépusculaire qui se découpait dans les hautes baies des murs ouverts à tous les vents. Encadrée par la margelle savonneuse, l'eau morne luisait comme une face lunaire. On n'entendait que le murmure monotone de la rigole. J'avais un peu peur. Mais quoi ? j'étais venu pour *boler :* il me fallait le poisson convoité.

Avec précaution, je me penchai sur le bord de la fontaine, un trou carré pratiqué sous la muraille aveugle du fond. Elle était ténébreuse comme de l'encre, et son glouglou ininterrompu faisait un bruit de hoquet, qui semblait venir des profondeurs de la terre. J'hésitais à y plonger ma main, et puis, soudain, je rassemblai mon courage, et, la paume étendue comme une serre, je l'abattis sur la proie invisible : une sensation de froid tranchant à me couper le poignet, et, aussitôt, l'horrible contact d'un corps mou, visqueux et glacé : un crapaud sans doute !... Je retirai ma main précipitamment, et, tout frémissant de dégoût, je l'essuyai à mon sarrau. La fenêtre, qui était en face de moi, s'ouvrait sur l'espace incolore, et, par toutes les baies de ses murailles, la masure humide et grelottante semblait béer sur le vide... Une carriole attardée passa dans la désolation de la campagne. Au bruit des roues, un troupeau d'oies, qui somnolait derrière le lavoir, se mit à battre des ailes et à pousser une longue clameur. Elle baissait, pour reprendre avec je ne sais quel accent désespéré. Ce cri des bêtes m'acheva : c'était toute la détresse de la terre, toute l'horreur de l'animalité et toute l'opression confuse des choses, qui s'exhalaient dans la nuit tombante...

***

D'autres fois, à la moindre caresse du climat, les plus humbles choses prenaient une grâce souffreteuse. De petits bouquets de sensations doucement nuancées s'ouvraient en vous, et, au premier coup de soleil heureux, qui épanouissait et chauffait tout cela, c'était une soudaine et brève explosion lyrique.

Chez nous, il y a de l'eau partout, l'eau stagnante des étangs, l'eau paresseuse des rivières, l'eau ruisselante et boueuse des pluies. Partout, une humidité glaciale, qui vous transperce

jusqu'à l'âme. Mais, pour peu que la grande plaine lugubre se ressuie sous les rafales du vent d'Est, ou sous le soleil éphémère et trop chaud de l'été, le paysage aquatique emprunte une pâle beauté, qui ne laisse pas que d'être touchante. Cela est dénué de ligne ou de couleur, cela manque non pas précisément de caractère, mais de ce je ne sais quoi, qui individualise tout de suite un coin de terre. Beauté plutôt intérieure, qui ne satisfait guère les yeux, mais qui réalise, pendant quelques instans, une sorte de plénitude sentimentale, toujours un peu douloureuse et mélancolique, au fond.

Parmi tous les ruisselets et toutes les lentilles d'eau, qui dorment sous l'herbe des terres marécageuses, nous avons notre rivière, l'Othain, petite rivière rustique, qui n'arrosait jusqu'ici que des lieux sans gloire et à qui la Grande guerre va donner, comme à mon Spincourt et à la plupart des villages de cette région, un lustre sanglant. Pendant la mauvaise saison, l'Othain débordé inonde les prairies, submerge les baquets des lessiveuses au bas des jardins. Un brouillard glacé s'en exhale, rampe très bas sur les cultures. Dès le printemps, la rivière baissée reprend son aspect paisible et modeste de cours d'eau campagnard, qui dessine de sages méandres géographiques dans le vert tendre des prés. Le ruban brillant s'élargit, par endroits, en trous vaseux aimés des écrevisses, et de loin en loin, comme tous ses pareils, disparaît sous un rideau de saules et de peupliers...

A cheval sur l'Othain, à l'entrée du Faubourg, il y avait, de mon temps, un vieux moulin, qui continuait à moudre, sans doute par habitude, pour obliger d'anciennes pratiques. Ce moulin et ses entours étaient, pour nous, des lieux d'enchantement. On ne nous y chassait point à coups de « ramon, » comme dans les quartiers cossus de la Chapelle et de la Rue-haut. Le meunier et la meunière étaient les vieilles gens les plus accueillantes et les plus joviales du monde. Tous deux portaient des boucles d'oreilles ; lui, de minces anneaux, où l'on n'aurait pas pu passer le bout du petit doigt, — elle, de grands cercles, larges comme des écus de cinq francs, et auxquels était enfilée une mignonne boule d'or. Quelquefois, aux fêtes carillonnées, la meunière montrait, dans l'échancrure de son fichu, un *jazeron*, — la croix d'or suspendue à une chaînette, que les garçons de l'ancien temps avaient coutume d'offrir à leurs

fiancées. Sous le bonnet tuyauté, ou le feutre gris saupoudré de farine, ils avaient le même teint vif et frais, des yeux rieurs où flambait de la malice, deux bouches luisantes et sensuelles toujours pleines de gouailleries et de gaudrioles. Ils étaient les survivans d'une époque où les moulins abritaient les buveurs villageois et les réunions galantes. De fait, on entrait encore chez eux comme au cabaret, et la meunière ne rechignait pas trop à cuisiner des fritures et des omelettes, qu'on arrosait du petit vin des côtes.

En face de chez eux, de l'autre côté de la route, se tassait une masure, qui, pour moi, était le type de la chaumière des livres d'images, bien qu'elle fût couverte non pas de chaume, mais de tuiles rouges bien moussues. Dans un recoin de cette masure, les pêcheurs déposaient leurs engins, balances, nasses et verveux, qui étaient confiés à la garde de la propriétaire, une vieille femme édentée et d'humeur folâtre, qu'on appelait toujours Jeannette, comme à quinze ans. Elle avait dû connaître, celle-là, les beaux jours du moulin, et sans doute aussi, en son jeune temps, elle n'avait pas boudé le plaisir. Un reste de suspicion planait toujours sur sa maisonnette écartée et un peu mystérieuse. Il lui en était demeuré beaucoup de gaîté et d'indulgence. Elle aimait les enfans, surveillait nos ébats, supportait nos sottises avec une patience quasi maternelle. Nous nous plaisions chez elle. Pour ma part, j'admirais fort, dans sa cuisine, une antique crédence, où s'alignaient des assiettes toutes peinturlurées de roses et d'œillets rouges et surtout une horloge au cadran historié, dont nous nous amusions à détraquer les poids.

On faisait une foule de découvertes dans cette cuisine, au sol recouvert de terre battue, aux recoins pleins d'ombre, et d'ailleurs mal éclairée par une fenêtre en guillotine. Le long des solives pendaient toujours quelques têtes de maïs, dont les petits grains jaunes nous intriguaient beaucoup. Le maïs est rare en Lorraine, où on l'appelle *blé de Turquie*. Ce nom seul m'émerveillait. Dans le fond, enveloppé d'une pénombre majestueuse, s'élevait un lit de parade, où l'on ne couchait jamais, et dont les « plumons » entassés montaient jusqu'aux poutres du grenier. Enfin, près du seuil, dans un angle de la pierre à évier, il y avait un seau de bois verdi de moisissures, où l'on puisait, avec un gobelet, une eau glacée, délicieuse à boire, en été.

Au dehors, derrière la maison, s'étendait un jardinet, entouré d'une haie toujours vibrante d'abeilles, et où je ne voyais que les ostensoirs jaunes des tournesols au milieu des carrés de fèves, ou la foison des violettes à demi dissimulées sous l'herbe drue. Cette maison de la vieille Jeannette, c'était un coin de poésie perdue parmi les trivialités du village.

*
* *

Le moulin, trépidant du grondement des meules, éclaboussé d'eau jaillissante, faisait une autre figure. Dominant la cascade de la rivière, il se reflétait coquettement, avec ses deux arches de maçonnerie et sa double roue ruisselante, dans le bassin naturel formé, en contre-bas, par la chute de l'Othain. Des flottilles de canards cinglaient sous les saules, dont l'ombre épaisse rendait l'eau des berges noire comme l'ébène. En été, cet endroit imposant et gai nous attirait dans son cercle de fraîcheur, d'eaux sonores et toutes crépitantes de reflets.

Outre les mystères qui s'accomplissaient dans la chambre des meules et dans le demi-jour du blutoir, le moulin était alors le théâtre de solennités qui nous mettaient en joie et qui révolutionnaient les alentours. C'était, par exemble, le curage du bief, opération considérable, à propos de quoi les pêcheurs étaient convoqués par le meunier. On levait les vannes, l'eau bourbeuse baissait peu à peu, découvrant un fond de vase et d'herbes aquatiques, où se tordaient des anguilles, où frétillait une quantité prodigieuse de poissons. Cela devenait une véritable pêche miraculeuse. On empilait cette provende dans des « charpagnes » et dans tous les paniers disponibles du moulin. Devant la table de la cuisine, la vieille Jeannette, qui était de la fête, vidait, écaillait les carpes et les brochets, leur remplissait le ventre et les ouïes avec de la poudre de charbon, pour les empêcher de se corrompre. On mettait de côté les plus belles pièces, qu'on disposait soigneusement dans des corbeilles d'osier, sur un lit de roseaux, et qu'on expédiait ensuite aux amis et aux parens du voisinage. La meunière elle-même, la face enflammée entre ses boucles d'oreilles rutilantes, présidait aux fritures. Rieuse et loquace, elle faisait sauter les perches et les chevênes dans une poêle à longue queue, qu'elle replaçait sur un trépied, au milieu de l'âtre embrasé de tous ses feux.

D'autres fois, c'étaient de grandes parties de pêche,

auxquelles on conviait des cousins et dee cousines, qui arrivaient de Metz ou de Briey et dont les façons citadines nous pénétraient d'une respectueuse admiration. Avec de petits airs dégoûtés, les jeunes filles regardaient tendre les balances, où l'on introduisait des parcelles de viande crue pour les voraces écrevisses, ou bien on suspendait, au bout d'une ficelle, un morceau de pain de chènevis dans les poches compliquées des « verveux. » Et soudain, au milieu des rires et des cris, la bande folle s'égrenait à travers la prairie. Les taches claires des toilettes et des ombrelles papillotaient au soleil ; les effilés et les ceintures flottantes de ce temps-là s'accrochaient aux chardons, ou s'envolaient par-dessus les barrières des pâturages...

Un peu à l'écart de ces ébats qui m'intimidaient, je préférais rester couché dans l'herbe, au bord de la rivière sinueuse, moins occupé à considérer les pêcheurs en train d'immerger leurs lourdes nasses, qu'à cueillir des bouquets d'herbes folles que je déchiquetais ensuite, avec une curiosité passionnée. Il y en avait de bien jolies, qui portaient de plus jolis noms : des *amourettes*, des *cheveux du bon Dieu*. Et il y avait enfin des *Plus je vous vois*, dont les petites corolles d'un bleu tendre me semblaient la chose la plus gracieuse et la plus délicate qu'on pût contempler. Ainsi nommait-on les myosotis, la fleur sentimentale : « Plus je vous vois, plus je vous aime. » Avec quel battement de cœur je les cherchais, ces petites fleurs bleues, dont les touffes rares se blottissaient, au bord de l'Othain, sous des fourrés de roseaux, — des roseaux qu'on appelait des *glâs*, et dont les feuilles tranchantes comme des couteaux me mettaient les mains en sang.

Quelquefois, — pas souvent, hélas ! — à la fin de ces après-midi d'été, des minutes merveilleuses passaient, que je ne sais comment exprimer, tant le charme en était fugitif, insaisissable, composé de mille influences secrètes qui m'échappaient. Devant moi, la rivière s'arrondissait comme un lac. A travers les hautes herbes, où j'étais étendu, je n'apercevais que la surface de l'eau, tantôt unie, tantôt crêpelée de vaguelettes, qui, parfois, devenaient écailleuses comme des ardoises. Le vent froid de la Woëvre soufflait dans les peupliers des berges, et les feuilles pâles se mettaient à frissonner longuement. Puis, tout s'apaisait. Le ciel du couchant était rose et bleu. Il se reflétait déli-

cieusement dans le miroir de l'eau morte. Tout mon cœur bondissait vers la splendeur trop brève. Je ne sais quelle nostalgie s'emparait de moi, je ne sais quel pressentiment de ciels plus heureux, plus prodigues. C'était vraiment une minute divine. Et puis mes yeux se perdaient dans les profondeurs de l'espace sans horizon. Déjà la féerie s'éteignait. A perte de vue, c'était la désolation des terres mornes et du ciel bas, le vide à l'infini...

* * *

Parmi ces émotions extrêmes, celles qui accompagnaient nos retours de Briey étaient peut-être les plus désolantes dont je me souvienne.

On partait dans la joie. Pour nous autres, petits paysans de Spincourt, Briey, c'était la ville avec toutes ses grandeurs et tous ses raffinemens : le pavé, dont parlaient fastueusement mes tantes, la libération de la boue, les pompes religieuses et mondaines. Et puis, enfin, cela nous donnait l'illusion d'un long voyage, un voyage qui prenait une bonne matinée, bien qu'il n'y ait guère plus de sept lieues entre les deux localités. Nous avions beau savoir par cœur les moindres accidens du trajet, les villages, les fermes, les arbres du chemin, et jusqu'aux bornes kilométriques, — à chaque départ, tout nous paraissait neuf, d'un intérêt passionnant et inépuisable.

Le départ était toujours fixé à huit heures, de manière à arriver commodément, et sans trop se presser, pour se mettre à table. Mais le chargement des impedimenta et la mise en route s'éternisaient si bien, que notre patache ne démarrait pas avant neuf heures, et même neuf heures et demie. Par les temps froids, on y entassait des manteaux, des châles et des couvertures : on fourrait sous les banquettes des cruchons d'eau chaude et des chaufferettes portatives. C'était une espèce d'omnibus de famille, au coffre peinturluré d'un vert acide, et dont les portières étaient si étroites que les gens de Briey, esprits caustiques et mordans, l'avaient surnommé « la voiture cellulaire. » Mais, dans le ravissement du voyage, nous fendions les groupes des mauvais plaisans, sans aucun souci du ridicule.

Fermes crottées, aux vieux portails branlans, bourgades lamentables perdues dans la platitude uniforme des terres labourées, pauvres hameaux, qui aviez l'air de pourrir et de vous diluer sur place, comme vous étiez vivans pour nous,

quand nous vous apercevions à travers les petits carreaux de la « voiture cellulaire! » Nous avions un tel désir de trouver en vous quelque chose qui eût l'air de répondre à notre besoin d'émotions, besoin toujours contrarié, mais tendu jusqu'à la souffrance !

A peine sortis du village, nous quittions la grande route blanche, empierrée de cailloux de la Meuse, et, tout de suite, sur notre gauche, nous voyions se dresser, telle une poutre mal équarrie, le gros clocher trapu d'Houdelaucourt, au milieu des prairies au sol mou et ruisselant comme une éponge, où, dès les premiers jours d'automne, nous allions cueillir les *veilleuses.* Encore quelques tours de roue, et, bien qu'on s'y attendît, on s'écriait, avec l'accent de la surprise :

— Ah! voici la petite église d'Haucourt!

C'était, en effet, une petite église lilliputienne, qui semblait tombée d'une boîte de Nuremberg et posée là par le caprice d'un enfant : église pour rire, où l'on ne disait la messe qu'une fois l'an, le jour de la fête. Tandis que nous la contemplions de loin, mélancoliquement, comme un joujou trop cher, et que nous ne pourrions jamais acheter, la voiture dévalait vers un bas-fond, où se terrait un pauvre village plein de fumiers et de mares croupissantes : Avillers, que signalait tout de suite son clocher pointu. Celui d'Haucourt était renflé comme une courge, celui d'Avillers, élancé et mince comme un parapluie sorti de sa gaine. Les ai-je contemplés, les ai-je aimés, ces clochers de mon pays, baroques et débonnaires, et qui semblaient faire vraiment tout ce qu'ils pouvaient pour avoir une tenue convenable sous leur vêtement d'ardoise aux couleurs sombres, comme les redingotes de deuil et de mariage de nos paysans! Ces humbles clochers, c'était presque toute notre poésie visible!

On arrivait devant le presbytère, et, par la fenêtre sans rideaux, on apercevait, penché sur son établi, le curé, grand amateur de tournage et de découpage, — un ami de notre famille. Nous descendions de voiture pour lui faire nos politesses. Première station : ces pauses se répétaient fréquemment et allongeaient beaucoup la durée du trajet. Tout le long du chemin, foisonnaient les parens et les connaissances. Il fallait bien s'arrêter, et, comme on disait, « leur donner le bonjour, » sous peine de passer pour « des gens fières. » D'autres arrêts forcés étaient à prévoir : il y avait presque toujours un trait

qui se cassait, un cheval qui perdait son fer, ou bien, pendant les années qui suivirent la guerre, alors que la région était encore occupée par l'ennemi, une sentinelle ou un douanier qui réclamait le laissez-passer.

A une faible distance d'Avillers, sur le bord d'une côte dénudée, apparaissait un ramassis de vagues masures : cela s'appelait Domprix. Autant que je me rappelle, ce triste hameau n'avait pas de clocher. C'était quelque chose de si bas, de si quelconque, qui se distinguait si peu de la terre, qu'on le traversait dans une sorte d'éclipse de la mémoire. Et, tout de suite après, au bas de la descente, s'égaillait un autre hameau lamentable, qui se dénommait Bertrameix, — on prononçait Bertramé. Nous y avions des cousins au quarantième degré, les cousins Pochon, gros propriétaires campagnards, faisant valoir eux-mêmes leurs terres, gens avaricieuses et d'une ourserie peu commune. Les convenances exigeaient qu'on s'arrêtât chez eux. Mais quoi ? On était très en retard : on n'arriverait jamais à Briey pour déjeuner! Alors, on décidait de leur brûler la politesse. Au grand trot, la voiture filait devant leur maison, bâtiment cossu et couvert en ardoises comme les clochers des églises. Cependant le cousin Pochon, appuyé sur une fourche, nous regardait, du seuil de l'écurie. On lui criait :

— Excusez-nous, cousin Pochon! Nous sommes trop pressés aujourd'hui!... Quand on repassera!

Le conducteur fouettait ses bêtes, tandis que le gros homme en culotte bleue et en manches de chemise nous soulevait fort poliment sa casquette, et criait, lui aussi, avec une jovialité de commande :

— Bonjour, cousin! Bonjour, cousine!... et la compagnie!

Bientôt, nous arrivions à Landres, où l'on rejoignait la grande route nationale. Au sortir des monotones ondulations de la Woëvre, après cette série de bas-fonds et de côtes médiocres, la vue de la grande route apportait comme un soulagement. Il semblait que, là, on eût plus d'air et plus d'espace. Le Haut-Pays commençait. Au bord de la chaussée, les poteaux indicateurs accusaient des distances imposantes et portaient des noms de localités lointaines : Longuyon, Longwy, Arlon. L'imagination s'exaltait. D'ailleurs Briey, lieu d'enchantemens, était proche.

Aujourd'hui, Landres est devenu la capitale ou tout au

moins le centre de cette région minière, alors complètement agricole. En ce temps-là, c'était une misérable bourgade de quelques feux, éparpillés à une certaine distance de la route. On disait : « Voici Landres! » et l'on passait, sans que ce nom éveillât le moindre écho dans nos souvenirs. Mais, l'instant d'après, ma mère se penchait à la portière, et, comme devant une surprise charmante et toujours nouvelle, elle s'exclamait :

— Ah! voici le château des demoiselles de Bécary!

C'était une simple maison bourgeoise, qui n'était même pas couverte en ardoises (chez nous, l'ardoise anoblit) et qui avait une apparence assez délabrée. Néanmoins, on disait : « le château des demoiselles de Bécary, » sans doute à cause de la particule de ces dames. On ne les voyait jamais. Nul rideau ne se tirait à notre passage, derrière leurs fenêtres presque toujours closes. Mais le mystère qui enveloppait ces deux vieilles filles invisibles et énigmatiques ajoutait au prestige de leur « château » et me faisait longuement rêver.

A partir de ce moment, les surprises se multipliaient, dans la joie de l'arrivée. Nous ne quittions plus les petits carreaux de la voiture :

— Ah! voici la chapelle d'Anoux!

On se signait dévotement, et l'on coulait un rapide regard vers l'Image enluminée, qui transparaissait confusément entre les barreaux du grillage, où achevaient de se dessécher quelques bouquets rustiques. Anoux s'ébauchait dans le lointain, sur la droite de la route. A gauche, au fond d'un grand creux envahi par toute une végétation forestière, émergeaient des clochers et des toits rouges. On s'émerveillait :

— Voici Mancieulles! Voici Mance!...

Enfin, sur sa hauteur, parmi les hautes cimes de ses bois, le clocher de Briey surgissait, puis la gloriette de la sous-préfecture, au sommet de la grosse tour et des vieux remparts qui dominent la ville basse et la vallée du Wagot. La route commençait à s'animer. On croisait des carrioles, des camions où s'entre-choquaient des tonneaux. Ma mère disait :

— Ah! voici les laveuses, qui remontent du Pont-Rouge!

Et, comme notre conducteur craignait d'être en retard, il interpellait les bonnes femmes pliées sous leurs hottes, pour savoir l'heure :

— Midi *vont* sonner! criaient les laveuses, en relevant la tête sous leur charge ruisselante.

Cela ne tardait point. Nous entrions dans Briey au branle de la cloche qui sonnait l'*Angelus* et qui, pour moi, prenait des sonorités de grande fête. C'était bien autre chose, vraiment, que notre chaudron de Spincourt. L'air de la ville me grisait. On sentait l'odeur chaude des brasseries, l'odeur des drèches et du houblon. Sur la place des Tilleuls, les panonceaux du notaire reluisaient tels deux soleils d'or. Tout me paraissait si beau que je n'entendais même pas le sarcasme habituel du pharmacien, qui se promenait sur la place, en bonnet grec et en pantoufles comme M. Homais, et qui ne manquait jamais de ricaner, à la vue de notre équipage :

— Tiens! voici la voiture cellulaire!

* * *

Mais il y avait le retour.

Été comme hiver, il était navrant, surtout aux environs de Noël ou de la Saint-Nicolas. Une pluie glaciale cinglait les petits carreaux de la voiture, ruisselait à l'intérieur par les interstices des châssis mal joints. Ou bien la neige durcie couvrait la route, comme un immense pavé de marbre blanc. Les chevaux étaient ferrés à glace. On allait au pas presque tout le temps. Sous le ciel opaque et bas des après-midi de décembre, le trajet devenait un supplice sans fin. De loin en loin, entre les branches des peupliers, des corbeaux s'envolaient, en jetant tout à coup un croassement sauvage qui se perdait dans les grands espaces mornes. Une tristesse, pénétrante comme le froid noir de ces lugubres soirs, me contractait le cœur. Pour moi, c'était la fin du rêve, l'emprisonnement, pour de longs jours, dans les laideurs et les trivialités coutumières. Il me semblait que des couches d'ennui morne s'épaississaient sur ma tête, avec les nuages pluvieux, ou lourds de neige, qui rampaient à perte de vue sur les labours dénudés. Mais surtout j'avais froid. En dépit des briques chaudes, des cruchons et des chaufferettes, nous grelottions dans la voiture cellulaire. Nos haleines formaient une buée devant nos bouches, et, sous l'épaisseur de nos moufles fourrées, nous sentions la brûlure cuisante des engelures picotées par le gel. Et, pendant des lieues, au pas traînant de notre véhicule, nous allions, transis

et livides, entre la double rangée des peupliers, qui se déroulaient, en un mouvement monotone et perpétuel, comme les cierges d'un interminable enterrement.

Alors, pour nous réchauffer, pour secouer l'ennui oppri- mant, et aussi parce que c'était une chose due, nous décidions de nous arrêter chez les cousins Pochon. Notre arrivée à l'improviste causait dans leur logis un véritable branle-bas. La vieille cousine, flanquée de sa bru et de son mari, apparaissait sur le perron : le fils était toujours aux champs, ou dans les écuries. Dès le seuil, on se faisait mille politesses, accompagnées, chez les dames, de révérences cérémonieuses, mais tout cela sans entrain : pour les uns comme pour les autres, cette visite était trop évidemment une corvée.

Tout de suite, on affectait de nous conduire dans « le poêle, » la belle chambre au parquet ciré, où l'on n'entrait jamais. Mais les chaises alignées semblaient vissées au mur, indérangeables, et la pièce sans feu était une glacière. On se rabattait sur la cuisine, qui était moins froide, bien que très grande, et où maîtres et domestiques se tenaient du matin au soir. Deux tisons achevaient de brûler dans l'âtre. En notre honneur, on faisait flamber une bourrée de fagots, et on y jetait quelques éclats de hêtre, qu'on appelle chez nous des *ételles*. La flamme ravivée projetait des reflets intermittens sur les cuivres des chaudrons et des casseroles, et la pénombre de la cuisine en paraissait plus navrante et plus froide. Frileusement, on se rapprochait du manteau de la cheminée. On échangeait des phrases quelconques qui n'intéressaient personne. Mon père et le cousin Pochon, les pieds appuyés aux chenets, parlaient culture ou politique. Les pipes s'allumaient, on crachait dans les cendres. De l'autre côté, la vieille cousine, en caraco et bonnet tuyauté, occupait une chaise basse près de celle de ma mère, et, d'un ton bonnasse, s'informait de l'âge et de la santé des enfans, tandis que la bru, personne effacée, continuait à vaquer aux choses du ménage.

Cela sentait le laitage et les vieilles pommes. De temps en temps, la porte, qui communiquait avec les écuries, s'ouvrait, livrant passage à une servante ou à des gens de journée, et l'odeur fade des étables se répandait dans la cuisine.

L'inhospitalité des paroles, des choses et des gens devait être perçue bien vivement par moi. Car je ne bougeais pas du

petit banc de bois où j'étais assis. Devant ce feu lointain, parcimonieux, et qui ne me réchauffait pas, j'étais plus perdu que sur la route déserte, au milieu de la neige et des rafales de pluie. Je ne sais comment m'expliquer cela. C'était sans doute l'insignifiance ou l'opacité des propos, le manque de chaleur et d'élan dans les âmes, la platitude désolante de tout, qui en était cause : mais nulle part au monde, je ne me suis senti plus dépaysé, plus étranger que dans ce triste hameau, parmi ces gens qui se disaient mes consanguins. Dans les plus misérables gourbis du Sud algérien ou du désert de Syrie, devant des Bédouins tatoués, couverts d'oripeaux et d'amulettes, je n'ai pas éprouvé cette impression d'isolement complet, cette sensation de l'abîme infranchissable entre deux espèces d'êtres qui n'ont rien, absolument rien, de commun.

Cependant, la vieille cousine se retournait vers moi, qui grelottais sur mon petit banc, et, pour avoir l'air d'offrir quelque chose, elle me disait d'une voix papelarde, avec le plus bel accent du terroir :

— N'eume donc (1), mon fi, vous prendrez ben un peu d'eau de suc ?

Ma mère protestait que je n'avais besoin de rien, et moi je frémissais à l'idée de la mixture douceâtre. Mais la bonne femme hélait sa bru à l'autre bout de la cuisine :

— *Leiontine!* Apportez voir un peu d'eau de suc' pour le petit cousin.

Par politesse, il fallait boire le breuvage glacial, pendant que les paroles gelées continuaient à tomber autour de l'âtre. Dehors, on entendait le balancier d'une pompe, puis un piétinement de sabots. A travers la fenêtre, où déferlaient toutes les noirceurs du crépuscule, j'apercevais la silhouette d'un valet d'écurie qui ramenait de l'abreuvoir une couplée de chevaux.

Enfin on se levait. Les politesses recommençaient. De part et d'autre, on poussait comme un soupir de soulagement :

— Allons, au revoir, cousins!

Cela voulait dire : « Allons, c'est bien! Vous êtes entrés en passant, comme vous le deviez. Maintenant, c'est fini! On ne vous reverra plus avant trois mois! C'est très bien!... Au revoir, cousins! »

(1) N'est-ce pas donc?

Et, quand ma mère les engageait à venir, eux aussi, à Spincourt :

— Merci bien, cousine! Vous êtes bien honnête! Mais c'est trop de dérangement.

Mon père insistait cordialement auprès du cousin Pochon :

— Mais non, mais non! disait le bonhomme. Nous ne voulons pas vous donner de l'embarras!

Et, après ces froids adieux, nous nous empilions de nouveau dans notre voiture cellulaire.

Quatre heures du soir, en décembre, sur la Woëvre! Le ciel était plus bas et plus fermé, la bise plus pénétrante. En face de nous, sur sa butte terreuse, le lamentable Domprix barrait l'horizon, avec ses masures aplaties et ses mares croupissantes, où le crépuscule d'hiver mettait des rougeurs lugubres d'incendie. Pour moi, c'était la désolation suprême. Ma pensée enfantine abdiquait, s'enfonçait désespérément dans un grand pays noir, plein de froidure et de ténèbre, où tout venait s'éteindre, où il n'y avait plus rien à attendre, — plus rien que la certitude de vivre ainsi toujours, sans chaleur et sans joie.

*
* *

Pourtant, ce Spincourt, où je rentrais à regret, je lui ai dû les premières joies de ma vie, — toutes les joies que je pouvais avoir alors : des exaltations de tête ou de cœur.

Si, dans ces confuses années d'enfance, j'ai eu quelque pressentiment de la beauté, c'est la pauvre église de mon village qui me le donna. Vraiment, je sentais que là, sur cette petite terrasse hérissée d'orties, derrière ces murs tout nus, sévères jusqu'à la rudesse, s'abritait le refuge des âmes. C'était comme une barrière dressée contre les brutalités de la vie campagnarde. De quelle hauteur ma chère église de Spincourt s'élevait, pour moi, au-dessus des fumiers, des étables, et même des logis les plus cossus d'alentour!

Néanmoins, je ne me familiarisai avec elle qu'assez tard, et, en dehors des offices, nous n'osions guère y pénétrer. Une appréhension à demi consciente, que je ne sais comment formuler, une sorte de crainte de Dieu, au sens biblique du mot, nous en écartait. La piété solide et même austère de nos parens nous entretenait dans ce sentiment. Pour eux, la religion

n'était ni un jouet, ni une affaire de mode, ou de convenance : c'était une chose extrêmement sérieuse. On entrait dans une église sans aucun dilettantisme, mais uniquement par devoir.

Chez nous, à Spincourt, rien, assurément, n'y flattait les yeux ou les oreilles. Notre église ressemblait à toutes les églises campagnardes, sauf qu'elle avait un clocher d'une forme singulière, comme quelques autres des environs. Ce clocher était coiffé d'un dôme bulbeux et surmonté d'une lanterne. (Depuis mon enfance, on l'a reconstruit, sans nul égard aux proportions, de sorte qu'il a l'air d'une casquette étriquée posée au sommet d'une poutre.) Je n'ai retrouvé ce modèle qu'en Espagne, et je crois m'expliquer le fait de manière assez plausible. J'ai ouï dire par mon père qu'avant la Révolution, Spincourt était un prieuré dépendant de l'abbaye d'Orval, en Belgique. Il est probable que, sous la domination espagnole, l'influence de cette abbaye se faisait sentir, par les vallées de l'Othain et de la Chiers, sur tout le pays montmédien, et quelque peu au delà. Montmédy, Senon, Amel, Gouraincourt, Étain, ont des clochers espagnols comme Spincourt.

En tout cas, notre église possédait un vieux mobilier, qui datait, en majeure partie, du XVIIIe siècle et qui trahissait le goût sûr et le luxe discret des moines. Le chœur était revêtu de boiseries d'un assez bon travail, et, autant que je me souvienne, décoré de deux grands tableaux de l'École italienne, lesquels flanquaient un envoi du gouvernement, une laide machine représentant un miracle de saint Pierre, patron de la paroisse. Des autels de style rocaille, avec des colonnes torses, des triangles, des pots à feu, des attributs et des monogrammes dorés sur fond blanc, rehaussaient la nudité des murs. L'ignorance du curé lui a fait troquer ces authentiques valeurs contre une affreuse camelote genre troubadour et toute une statuaire de la rue Saint-Sulpice. Cette statuaire en carton-pâte finit par détrôner de la place d'honneur qu'elles occupaient deux antiques et naïves images de saint Pierre et de saint Paul. Lors de mon dernier passage, après les avoir bien cherchées, je les ai découvertes enfin, au bas de l'église, reléguées dans un coin, près du bénitier.

Cette fois-là, lorsque je l'ai revue, ma pauvre église était déjà fort délabrée. Il n'y restait presque plus rien des humbles choses qui émerveillèrent mes yeux d'enfant. Les effets de la

loi de séparation se faisaient partout sentir. Les planches vermoulues du plafond se détachaient par places, découvrant de grands trous noirs dans la charpente. Puissent les bombes allemandes n'avoir pas achevé l'œuvre abominable des sectaires de France !

*
* *

Autour de l'église se pressait le cimetière, le petit troupeau des tombes serré autour de son berger.

Nous n'en approchâmes aussi qu'assez tard, contenus par la même crainte religieuse qui nous éloignait de l'église. Ce n'était pas précisément les morts, — auxquels nous ne pensions guère, — mais le mystère, la solitude et le silence du lieu, dont nous avions peur.

D'abord, les fleurs des tombes nous apprivoisèrent : il n'y en avait pas beaucoup dans nos jardins campagnards, où les légumes prenaient presque toute la place. On les réservait pour le cimetière. Cependant, je ne me rappelle pas que nous ayons jamais cueilli ces fleurs des morts. Louis Génin et moi, nous nous bornions à les admirer, à contempler leurs belles couleurs. De même, nous admirions, sans y toucher, les couronnes de fausses perles suspendues aux croix de bois ou aux stèles de pierre. Petits sauvages que nous étions, cette verroterie nous enthousiasmait. Une de ces couronnes funéraires est restée dans mon souvenir. Toute en perles bleues, elle se détachait sur le marbre blanc d'une stèle neuve, qui marquait la sépulture encore fraîche d'une cousine de mon petit ami. Je vois encore son nom sculpté en relief sur le marbre : *Mélanie Érard, 18 ans.* Cette jeune fille, qui appartenait à la famille la plus pieuse du village, était morte en odeur de sainteté. Une de ses parentes venait d'être miraculée à Lourdes. Cela formait autour de sa tombe un modeste rayonnement de piété et de poésie, qui nous touchait obscurément. La stèle immaculée, avec sa couronne de perles bleues, était d'ailleurs unique dans le cimetière. Plus tard, lorsque la Vierge de Lourdes fut intronisée dans notre église, nous n'en éprouvâmes point une très grande surprise : cette blanche figure virginale, à l'écharpe d'azur, nous l'avions vue flotter sur la tombe de Mélanie Érard.

Cependant, la poussée des ossemens, qui, tout autour de nous, perçaient la terre, ne laissait pas que de nous intriguer.

A chaque instant, nos souliers heurtaient un tibia, ou un débris de mâchoire qui traînait parmi les herbes. Tout ce petit cimetière, étroit comme les terrasses des temples, à Delphes, ou à l'acropole d'Athènes, était gorgé de cercueils et de débris humains. Les nouveaux morts délogeaient les plus anciens. On rouvrait les vieilles fosses pour faire de la place aux derniers cadavres, et les ossemens exhumés étaient entassés dans le charnier.

Ce charnier nous fascinait et nous épouvantait en même temps. C'était une misérable chapelle sans clôture, adossée au flanc droit de l'église. Au fond, sur un autel à moitié pourri par l'humidité, il y avait une antique statue de sainte Anne guidant la Sainte-Vierge, des chandeliers de bois, des vases peints de couleurs vives, où étaient plantés des bouquets de fleurs artificielles. Mais, par les soins des personnes dévotes aux âmes du purgatoire, un reposoir permanent encombrait les marches et la table de l'autel. On y apportait toutes les fleurs qu'on pouvait trouver et on utilisait pour elles tous les récipiens imaginables. De grosses touffes de bluets et de coquelicots trempaient dans des pots de grès, rehaussés de bariolages bleuâtres, — ces pots où l'on conserve, en Lorraine, le beurre et les marmelades de fruits.

Le reposoir nous attirait, comme un buisson odorant attire les guêpes. Mais nous n'osions pas tourner la tête vers le côté gauche du charnier. Car on y distinguait, dans la pénombre, d'abord le brancard qui servait à porter les cercueils, et, au-dessus du brancard, des rangées de planches, où s'alignaient des têtes de morts, dont les grands yeux vides nous regardaient. Et pourtant, malgré ces funèbres témoins, nout continuions à fréquenter le charnier. C'était un de nos lieux d'élection. Les belles fleurs des reposoirs nous cachaient les crânes grimaçans.

Tout le cimetière, d'ailleurs, était, pour nous, comme une forêt vierge, où nous nous lancions à la découverte, Au fond, derrière le chœur, il y avait de vieilles tombes profondément enfouies sous les orties. Çà et là, des débris de sculptures jonchaient le sol. Pour les ramasser, il fallait se frayer un chemin à travers les orties maudites qui, là aussi, pullulaient. Des poules caquetaient entre les hautes tiges velues et les feuilles hérissées de piquans. Nous avancions bravement... Mais, soudain, une apparition horrifique nous médusait : un dindon

colossal hérissait ses plumes à notre approche, secouait son jabot sanglant, en nous dardant un regard furibond sous les écailles rouges de sa crête, et, avec un bruit d'explosion, il déployait ses ailes.

Dans le silence des après-midi d'été et la solitude du cimetière, ce petit incident prenait, pour nous, une importance énorme. Les nerfs secoués désagréablement, nous nous sauvions sur le parvis de l'église ; mais, là, le cœur battant, nous percevions un bruit étrange : le râle continu de l'horloge dans la tour. Des ressorts se déclenchaient brusquement comme des muscles qui se détendent ; et c'était là-haut, dans les profondeurs du noir escalier, où, pour rien au monde, nous n'eussions voulu monter, un bruit de respiration haletante, — la respiration d'un monstre mystérieux et redoutable, accroupi dans les ténèbres du clocher.

*
* *

Je serais un ingrat, si, après l'église et le cimetière, je ne dédiais une pensée pieuse aux jardins de mon village, pour toutes les joies qu'ils m'ont données.

Ces fleurs, que nous cherchions si avidement autour de l'église, il y en avait bien quelques-unes, même dans nos « mails » les plus misérables, en bordure des carrés de salades, des planches de fèves ou de petits pois. Il y avait aussi les violettes et les « coucous » des prés, — les coucous jaunes, au cœur rouge ou amarante, dont nous faisions des pelotes, que l'on se lançait en guise de balles. Jouer à la balle se disait, chez nous, « jouer à la pelote. » On jouait à la pelote avec les coucous des prés. Mais rien ne valait, à mes yeux, les rares fleurs de nos jardins. Pauvres fleurs ménagères de l'espèce la plus commune ! C'étaient des flox, des fuchsias, des bégonias, des gueules-de-lion, bonnes pour faire des tisanes, et surtout des pivoines et des œillets d'Inde, — les pivoines et les œillets d'Inde de nos Fête-Dieu.

Une rose était une apparition royale et magnifique. Je me souviens particulièrement de nos roses rouges et de nos roses-mousses, aux calices si largement épanouis. Dilatées, chauffées tout le jour par le soleil de juin, quel parfum pénétrant et fort elles exhalaient ! A côté de nos roses de Lorraine, si précieuses, si aristocratiques, celles de Provence et d'Afrique, dans

leur foisonnement printanier, ne sont pour moi qu'un vain amas de beautés vulgaires : elles n'ont pas d'odeur. Dans tous les bazars d'Orient, j'ai vainement cherché des essences de roses, dont le bouquet rappelât, même de loin, l'arome suave des nôtres.

Au temps des roses, à Spincourt, lorsque je longeais la maison de la repasseuse, j'apercevais toujours, par la fenêtre ouverte, devant la belle fille aux joues fraîches et encore avivées par le feu des fers, une rose-mousse qui trempait dans un verre à pied plein d'eau, sur le bord de la planche à repasser, près du pot d'amidon.

Toujours ce besoin contrarié d'orner un peu la nudité des choses autour de nous, de tirer du moindre brin d'herbe une petite poésie à notre usage ! Pour moi, chaque printemps, les lilas de notre jardin me jetaient dans des extases. J'ai passé des heures de contemplation devant les groseilliers. Avec leurs minuscules grappes rouges ou ambrées, ils m'apparaissaient, dans le grand soleil des après-midi d'été, comme des lustres chargés de rubis et de perles blondes. C'était trop beau pour ne pas y goûter. Je picorais avidement ces friandes merveilles, tout en caressant, d'un œil enchanté et contrit, l'arbrisseau que je dépouillais. Ces groseilles, à la saveur acide et aux couleurs crues, c'est le fruit symbolique de notre Lorraine.

Il y avait aussi, le long d'un mur humide, velouté d'une mousse épaisse, des framboisiers, dont le seul parfum me faisait défaillir de convoitise. Et il y avait, enfin, tout au fond de notre jardin, un arbre d'or, — un cytise géant, — aux branches échevelées, qui recouvrait presque un lavoir creusé en contre-bas et revêtu de hauts murs en pierres sèches. C'était comme une fosse de verdure et de fraîcheur, où s'éparpillaient les fleurs jaunes du grand arbre, où luisait mystérieusement l'eau morte du lavoir. A genoux dans la paille du baquet, au bord de la planche glissante, je me penchais sur les profondeurs ténébreuses du bassin, et, à travers les mousses verdâtres, qui flottaient à la surface, je voyais se réfléchir, dans un lointain hallucinant, les grappes d'or du cytise, comme un fourmillement d'étoiles dans un ciel nocturne.

Tout le long de la margelle, des prunes, tombées de l'arbre et encore luisantes de gommes, se fendillaient, et cela me rappelait soudain l'heure du goûter. C'était l'époque triomphale

des tartes. De mon temps, il s'en mangeait de succulentes en Lorraine. On en faisait de toute espèce, — aux quetsches, aux reines-Claude, aux groseilles vertes, aux cerises, à l'angélique, — depuis les grosses pâtes de ménage cuites au four du boulanger jusqu'aux feuilletés croustillans et délicats, qui réclament la chaleur égale d'un four de pâtissier. Enfin, la reine des tartes, — la tarte aux mirabelles, — la plus savoureuse et la plus juteuse de toutes. A Spincourt, les mirabelles étaient rarissimes ; mais nous nous dédommagions à Briey, où elles n'étaient pas non plus très communes, et où les meilleures nous arrivaient de la vallée de la Moselle. Celles de Rombas et de Rosselange avaient une grande réputation. Néanmoins, on les désignait toutes indistinctement sous le nom de mirabelles de Metz.

Une année, paraît-il, la récolte en fut si abondante que, dans les goûters et les sauteries de nos familles bourgeoises, on se bombardait, d'un étage à l'autre, avec des mirabelles. Cent fois, j'ai entendu ma mère rappeler le souvenir de cette récolte miraculeuse, qui, pour elle, est liée à l'apparition sensationnelle de deux jeunes filles extraordinaires dans notre petit monde de Briey. On les appelait, avec une nuance de considération toute spéciale : « Ces demoiselles Launoy d'Arrancy. » L'une d'elles fut la mère d'Henri Poincaré, le mathématicien, et la tante de Raymond, le Président. Tandis que les mirabelles de Metz pleuvaient jusque sur le plancher du salon, les deux demoiselles Launoy d'Arrancy exécutaient, au piano, un morceau à quatre mains, qui les couvrit de gloire et qui révolutionna toute la ville. Ce morceau s'appelait *le Tintamarre parisien*, et cette histoire lointaine se passait aux environs de 1850...

***

C'est la destinée de notre pays que des images de guerre se mêlent à tous ses plaisirs. Ceux de ma première enfance furent parcimonieux et mélangés, et c'est encore sur des images de guerre que se clôt, pour moi, cette période de demi-inconscience.

En 1873, nous assistâmes à la retraite des Allemands victorieux, après le paiement intégral des cinq milliards. Nous les avions presque oubliés. Je me souviens qu'à la fin de l'hiver de

1871, un major saxon, lourd colosse à la barbe en éventail, salua ma mère sur le pas de notre porte, et, avec une emphase un peu grotesque, lui déclara :

— Madame, je vous annonce la paix!

La paix! C'était un mot inconnu, qui entrait dans mon petit vocabulaire puéril. Je n'en comprenais guère le sens, mais, rien qu'à la mine du major, je devinai qu'il s'agissait d'un événement d'importance. C'est pourquoi j'en fus extrêmement frappé. Quelle amère ironie! Ce mot de paix, c'est par une bouche allemande que je l'ai entendu prononcer pour la première fois. La paix qu'elle nous annonçait, n'était aussi, hélas! qu'une paix allemande.

Et puis, le village se remit à vivre de sa vie monotone. Les travaux reprirent leur cours avec les saisons. On éprouvait une telle hâte de réparer les maux de la guerrre, qu'on ne pensait, pour ainsi dire, plus aux envahisseurs. Pourtant, ils étaient tout près de nous. Ils occupaient encore Verdun. A Étain, à douze kilomètres de Spincourt, ils campaient dans des baraquemens, qui ne disparurent que longtemps après leur départ. Un beau jour, on signala leur approche, avec un peu de l'angoisse trépidante, qui nous avait secoués, lors de leur premier passage. Le branle-bas des réquisitions, et des billets de logement recommença. Le défilé de l'évacuation dura longtemps. Mais, cette fois encore, — il faut le dire bien haut, à la honte de leurs fils et de leurs petits-fils, — ils se montrèrent, somme toute, fort débonnaires.

Entre deux étapes, ils faisaient l'exercice sur la place de l'église, spectacle passionnant pour les gamins de mon âge. Jusqu'à cette époque, nous n'avions jamais vu de soldats français, — pas même pendant la guerre. Je fais exception pour les pantalons rouges, qui m'avaient tant émerveillé, en 1869, sur l'Esplanade de Metz. Mais ce souvenir était alors bien confus dans mon esprit. En réalité, nous ne connaissions d'autre uniforme que celui des Allemands. Pour les enfans de ma génération, être Prussien et être soldat, c'était tout un. Nous disions : « faire le Prussien, » au lieu de : « faire l'exercice. » Durant quelques années, l'usage se maintint. Quand un garçon du pays partait pour son service militaire, nous disions en toute naïveté : « Il est Prussien à Reims, à Charleville. » Et, quand il revenait en permission, avec son bel uniforme de cuirassier

ou d'artilleur français, on le saluait de cette phrase admirative : « Ah! te voilà Prussien! » Il est vrai qu'on disait aussi : « Il a tombé sur son prussien! » lorsqu'un de nous tombait sur son derrière. Mais c'était à l'imitation des grandes personnes. Enfans, nous n'avions pas de haine contre nos ennemis parce que nous n'étions point maltraités par eux. Avec nos fusils et nos sabres de bois, nous nous amusions à les singer, lorsqu'ils faisaient l'exercice. Nous leur lancions des obus de sable, que l'on confectionnait avec un mouchoir de poche, ou un morceau de journal. Un jour, nous braquâmes un petit canon à capsule, contre deux Bavarois qui passaient et nous les couchâmes en joue. Nous ne fûmes point fusillés pour cela. Les deux gros garçons se contentèrent de rire niaisement.

J'ignore comment ils se comportèrent ailleurs, pendant cette retraite de 1873, mais le fait est que, chez nous, aucune plainte ne s'éleva contre eux. Nous n'eussions jamais rien su de cette guerre, que nous avions traversée sans la voir, si nos parens et nos maîtres ne nous eussent enseigné, plus tard, les atrocités commises par l'envahisseur dans les autres parties de la France, et dans notre pays même, à deux pas de chez nous. Cela encore, nous ne l'eussions peut-être jamais su non plus, sans l'annexion brutale de nos frères les plus proches, sans cette grande injustice, dont nous allions souffrir pendant toute une adolescence humiliée et tenue continuellement sur le qui-vive.

*
* *

Si, maintenant, j'essaie de réduire toute ces impressions menues, et souvent contradictoires, de notre enfance à quelques impressions dominantes, je trouve ceci.

Il y avait, tout au fond de nous, alimentées par la tristesse de notre sol et par la grandeur informe de nos plaines, de profondes sources lyriques, ignorées de nous-mêmes. Mais, sans issues, elles restaient secrètes et stagnantes, comme les étangs de notre pays et les trous d'eau cachés, dans nos prés, sous les nénuphars et les *glâs* aux tiges coupantes.

Manque de pente et manque d'horizon, pauvreté et médiocrité de la vie, toutes ces circonstances contraires nous comprimaient. On se sentait un anneau dans une chaîne, et rien que cela. Rappelés sans cesse au sentiment de notre dépendance,

nous subissions, résignés, le niveau commun. La moindre velléité d'affirmation, en dehors des formes et des règles séculaires, nous semblait un acte de démesure.

Et puis, des coups de détresse nous soulevaient, âpres et violens comme les grands vents froids qui labourent nos terres. Un souffle de révolte passait : oh ! s'en aller ailleurs, briser le cercle de médiocrité où nous étouffions !

Mais le bon sens prosaïque de la race dissipait bien vite ces vaines tempêtes. Imaginations, chimères que tout cela ! On n'était pas au monde pour écouter les caprices de sa tête, ou de son cœur. Il fallait se discipliner, prendre sa place dans le rang, faire comme les autres, lutter contre toutes les hostilités permanentes de notre terre, la dureté du climat, l'indigence de la terre, la menace obscure de l'ennemi si proche. La vie était chose sérieuse et triste. Ah ! non, certes, on n'était pas là pour s'amuser. Travailler, se battre, prier, voilà la vie ! Dans mon enfance, je n'ai guère connu, chez nous, que des laboureurs, des soldats et des prêtres.

Discipline rigoureuse, impitoyable à toute fantaisie qui risquait d'étouffer les parties délicates et tendres de nos âmes, pour n'en laisser subsister que les vertus combatives ! Mais, au demeurant, cela était bon et salubre. Cette discipline nous fouettait le sang, comme un air de gel, le matin, sur nos grandes routes, — ces grandes routes blanches de la Meuse, où planait toujours le vol sinistre des corbeaux, et où nous entendions sonner, dans la rumeur du vent, le pas cadencé des cavaliers ennemis.

LOUIS BERTRAND

LA

FRANCE A L'EXPOSITION DE SAN FRANCISCO

I

Bâtie sur les fortes ondulations de sable des dunes qui prolongent, en les accentuant, les faibles ondulations de la mer dans la coupe profonde de la baie, San Francisco élève, puis abaisse, en pentes raides, sous un ciel terne, ses maisons, — ses basses maisons de cinq étages, — ses villas fleuries, blanches, roses ou brunes, au style indécis; puis, de colline en colline, ses faubourgs espacés vers l'Ouest et le Sud. Par les jardins du Presidio, nom que l'Espagne laisse en souvenir aux postes occupés par les troupes américaines, accourent deux haies de verdure. La route s'enfonce en creux de vague, se relève, tourne, recommence. Et, brusquement, la vue s'élargit. Au-dessus de la falaise, au pied de laquelle les phoques s'ébattent librement, le Pacifique apparaît; plus grand que toute autre mer, et cependant réduit, comme toute autre mer, au cadre de l'horizon. La large échancrure d'une anse courbe entre deux caps, son rivage de sable blanc, tandis qu'au large, sur un moutonnement jaune et vert, strié de blanc d'écume, de petites voiles s'approchent; La fumée d'un vapeur s'éloigne, Plus près, entre la mer et la baie, s'entr'ouvre la « Golden Gate. » Décevant les promesses de lumière enfermées dans la splendeur de son nom, cette « Porte d'Or, » aujourd'hui, se voile de brume. Tapis dans les hautes herbes, pour en garder l'accès, les canons veillent. Un tir réel répercuté de proche en proche dans toutes les profondeurs du rivage, ébranle lentement le majestueux silence de

l'Océan, dont les vagues courtes s'immobilisent sous le ciel gris. Des soldats, en tenue de corvée, passent. Bientôt, plus d'Océan, mais de multiples vallonnemens. Voici des oasis de verdure gardées par des eucalyptus, au fût svelte, couronné de panaches feuillus. Le genêt de Californie alterne avec le mimosa. Des palmes apparaissent. Sans être aussi ardente qu'à la frontière du Mexique, dans la baie de San Diego, sous l'intensité bleue d'un ciel éclatant, ni aussi chaude, aussi caressante que sur la rive parfumée de Los Angeles, la terre est semi-tropicale. Mais la mer qui la prolonge, le ciel qui la domine, ne lui répondent pas sur le même ton. Entre cette terre et ce ciel, pas d'entente; entre cette terre et cette mer, pas d'harmonie, La terre vibre de joie, le ciel et la mer sont pénétrés de mélancolie : ciel et mer de Bretagne. Comment les regarder sans penser à la France?

Entre les hauteurs de la ville, étagée de colline en colline, et la surface égale de la baie, c'est maintenant la surprise d'une cité de fantaisie, improvisation délicate et fragile de coupoles, de minarets, de rotondes et de tours. L'essor des victoires s'ouvre au sommet des colonnes. Des bassins offrent au front des palais leur miroir liquide. Des jardins les enserrent, des avenues s'ouvrent, et les palmiers, qui les jalonnent, se gainent de fleurs. Près de la ville, l'Exposition devient exhibition. C'est la gaieté frivole de la « zone des attractions, » des villages mexicains, hawaiens, japonais. Mais cette concession faite aux amateurs de plaisirs bruyans, l'Exposition, discrète, cherche avec tact une note élégante et simple. Pas d'exagération architecturale. Nul audacieux défi au sens de la ligne et de la couleur. Plus de gratte-ciel peints, comme à New-York, ou sculptés, comme à Chicago. Ni géans de pierre, ni monstres de couleur; mais une harmonieuse combinaison des proportions, des tonalités et des formes. Ni blanc, ni noir, mais un indéfinissable mélange de jaune, de bleu, de rose, broyés, pulvérisés, dans la pâte dorée qui, pétrifiée, recouvre le bois des façades; puis du jaune, du bleu, du rose, du vert, des couleurs tendres; enfin, au soir, la douceur des clartés artificielles, versées de loin par des astres cachés. Jamais l'architecture américaine ne s'était montrée, sous une inspiration plus classique, plus habile dans la combinaison des lignes, plus discrète dans celle des couleurs. L'Exposition n'occupe pas une grande surface. Ni colossale, ni grandiose, ni vaste, — ce qu'elle ne peut ou ne veut, — elle se

contente d'être belle. Sans chercher à étonner ni à surprendre, elle se propose de plaire, de charmer. Et elle y réussit.

Le caprice de l'art a-t-il seul disposé pour la joie des yeux ces jardins et ces palais, ces fontaines et ces dômes? L'architecte le dit, mais le rêveur proteste. Dans la combinaison des eaux, des jardins et des pierres, il veut que les États-Unis adressent un message au monde. Dans cette Exposition, qui ne célèbre pas quelque grande date, une Indépendance, comme, en 1878, à Philadelphie, une expansion territoriale, comme en 1904, à Saint-Louis, mais un fait contemporain, la jonction transcontinentale de deux Océans, l'esprit imagine que les États-Unis cherchent, par l'ampleur de leur pensée dans l'espace, à en racheter l'insuffisance de perspective, dans le temps. Des deux Océans rapprochés, ils élèvent leur regard sur les deux grandes terres qui, des deux côtés, leur font face, et, demandant à l'avenir, pour multiplier la minute présente, le prolongement qui d'habitude se demande à l'évocation du passé, ils célèbrent la jonction des Océans, en rêvant à l'Union des Peuples du Monde.

Centre de l'Exposition, la Cour de l'Univers en explique la pensée. Dominant l'eau chantante des fontaines, deux colonnes reçoivent, l'une, la lassitude éteinte du soleil couchant, l'autre, la fierté svelte du jeune Dieu, maître du jour. Deux arcs élevés à la gloire des races de l'Occident et de l'Orient soulignent et prolongent d'une opposition de monde à monde le contraste du soir au matin. Sur leur socle géant, les nations s'avancent. A l'Occident, sur le timon d'un char tiré par deux grands bœufs placides, une paysanne exprime, debout, la joie de la moisson finie, tandis qu'au sommet de l'amoncellement des épis, deux enfans jouent près du génie de l'Entreprise, divinité supérieure et protectrice qui, le genou ployé pour un dernier effort, lève, en se redressant, le pacifique trophée d'une gerbe victorieuse. Houe sur l'épaule ou branche à la main, deux laboureurs accompagnent le char que précèdent deux cavaliers, l'un Indien, l'autre Européen, maîtres successifs de la prairie vierge, peu à peu soumise à la culture occidentale, dans l'avance américaine vers l'Ouest.

Face au groupe occidental, un éléphant, trompe baissée, défenses inclinées, porte une tour symbolique, d'où, sous le turban de l'Inde, sort l'esprit de l'Orient contemplatif et mys-

tique. Chamelier et cavalier l'escortent sous le double signe du triangle et du croissant, entre des esclaves noirs à la tête crépue, chargée de corbeilles. L'ancienne civilisation, dont les paroles de sagesse, — chinoises, hindoues, japonaises, — s'inscrivent sous le groupe de l'esprit, de l'éléphant, des animaux et des esclaves, est-elle à sa place à la suite de l'élan jeune et fier d'un soleil levant? Indiscrète question. L'essentiel est que les nations de l'Ouest et de l'Est comprennent qu'elles sont ici conviées par une nouvelle République, qui se donne pour mission de rapprocher les peuples, dont son jeune sang fusionne les vieilles races. Pourquoi les convier, sinon pour un message de paix, d'union, de bonheur?

Ce message de prospérité, l'Exposition le délivre au monde. Des deux côtés des arcs de triomphe, elle ouvre de cour en cour la promesse des fécondités : à l'Occident, la Cour d'Abondance ; puis la Cour des Saisons ; enfin, le palais de l'Horticulture, au dôme vitré, treillagé de verdure, dans le style des jardins français du XVIIe siècle ; à l'Orient, après le flamboiement, à la Gustave Doré, d'un gothique espagnol, hommage rendu au passé hispanique de la Californie, la Cour des Palmes. Après avoir dressé sur la berge marine la colonne du Succès, figuré par un archer qui tend vers un but invisible sa flèche rigide sur la corde ployée, les États-Unis élèvent, à l'autre extrémité de l'avenue du Progrès, le signe éblouissant et dominateur de la Richesse, but suprême de l'effort, aspect sensibilisé de la joie. De degré en degré, la Tour des Pierreries élève la succession de ses plates-formes, appuyées sur l'élégant et ferme soutien de colonnes dont le jet hardi exprime l'Idéal. Cette tour des trésors et du bonheur, au pied de laquelle veille, à cheval, le conquistador, Pizarro ou Cortez, aventurier de la grande époque des découvertes, ne saurait, pour l'opinion américaine, être espagnole qu'au début et le caballero reste à la base. Pour aider l'ascension plus haut, vers les sommets, des aigles de pierre apparaissent. A l'extrémité de la tour qui, par sept fois, s'élève, et six fois s'amincit, la Fortune passe une étincelante écharpe autour du Globe. Ici, les États-Unis ont, sous le signe visible de la richesse, tenté de matérialiser le bonheur. Par la sagesse de ses aigles, pacifiquement assis près des colonnes qui montent d'étage en étage, la grande République dont le jeune sang fusionne les vieilles races offre à ses citoyens la promesse

scintillante d'un avenir doré. Mais en l'élevant entre les arcs de triomphe de l'Est et de l'Ouest, à l'extrémité de la Cour de l'Univers, elle se garde bien de faire pour elle seule, égoïstement, le rêve splendide. Ce n'est pas pour les États-Unis, c'est pour toutes les nations qu'elle noue la ceinture de pierreries autour du Globe du monde, couronne et sommet de la Tour des Joyaux.

II

Pour qu'une pareille pensée pût s'exprimer dans toute sa force, ce n'était pas assez qu'une République fédérale réunit ici, de palais en palais, ses quarante-huit États, et d'État en État les résultats de son effort pacifique : il convenait qu'à son appel amical, les autres nations répondissent : celles, surtout, qui, par leurs découvertes, leur civilisation et leur sang, avaient aidé puissamment les États-Unis dans leur marche vers l'indépendance nationale, l'expansion territoriale, le développement économique et moral. Aussi, dès qu'à la fin de 1911, un Comité local composé de notabilités américaines et présidé par un grand ami de la France, le banquier Crocker, eut lancé l'idée de célébrer, à San Francisco, l'achèvement du canal par une Exposition, et qu'une loi du 15 février 1911 eut donné à ce grand projet la sanction fédérale, le gouvernement des États-Unis ouvrit des négociations en vue de la coopération à l'Exposition des différentes nations. Mais, ici, de multiples obstacles se présentèrent.

De nombreuses Puissances industrielles, l'Angleterre, l'Allemagne, d'autres encore, se plaignaient que, dans les Expositions américaines, si les dessins et modèles ne pouvaient être reproduits, les objets fabriqués, d'après ces dessins et ces modèles, pouvaient être directement copiés. De plus, la sévérité des taxes américaines, les procédés vexatoires de la Douane aux États-Unis, ses indiscrètes enquêtes en pays étranger inquiétaient le commerce, mécontentaient l'industrie, bref les détournaient l'un et l'autre de toute participation à une exposition que boudait la mauvaise humeur des intérêts particuliers. L'Italie, le Japon donnaient assez promptement leur adhésion ; l'Allemagne, l'Angleterre, examinaient plus lentement la question. La France, dont le gouvernement avait accueilli avec

empressement l'invitation américaine, semblait dans les milieux commerciaux, un peu hésitante. Cependant le gouvernement persista dans son dessein : le 10 mai 1912, il avait accepté l'invitation fédérale; le 29 novembre 1913, M. Tirman est nommé commissaire général; le 31 janvier 1914, le gouvernement dépose un projet de crédit de deux millions de francs. Le 10 mars 1914, le président du Conseil confirme les intentions du gouvernement et, dans les séances du 13 juillet 1914, M. Gaston Thomson, ministre du Commerce, de l'Industrie et des P. T. T., soutient devant la Chambre et le Sénat le projet de l'ouverture des crédits de l'Exposition.

Mais les protestations, qui gagnaient de proche en proche les groupemens industriels ou commerciaux, recevaient, à la Chambre de Commerce de Paris, un grave écho. Le nouveau régime douanier des États-Unis était, dit-on, particulièrement dur pour la France; il ne comportait aucun dégrèvement pour les produits de luxe exportés par elle. Les commerçans français se plaignaient des indiscrétions, en France, de la douane américaine. Les porcelainiers de Limoges avaient des démêlés avec le Trésor américain. Ils reprochaient à la douane américaine d'avoir, en dépit d'accords d'août 1908 et de septembre 1912, entre la Chambre de Commerce de Limoges et le département des Finances des États-Unis, réclamé un arriéré de taxes, dont le total n'était pas inférieur à vingt-cinq millions de francs. Les fabricans de plumes critiquaient la prohibition absolue qui atteignait, à l'exclusion des plumes d'autruche et d'oiseaux domestiques, les plumes brutes ou travaillées. D'une façon générale, le commerce se plaignait que les exposans n'eussent pas, pour l'Exposition, les facilités douanières indispensables et la garantie de leur propriété industrielle. La loi, qui avait été votée pour l'Exposition de Saint-Louis, ne conférait de protection, en termes explicites, qu'aux œuvres littéraires, artistiques et musicales. Au fond, le commerce, en s'abstenant, gardait obstinément l'espoir d'amener le gouvernement fédéral à des concessions, législatives ou douanières.

Prétentions inopportunes et protestations exagérées.

Si le nouveau tarif était sévère pour la France, c'est que, dans sa nouvelle loi douanière, issue de préoccupations sociales, le gouvernement fédéral avait entendu dégrever les objets de première nécessité et maintenir les charges qui grevaient les

objets de luxe : or, les importations françaises aux États-Unis consistant en produits de luxe, notre commerce était ainsi frappé, à raison, non de sa nationalité, mais de sa nature, par l'effet indirect d'une disposition conçue contre la richesse, non contre la France. D'ailleurs, aux États-Unis, une charge douanière qui frappe une industrie de luxe n'exerce aucune influence sur la vente; l'objet de luxe est désiré pour lui-même, indépendamment de sa cherté, et même, parfois, plus il est cher, plus, à raison de la psychologie de l'acheteur, il est, aux États-Unis, recherché. Entre le Trésor américain et la Chambre de Commerce de Limoges, l'ambassadeur de France multipliait à Washington des tentatives de conciliation qui devaient bientôt donner aux porcelainiers toute satisfaction. Sur les observations du gouvernement français, l'examen inquisitorial des livres de l'industriel français par les agens secrets de la douane avait cessé. Pour assurer la protection de la propriété industrielle, une loi du 18 septembre 1913 avait accordé, non-seulement aux inventions brevetables, aux dessins, aux modèles et aux marques de fabrique, mais encore aux objets manufacturés une protection efficace pendant la durée de l'Exposition et pour une période de trois ans, à compter de sa clôture. Cette même loi prescrivait l'admission en franchise de tous les objets destinés à l'Exposition. Enfin une décision du ministre américain des Finances, du 16 mars 1914 devait bientôt autoriser l'emploi d'un fil scellé pour identifier les modèles de toilettes de femmes et déclarer que les échantillons, sans valeur commerciale, entreraient en franchise sans être assujettis à caution.

Non seulement les objections, exagérées, du commerce et de l'industrie, s'atténuaient ou tombaient, mais, de plus en plus, l'âpreté de la question révélait que de nombreuses raisons appelaient la France à San Francisco.

Raisons économiques. La France est un des principaux cliens et des plus grands fournisseurs des États-Unis. Recevant des États-Unis les matières premières nécessaires à l'industrie, notamment le coton, le cuivre, les huiles, le bois, les graisses et, pour une faible part, les objets fabriqués, machines, automobiles et cycles, elle leur envoie des objets manufacturés et de luxe, sans parler de ceux, que, voyageant en Europe, l'Amérique achète en France et rapporte dans ses malles.

Or, le commerce français avec les États-Unis était, sous le

double rapport de l'importation et de l'exportation, en progrès constant. Les importations américaines s'étaient élevées de 484 millions de francs en 1902, à 874 millions de francs en 1912. D'autre part, les exportations françaises aux États-Unis avaient passé de 248 millions en 1902 à 424 millions en 1912. La France, seule parmi les grands États européens, avait eu ce privilège de doubler en une dizaine d'années le montant de ses transactions commerciales avec les États-Unis. D'ailleurs, les nations de l'Amérique du Sud ne devaient-elles pas se rendre à San Francisco ? Or, l'Amérique du Sud est le seul marché du monde où la France, partout ailleurs dépassée par ses rivaux, les distance à son tour depuis quelques années : son commerce, de un milliard 800 millions en 1905, s'avançait à 3 milliards 46 millions en 1912.

Plus encore que les motifs économiques, les raisons politiques invitaient la France à venir à San Francisco. La gloire commune de l'Indépendance, la participation américaine au Centenaire de 1789, le rôle, dans l'avance vers l'Ouest, des pionniers de l'ancienne France et des ingénieurs de la France moderne en qui les États-Unis, constructeurs du canal, en saluent l'architecte, la perspective de navigation ouverte par l'achèvement d'une telle œuvre aux lignes françaises, la présence, fidèle, à San Francisco, de 10 000 Français, tout ici conviait notre gouvernement à répondre à l'appel américain, sans plus permettre à son commerce de bouder ses intérêts qu'à la politique française, étonnée de la non-adhésion des États-Unis au protectorat marocain, de bouder son histoire.

Après avoir laissé vaguement annoncer l'envoi à San Francisco d'une flotte de guerre, commandée par le Kronprinz, l'Allemagne finissait, dans l'attente d'autres événemens, par s'abstenir définitivement ; l'Angleterre, représentée par ses colonies, décidait, comme métropole, de ne point paraître. Mais, suivant l'exemple de l'Amérique du Sud, du Danemark, de la Grèce, de la Norvège, de l'Italie, la France s'apprêtait à venir à San Francisco, laissant ainsi clairement voir à la République sœur qu'au-dessus de menues chicanes de commerce ou de politique, planait, conciliante et cordiale, une historique et durable amitié.

Puis la France attaquée dut se défendre. Debout, en armes pour la sauvegarde de sa substance patrimoniale et morale, elle

avait tant de soucis, de douleurs et d'épreuves que les Américains se demandèrent si le dessein heureux qu'elle avait conçu dans la paix pouvait encore s'exécuter dans la guerre, si le péploiement à l'étranger des ressources fécondes de son génie pacifique pouvait encore se manifester, quand tout l'effort de la nation ne devait plus avoir qu'un seul but : rendre au pays ses frontières. Un instant les Américains craignirent que la France ne s'abstînt de prendre part à l'exposition de San Francisco. Et déjà ils s'en désolaient. Ils avaient trop compté sur la venue de la France pour ne pas s'émouvoir à la seule pensée qu'elle pût leur manquer. Ils l'aimaient trop pour ne pas souhaiter qu'elle leur offrît l'occasion de lui témoigner, en marge de la politique, dans le domaine des arts, du commerce et de l'industrie, des sympathies qui, après avoir accueilli l'éclatante manifestation de son génie pacifique, s'étendraient, discrètement, jusqu'aux justes fiertés et aux légitimes espérances de son activité militaire. L'Amérique souhaitait que la France de la guerre tînt la parole donnée par la France de la paix. Et la France, émue d'une si délicate pensée, n'hésita pas à répondre à l'appel de l'Amérique, d'un même esprit et d'un même cœur.

Dans la guerre moderne, les nations qui, tour à tour, y pénètrent pour la provocation ou pour la défense, ne combattent pas seulement avec les forces de leur préparation militaire, mais avec la patience, l'endurance et la fermeté d'une race, l'appui financier d'un crédit économique et l'appui historique d'un crédit moral. Dans ces guerres où le neutre ne saurait demeurer longtemps spectateur impassible, les belligérans sont d'autant plus forts que, fermes et résolus, en paix avec leur conscience devant eux-mêmes, ils sont en règle avec le jugement de l'histoire. Même quand elle est armée pour la défense de son intégrité territoriale et morale, la France ne saurait s'abstenir de continuer à paraître devant les nations du monde comme rayonnante de génie pacifique et d'idéal humain. Dans le combat pour la défense de sa substance vitale, elle ne pouvait, sans contradiction, s'interrompre d'élever, au loin, le flambeau qu'elle n'avait historiquement cessé de garder comme idéal dans le monde. S'abstenir de laisser, même pendant la plus terrible épreuve, rayonner jusqu'au delà de ses frontières les puissances généreuses de son esprit et de son cœur, c'eût été de sa part se défigurer, quand, au contraire, cette guerre, exaltant

toutes ses forces, la transfigurait. Les commerçans le comprirent; secondant l'action du gouvernement, ils décidèrent avec un patriotisme éclairé de participer à l'Exposition de San Francisco, sous l'égide du Comité français des expositions à l'étranger.

La France, déjà fière des premières victoires, pouvait venir à San Francisco, sinon encore dans l'allégresse de la paix, du moins dans la gravité mélancolique et confiante de l'épreuve noblement supportée.

III

Dans cette Exposition qui, par la gaieté lumineuse de la Tour scintillante de bijoux, exprime, sous le signe brillant de la richesse, l'intraduisible allégresse d'une ascension vers la prospérité, une nation satisfaite de son œuvre célèbre de pacifiques triomphes. Mais, à l'extrémité, vers le Presidio, la note de joie s'atténue; l'harmonie générale des couleurs et des lumières, sans jamais cesser, diminue. Des constructions de types variés joignent, aux limites du terrain, sur la frontière de l'Exposition, des styles différens et des pensées étrangères. C'est le quartier des Nations, le carrefour où, après s'être rencontrées symboliquement aux sommets des arcs de triomphe, elles se retrouvent dans la libre émulation de leur goût et de leur art, sous l'abri de pierre que chacune s'est construit à l'image des demeures, châteaux ou palais, de son pays. Ici, des drapeaux flottent, qui s'élèvent au loin dans l'ardente mêlée des armes. Et, parmi tant d'autres couleurs, entre celles d'Italie et du Japon, s'animent et palpitent, au mouvement pressé d'une brise rapide, celles de France.

Là, plus de place pour le scintillement des brillans, la fantaisie des lignes ou la joie des couleurs. Fidèle à la grande tradition nationale de l'Art classique, la France qui, à Saint-Louis, en 1904, évoquait la grâce tendre et frivole du Trianon, garde la même harmonie des lignes, la même élégance de décors, la même pureté de style. Mais elle passe de Louis XV à Napoléon, des Coquilles aux Aigles, des Nymphes aux Victoires, du Palais de l'Amour au Temple de la Gloire. Car, sous le drapeau d'étoffe qui dresse fièrement les trois couleurs, s'étend, comme un drapeau de pierre, la fidèle reproduction du délicat Palais de la Légion d'honneur. Les Parisiens n'en

connaissent guère que la façade extérieure sur le quai d'Orsay. Ici, la façade principale de la cour intérieure, dissimulée dans l'étroitesse de la rue de Lille, prend dans le recul du terrain, à l'extrémité de la pente montante d'un classique parterre français, sa véritable valeur. Honneur et Patrie, ces deux mots qui brillent sur les drapeaux, s'inscrivent dans la cour intérieure, au fronton des deux ailes, tandis qu'au centre, dans la perspective de l'Arc de Triomphe, le nom « France » se détache au-dessous du drapeau dans l'encadrement d'une voûte symbolique où planent déjà des victoires. Au centre de la cour médite le *Penseur* de Rodin. Le perron franchi, voici la *Gallia* d'Alfred Boucher. Celle qui ne veut, pour l'annoncer au monde, d'autre héraut que l'effort nu de sa pensée, garde assise, sous la cuirasse, le casque et le cimier, l'épée calme sur les genoux fermes, l'attitude grave et résolue d'une Force confiante dans son droit : force à laquelle des fleurs amies, pieux hommage d'Américaines, promettent doucement la victoire. En quatre tapisseries, passe, aux murailles, avec la vérité de l'Histoire et la poésie de la légende, la quadruple apparition d'une simple fille de France : « Fille au grand cœur, il le faut, » disent les voix à Jeanne qui, la quenouille aux mains, près des roses trémières, s'épouvante des horreurs de la guerre. « Il y a des ennemis sur mon chemin ; mais j'ai Dieu, mon Seigneur, qui saura m'ouvrir une voie pour aller jusqu'au Dauphin, car je suis née pour le sauver. » Sainte Catherine, victorieuse du dragon, montre le chemin à l'enfant dont le visage est déjà résolu, ferme, presque dur. Et maintenant la voilà sous les murs d'Orléans. Des hommes d'armes l'entourent. A cheval, face à la ville, légèrement renversée dans le geste d'épée qui la désigne, Jeanne s'avance sans laisser voir son visage, car elle ne regarde même pas si sa troupe la suit : « S'ils étaient pendus aux nues, nous les aurions... Je suis sûre de la victoire, » dit-elle avec une confiance qui devient en ce moment, par l'allusion, un doux présage auquel, près d'elle, saint Georges acquiesce. Pas de victoire sans sacrifice, et Jeanne offre le sien : plus amère que dans l'active mêlée, la glorieuse fin des combats, l'ingrate mort des injustices à forme légale attend la courageuse jeune fille, qui, tenant, accablée, son frêle visage dans ses mains, n'ose lever sur l'hostilité des juges la muette accusation d'un regard d'innocence. Simplicité dans l'héroïsme,

indestructible confiance dans l'avenir, dévouement poussé jusqu'à l'immolation, ces traits de la vie de Jeanne disent comment s'est faite, se fait et se fera l'Histoire de la Nation qui ne se dresse, l'épée haute, que pour reprendre, assise et le glaive au repos, la fierté calme de la Gallia.

L'ancienne France n'était pas seulement guerrière, mais savante et lettrée. Une autre tapisserie s'inspire du livre d'Heures du duc de Berry, frère de Charles V, dont on a le portrait par Holbein au Musée de Bâle, et représente sa cour : en dehors de la ville, son fou près de lui, le duc accueille une caravane du Levant, qui, amenée par des soldats, lui porte des livres d'Orient, des tapis, des autruches, des paons.

L'Amérique était encore inconnue que l'ancienne France était déjà riche, savante, lettrée : discrètement, ce panneau le rappelle. Si la France moderne garde, à cet égard, les traditions de celle d'autrefois, elle n'a plus le dédain funeste des colonies, mais cherche à remplir son devoir d'éducation vis-à-vis des races inférieures. La France africaine du Maroc, du Sénégal et du Congo, ne saurait être oubliée. Une tapisserie, charmante fantaisie de Rochegrosse, ne permet pas cette injustice. Dans l'encadrement d'une amusante bordure de singes qui gambadent au contact de la lumière électrique, dont les lampes forment un agréable motif, des noirs dressent, avec plus d'étonnement que de frayeur, sous l'éclat d'ornemens bizarres, leurs faces promptement rassurées. Vers eux s'avance, la robe ornée de broderies curieusement faites de poteaux télégraphiques et de roues dentées, une femme qui, la branche d'olivier et le livre de la loi à la main, symbolise, savante et pacifique, la civilisation : image énorme que traduisent en un plus clair langage les hommes vêtus de blanc qui, débarqués entre les cactus et les palmiers nains, s'approchent, cependant que, de l'autre côté, sous les lianes, l'éléphant et le buffle profilent leur front et leur mufle.

La Vérité et la Justice entourent les armes de la Ville de Paris dans une allégorie plus classique. L'histoire d'autrefois illustre les contes de Perrault sous le point lent et sûr d'un de ces ouvriers d'art auxquels il faut un an pour achever un mètre carré d'une de ces tapisseries qui sont au mur : fantaisie du créateur et patience de l'exécutant s'unissent dans ces Gobelins où l'interprète de la pensée des maîtres élève jusqu'aux sommets

l'effort d'un artisan qui sait être un artiste, rappelant qu'en France, à tous les degrés, c'est le même sentiment du beau, le même goût délicat et pur. Ceux qui trouveraient un peu crues les tonalités ardentes des tapisseries neuves goûteront la douceur fanée des quatre tapis de la série d'Alexandre, d'après les cartons de Lebrun et des quatre tapis de la Savonnerie du temps de Louis XIV.

Une heureuse idée fut celle de l'Exposition rétrospective, de 1870 à 1900. Les années de grandes guerres sont des dates mémorables, non seulement dans l'histoire des armes, des institutions et des mœurs, mais dans celle des arts. 1870, date de défaites, marque le point de départ d'étapes de progrès et de victoires : progrès politique du régime républicain, victoire sociale de l'idéal démocratique, retour artistique à l'expression de la vie contemporaine, non seulement dans ses apparences extérieures, mais dans ses aspirations propres, qui constituent l'idéal du temps. Dans la ruche artistique qui, dès la première heure, se remet au travail, le magnifique labeur des trois premiers quarts du siècle se fond et se condense en expressions nouvelles hautement significatives : l'imagination aboutit, avec Paul Baudry, Puvis de Chavannes, à la grande peinture monumentale ; l'observation, devenue plus affinée, plus attentive, s'aiguise dans l'impressionnisme de Manet et de Degas, de Claude Monet, de Renoir. En 1830, avait commencé le romantisme, en 1848, le réalisme, en 1870 débute l'impressionnisme. Un professeur d'outre-Rhin, il y a quelques années, à propos d'une exposition de peintures patronnée par *leur* Empereur, à Chicago, s'évertuait à prouver que l'École française, quel qu'eût pu être son passé de vieille culture, avait fini son rôle d'éducatrice et que cette mission revenait à la nouvelle École germanique, plus saine, vigoureuse, d'une vitalité plus énergique. Comme l'a bien vu, et montré, le Commissaire des Beaux-Arts, M. Guiffrey, les héritiers et continuateurs des Puvis de Chavannes et des Rodin relèvent le défi. Maîtres et disciples sont ici : les maîtres dans l'Exposition rétrospective, au Palais de la France, les disciples près d'un de ces miroirs liquides où se reflètent les délicates couleurs et les sobres lignes d'une architecture romaine ou grecque, entre les Japonais et les Italiens, au Palais des Beaux-Arts.

A l'Exposition rétrospective, l'allusion artistique a pieuse-

ment groupé d'illustres toiles : dans la série des réalistes en voie de transformation, Monet, dont l'impressionnisme, traitant les paysages par série de sujets, de motif identique, mais différens de lumière et d'atmosphère, offre, dans la série des cathédrales, la basilique de Rouen. L'observation réaliste des peintres militaires ramène ici, du Salon de 1881, le *Cimetière de Saint-Privat* et la *Défense du Bourget* d'Alfred de Neuville, tandis qu'Édouard Detaille, après avoir, comme son maître Meissonier, peint des soldats d'autrefois, et, comme son ami de Neuville, des sujets contemporains, unit les deux genres dans le *Rêve*. L'ayant vu, au Salon, en 1885, le revoir à San Francisco, en 1915 : quelle émotion ! Couchés dans la vaste plaine au pied des fusils en faisceaux, des fantassins suivent, dans leur sommeil, que visite l'Aurore, l'apothéose des armées d'autrefois : elles passent, étendards claquant, devant les jeunes troupes, dont le drapeau roulé s'apprête à se déployer en victoires. Mais l'idéalisme de Puvis de Chavannes dépasse, par la simplicité du moyen et la puissance de l'effet, la poésie militaire du *Rêve*

Entre deux cimetières, près de décombres, vient s'asseoir l'Espérance, jeune enfant aux yeux bleus, innocente et frêle, appuyée sur la terre fraîchement remuée d'une tombe, un brin d'herbe à la main. Que de temps passé depuis qu'en 1872, Puvis de Chavannes espérait, qu'en 1885, Édouard Detaille rêvait. La gracile Espérance de Puvis de Chavannes peut voir fleurir enfin le timide brin d'herbe qui verdoyait entre ses doigts. Les fantassins, étendus près du drapeau roulé sur les fusils, ont maintenant réalisé leur rêve. Ils sont, suivant le juste mot d'un de leurs capitaines, historien des guerres de l'Empire, actuellement au front, redevenus, comme leurs ancêtres, « les soldats de la Grande Armée. »

Après les maîtres, leurs disciples et continuateurs. Ils ne sont pas au Palais de la France, mais au Palais des Beaux-Arts, où, sauf les architectes (pour l'Américain, l'architecture, ramenée à l'industrie, n'est-elle donc pas un art?), les artistes contemporains de toute nationalité se trouvent uniformément rassemblés. Ici ne flotte plus le drapeau tricolore. Ici, l'art de la France pourrait être plus détaché de toute préoccupation patriotique ou guerrière. Et cependant, la vraie pensée, la pensée fière, forte, grave, résolue, humaine de la France, se traduit ici sous les formes les plus diverses par maintes allusions à l'épreuve pré-

sente, en même temps que par la plénitude et la variété du tempérament artistique.

Sur un siège drapé de rouge, gravement vêtue de noir, une épée mince et droite à plat sur les genoux serrés, cette femme qui s'érige, droite et fière, sur la toile d'Agache, ne procède-t-elle pas de la même pensée que la Gallia d'Alfred Boucher? *Pro justitia tantum.* Que de crimes attendent en ce moment l'heure de la justice! De son crayon léger, trop frivole pour de telles tristesses, Willette en traçait, dès 1908, l'évocation allégorique : une voiture de misère; sous la bâche à demi défoncée, un coffre de métal, aux gros clous, ouvert et vide; entre les brancards abattus, à demi renversée, la symbolique victime du suprême outrage; un guerrier, farouche, casqué, la lance au poing, près d'un arbre, dont les basses branches laissent passer les jambes d'un pendu, regarde, stupide, ses crimes, tandis qu'au bord d'un fossé, un enfant épargné, une fleur à la main, sourit, sans comprendre, au barbare. Et ces mots : « C'est la guerre, » la guerre telle du moins qu'on l'imaginait en 1908, imagination bien inférieure, hélas! à la réalité. Témoin ce dessin de Belgique, où, sous une forme discrètement imprécise, passe l'accent tragique, direct, des réalités vues avec une telle violence, une telle intensité, que, pour les ramener à l'art, il faut les laisser entrevoir, deviner, plutôt que les montrer clairement : deux formes grises, indiquées par Roll dans la rapidité d'une exécution qui se voile d'horreur : une femme morte serrant dans ses bras un enfant, et au-dessous : 1914.

Avec ces touches, s'accentue douloureusement, de place en place, une note de gravité, d'émotion, indispensable, pour rappeler que, fût-ce dans la féerie de ces palais et de ces jardins, sous le signe doré du bonheur de la Tour des Joyaux, à douze mille kilomètres de Paris, la France n'oublie pas. Son esprit est venu jusqu'ici, mais son cœur est resté là-bas. Les Américaines qui passent ont promptement saisi cette nuance. C'est de tout l'élan de leur cœur qu'elles accueillent ces manifestations de notre esprit. Devant « l'Effet de neige » de Bonneton, dont elles savent qu'il vient d'être tué, elles pensent que peut-être c'est dans un décor semblable à celui de son tableau qu'il fit à la Patrie le double sacrifice de sa vie et de son art. Devant ces Bigoudens, assises au bord d'une mer non aperçue, mais que le vent, rapide et brusque, indique prochaine, d'autres pensent

que Le Mordant est grièvement blessé. Combien d'artistes, actuellement au front, exposent ici, qui peut-être en ce moment l'ignorent! C'est des mains de leurs amis venus en pèlerinage à l'atelier désert, que les commissaires de l'Exposition ont le plus souvent reçu ces toiles, œuvres de jeunes hommes qui auront réalisé tous les rêves : celui de l'esprit et celui de l'action.

La France nouvelle, la France mystique, de l'Idéal, du dévouement et de l'effort, s'exprime ici dans tout l'élan de sa pensée. S'inspirant des primitifs italiens, de Puvis de Chavannes, de Corot, le délicieux illustrateur des *Fioretti* de saint François d'Assise, Maurice Denis, évoque doucement les communiantes, innocentes figures laissées par la délicatesse de son pinceau à la pureté de leur rêve d'enfant, puis dans une teinte plus crue aux couleurs plus vives, si ce n'est trop vives, un paysage florentin, inspiré de Benozzo Gozzoli.

Après les impressionnistes, qui n'ont pas de composition ni de perspective, qui ouvrent simplement une fenêtre pour peindre sans relief, sans plans successifs, ce qu'ils voient, une figure, une cathédrale, un bord de l'eau, voici des peintres qui reprennent la grande tradition française de la composition, avec une nuance de poésie, mythologique chez les uns, chrétienne chez les autres. Des soldats à l'artiste, de l'action au rêve, la France retourne en ce moment aux grandes époques.

Venant en Amérique avec la fierté de ses œuvres et la mélancolie de ses douleurs, l'invitée, pour faire honneur à l'hôte, s'efforce de sourire.

Sachant combien les États-Unis ont le culte de leur indépendance et des souvenirs qui s'y rattachent, elle leur porte des reliques de Rochambeau et de La Fayette : les meubles de la chambre de la marquise de La Fayette à la naissance du héros; un portrait du général en civil, calme et railleur, un peu gros: son jeu de dames; son grand portefeuille rouge; un drapeau qui lui a été donné à son retour en Amérique, un simple drapeau fixé avec trois clous de tapissier à une hampe de bois, alors qu'au ciel constellé de l'Union ne brillaient encore qu'une vingtaine d'étoiles. Voici, très authentiques, des souvenirs de Rochambeau, un fauteuil du maréchal, un portrait du fils de La Fayette, le grand cordon de l'ordre de Saint-Louis; enfin un mortier donné au Royal-Auvergne dont Rochambeau était

le colonel. Entre cette pièce démodée, rude et primitive aboyeuse de mitraille, et l'élégance de notre 75, dont le Creusot expose, aux Manufactures, le dernier modèle à l'usage des nations étrangères, la défense militaire a perfectionné ses moyens; mais les soldats de Joffre ont, comme ceux de La Fayette et de Rochambeau, dans les plis de leur drapeau, — astres ou couleur, étoiles ou ciel, — des reflets d'Idéal. Même lorsqu'elle lutte pour la reconstruction de son intégrité territoriale, la France tire l'épée pour d'autres que pour elle. Son « soixante-quinze » est, à San Francisco, au pied d'un pylône où se lisent les mots : *Pax. Jus. Labor.* Combattant pour la Justice et pour l'Humanité, pour le respect du Droit et pour la Liberté des peuples, son génie peut, sans rien abdiquer du devoir présent, rejoindre la pensée américaine. Unies par tant de souvenirs communs, les deux républiques le sont aujourd'hui, plus que jamais, par leur dévouement aux principes d'honneur, de morale internationale et d'altruisme d'État à État, qu'un orgueilleux défi n'aura pu qu'outrager, sans l'ébranler. Dans la petite médaille où le jeune maître Ovide Yencesse commente la parole de Michelet « au XXe siècle, la France déclarera la paix au monde, » s'affirme, à l'Exposition, le même vœu de bonheur universel, généreusement ouvert à tous les peuples, que dans la Tour des Joyaux. Mais la neutralité des États-Unis le sert par les négociations et le promet par la richesse, tandis que la France attaquée, obligée de se défendre, le cherche par les armes, dans l'épreuve, et, comme la mère antique, ne veut d'autre parure, d'autres « joyaux, » que l'héroïsme de ses enfans, libérateur du monde.

A. DE LAPRADELLE.

LES DERNIÈRES ANNÉES

DE

LA DICTATURE DE BISMARCK

(NOTES ET SOUVENIRS)

1887-1890

Les quatre années que représentent les millésimes inscrits ci-dessus ont été remplies en Allemagne par une succession de péripéties qui ont eu deux aboutissans décisifs pour ses destinées : l'avènement de Guillaume II et la fin de la dictature bismarckienne. Indépendamment de ces deux grands faits historiques, la même période a été encore caractérisée par divers incidens qui ont alors agité le monde. L'année 1887, notamment, a été fertile en spectacles mémorables.

C'est au début de cette année que, dans le Reichstag, l'opposition du parti du Centre est brisée, que le Septennat militaire auquel ce parti a refusé son approbation est voté malgré lui, grâce à l'énergie de Bismarck et grâce aussi à l'intervention du pape Léon XIII.

C'est l'année où, pour obtenir du corps électoral allemand une majorité propice à ses vues, le chancelier propage dans tout l'Empire des craintes de guerre, calomnie tour à tour la France et la Russie en leur attribuant des intentions belliqueuses et, à force de mensonges, déchaîne contre les gouvernemens qu'il accuse à tort, les sentimens haineux du peuple germanique, que ses successeurs attiseront et dont, à vingt-cinq ans

de là, les tragiques événemens de 1914 seront la conséquence.

C'est l'année où se manifestent, à travers les incidens de la politique continentale, les germes et les symptômes de l'alliance franco-russe et où l'Italie, sous l'influence néfaste du ministre Crispi, signe le traité heureusement fragile et purement défensif, — du moins c'est ainsi qu'elle l'interprète, — qui confirme en le développant celui de 1882 et la fait d'une manière définitive l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche à la place de la Russie volontairement libérée des engagemens par lesquels elle s'était attachée à ces deux Puissances.

C'est enfin l'année de l'affaire Schnæbelé au cours de laquelle la France, confiante en son bon droit, témoigne unanimement d'un sang-froid, d'un calme et d'une résolution qui, pour la première fois depuis 1870, font comprendre à ses ennemis que leurs menaces ne l'épouvantent plus.

La conviction qu'elle leur avait imposée par son attitude ne fut pas étrangère, sans doute, à la détente momentanée qu'on voit alors se produire entre les nations rivales et dont toute l'Europe ne tarda pas à ressentir pour un temps les heureux effets. Mais cette détente eut d'autres causes. Le grand âge de Guillaume Ier, la maladie incurable de son fils le futur Frédéric III et l'inexpérience prétentieuse du prince appelé à leur succéder en constituent la principale origine. L'Allemagne pouvait-elle songer à se jeter dans la guerre lorsqu'elle était exposée à voir en quelques mois ou en quelques semaines, peut-être même en quelques jours, trois changemens de règne et le pouvoir impérial passer dans les mains d'un jeune homme de vingt-huit ans qui, jusqu'à ce moment, ne s'était pas révélé à son avantage? Une telle perspective commandait de ne pas troubler la paix. Contrairement aux craintes qu'inspirait le prince Guillaume, elle se consolida après qu'il fut monté sur le trône en juin 1888, et durant l'année 1889, où l'Exposition Universelle tenue à Paris avait amené une trêve entre les rivalités européennes.

A cette époque, la puissance du prince de Bismarck est à son apogée. Depuis la création de l'empire d'Allemagne et le traité de Francfort, il est monté si haut, sa volonté, au dedans comme au dehors, s'est si souverainement exercée qu'on a pu dire de lui et qu'il avoue lui-même qu'il a été véritablement un dictateur. La chute imprévue qui, en 1890, met fin à sa dictature

et couronne avec tant de soudaine brutalité une carrière si brillante, n'en a que plus de retentissement. Dans le recul de l'Histoire, elle va revêtir peu à peu un caractère émouvant, quasi shakspearien.

A ce titre, et bien que la période que clôt cet événement ait été déjà l'objet d'études partielles, elle mérite qu'on y regarde de plus près et qu'on la reconstitue dans son ensemble et dans ses grandes lignes, ne serait-ce que pour en rappeler les circonstances à ceux qui, au bout d'un quart de siècle, peuvent les avoir oubliées ou pour l'instruction de ceux qui, n'étant pas nés ou étant encore enfans lorsqu'elles se déroulèrent, les ont ignorées.

Tel est l'objet des pages qui suivent.

Elles se recommandent, à défaut de mieux, du souci de vérité dont l'auteur n'a pas cessé d'être animé en les écrivant et de l'utilisation de documens diplomatiques, de notes et de souvenirs qu'il doit à des communications bienveillantes et qui aux détails déjà connus en ajoutent d'autres qui les éclairent en même temps qu'ils nous ouvrent l'âme des personnages, qui ont évolué sur le théâtre du drame au dénouement duquel nous assistons aujourd'hui.

LA CRISE DE 1887

I

Le 24 octobre 1886, M. Jules Herbette, que le ministère Freycinet venait de nommer ambassadeur de France à Berlin, était reçu officiellement par l'empereur d'Allemagne et lui présentait ses lettres de créance. En répondant à son discours, Guillaume Ier lui disait : « Vous avez exprimé ma pensée en disant que l'Allemagne et la France ont de nombreux intérêts communs et qu'elles pourraient y trouver un terrain d'entente profitable aux deux nations voisines. » Ce langage était de nature à produire et produisit en effet la plus heureuse impression par toute l'Europe. En témoignant de la volonté du souverain de ne pas laisser porter atteinte à la paix, il confirmait d'autres propos qu'il avait tenus précédemment, desquels il résultait qu'il se sentait trop vieux pour recommencer la guerre et qu'il ne s'y laisserait pas entraîner.

On se les expliquera sans peine et l'on ne doutera pas de sa

sincérité, si l'on veut se rappeler qu'il venait d'entrer dans sa quatre-vingt-dixième année. Après l'avoir longtemps épargné, la vieillesse maintenant pesait lourdement sur lui. Les coups qu'elle lui portait étaient visibles dans toute sa personne, et jusque dans ses paroles qui trahissaient parfois l'affaiblissement de ses facultés. Un diplomate écrivait, après avoir causé avec lui : « Au cours de notre conversation, il a été debout à plusieurs reprises, et j'ai pu constater qu'il faisait effort pour ne pas vaciller. » Il est aisé de comprendre qu'en un tel état, il eût conçu pour la guerre une vraie répugnance. Lorsqu'il le laissait entendre, il était aussi sincère que rassurant. On ne pouvait lui demander davantage, et le gouvernement français n'avait qu'à se féliciter de trouver dans ce vieillard un partisan résolu de la paix.

Mais, justement parce que l'Empereur courbé par l'âge laissait voir de plus en plus des marques de sénilité, il y avait lieu de se demander s'il serait longtemps encore en état de résister aux excitations belliqueuses du parti militaire qui appelait de ses vœux une prise d'armes contre la France et se plaisait à dire qu'il fallait isoler la République, l'empêcher de poursuivre ses armemens et la mettre ainsi dans l'impossibilité de se défendre quand on jugerait que l'heure était opportune pour essayer de l'écraser. Assurément, ce parti qui n'était pas encore devenu le maître de l'Allemagne eût été alors impuissant à forcer la volonté de l'Empereur. Mais en serait-il toujours ainsi ? On se le demandait anxieusement à Paris comme à Berlin, aussi bien que dans toutes les capitales, car partout régnait la crainte que, si la guerre éclatait entre les deux pays, elle ne restât pas localisée comme celle de 1870, et que d'autres Puissances ne fussent amenées à y prendre part, ce qui déterminerait une conflagration générale.

On reconnaissait en même temps que la solution de questions si graves dépendait uniquement du prince de Bismarck. S'il jugeait la guerre contraire à l'intérêt de l'Allemagne, il résisterait victorieusement à tous les efforts du parti militaire. Mais s'il la considérait comme une nécessité, il saurait y contraindre l'Empereur. On constatait cependant que si, en 1875, il l'avait voulue ou avait feint de la vouloir, ses dispositions s'étaient modifiées depuis. On en trouvait la preuve dans les attentions qu'au Congrès de Berlin il avait prodiguées aux représentans de la France, MM. Waddington et le comte de

Saint-Vallier, dans l'initiative qu'il avait prise de désigner la Tunisie aux ambitions françaises comme une conquête facile qu'il ne nous disputerait pas et dans la persistance avec laquelle il se plaisait depuis à encourager nos entreprises coloniales.

Sans doute, le mobile de ses conseils n'était que trop facile à discerner. Il se flattait de nous détourner de toute pensée de revanche et d'éveiller contre nous les susceptibilités et les défiances de l'Angleterre et de l'Italie.

— C'est notre intérêt qu'elles se brouillent avec la France, disait-il ; et puis pendant que les Français seront occupés à Tunis, ils ne regarderont pas du côté de la frontière du Rhin.

D'autre part, il ne faut pas oublier que, dans la conduite de sa politique, il s'était montré maintes fois dépourvu de scrupules. Il était dans ses habitudes de subordonner aux circonstances l'exécution de ses promesses les plus formelles et de ses engagemens les plus sacrés. Peut-être, lorsqu'il poussait la France à prendre pied en Tunisie et même au Maroc, se réservait-il intérieurement de la dépouiller plus tard de son empire colonial. La question n'a jamais été éclaircie de savoir si en 1887, au moment où l'Italie remplaçait la Russie dans la Triple-Alliance et y entrait uniquement, nous le savons aujourd'hui, dans l'intérêt de la paix et pour maintenir, de concert avec l'Autriche, l'équilibre dans l'Adriatique, le chancelier lui avait ouvert des perspectives sur l'empire chérifien. Ce qui est plus vrai, c'est qu'on le disait à Constantinople et que le gouvernement ottoman commençait à s'inquiéter des périls auxquels il croyait exposée sa puissance en Afrique.

Mais quelles que fussent les arrière-pensées et les illusions du prince de Bismarck, l'aide amicale qu'il affectait de porter au développement de nos possessions d'outre-mer n'en contribuait pas moins à maintenir l'Europe dans l'atmosphère relativement rassérénée où Guillaume Ier semblait avoir puisé son inspiration lorsque, en répondant à M. Jules Herbette, il reconnaissait la possibilité pour les « nations voisines » de trouver, dans les intérêts qui leur étaient communs, le terrain d'une entente féconde et durable.

Cependant, en dépit des assurances pacifiques qui saluaient l'ambassadeur de France à son arrivée à Berlin, il suffisait d'un peu de clairvoyance et de prévoyance pour se rendre compte de leur caractère accidentel et passager. Il n'était que trop certain

que le bon vouloir qu'elles exprimaient restait à la merci d'un changement d'humeur du chancelier et d'incidens imprévus : — Nous voulons la paix, avouait-il à son confident Maurice Busch, mais la paix après avoir ceint notre armure et chargé notre revolver.

Ces incidens n'allaient pas tarder à se produire et à ébranler l'espoir qu'avait conçu le gouvernement français de voir durer et s'accentuer l'amélioration déjà constatée de ses rapports avec le Cabinet de Berlin.

Dans un ouvrage magistral, dont les lecteurs de la *Revue* ont eu la primeur, M. Georges Goyau a dressé le tableau des difficultés intérieures au milieu desquelles se débattait à cette époque le prince de Bismarck, ce qui nous autorise à ne pas nous étendre sur les causes de la crise parlementaire qui, à la fin de l'année 1886, eut brusquement sa répercussion sur les relations de l'Allemagne avec la France et fit succéder une période d'orages à une période de calme et d'apaisement. Nous n'en retiendrons que ce qui est nécessaire à l'intelligence et à l'intérêt de cette étude.

Le 25 novembre, le chancelier avait soumis à l'approbation du Reichstag une loi militaire qui n'était que la reproduction de celles qui avaient été votées relativement au même objet, en 1874 et en 1880. Elle maintenait pour une nouvelle durée de sept ans les dispositions des deux précédentes. Celles-ci avaient été votées, malgré l'opposition du parti du Centre, autrement dit, le parti catholique qui ne pardonnait pas à Bismarck sa politique persécutrice, bien qu'il fût en train d'en réparer les effets, et qui saisissait toutes les occasions pour faire obstacle à ses desseins. A deux reprises le chancelier avait eu raison de cette résistance, et la loi militaire dont il demandait le renouvellement fonctionnait depuis quatorze ans. Mais, cette fois, l'opposition était plus forte qu'antérieurement. Le pointage des voix fait par avance dans les bureaux de la chancellerie impériale démontrait que la majorité était acquise au rejet de la proposition gouvernementale. Un amendement déposé par les membres du Centre prétendait ne l'accepter que pour trois ans au lieu de sept. Le Reichstag s'était divisé en deux camps : d'un côté les partisans du septennat, de l'autre ceux du triennat, et c'est à ceux-ci que semblait réservée la victoire.

Après s'être vainement efforcé de gagner assez de suffrages

pour se constituer une majorité, le chancelier avait résolu d'en finir avec l'opposition qui, depuis si longtemps, contrecarrait ses plans et de dissoudre ce parlement où la rébellion faisait de jour en jour de nouveaux progrès. En demandant aux électeurs de trancher le différend, il espérait retrouver, grâce à eux, cette majorité qui menaçait de lui faire défaut dans une circonstance si importante à ses yeux.

Ce n'était pas la première fois qu'il se trouvait en présence d'une crise de cette nature. Quand il s'en était produit une, il l'avait dénouée à l'aide de moyens d'une loyauté douteuse. Mais il les considérait comme légitimes en vertu de l'axiome : « Nécessité n'a pas de loi, » que, trente ans plus tard, devait utiliser un de ses successeurs sans craindre d'infliger à l'honneur allemand une tache ineffaçable. Ce moyen, on le connaît. Il consistait à dresser devant le Reichstag le spectre de la guerre et à faire croire que la France se préparait à attaquer l'Allemagne. Mais encore fallait-il, pour qu'un tel prétexte pût être allégué efficacement, que la situation internationale le rendît vraisemblable. Ce n'était pas le cas en 1886. L'attitude pacifique du ministère Freycinet, celle du parlement français, le langage des journaux, l'état d'âme du pays, ne permettaient pas de suspecter leurs intentions ni de les soupçonner de se préparer à la guerre. Aussi l'embarras du prince de Bismarck était-il grand, faute d'une raison valable pour justifier un retour à la politique comminatoire dont en d'autres temps il avait abusé.

A l'improviste, le prétexte qu'il cherchait s'offrit à lui et c'est par la France qu'il lui fut fourni. Le ministère Freycinet était renversé le 3 décembre par un vote de la Chambre des Députés et remplacé, huit jours plus tard, par un Cabinet ayant à sa tête M. René Goblet. Au point de vue de la politique extérieure, le nouveau Cabinet ne différait pas de l'ancien, dont plusieurs membres y étaient maintenus, notamment le général Boulanger, qui, depuis le 7 janvier, détenait le portefeuille de la Guerre. C'est le maintien du général qui fournit au prince de Bismarck le motif qu'il cherchait pour provoquer en Allemagne, et particulièrement dans le Reichstag, une levée de boucliers contre la France. Pendant près d'une année, il ne s'était pas alarmé de la présence de Boulanger dans le gouvernement français. Mais tout à coup, il y voyait un péril grave pour la paix.

Vainement se multipliaient autour de lui les preuves des dispositions pacifiques de M. René Goblet, président du Conseil, de M. Flourens, devenu ministre des Affaires étrangères et de tous leurs collègues, il feignait de rester incrédule ou tout au moins de douter de leur autorité qui était exposée, prétendait-il, à être affaiblie et compromise par la popularité bruyante et encombrante du général.

Tel est le thème des nombreux discours qu'il va prononcer maintenant dans le Reichstag afin de le convaincre de la nécessité de voter le Septennat et de donner à l'Empire la sécurité dont il a besoin pour conjurer les dangers qui le menacent. Il apportera dans cette campagne une ardeur juvénile et irritée, brouillonne et venimeuse. Constamment sur la brèche, il ne laisse sans réponse aucun des argumens invoqués contre sa politique. En même temps qu'il s'évertue à déclarer qu'il ne nourrit pas de mauvais desseins contre la France, on dirait qu'il a pris à tâche de la provoquer. Quand il parle de la paix c'est avec une voix de guerre.

« La pensée de faire une guerre parce que peut-être elle est inévitable dans l'avenir, déclare-t-il, et que dans l'avenir elle pourrait avoir lieu dans des circonstances moins favorables, a toujours circulé loin de mon esprit et je l'ai toujours combattue. Nous n'attaquerons jamais la France, si les Français veulent maintenir avec nous la paix aussi longtemps que nous ne les attaquerons pas. Si nous étions sûrs de ce fait, alors la paix serait assurée. Mais quelles que soient les intentions pacifiques du ministère actuel, il n'est pas douteux que le feu sacré de la revanche est toujours entretenu par une minorité qui veut la guerre et pourrait entraîner le reste du pays en lui donnant l'assurance que la victoire est certaine parce que la France est plus forte que l'Allemagne. »

Ce qu'il y avait de plus grave et de plus irritant pour la France dans ces propos, c'est que le chancelier ne croyait pas à la réalité du péril qu'il dénonçait et ne se demandait même pas si ses manœuvres n'auraient pas pour effet de déchaîner, en deçà et au delà des frontières, des passions patriotiques qu'il ne serait plus possible de contenir. Laissant entendre que, si la guerre devait éclater, ce serait à deux ou trois ans de là, il disait encore pour assombrir l'horizon : « La guerre de 1870 n'aurait été qu'un jeu d'enfant à côté de celle de 1890. Ce serait,

d'un côté comme de l'autre, le même effort : chacun s'efforcerait de saigner à blanc. »

Tandis qu'il laissait tomber du haut de la tribune ces paroles ardentes, où l'on sent passer tour à tour la ruse, le mensonge et même des hypothèses sinistres, qui deviendront plus tard des réalités, il fait ouvrir dans la presse germanique, sur toute l'étendue de l'empire, une campagne animée du même esprit que celle qu'il poursuit dans le parlement. Il fait répandre, contrairement à la vérité, que le ministre de la Guerre français a procédé à d'énormes achats de bois de construction et que ces bois doivent être employés à des baraquemens qui vont être élevés sur la frontière. A quoi ces baraquemens peuvent-ils servir, si ce n'est à abriter des troupes, et à quoi ces troupes sont-elles destinées, si ce n'est à marcher contre l'Allemagne? Voilà le refrain que, sur des airs plus ou moins variés, il ne cessera de chanter.

A l'effet de corroborer les suppositions qui les inspirent et de leur donner plus d'autorité, il incrimine les mesures que prend le gouvernement français pour compléter sa puissance militaire. Il sait bien cependant qu'elles ne sont pas nouvelles et ne sont que la conséquence du plan général de réorganisation dont l'exécution a commencé en France après la signature du traité de Francfort. Mais peu lui importe. Bien que la vieillesse de l'Empereur, la santé déplorable du kronprinz Frédéric, la jeunesse du prince Guillaume condamnent l'Allemagne à l'impuissance de faire la guerre, il feint d'y être résolu et s'y prépare comme si elle devait avoir lieu. Il montre au Reichstag une France menaçante et une Europe alarmée par les prétendus préparatifs qu'on fait à Paris pour prendre l'offensive.

La presse germanique asservie à ses ordres répand que l'Autriche convoque d'urgence les Délégations, leur demande des crédits extraordinaires et vient d'acheter cent vingt mille chevaux. A l'en croire, l'Italie arme à tour de bras, et doucement, sans bruit et par lettres individuelles, assure sa mobilisation, tandis que la Belgique, la Suisse, les États scandinaves, en proie à la panique, se mettent en garde contre des éventualités redoutables. Pour comble de perfidie, c'est à la France que le chancelier impute la responsabilité du trouble continental dont il est le seul auteur. D'accord avec le maréchal de Moltke, et sous prétexte de grandes manœuvres, il fait procéder à

d'énormes concentrations de troupes sur la frontière. Soixante-treize mille réservistes sont appelés sous les drapeaux et mobilisés en Alsace. L'exportation des chevaux est interdite; on annonce un grand emprunt de guerre; les officiers sont invités à compléter leur équipement. Enfin, le bruit est répandu qu'en cas de conflit entre la France et l'Allemagne, les empires du Nord marcheront ensemble contre l'ennemi commun.

En ce qui touche la Russie, l'affirmation était mensongère, et le comte Schouvalof, ambassadeur russe à Berlin, la démentait auprès de son collègue français.

— Pourquoi, lui disait-il, nous unirions-nous à l'Allemagne contre la France, avec qui nous avons tant d'affinités?

L'Angleterre faisait entendre des déclarations analogues. Mais ce n'étaient là que des mots et les gouvernemens européens s'abstenaient d'intervenir officiellement. Dans leur silence, Bismarck trouvait un encouragement à poursuivre la propagation de tant de rumeurs malveillantes, à l'aide desquelles il faisait croire à l'imminence de la guerre, afin de détruire dans le Reichstag l'opposition fomentée contre lui par le parti du Centre. Mais la majorité de cette assemblée ne se laissait pas intimider par ces moyens déloyaux ni par les prédictions pessimistes du chancelier. Elle y opposait une incrédulité arrogante et railleuse. Loin d'être ébranlée par l'agitation du parti militaire, par le désarroi du monde commercial et industriel, par la baisse des fonds publics, sa résistance y puisait une énergie nouvelle. Il était trop clair que ces manifestations périodiques, révélatrices de l'acuité de la crise, faisaient partie de la comédie jouée par le chancelier et que l'inquiétude générale cesserait au jour et à l'heure où il la jugerait inutile à ses desseins.

Décidée à repousser le Septennat, l'opposition se déclarait prête, en revanche, à voter le Triennat. Mais c'est précisément du Triennat que le chancelier ne voulait à aucun prix, pas plus d'ailleurs que de toute autre proposition transactionnelle. Ses exigences se résumaient en trois mots : tout ou rien. Leur caractère intransigeant le maintenait en minorité dans le Reichstag, bien que, pour y triompher, il eût recouru à l'intervention du pape Léon XIII.

II

Depuis l'avènement de l'illustre pontife, un rapprochement s'était opéré entre Bismarck et la Papauté. Renonçant à la politique du Kulturkampf, le chancelier avait pris l'engagement de reviser les lois arbitraires votées en 1872, et appliquées ensuite avec la plus impitoyable rigueur. Cette revision était commencée, et dans l'incertitude où il se trouvait quant à l'issue de son conflit avec le Centre, il était naturel qu'il eût pensé à faire appel au Saint-Siège, qu'il devait croire tout-puissant sur ce parti. En provoquant cette démarche, il avait fait valoir que le rejet du Septennat aurait pour effet de rendre inévitable une guerre entre l'Allemagne et la France.

On sait avec quel empressement Léon XIII s'était rendu au désir du chancelier, sans poser d'ailleurs aucune condition. Le nonce papal résidant en Bavière avait été invité à employer son influence sur les chefs du Centre pour les convaincre au nom du Souverain Pontife qu'il était de l'intérêt de l'Église et de la paix du monde que les projets militaires soumis au Reichstag fussent votés, et qu'en conséquence le parti devait renoncer à les combattre, s'ils n'étaient pas absolument incompatibles avec ce qu'exigeait la cause religieuse en Allemagne. Mais, soit que ce conseil donné aux chefs n'eût pas été communiqué par eux à leurs collègues, soit que ceux-ci se fussent refusés à en tenir compte, il ne fut pas suivi. Le 14 janvier 1887, le Reichstag ayant à se prononcer sur l'amendement qui substituait le Triennat au Septennat, l'adoptait malgré les efforts de Bismarck, par 183 voix contre 134. Ce n'était, de la part de la majorité, la preuve ni de son libéralisme, ni de ses sentimens pacifiques, mais tout simplement une protestation éclatante contre le système autoritaire que le chancelier entendait opposer de plus en plus au parlementarisme. Néanmoins, et quel qu'en fût le caractère, le vote du Reichstag infligeait au gouvernement une défaite. Mais Bismarck l'avait prévue, il s'y était préparé. Lorsque le résultat du scrutin eut été proclamé, il se leva et donna lecture d'un décret impérial qui prononçait la dissolution de l'assemblée. Bien qu'on s'y fût attendu, cette mesure provoqua de toutes parts la plus vive émotion. Les amis du chancelier s'inquiétaient des

suites de son coup d'audace. Qu'adviendrait-il si les électeurs maintenaient leur confiance aux députés opposans et si un changement de règne survenait en pleine crise constitutionnelle? Le parti de la Cour était en proie aux mêmes anxiétés, et là, comme dans le parti militaire, on s'irritait contre l'opposition qui venait de triompher.

— Il faut en finir avec elle, disait-on; l'amour du peuple pour l'Empereur la fera rentrer dans l'ombre.

On le disait; mais, dans ce propos, il y avait plus de fanfaronnade que de franchise. Un peu partout, on était excédé de cette campagne de fausses nouvelles, d'accusations imméritées et d'alarmes jouées, qui avait son contre-coup sur les affaires, dépréciait les fonds publics et obligeait les grands établissemens de crédit à venir en aide à l'industrie, au commerce, à l'agriculture. Il n'est pas téméraire de supposer qu'à ce moment, plus qu'à aucun autre de sa carrière ministérielle, le prince de Bismarck a senti peser sur lui la lassitude que faisaient éprouver au pays les excès de son pouvoir dictatorial. Mais ce n'est là qu'une supposition, et on est plus sûr de ne pas se tromper en rappelant avec quelle fermeté et quelle audace il a bravé la tempête que lui-même avait déchaînée.

Il voit coalisées contre lui des oppositions et des influences, qui dans un autre pays suffiraient à renverser le plus puissant ministre. Il est combattu non seulement par ce parti du Centre qui vient de lui faire échec, mais encore par l'impératrice Augusta, par la princesse impériale Victoria et par leur entourage. Le kronprinz Frédéric lui-même désapprouve sa politique qu'il trouve dangereuse pour l'avenir de la dynastie. Mais, assuré de l'appui de l'Empereur qu'il tient dans sa main et de l'approbation du prince Guillaume dont il a conquis la confiance et l'amitié, Bismarck oppose, au groupement des forces hostiles, la vigueur et la résolution d'un homme qui sait ce qu'il veut et où il va et, pour atteindre son but, combattra jusqu'à la dernière extrémité. Tous les moyens qu'il a employés pour détruire l'influence du Centre dans le Reichstag, il les emploiera avec plus de violence pour la détruire dans les collèges électoraux et pour y conquérir la majorité dont il a besoin.

Ce sera toujours la même argumentation. Si le Septennat est voté, l'Allemagne continuera à inspirer tant de craintes à ses ennemis qu'aucun d'eux n'osera l'attaquer et que la paix

sera assurée. S'il est rejeté, elle sera affaiblie dans sa force militaire et exposée aux attaques de la France. Alors il sera nécessaire de devancer ces attaques et de porter à l'ennemi des coups mortels avant qu'il ne soit en mesure de se défendre. C'est ainsi que, du résultat du scrutin qui va s'ouvrir, dépendra la paix où la guerre.

Telle est l'idée que développent pour les électeurs les journaux aux gages du chancelier. Elle s'aggrave d'insinuations et de menaces que formulent les organes officieux et qu'on retrouve dans les entretiens de Bismarck avec les membres du corps diplomatique étranger lorsqu'il leur fait l'honneur de les recevoir, ce qui n'est pas fréquent, et dans les propos que leur tient son fils le comte Herbert de Bismarck, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères. La personnalité du général Boulanger, ministre de la Guerre en France, est de plus en plus représentée comme une menace pour l'Allemagne, et ce jeu est poussé si loin qu'il trahit la prétention du gouvernement germanique de réduire au silence l'opinion publique française.

— Nous n'attaquerons pas la France, promet le chancelier, à moins qu'un militaire ne devienne président du Conseil ou président de la République.

Son fils précise cette condition.

— Sans doute, dit-il à notre ambassadeur, le ministère actuel fait de son mieux pour retenir le général Boulanger. Mais y parviendra-t-il indéfiniment? C'est la seule question qui nous préoccupe.

Naturellement, l'ambassadeur proteste. Il établit, preuves en mains, que ni le général Boulanger ni aucun de ses collègues ne songent à faire la guerre, que son gouvernement ne procède pas à des armemens extraordinaires, que ceux de l'Allemagne en Alsace sont bien autrement inquiétans et qu'en France tout est à la paix. Ses déclarations sont accueillies courtoisement, mais avec défiance; on affecte de continuer à suspecter les intentions du général Boulanger, comme pour justifier le caractère agressif de la campagne entreprise contre la France. Cependant les protestations de l'ambassadeur obligent Herbert de Bismarck à promettre de modérer la polémique électorale. Mais on peut douter de sa sincérité, lorsqu'il ajoute à cette promesse et comme s'il faisait une concession « que son père ne demande pas la démission du général, pour ne pas augmenter sa popularité. »

La situation de l'ambassadeur de France en ces circonstances ne laissait pas d'être délicate et souvent douloureuse. Sans doute, il avait discerné ce qu'il y avait de factice et de joué dans les colères menaçantes dont il recueillait les témoignages et les échos. Un de ses collègues était venu lui répéter un mot d'Herbert de Bismarck propre à l'éclairer et à le rassurer.

— Tout cela, c'est de la stratégie électorale, avait dit le jeune ministre qui ne savait pas toujours retenir sa langue et parlait souvent comme un enfant terrible.

Une révélation analogue avait été faite au représentant de la France par un riche banquier berlinois, le baron de Bleichrœder, familier des Bismarck et qui se flattait à tort ou à raison de recevoir fréquemment les confidences du chancelier.

— Il est pacifique, croyez-le, avait affirmé ce personnage. Mais la crainte de voir les élections tourner contre lui, l'oblige à entretenir les craintes de guerre. Après les élections, ce sera différent.

Aveu singulier auquel l'ambassadeur objectait qu'il était au moins fâcheux que les bons rapports de l'Allemagne avec la France fussent à la merci d'une crise électorale. Néanmoins, il transmettait à Paris les paroles et les informations qu'il récoltait et en tirait, en les transmettant, des conclusions rassurantes sans méconnaître cependant que la comédie jouée par le chancelier était grosse de périls, que peut-être, après les avoir cyniquement déchaînés, il ne pourrait plus conjurer.

Pour les mêmes raisons, le gouvernement français en avait conçu de justes alarmes. L'ambassadeur d'Allemagne à Paris, le comte Munster, était dans un état d'esprit favorable à la France. Nul mieux que lui ne pouvait constater ce qu'il y avait de mal fondé dans les attaques dont elle était l'objet à Berlin, à la chancellerie et dans la presse. Mais les devoirs de sa fonction lui commandaient beaucoup de discrétion et de réserve et ce n'est que dans la plus stricte intimité qu'il déplorait l'attitude de son gouvernement. Cependant, le peu qu'il en pouvait dire confirmait ce qu'en disait M. Jules Herbette et aurait contribué à calmer les esprits et à rassurer le ministère français, s'il n'eût été trop certain que la paix de l'Europe restait toujours à la merci d'un caprice ou d'une boutade du prince de Bismarck.

Au fur et à mesure que la crise se prolongeait, elle s'aggravait et de toutes parts on souhaitait de la voir se dénouer. Du

reste, quiconque suivait de près la lutte électorale engagée en Allemagne pouvait déjà se convaincre qu'elle se dénouerait à l'avantage du gouvernement impérial. De nouveau, Léon XIII avait parlé et exprimé avec plus de force que la première fois son désir de voir le parti catholique renoncer à son opposition. Ce parti se désagrégeait; les masses refusaient de se soumettre aux exhortations de la minorité qui résistait encore et témoignaient de leur volonté d'obéir à la voix de Rome. Plusieurs jours avant les élections, le résultat final ne faisait plus doute pour personne.

Elles eurent lieu le 21 février. La victoire était assurée à la politique du prince de Bismarck; à quelques semaines de là, la loi du Septennat allait être votée. Mais, avant même que ce résultat fût acquis, la crise perdait brusquement de son acuité; l'opinion se rassurait et jusque dans son entourage on commençait à rire, comme d'un bon tour joué au gouvernement français, des griefs que le chancelier lui avait imputés, pour éveiller partout dans l'empire des craintes de guerre. On reconnaissait que les prétendus armemens de la France, les fameux baraquemens dont on avait fait tant de bruit, les intentions belliqueuses attribuées au général Boulanger n'avaient été que des prétextes, plus ou moins ingénieux, pour répandre la panique en Allemagne et faire croire au corps électoral que la patrie allemande était en danger. Les journaux affectaient une allure plus modérée; ils n'attaquaient plus systématiquement la France, et si quelques-uns tiraillaient encore, c'était pour couvrir la retraite, avec des armes chargées à blanc. Les milliers de réservistes rassemblés en Alsace étaient renvoyés dans leurs foyers. C'était en un mot la détente générale qui se produisait en des conditions propres à démontrer à tous les yeux que la campagne bruyante et dangereuse qui prenait fin avait été organisée par le chancelier dans l'unique intention de servir ses desseins politiques.

S'il en fallait une preuve plus décisive encore que celles qui précèdent, nous la trouverions dans diverses correspondances contemporaines de l'événement, où toute cette intrigue est démasquée, mise à jour et jugée dans ses causes comme dans ses résultats et qui, pour être vieilles de près de trente ans, n'en restent pas moins accablantes pour la mémoire du prince de Bismarck.

« La dissolution du Reichstag sous le coup d'un changement de règne, était une grosse partie, est-il dit dans une de ces lettres : Bismarck l'a gagnée. Par quels moyens? A l'intérieur par des violences, à l'extérieur par d'audacieuses accusations contre les prétendues intentions agressives de la France ; tout cela pour avoir un parlement docile, comme base de sa propre influence sur l'Empereur. Mais il est probable qu'il y regardera à deux fois avant de recommencer, car si les gouvernemens étrangers sont restés muets, ils s'inquiètent maintenant de cette politique égoïste et hypocrite qui fait litière des intérêts de tous. Elle est jugée sévèrement, même en Allemagne, où le sang-froid des Français a été considéré comme la preuve qu'ils étaient prêts et résolus à un duel à mort. »

Dans une autre lettre, on lit :

« Le nouveau Reichstag ne sera pas le Reichstag asservi qu'eût voulu le chancelier ; mais il évite une défaite sur le terrain militaire que le vieil empereur ne lui eût peut-être pas pardonnée. Il trouvera dans son génie inventif le moyen de résoudre d'autres difficultés. N'oublions pas, d'ailleurs, que l'alternative des coups et des caresses est un des caractères de la méthode de dressage appliquée par lui aux gouvernemens qu'il veut atteler à sa politique. »

Pour compléter ces appréciations, citons encore celle-ci, peut-être plus juste encore que les précédentes :

« L'orage est écarté, mais il n'est pas dissipé. Le chancelier a tellement tendu la situation qu'il ne dépend plus de lui de la ramener à l'état normal. En France, on est ulcéré, et les idées de rapprochement ont perdu en un mois plus de terrain qu'elles n'en avaient gagné en dix ans. En Allemagne, plus on aura conscience de notre légitime ressentiment et plus on nous détestera. » Tel était en effet le résultat le plus clair de la conduite déloyale que Bismarck venait de tenir. Lorsque se dénouait la crise que nous racontons, le fossé qui depuis la guerre existait entre les deux pays s'était élargi et creusé plus profondément. Renonçons à rechercher si c'est là ce que le chancelier avait voulu, et constatons qu'autant il eût été diminué, si la majorité électorale s'était prononcée contre lui, autant son succès le grandissait et augmentait son prestige. Ses amis et ses adversaires étaient d'accord pour reconnaître que, quel que fût le successeur du vieux souverain dont les forces décli-

naient de jour en jour, il resterait le maître du pouvoir et l'arbitre de la situation.

Au cours de ces péripéties, Guillaume Ier, qui les suivait d'un œil anxieux, avait ajouté foi à toutes les inventions imaginées par son chancelier pour le rendre favorable à son entreprise. Comme un homme qui ne demande qu'à être convaincu, il s'était abstenu d'en vérifier l'exactitude, poussant si loin la crédulité qu'il avait fermé l'oreille aux avertissemens que multipliaient autour de lui l'Impératrice et les personnages de sa Cour, afin de lui prouver l'exagération des griefs imputés à la France par son tout-puissant ministre. Il avait cru aux intentions belliqueuses du général Boulanger, aux armemens auxquels, d'après les alarmistes, on procédait de l'autre côté du Rhin. On lui avait dit que l'Allemagne devait s'attendre à être attaquée et il ne doutait pas qu'elle le serait. A quel point il avait été trompé, on peut le voir en se reportant à un entretien qu'il eut avec un Français de marque au moment où la crise prenait fin.

Ce Français était le général d'Abzac. Ayant fait dans l'armée une grande carrière, aide de camp du maréchal de Mac Mahon pendant la guerre de 1870, et plus tard chef de sa maison militaire à la présidence de la République, ce brillant soldat était depuis plusieurs années personnellement connu de Guillaume Ier. Il venait souvent à Berlin où l'appelaient des relations de famille et, chaque fois, il allait présenter ses hommages au souverain qui se montrait heureux de le recevoir. Lorsque, au lendemain du succès électoral que venait de remporter le gouvernement, il se présenta chez l'Empereur, il y fut accueilli comme toujours avec cordialité. Mais il eut vite fait de comprendre que les calomnies dont la France avait été l'objet auprès de Guillaume Ier laissaient dans son esprit des préventions et de la rancune.

— Votre pays voulait donc nous faire la guerre ? demanda-t-il au général. Et comme celui-ci protestait, il reprit : — Si, si, je sais ce que je dis ; je suis bien informé.

Et d'une haleine, il reconstituait le tableau des griefs formulés par Bismarck, armemens, baraquemens, achats de chevaux, concentration de troupes sur la frontière... N'était-ce pas la preuve des mauvais desseins du gouvernement français, ou tout au moins de celui de ses membres qui le dominait

et menaçait de l'entraîner dans une politique d'aventures ?

— Mais ce sont là de véritables bourdes, Sire, s'écria le général d'Abzac. On a trompé Votre Majesté. Mon pays, comme c'était son droit, a continué à travailler à la reconstitution de sa puissance militaire. Mais à aucun moment il ne s'est livré à des préparatifs en vue d'une campagne offensive et les projets qu'on attribue au général Boulanger sont de pure invention. Nos effectifs ont été et sont toujours ce qu'ils doivent être en temps de paix, et si Votre Majesté veut les comparer à ceux de l'armée allemande, elle verra qu'ils sont bien moins élevés.

Le général parla longtemps sur ce thème, répondant à toutes les questions que lui posait l'Empereur et s'efforçant de détruire dans son esprit les effets des informations calomnieuses à l'aide desquelles on l'avait trompé. Lorsqu'il eut achevé sa démonstration à laquelle son patriotisme imprimait une éloquence persuasive, le général d'Abzac eut la joie de constater que l'Empereur ne doutait pas de sa parole. Il s'abstint cependant d'exprimer devant son interlocuteur le regret qu'il devait éprouver en touchant du doigt la preuve des efforts qui avaient été faits pour l'exciter contre le gouvernement français.

— Je suis bien heureux de vous entendre, dit-il au général, et je ne doute pas des assurances que vous me donnez. — Après un court silence, et comme s'il laissait échapper de sa bouche un aveu qu'il ne pouvait plus retenir, il continua : — Je n'ai aucune confiance dans la sagesse du général Boulanger. Mais, malgré la pression exercée sur moi par le parti militaire, je ne consentirai jamais, si la France ne m'attaque pas, à lui déclarer la guerre. Je suis trop vieux pour recommencer la partie de 1870 et risquer des résultats obtenus par des victoires qui ont dépassé mes espérances. Ce serait une imprudence d'autant plus grande que la Russie est dans des dispositions douteuses vis-à-vis de l'Allemagne. Le Tsar est toujours le même vis-à-vis de la Cour de Berlin. Mais il n'est plus, comme ses prédécesseurs, maître de l'opinion du peuple russe, et il est à craindre que celui-ci ne se rue un jour ou l'autre sur les Allemands. Cette lutte pourrait être néfaste pour eux et pour l'empire germanique dont les armées, même victorieuses dans plusieurs grandes batailles, seraient hors d'état d'imposer la paix aux vaincus et laisseraient le territoire ouvert à une invasion fran-

çaise. Voilà pourquoi je ne m'engagerai pas dans une guerre contre la France sans y être contraint et forcé.

On doit supposer qu'en se livrant à ces confidences vis-à-vis d'un Français, l'Empereur avait voulu le rassurer, et comme sa sincérité ne pouvait être mise en doute, ce but fut atteint. Mais le général d'Abzac recueillait en même temps la preuve que le vieux souverain n'était pas moins impressionné par l'attitude de la Russie que par celle de la France, et qu'à ses yeux le péril n'était pas moins menaçant du côté de Saint-Pétersbourg que du côté de Paris. Ce n'était pas une révélation, mais la confirmation d'un état de choses dont se préoccupaient déjà les chancelleries européennes, bien que le prince de Bismarck n'y eût pas fait allusion au cours de sa campagne électorale, dont la France seule avait fait les frais. En tout cas, le langage de l'Empereur, en même temps qu'il dévoilait implicitement la perfidie du chancelier au cours de la crise, coupait court aux accusations formulées par lui et démontrait leur fausseté.

Bien que le général n'approuvât pas l'orientation imprimée par le gouvernement français à la politique intérieure du pays, il était trop bon patriote pour ne pas se hâter de lui faire part des paroles rassurantes qu'il avait entendues et dans lesquelles il voyait une garantie du maintien de la paix. Au sortir de l'audience impériale, il en transmettait le compte rendu à l'ambassadeur de France ; puis, avant de quitter Berlin et après un dîner chez le prince impérial, il écrivait à notre attaché militaire, le colonel de Sancy, une lettre dont voici un extrait :

« Nous n'avons point pour le moment à nous préoccuper de tous ces bruits de guerre. C'est surtout de la Russie que l'on a peur ici, et c'est en vue de toute éventualité pouvant se produire de ce côté-là que l'on tient à s'armer davantage encore. »

Le signataire de ces lignes aurait pu ajouter qu'à Berlin, on commençait à prévoir le rapprochement qui devait s'opérer ultérieurement entre la Russie et la France. Divers symptômes l'annonçaient : le prince de Bismarck, en causant avec ses familiers, admettait comme probable que, si la guerre éclatait entre l'Empire russe et l'Empire allemand, la France en profiterait pour prendre les armes, afin d'essayer de reconquérir ses provinces de l'Est et, encore qu'il ne crût pas que cette guerre fût imminente, il ne cessait de dire qu'il fallait s'y préparer. Il

n'exprimait ses prévisions et ses craintes que dans l'intimité. En apparence, il restait fidèle à la Russie parce que tel était le désir de l'empereur Guillaume et surtout parce qu'il ne jugeait pas que l'heure fût venue pour lui de jeter le masque. Mais il ne croyait pas à la durée de l'alliance. Il savait que le Tsar lui gardait rancune de ce qui s'était passé au Congrès de Berlin, où la Russie avait été contrainte, à l'instigation de l'Allemagne, de renoncer aux avantages qu'à la suite de ses victoires sur la Turquie, elle s'était assurés par le traité de San Stefano.

C'est donc dans une situation pleine d'obscurité que se dénouait, au mois de mars, la crise qui, depuis le mois de décembre, tenait l'Europe en alarme. Néanmoins, son dénouement, même avec ses aléas, ouvrait au moins pour un temps une période de paix ; en outre, il consacrait la victoire de Bismarck. Le Septennat voté, Bismarck triomphant, le parti militaire renonçant à ses rotomontades, la presse muselée, il semblait qu'on fût entré dans une ère d'apaisement. On va voir que c'était là une illusion et que, si le chancelier ne voulait pas ou ne pouvait pas faire la guerre à la France, il continuerait à en agiter le spectre devant elle, comme s'il s'était donné pour tâche de la terroriser et de troubler sa sécurité par des alertes continuelles. En persévérant dans cette voie, il restait fidèle à lui-même et au système qu'il pratiquait contre nous depuis le traité de Francfort. Jusqu'à sa chute, il ne cessera de se conduire en défiance de nous ; il ne nous sera bienveillant qu'au delà des mers ; partout ailleurs, il s'efforcera de nous diminuer et de nous affaiblir, en nous présentant à l'Europe comme les ennemis de son repos, et même en ne perdant aucune occasion de nous provoquer. En un mot, s'il ne menace plus, il restera malveillant et professera, sincère ou non, « que la disparition de la France comme grande Puissance est le gage de longues années de paix pour l'Europe. » C'est en ces termes que, le 1er octobre 1887, il révèle son état d'âme au ministre Crispi, en le recevant à Friedrichsruhe, où il l'a mandé pour discuter avec lui de l'entrée définitive de l'Italie dans l'alliance austro-allemande. Nous ne saurions donc nous étonner des pièges qu'il va nous tendre encore et qui prouveront que sa haine ne désarme pas.

III

Elle ne désarmait pas ; mais à Paris on était disposé à croire le contraire. Lorsque avait éclaté la crise, on s'en était justement alarmé. Elle survenait à l'improviste, et l'attitude inattendue du Cabinet de Berlin était d'autant plus déconcertante que, depuis l'avènement du ministère Jules Ferry, et même après sa chute, les relations entre les deux gouvernemens s'étaient améliorées au point de faire croire à un rapprochement sur ce terrain des intérêts communs où ils pouvaient se rencontrer et s'entendre. Mais, maintenant que le calme était revenu, le gouvernement français se plaisait à penser que la campagne déchaînée contre la France n'avait été qu'un stratagème destiné à ne plus se reproduire, et que désormais on recommencerait à vivre sur le pied d'un complet accord. Il est donc aisé de comprendre combien fut vive à Paris l'émotion du monde officiel lorsque, le 21 avril, on apprit qu'un télégramme adressé au ministre de l'Intérieur venait de lui apporter la nouvelle d'un incident de frontière assez grave pour qu'on pût craindre que les rapports de Paris avec Berlin ne s'envenimassent de nouveau. Lorsque antérieurement s'étaient produits des incidens analogues, ils avaient été presque toujours réglés à l'amiable. Mais celui-ci se présentait dans des conditions telles qu'il était difficile de n'y pas voir une provocation. Laconique et sobre de détails, la dépêche portait que le sieur Schnæbelé, commissaire spécial de police à Pagny-sur-Moselle, venait d'être arrêté par la police allemande, en territoire français, d'après une première version, en territoire allemand, d'après une seconde. Mais s'il y avait contradiction sur ce point, il n'était pas douteux qu'un piège avait été tendu à l'agent français.

Le ministre de l'Intérieur transmettait aussitôt la nouvelle à son collègue des Affaires étrangères, M. Flourens, et celui-ci s'empressait de charger télégraphiquement l'ambassadeur de France à Berlin de demander des explications à la chancellerie impériale. Le chancelier étant en ce moment en villégiature à Friedrichsruhe, c'est par son fils, secrétaire d'État, que l'ambassadeur fut reçu. Au récit qui lui fut fait, le comte Herbert de Bismarck affecta la plus vive surprise ; il affirma qu'il ignorait

l'événement, mais il émit l'idée que l'arrestation avait été opérée en vertu d'une décision judiciaire.

— La Justice, ajouta-t-il, fait ses coups sans avertir, et, une fois qu'elle est partie, il est difficile de l'arrêter. Du reste, je ne suis pas au courant de l'affaire et je ne pourrai vous répondre qu'après enquête.

L'ambassadeur ne fut pas dupe de ce mensonge. Depuis qu'il était en rapport avec le ministre, il avait appris à le connaître. Il le savait non moins dissimulé que son père, à qui il ressemblait par divers côtés, mais non par les meilleurs. Au surplus, un acte aussi arbitraire ne pouvait avoir été accompli sans un ordre supérieur. L'ambassadeur ne croyait pas que cet ordre eût été donné par le chancelier, mais il soupçonnait son fils d'en être l'auteur et d'avoir pris sur lui, sans consulter personne, de faire cette insulte à la France. Disons, pour n'y pas revenir, qu'il ne se trompait pas. En Allemagne, dans les régions officielles, c'est au comte Herbert de Bismarck que fut imputée la responsabilité de l'événement. Plusieurs mois plus tard, on en parlait encore, et, le 9 octobre, le prince de Hohenlohe mentionnait dans son journal « l'indignation impériale soulevée par la conduite d'Herbert de Bismarck dans l'affaire Schnæbelé. » Indignation qui se comprend d'autant mieux que, dans cette affaire, le ministre allemand avait été aussi maladroit que perfide. M. Jules Herbette, bien qu'il fût convaincu de sa duplicité, n'en tenait pas la preuve, et il dut se résigner à attendre le résultat de l'enquête à laquelle son interlocuteur lui promettait de se livrer.

Dès le lendemain, l'incident était connu à Berlin par une communication de l'agence Wolf, qui le racontait d'après une dépêche de l'agence Havas qu'elle reproduisait en la complétant. Le même jour, la chancellerie impériale faisait savoir au gouvernement français par son ambassade de Paris que le commissaire de police avait été arrêté sur un mandat de la Cour de Leipzig et qu'il était accusé de complicité dans des crimes de haute trahison, dans des faits d'espionnage et de provocation à la désertion. M. Flourens eut la sagesse de ne pas aborder le point de savoir dans quelle mesure l'arrestation était justifiée et de se maintenir sur le terrain de la légalité. L'enquête faite par les autorités françaises établissait « qu'objet sur territoire allemand d'une première agression à laquelle il

s'était dérobé, Schnæbelé avait repassé sur territoire français. De là, il avait montré le poteau frontière sans essayer de s'enfuir. C'est alors que les agens allemands, après s'être consultés, avaient franchi la frontière et l'avaient appréhendé, bien qu'il se débattît au point que son chapeau était tombé. » Ces faits étaient attestés par témoins. A cette version, le Cabinet de Berlin en opposait une autre, de laquelle il résultait que Schnæbelé était sur le territoire allemand lorsque les agens chargés de l'arrêter s'étaient jetés sur lui et l'avaient enlevé.

C'est sur ce point qu'il fallait d'abord faire la lumière, et des deux côtés on s'y disposait, lorsqu'un secours inattendu arriva au gouvernement de la République. A Pagny-sur-Moselle, une recherche opérée au domicile de Schnæbelé et l'examen de ses papiers avaient fait découvrir deux lettres qui constituaient la preuve qu'il était la victime d'un guet-apens. Elles étaient signées du commissaire de police allemand Gautch, résidant à Ars-sur-Moselle, spécialement chargé de régler au nom de la police alsacienne, comme l'était Schnæbelé au nom de la France, les incidens de frontière, fort nombreux à cette époque.

La première, en date du 13 avril, était ainsi conçue :

« Mon cher collègue, je désirerais vous causer *(sic)* et vous transmettre des renseignemens de la plus haute importance que je ne puis confier au papier. Je voudrais éviter d'être vu par nos employés et par les employés français. Je suis du reste très connu dans les environs. Pouvez-vous me donner un rendez-vous? Veuillez ne causer à personne.

« Dans l'attente de vous lire, je suis votre tout dévoué. — Gautch.

« *P.-S.* — N'envoyez pas la réponse par le Schaffner; cela serait imprudent. Écrivez-moi par la poste et recommandez la lettre. »

Vingt-quatre heures plus tard, Schnæbelé en avait reçu une seconde :

« Mon cher collègue, je suis empêché de me rendre demain à Pont-à-Mousson. Comme j'aurais à vous causer au sujet du poteau qui a été détruit, pourriez-vous venir un de ces jours à l'endroit où le poteau a été détruit. J'espère qu'avec les ren-

seignemens que j'ai, vous pourrez me mettre sur la trace des individus.

« Dans l'attente de vous serrer la main, recevez, mon cher collègue, mes bien cordiales salutations. — GAUTCH. »

Grâce à ces documens, il semblait prouvé qu'en réponse à la première lettre, Schnæbelé avait désigné à Gautch la ville de Pont-à-Mousson comme lieu de rendez-vous; mais que celui-ci avait allégué un prétexte pour ne pas s'y rendre et pour l'attirer aux abords de la frontière, où il serait plus facile de l'arrêter. Schnæbelé s'était rendu sans défiance à cet appel.

La découverte de ces témoignages simplifiait la question engagée entre Paris et Berlin. M. Flourens se hâtait donc de les envoyer à M. Jules Herbette. Celui-ci, armé des deux lettres qu'à Paris on avait eu soin de faire photographier avant de lui en transmettre les originaux, se présentait le 25 avril chez le comte Herbert de Bismarck et lui en donnait lecture. Il faut croire que le ministre ne les connaissait pas, car sa surprise fut égale au dépit qu'il ne put dissimuler en les voyant dans les mains de son contradicteur.

— C'est un piège regrettable, avoua-t-il. Mais aussitôt, comme s'il regrettait cet aveu et cherchait à excuser et même à justifier le procédé de ses policiers, il reprit en élevant la voix : — Mais c'est de mise entre gens de police, et Schnæbelé aurait dû se méfier. D'ailleurs, lui-même n'a-t-il pas été incité à commettre des actes plus répréhensibles ? N'a-t-il pas cherché à suborner à prix d'argent des Alsaciens-Lorrains, sujets allemands ?

L'ambassadeur le voyait venir et se redressa. Changeant de ton, lui aussi, il s'écria :

— Ne mêlez pas à vos griefs mon gouvernement !

Le comte Herbert ne se contenait plus.

— Pour qui donc travaillait Schnæbelé ? fit-il. Est-ce que Boulanger s'est fait scrupule, il y a quelques mois, de tirer parti d'une note officieuse de notre attaché militaire qu'il n'avait eue qu'une minute dans ses mains ?

Le visage du ministre, son accent, son geste, tout révélait qu'il se laissait emporter. Sans perdre son sang-froid, l'ambassadeur le ramena au calme en disant :

— Nous sommes en dehors de la question, mon cher ministre ; revenons-y. Cette arrestation est entachée de ruse et

d'irrégularité. Au nom de mon gouvernement, je vous demande de ne pas la maintenir.

Mis au pied du mur, le comte Herbert allégua qu'il ne pouvait prendre une résolution sans consulter le chancelier et s'engagea à faire connaître sa réponse à quelques jours de là. L'ambassadeur insista sur la nécessité, dans l'intérêt des deux gouvernemens, de ne pas la faire attendre. En France, où déjà se manifestait un certain émoi, elle était impatiemment attendue, et il convenait de couper court aux commentaires irritans. Dès le lendemain, il revenait à la charge. Il en fut de même durant toute une semaine, et sans doute ses entretiens avec le ministre allemand se ressentirent parfois de l'irritabilité de celui-ci, car, trois ans plus tard, au moment de la chute des Bismarck, M. Jules Herbette en conservait le souvenir et, faisant allusion aux violences de langage du comte Herbert, les rappelait en ces termes :

« Espérant m'intimider, il le prit un jour de très haut à propos de l'espionnage pratiqué en Allemagne par des fonctionnaires français. J'élevai aussitôt le ton au même diapason et je répondis que le gouvernement allemand, se servant plus que tout autre de moyens occultes, ne devait s'étonner que d'une chose : c'est qu'on usât aussi timidement à son égard des mêmes moyens. Je repris ensuite :

« — Mais pourquoi nous emportons-nous? Parlons tranquillement ; nous n'en serons que plus facilement d'accord. »

Tandis que la négociation se poursuivait à Berlin dans une atmosphère orageuse, à Paris on en attendait anxieusement l'issue, mais sans se départir du calme avec lequel, dès le premier moment, le gouvernement et l'opinion avaient envisagé toutes les conséquences possibles d'un conflit. Sous ce calme se dissimulait à peine la ferme volonté dont étaient animés tous les cœurs de défendre jusqu'au bout une cause juste et d'obtenir de l'Allemagne une réparation.

Lorsqu'on lit aujourd'hui les journaux de cette époque et lorsqu'on se rappelle les propos qui s'échangeaient dans les salons, dans la rue, dans les lieux publics, on ne peut qu'admirer la belle patience et la noble attitude de la France au cours de ces péripéties. Il est fâcheux pour l'Allemagne qu'au mois de juillet 1914 elle ne se soit pas rappelé les sentimens manifestés en 1887 par le peuple français. Peut-être se serait-

elle moins flattée de remporter sur lui de rapides et foudroyantes victoires et se serait-elle épargné ainsi les cruels déboires et les amères désillusions qui, malgré le furieux déchaînement de toutes ses forces, sont aujourd'hui le présage de sa défaite finale.

Nous ignorons ce qui a pu se passer au moment de l'affaire Schnæbelé entre le prince de Bismarck et son fils. Il paraît positif qu'encore que, pour faire son coup, le comte Herbert se fût inspiré des sentimens de son père, il avait négligé de le consulter, et que l'événement était accompli lorsque le chancelier en eut connaissance. Mais il n'était pas homme à désavouer l'auteur de la faute, alors que cet auteur le touchait de si près. Il avait toujours eu pour ce fils beaucoup d'indulgence ; il l'avait placé à l'un des postes les plus éminens de l'État et il se plaisait à voir en lui son successeur. On peut croire cependant qu'en cette circonstance, il l'a morigéné et lui a fait sentir l'étendue de sa maladresse. Mais, ceci fait, il s'est surtout préoccupé des moyens de la réparer, et c'est son habileté coutumière qu'on devine dans la décision qui dénoua le conflit. Le 1er mai, le *Journal officiel* allemand la faisait connaître par une note ainsi conçue :

« Nous apprenons que Sa Majesté l'Empereur a décidé la mise en liberté du commissaire de police Schnæbelé, parce qu'il a été établi que Schnæbelé s'est rendu aux lieu et place où son arrestation a eu lieu à la suite d'un rendez-vous pour affaires personnelles avec son collègue appartenant à la police allemande. On doit considérer des rendez-vous de service de cette nature comme comportant une promesse de sauf-conduit, car, s'ils ne préjugeaient pas cette garantie, le service officiel courant de la frontière ne saurait être expédié. »

C'était s'en tirer à bon compte et honorablement ; mais les raisons alléguées n'en laissaient pas moins voir que le Cabinet de Berlin avait été obligé de mettre les pouces et de reconnaître ses torts. Il est vrai qu'il faisait dire par ses journaux qu'en cette affaire il s'était montré magnanime. Mais, bien qu'il eût couvert ainsi sa retraite, le résultat n'était pas pour plaire à l'irascible Bismarck. Il eut pour effet d'accroître la malveillance dont il ne cessait de faire preuve vis-à-vis des Français. Renonçant maintenant à les provoquer directement, c'est en passant par l'Alsace-Lorraine qu'il les provoquera. De

cette époque date le projet, qu'on le verra réaliser l'année suivante, d'introduire le passeport obligatoire à la frontière franco-alsacienne. Vainement le prince de Hohenlohe, gouverneur des provinces annexées, lui démontrera que les entraves déjà mises aux libres communications ont fort indisposé les Alsaciens, et que, si l'on y ajoute une entrave nouvelle, en rendant le passeport obligatoire, le mécontentement risque de grandir au point qu'il ne restera plus finalement qu'à déclarer l'état de siège ; il ne s'entête pas moins dans son projet et avec tant d'énergie que, l'année suivante, le gouverneur, de guerre lasse, adopte une mesure qu'il juge dangereuse autant qu'inutile.

Du reste, partout ailleurs, à tout propos, pour des riens, sous le moindre prétexte, le chancelier nous cherche querelle, avec moins de vivacité sans doute qu'au cours de ses dissentimens avec la majorité du Reichstag, mais avec une persistance sous laquelle il est impossible de ne pas voir la volonté d'empêcher en France la manifestation des sentimens qui sont l'honneur des peuples libres et l'exercice des droits les plus sacrés. C'est ainsi, par exemple, qu'il récrimine par l'organe de la presse contre la loi que le gouvernement français propose aux Chambres et qui a pour objet de frapper d'une taxe, en de certaines conditions, les étrangers qui résident sur son territoire. C'est la guerre à coups d'épingles : mais elle est plus irritante qu'une guerre à coups d'épée. Elle oblige l'ambassadeur de France à être toujours sur la brèche pour défendre son gouvernement dont les intentions sont systématiquement dénaturées. Il en est ainsi jusqu'au moment où, sous la poussée de circonstances plus pressantes, l'attention du chancelier semble, au moins en apparence, se détourner de nous.

Les questions extérieures s'aggravent de plus en plus. L'Angleterre a pris possession de l'Égypte, malgré le mécontentement des grandes Puissances. En Bulgarie, le prince régnant, Alexandre de Battenberg, a été contraint d'abdiquer et Ferdinand de Cobourg occupe sa place, malgré les protestations de la Russie, que semblent seconder les autres États. Mais le tsar Alexandre III soupçonne l'Allemagne de n'être pas sincère dans les protestations qu'elle fait entendre. Il a brisé le lien qui l'attachait à elle et à l'Autriche : la Triple Alliance n'existe plus et les rapports de Saint-Pétersbourg avec Berlin se ressentent

des défiances réciproques des deux gouvernemens. Ils se refroidissent encore davantage lorsque, au mois d'octobre, le ministre Crispi, invité par Bismarck à Friedrichsruhe, y arrive pour signer le traité qui reconstituera la Triple Alliance par l'accession de l'Italie.

Loin de faire mystère de la visite de l'homme d'État italien, le prince de Bismarck l'a fait annoncer de toutes parts. Ses journaux en font ressortir l'importance et célèbrent sur tous les tons ce qu'ils appellent son caractère pacifique. A les en croire, elle est destinée à maintenir la paix d'accord avec l'Autriche-Hongrie. « Elle a pour but, disent-ils, d'empêcher autant que possible une guerre européenne, et en cas de nécessité de s'en préserver en commun. Les voix étrangères qui font connaître leur mécontentement de cette visite montrent, par là, qu'elles n'appartiennent pas à la grande majorité de la population européenne qui veut la paix, mais au petit nombre de ceux qui cherchent à appeler sur l'Europe la calamité des grandes guerres. »

Le Tsar ne se laisse pas tromper par ces explications contradictoires, il y voit la preuve que le chancelier allemand veut tenir la Russie sous la menace de la Triple Alliance maintenant reconstituée. Malgré les liens affectueux qui existent entre lui, et son oncle l'empereur Guillaume, il reste défiant et sur le qui-vive, froissé par ce que présente de malveillant et d'énigmatique cette politique souterraine qui s'exerce contre lui sous les formes les plus diverses et les plus inattendues. Bismarck ne s'est-il pas avisé de jeter le discrédit sur les finances de la Russie, par des attaques de presse ? Obéissant à un mot d'ordre, les journaux allemands peignent la situation financière de l'empire moscovite sous les couleurs les plus sombres. D'après eux, elle est gravement compromise et doit aboutir fatalement à la banqueroute. Ils conseillent aux porteurs de fonds russes de s'en débarrasser au plus vite. Pour seconder cette campagne, la Banque Impériale de Berlin refuse de prêter sur ces valeurs.

Telle était la situation pendant l'automne de 1887, lorsqu'une circonstance, dont le mystère n'est pas encore aujourd'hui entièrement éclairci, vint à l'improviste aggraver l'irritation du Tsar. Il se préparait à partir pour Berlin, où l'attendait son oncle l'empereur Guillaume, lorsqu'il reçut communication d'une lettre du prince Ferdinand de Bulgarie adressée à la com-

tesse de Flandre, belle-sœur du roi des Belges. Ferdinand confiait à cette princesse, sous le sceau du secret, que Bismarck, tandis qu'officiellement il s'était prononcé contre lui, l'encourageait sous main à résister à la Russie. A cette lettre était jointe une note sans signature que le prince Ferdinand affirmait avoir été rédigée et expédiée par l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne et qu'il faisait tenir à la comtesse de Flandre pour lui prouver que, lorsqu'il exprimait l'espoir d'être soutenu par Berlin, il ne s'illusionnait pas.

L'idée ne vint pas à l'empereur de Russie que ces documens pouvaient être l'œuvre d'un faussaire et, malgré leur origine suspecte, il crut à leur authenticité. Si vive fut son indignation que d'abord il renonça à son voyage. Mais, bien vite, il se ravisa, soit qu'il jugeât plus habile de feindre l'ignorance, soit qu'au contraire il eût conçu le désir de provoquer une explication. Dans les derniers jours du mois de novembre, il était à Berlin. Affectueusement reçu par l'Empereur, il évita de lui faire part de son ressentiment contre le chancelier. Mais, celui-ci manifestait de la nervosité. Ce n'est pas qu'il redoutât de s'entretenir avec l'impérial visiteur. Mais il se sentait en défiance auprès de lui et craignait presque de ne pas avoir d'audience particulière. Contrairement à ses craintes, elle lui fut accordée aussitôt qu'il se fut mis aux ordres du Tsar. Il s'y présenta résolu à répondre à toutes les questions qui lui seraient posées, considérant comme nécessaire de dissiper les soupçons dont il était l'objet, ce qui ne veut pas dire qu'ils fussent sans fondement.

Malgré la courtoisie de l'accueil qui lui était fait, il sentit qu'Alexandre croyait avoir à se plaindre de lui et, courant au-devant d'une explication, il lui demanda ce qu'il avait à lui reprocher.

— Votre attitude dans la question bulgare, répliqua l'Empereur.

Bismarck se récria. N'avait-il pas donné maintes fois à la Russie des preuves de son bon vouloir pour elle? Ne s'était-il pas efforcé de seconder son action en Bulgarie? N'avait-il pas protesté avec les grandes Puissances contre l'avènement de Ferdinand de Cobourg? Il parlait avec une chaleur pénétrante et communicative, Alexandre l'interrompit :

— Et si je vous disais que j'ai en mains un document éta-

blissant qu'en ayant l'air de le combattre, vous le favorisez!

Le chancelier bondit.

— Si ce document existe, c'est un faux. Je prie Votre Majesté de me le communiquer, afin que j'en poursuive l'auteur.

— Il vous sera communiqué, promit l'Empereur d'un accent radouci, et je serai heureux d'avoir la preuve qu'il est apocryphe.

Puis il continua :

— Il y a aussi l'Autriche avec qui vous êtes d'accord. Je ne puis cependant accepter qu'elle contrecarre mes légitimes revendications en Bulgarie.

— Je suis sûr de la sagesse du Cabinet de Vienne, répondit Bismarck, il ne déclarera pas la guerre à la Russie. Mais Votre Majesté n'ignore pas que, si l'Autriche était attaquée, nous sommes engagés par traité à la soutenir.

Le Tsar garda le silence comme s'il voulait laisser tomber la colère dont il n'avait pas été maître et qui faisait dire au chancelier au sortir de l'audience :

— Il était si animé qu'il a allumé successivement six cigarettes et les a brisées sur la table.

L'entretien se continua sur un ton plus calme. Alexandre III était un homme tout de premier mouvement, incapable de garder longuement rancune et d'ailleurs, le chancelier ayant affirmé que les documens bulgares étaient faux, l'Empereur lui eût fait injure en affectant de mettre en doute sa parole. Il convient d'ajouter que leur authenticité n'a pas plus été prouvée que leur fausseté. Il fut alors question de poursuivre le falsificateur, mais il semble bien que tout se soit borné à la protestation du prince de Bismarck, Si des recherches furent faites, elles n'aboutirent pas. Lorsque, par la suite, le chancelier parlait de cette affaire, il laissait entendre que c'était un véritable complot ourdi contre lui par les ennemis qu'il comptait à la Cour de Berlin dans l'entourage de l'Empereur. Si ce n'était pas vrai, c'était du moins vraisemblable.

Entre temps, l'état de l'empereur Guillaume devenait de plus en plus inquiétant. Chaque matin on se demandait s'il serait encore vivant le soir. Indépendamment du danger de mort que faisait planer sur lui sa vieillesse, il souffrait de la vessie; la morphine dont usaient les médecins pour le soulager lui enlevait l'appétit; il s'assoupissait fréquemment et ne recou-

vrait la volonté que lorsqu'un incident l'obligeait à faire acte de souverain. Il disait alors qu'il était responsable du maintien de la paix et qu'il devait en toutes choses jouer un rôle de modérateur; il y tenait parce qu'il voulait mourir tranquille.

D'autre part, il résistait aux conseils qui lui étaient donnés pour le déterminer à changer ses habitudes. Autant qu'il le pouvait, il voyageait, chassait, se montrait dans les rues de Berlin. Malgré tout cependant, il semblait vivre d'une vie mécanique et végétative; on eût dit à certaines heures que l'âge et la maladie avaient émoussé ses sentimens. Peut-être son existence se prolongerait-elle encore; mais la mort le menaçait incessamment, et sa fin pouvait être subite. Il serait regretté par les divers personnages dont il s'était entouré et qu'il honorait de son amitié. Mais tous ou presque tous avaient à se plaindre du despotisme de Bismarck et ils se résignaient par avance à la disparition de leur vieux maître dans l'espoir que sa mort mettrait fin au pouvoir du dictateur.

Leurs espérances ne se manifestaient encore qu'avec timidité, d'abord parce que Bismarck régnait toujours et aussi parce que l'incertitude était grande quant au point de savoir quel serait le successeur de Guillaume Ier. Sans doute, la couronne devait passer sur la tête de son fils. Mais ce malheureux prince était physiquement tombé si bas que les médecins, convaincus de l'imminence de sa mort, l'avaient envoyé à San Remo d'où sans doute il ne reviendrait pas vivant. La question qui se posait était donc celle-ci : le père succomberait-il avant le fils ou le fils avant le père? Dans le premier cas, le nouvel Empereur se nommerait Frédéric III; mais son règne serait trop court pour être utile à l'Allemagne et, comme le disait Bismarck, ce ne serait qu'un interrègne. Dans le second cas, l'Empereur se nommerait Guillaume II. Mais l'Allemagne aurait-elle à se louer de son avènement prématuré? Quelle était sa valeur morale? Jusque là il ne s'était révélé que par beaucoup d'agitation, un besoin impérieux de jouer un rôle, des démarches bruyantes et souvent imprudentes qui trahissaient le désir de se rendre populaire dans le pays et dans l'armée. Sa grand'mère l'impératrice Augusta lui reprochait de se mettre toujours en avant comme si son grand-père et son père étaient morts, ce qui trahissait un excès d'ambition.

Il est vrai que la sienne recevait des encouragemens de la part de l'Empereur et surtout du prince de Bismarck, duquel il s'était rapproché depuis quelques années et qui le tenait véritablement sous sa domination. Son grand-père l'avait associé au gouvernement en lui accordant les moyens d'y participer sous une forme encore modeste, mais susceptible de se développer. Il souhaitait davantage. Au moment où les événemens que nous rappelons lui ouvraient l'accès du pouvoir, il venait de partir pour San Remo à l'instigation du chancelier. Il allait tenter d'obtenir de son père qu'il renonçât à la couronne et la fît passer sur sa tête. Cette démarche abominable, qui devait échouer piteusement, était le fruit des mauvais conseils auxquels il avait prêté l'oreille, la suite logique d'actes antérieurs non moins répréhensibles qui déjà faisaient dire de lui dans toutes les Cours qu'il se conduisait en mauvais fils.

Ainsi l'année 1887, déjà si fertile en péripéties, s'achevait sur une situation quasi tragique. Nous raconterons dans un prochain article quelles en furent les suites et comment fut trompé l'espoir de ceux qui souhaitaient la fin de la dictature bismarckienne.

ERNEST DAUDET.

LE SOUDAN ÉGYPTIEN

Le Soudan Égyptien ou Soudan oriental est la vaste contrée quatre fois et demie plus étendue que la France, qui s'allonge au Sud de l'Égypte, du 22e au 5e degré de latitude boréale et du 20e au 35e degré de longitude, entre le Congo Français, le Congo Belge, l'Ouganda, l'Abyssinie, l'Érythrée, la Mer-Rouge. Il embrasse la presque totalité du bassin supérieur du Nil; sur son territoire le Nil Blanc, le Sobat et ses autres affluens, le Nil Bleu et l'Atbara unissent leurs eaux en un lit dont la seconde moitié est l'Égypte elle-même et dont le Delta égyptien fut longtemps, il y a de cela très longtemps, l'estuaire.

Ce pays eut une étrange destinée. Ouvert à la civilisation presque au même moment que la vallée du Nil, c'est-à-dire quelques milliers d'années avant l'ère chrétienne, puis envahi par une demi-barbarie et, de 1885 à 1896, entièrement retranché et isolé du monde civilisé, il fut, il y a quinze ans, rattaché de nouveau, cette fois semble-t-il solidement, à l'Égypte. Il n'offrait alors que ruines, misère et désordre. Ces quelques années ont suffi à le transformer. L'œuvre accomplie est déjà très remarquable et digne d'être étudiée. Celle qui se prépare annonce devoir être encore plus intéressante. De vastes projets viennent d'être entrepris qui semblent sérieux et dont l'exécution fera entrer cette colonie si pleine d'avenir dans une période d'élaboration active et sans doute d'amélioration et d'enrichissement rapides.

I

Toute l'économie du Soudan dépend étroitement de son hydrographie. Les énormes masses liquides accumulées par les pluies équatoriales dans le centre oriental de l'Afrique se sont frayé un chemin vers la Méditerranée à travers des marécages, puis à travers les sables de la zone tropicale. Elles se réunissent en un grand fleuve, le Nil Blanc que rejoint, en aval de Khartoum, à près de 4 000 kilomètres du lac Victoria, le Nil Bleu, sorti du lac abyssin Tsana. A partir de ce point, le fleuve ne reçoit plus qu'un seul affluent digne de mention, l'Atbara, rivière torrentielle qui joue un rôle important dans la formation de la crue, et dont la source jaillit en Abyssinie. Longtemps considérée comme un phénomène inexplicable, la fameuse crue, qui subitement, à époque fixe, enfle les deux Nils et leurs tributaires, est simplement la manifestation de la saison des pluies (1).

Dans les régions du Haut Nil et de l'Atbara, jusqu'en Abyssinie, dans celles du Bahr el Ghazal et du Bahr el Zaraf, cette saison dure du printemps à l'automne. Les pluies, qui tombent vers cette époque en Abyssinie, grossissent le Sobat dès le milieu d'avril. La crue du Nil Bleu commence en mai, elle est bientôt suivie de celle de l'Atbara. Le Bahr el Zaraf, le Bahr el Ghazal, le Nil Blanc et leurs tributaires grossissent légèrement en mai et battent leur plein en juillet et en août.

Les divisions naturelles du Soudan répondent aux divers régimes de ses eaux pluviales ou fluviales. Aussi son territoire est-il loin d'être homogène. Somme toute, la majeure partie des deux millions et demi de kilomètres carrés dont il est formé se compose de déserts stériles qui contiennent des filons et des minerais, de surfaces liquides et de marais, pour le moment inutilisables. Le surplus, — terres cultivables, bois, pâturages, — semble fertile ou riche en produits naturels. Sur les points arrosés par la pluie et sur ceux que recouvrent les crues du fleuve et des rivières, on trouve des terres susceptibles d'un bon rendement, là toutefois où les eaux peuvent s'écouler.

(1) Voyez P. Arminjon et B. Michel : *Les irrigations en Égypte et les projets récens du gouvernement égyptien*, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1906.

Dans toutes ces régions, « le paysage naturel typique est celui de la savane. Celle qui couvre le Nord du Bahr el Ghazal, jusqu'au Kir et la rive droite du Nil, entre Doufilé et le Sobat, se présente sous l'aspect de nappes continues de très hautes herbes avec des bouquets d'acacias, de tamarins, de sycomores, de palmiers éventails, des baobabs isolés, parfois des forêts, sur les protubérances granitiques de la plaine et, loin des rivières, des brousses, presque toujours sèches (1). »

Ce paysage offre un aspect peu attrayant. Monotone et sans perspective, il donne une impression d'ennui et de tristesse. Les agglomérations urbaines sont encore moins dignes d'être vues. Intéressant pour les archéologues, le Soudan Égyptien, ce paradis des chasseurs, n'est point à recommander aux touristes simplement amateurs de pittoresque.

Ceci est particulièrement vrai de sa meilleure partie, celle du moins qui est le plus apte à récompenser immédiatement les efforts réalisés en vue de son amélioration, la longue péninsule formée par le Nil Blanc et le Nil Bleu et qui est connue sous le nom de Ghezireh (l'Ile). Quelque peu sablonneuse dans les environs de Khartoum. cette plaine, formée par les alluvions des deux fleuves, devient de plus en plus fertile à mesure que l'on avance vers le Sud. C'est sur l'aire de ce triangle que se limiteront vraisemblablement, pendant de longues années, les efforts des ingénieurs qui entreprennent en ce moment les grands travaux d'irrigation, conçus suivant les méthodes qui ont été expérimentées en Égypte avec tant de succès.

La faune de ces régions, tout au moins à l'Est et au Sud, est plus riche qu'en aucune autre partie de l'Afrique. On y rencontre des troupeaux d'éléphans et d'hippopotames, des buffles, des zèbres, des bouquins, des antilopes, des gazelles, des lions, des léopards, etc. Le bétail est la principale et même la seule richesse d'un grand nombre de tribus. Très nombreuses à l'état sauvage, surtout dans le Kordofan occidental et dans le Darfour septentrional, les autruches sont domestiquées par les indigènes, et leurs plumes font l'objet d'un commerce important.

En vue d'assurer la conservation du gibier, le gouvernement, non content d'imposer aux chasseurs un droit de licence très élevé et de taxer plus ou moins lourdement, suivant l'es-

(1) J. Machat, *Les conditions géographiques du Soudan égyptien*. *Revue générale des sciences*, 15 juillet 1899, p. 516.

pèce, chaque pièce abattue, interdit la chasse, totalement ou partiellement, dans de vastes régions. A ce point de vue, le Soudan est divisé en trois zones : « le sanctuaire, » dans les limites duquel nul n'a le droit de toucher à un animal sauvage, la « réserve des officiers, » et le reste du pays où le commun des mortels est autorisé à chasser à la condition d'observer les règlemens.

Très clairsemées et semi-nomades, les populations soudanaises, où l'élément urbain occupe une place proportionnellement très grande, offrent, par l'effet des invasions et des immigrations, une juxtaposition et un mélange presque inextricable de races, de langues, de mœurs, et de croyances. Elle peut être divisée *grosso modo* en quatre groupes : les nègres qui diffèrent prodigieusement les uns des autres par la taille, la couleur, l'aspect physique, le genre de vie, la religion; les Nubiens musulmans qui sont connus sous le nom de *Barabra*, entre la première et la quatrième cataracte; les *Begas*, d'un beau type physique, et enfin les Arabes (1).

Quel que soit leur type, ces hommes sont en règle générale remarquablement robustes, intelligens, industrieux, aptes à s'assimiler les méthodes occidentales. Chez presque tous, les besoins, et par conséquent l'activité, sont à cet étiage au-dessous duquel nul ne saurait descendre, même dans la zone tropicale. Ils vivent pour la plupart presque sans vêtemens; une sorte de millet, appelé *doura* et, dans certaines régions, les fruits et le laitage forment, à peu de choses près, leur alimentation. Aussi, depuis que l'esclavage a cessé d'être maintenu, ne fournissent-ils qu'un minimum de travail, à des conditions fort onéreuses pour les employeurs. Autant que cette absence de besoins, le défaut de sens commun et d'esprit critique est un obstacle à leur ascension à la civilisation. « Comment est-il possible, écrit M. Currie, directeur du Département de l'Éducation, que des hommes doués d'une intelligence alerte et claire soient capables de croire que le premier imposteur venu peut faire jaillir l'eau

(1) On trouvera l'énumération et la description, illustrée au moyen d'une carte en couleurs, des principaux peuples du Soudan, dans l'ouvrage de H. Frobenius, *Die Heiden-Neger des Aegyptischen Sudan*. Cet auteur distingue les Soudanais en musulmans et païens; il divise les premiers en quatre et les seconds en six classes. Cf. A. H. Keane, Ethnology of the Egyptian Soudan, *Journal of the anthropological Institute*; — A. Wallis Budge, *The Egyptian Sudan*, vol. II, p. 412-447; — F. R. Wingate, *Mahdism and the Egyptian Sudan*, p. 8-12; — L. S. Symes, *Notes on the Anglo Egyptian Sudan*; — Artin Pacha, *England in the Sudan*.

du fond d'un puits desséché, descendre des escadrons du ciel et rendre ses partisans invulnérables? » Pour que ces dispositions héréditaires fassent place à une idiosyncrasie nouvelle, il faudra sans doute que la jeune génération, née après la conquête à peine achevée du pays à la civilisation, se soit imbue de quelques-unes des idées et ait acquis les besoins élémentaires qui caractérisent les sociétés occidentales. L'influence et le prestige des fonctionnaires, des missionnaires, des immigrans européens et égyptiens, les efforts des marchands, les habitudes acquises par les soldats indigènes pendant la durée de leur service militaire, les progrès de l'instruction sous toutes ses formes, dont la plus imprévue est le film cinématographique qui se déroule maintenant dans plusieurs villes soudanaises, réaliseront cette transformation dans le Soudan beaucoup plus rapidement, on peut l'espérer, que dans l'Ouganda, la Nigeria et nos possessions de l'Afrique occidentale.

Si, — et tout permet de le croire, — les naturels du Soudan oriental appartiennent à la même race que les anciens habitans de cette région, leur aptitude à une vie policée n'est en effet pas douteuse. Pour en être convaincu, il suffit de contempler les vestiges laissés par leurs ancêtres à l'époque de notre préhistoire.

II

L'histoire du Soudan a une origine très lointaine. Dès l'ancien Empire et peut-être antérieurement, cette région fut colonisée par les Égyptiens, et une civilisation analogue à celle des Pharaons, c'est-à-dire fort élevée et même brillante à certains égards, s'y développa. Les relations de Waddington et Hanbury, surtout celles de Caillaud puis de Lepsius (1), ont, dès le premier quart du XIXe siècle, décrit de nombreux et grandioses monumens, vestiges surprenans des civilisations disparues dont les géographes de l'antiquité avaient signalé l'existence à ces explorateurs. A partir de Wady-Halfa, on traverse de nombreuses localités que signalent d'antiques monumens en ruines. Les archéologues ont dû faire un choix. Depuis quelques années les travaux qu'ils exécutent sur cinq ou six points diffé-

(1) Waddington and Hanbury, *Journal of a visit to some parts of Ethiopia*, in London, 1822; — F. Caillaud, *Voyage à Meroé, au fleuve Blanc*, etc. Paris, 1826; — Lepsius, *Lettres*.

rens permettent déjà de caractériser cette civilisation, proche parente de celle dont elle est apparemment issue et pourtant originale. Une mission envoyée par le Muséum de l'Université de Pennsylvanie a fait des fouilles à quelque distance au Sud de Wady-Halfa, près de la deuxième cataracte, dans des nécropoles de diverses époques au milieu des ruines d'une ville et d'un château fort et dans les enceintes de deux temples de la XVIIIe dynastie. Elle a encore travaillé plus au Nord, sur deux autres sites. Au-dessus de la troisième cataracte M. J. H. Breasted a exécuté en 1905-1906 des fouilles pour le compte de l'Université de Chicago dans les ruines du temple de Sesebi jusqu'ici attribué à Seti Ier et en réalité édifié vers 1370 par le roi hérétique Ikhnaton (Amenhotep IV), puis, à quelque distance du précédent, sur l'autre rive du Nil, dans le temple de Soleb, œuvre d'Amenhotep III, l'un des plus importans monumens de la vallée du Nil, digne d'être mis en parallèle avec le temple de Louqsor (1) et deux autres monumens mal définis. Elle a mis au jour quantité d'inscriptions et une masse d'objets d'un haut intérêt dont la description et la reproduction remplissent plusieurs volumes (2). Plus au Sud, à Kerma, non loin de Dongola, des tombes de la sixième dynastie ont été découvertes. On travaille également, près de la quatrième cataracte, à Gebel Barkal, sur l'emplacement de la ville de Napata, la capitale primitive du Soudan, où sont groupées les ruines de plusieurs tombes et pyramides.

Entre Sennar et le Nil, un riche industriel, M. Welcome, fondateur et bienfaiteur du laboratoire désigné par son nom, qui fonctionne à Khartoum comme une annexe du Gordon College, dirige lui-même l'excavation de sépultures préhistoriques que ses collaborateurs font remonter au xve ou au xvie siècle avant Jésus-Christ.

Enfin le gouvernement du Soudan, aux frais d'un comité de donateurs, d'une part, l'Université de Liverpool de l'autre, exécutent d'importans travaux déjà très fructueux, dans l'île de Meroé (3), cette région circonscrite par l'Atbara, le Nil Blanc,

(1) J. H. Breasted, *Monuments of sudanese Nubia*, II, 1908.

(2) D. Randall-Maciver and Leonard Woolley (1909), *Areika*, *Karanog, the Romano-nubian cemetery* (1910) *Karanog the town* (1911), *Buhen* (1911); — F. L. Griffith, *Karanog, the meroitic inscriptions of Shabul and Karanog* (1911).

(3) J. W. Crowfoot, *The Island of Meroe and meroitic inscriptions* (1911); — J. Garstang, H. Sayce and F. L. Griffith, *Meroé* (1911); — J. Garstang and

le Nil Bleu, qu'ont décrite Hérodote, Strabon, Diodore de Sicile, Pline, et qui fut le principal centre politique, social et artistique du Soudan au temps de sa splendeur. On trouve, dans l'enceinte de la ville de Meroé ou dans ses environs, les vestiges du grand temple d'Ammon, ceux des temples d'Isis, du Soleil, du Lion, la cité royale, le palais royal, tous monumens qui datent, semble-t-il, au moins partiellement, du VIIIe ou du VIIe siècle avant Jésus-Christ, d'autres temples, une nécropole, des pyramides. On vient d'y découvrir, il y a très peu de temps, un observatoire contenant des restes d'instrumens astronomiques. On trouve également des monumens importans : temples, réservoirs, inscriptions, très avant dans l'intérieur du territoire de Meroé, à Basa, à Um Loda, Naga, Mousaouarat, etc.

Il est difficile encore d'apprécier exactement les résultats donnés par des travaux commencés à une époque si récente qu'on a publié seulement une petite partie, et non la plus importante, des découvertes qu'ils ont permis de réaliser, et cela d'autant plus que, si l'on possède déjà l'alphabet des inscriptions en langue nubienne, on n'est pas encore à même de les lire (1) Ce qui est certain, c'est que ces contrées, actuellement incultes, pauvres et dépeuplées, étaient, à une époque très ancienne, habitées par une population nombreuse, riche, industrieuse, dont les chefs avaient des besoins raffinés. Ce que les archéologues découvrent de cette civilisation ne consiste pas seulement en temples et en nécropoles. Les Nubiens d'alors n'ont pas bâti seulement des tombeaux monumentaux, des temples grandioses ornés de statues, couverts de peintures et d'inscriptions et dignes d'être comparés aux plus beaux de la Haute-Égypte ; leur richesse et leur goût artistique se sont manifestés par d'autres vestiges relatifs à la vie sociale et qui permettent d'induire qu'ils étaient pourvus d'un bon gouvernement.

Le long des deux Nils, les villages, les bourgades et les villes formaient une chaîne ininterrompue. Les ruines de cités considérables se rencontrent dans les régions de Wady-Halfa, de Soba, de Dungeil, de Ghezireh et jusque sur les rivages de la Mer-Rouge. Leurs habitans possédaient, même aux temps les

W. George, *Fourth interim report on the excavations at Meroé;* — J. Garstang *Annals of Archeology*, vol. III, p. 57, IV, p. 45 et V, p. 73.

(1) F. L. Griffith, *The meroitic inscriptions of Shabul and Karanog* et *The meroitic inscriptions of Karanog* dans *Areika* de R. Maciver.

plus reculés, des poteries finement modelées, de riches bijoux d'une grande valeur artistique. Des traces de culture peuvent être relevées dans plusieurs vallées situées très loin du fleuve et où s'élevaient des maisons et des temples bâtis de pierres et de briques, ornés de peintures et de bas-reliefs. De vastes réservoirs rendaient l'irrigation possible en toute saison. Des routes avaient été tracées dans les forêts les plus épaisses. On jouissait à cette époque d'une sécurité qui n'était pas moins remarquable. Si l'on relève des vestiges de fortifications dans la province de Wady-Halfa, de Dongola et sur l'emplacement de Meroé et de Dungeil, les autres localités n'étaient pas défendues (1).

Le pays entretenait des relations commerciales et politiques suivies avec ses voisins de l'Est et du Nord. Du milieu du VIIIe, au milieu du VIIe siècle, l'Égypte fut conquise, puis gouvernée par une dynastie nubienne dont la capitale était Napata et qui a laissé, dans la province de Dongola, des inscriptions dont la principale nous a été conservée grâce à la fameuse stèle de Piankhi, découverte en 1862 près de Gebel Barkat, au-dessous de la quatrième cataracte, et qui relate la conquête de la vallée inférieure du Nil, accomplie vers 721 avant Jésus-Christ par le roi de ce nom. A l'époque où Pline écrivit son *Histoire Naturelle* (2), le pays était retombé dans la barbarie et dans la misère. C'est ce que déclarèrent les deux centurions partis sur l'ordre de Néron à la recherche des sources du Nil. Après avoir énuméré, d'après les écrivains grecs antérieurs, une longue liste de villes situées sur le rivage des fleuves, Pline observe que, de son temps, un très petit nombre d'entre elles existaient encore. Les monumens gréco-romains qu'on étudie en ce moment dans l'île de Meroé, et dont les principaux sont le palais de Mousaouarat et le temple de Nagaa, les joyaux et les poteries qu'on y a découverts établissent toutefois que, sous les empereurs flaviens et antonins, ce territoire jouissait d'une assez grande prospérité, tout au moins que de riches colonies s'y étaient fixées.

Durant les six premiers siècles de l'ère chrétienne, la Nubie,

(1) J. W. Crowfoot, The Island of Meroe, chap. II (*Archeological survey of Egypt*, edited by F. L. Griffith, 19e mémoire); — J. Garstang, A. H. Sayce, F. L. Griffith, *Meroe, the city of the Ethiopians;* — A. Wallis Budge, *Annals of nubian kings*, 1912.

(2) L. VI, chap. 35.

— ses inscriptions et ses monumens l'attestent, — conserva les traditions helléniques dont elle était redevable à l'Égypte des Ptolémées.

Le christianisme semble s'être répandu assez tardivement dans le Soudan. Quelques principautés chrétiennes y florissaient au moment de la conquête arabe de l'Égypte qui eut lieu un siècle plus tard, parfois battues en brèche par les tribus païennes qui les entouraient, et des ruines intéressantes d'édifices religieux nous en transmettent le souvenir (1). Elles conservèrent leur foi, leur langue et leurs mœurs durant plus de sept siècles, grâce à la résistance que le royaume de Nubie, maître du territoire compris entre Assouan et la jonction des deux Nils, opposa aux efforts répétés des musulmans d'Égypte. C'est seulement au xv[e] siècle que tomba ce royaume. Les marchands arabes ne cessèrent, par la suite, de propager leur langue et leur religion et convertirent les indigènes à l'Islam, ceux des territoires du Sud et de l'Est exceptés. Après avoir conquis l'Égypte en 1517, Selim, sultan de Constantinople, envahit l'Abyssinie et reçut la soumission du roi nègre de Sennar, depuis quelques années en possession du Soudan occidental et qui professait l'islamisme. La souveraineté des maîtres de l'Égypte sur les territoires au Sud de la seconde cataracte fut d'ailleurs nominale et ne devint effective qu'en 1820 (2).

III

Cette année-là, Mohamed Ali envoya son fils Ismail et son gendre Mohamed conquérir le Soudan.

Cette guerre dura deux ans. Le pacha semble l'avoir entreprise pour occuper son armée, exterminer chemin faisant les derniers Mameluks réfugiés en Nubie et surtout trouver dans cette région riche en ivoire, en plumes d'autruches, en ébène, en or, en esclaves, les ressources financières que nécessitaient ses vastes projets de réforme intérieure et d'extension territoriale. Elle fut extrêmement cruelle et eut pour fruit la soumis-

(1) A. J. Butler, *Ancient coptic churches of Egypt*, 2 vol. (1884); — Somers Clarke, *Christian antiquities in the Nile Valley*. Oxford, 1912. La mission déléguée par l'Université de Pennsylvanie a déblayé plusieurs églises en Basse-Nubie et y a découvert des inscriptions, des peintures murales, des lampes, des calices et autres objets religieux; — G. S. Mileham, *Churches in Lower Nubia*, vol. 2, 1910.

(2) F. A. Wallis Budge, *The Egyptian Sudan*, part II, chap. 1 à 12.

sion du Sennar et du Kordofan. L'occupation égyptienne ne tarda pas à gagner graduellement du terrain vers l'Orient entre le Nil Bleu et la Mer-Rouge. En 1874, le Darfour fut englobé dans les possessions khédiviales.

Les Égyptiens introduisirent au Soudan une administration régulière et efficace. Les territoires conquis furent placés sous l'autorité administrative et militaire d'un gouverneur général et divisés en cinq provinces, pourvues chacune d'un moudir (préfet). Dans ce cadre, les chefs indigènes restèrent en fonctions et servirent d'instrument aux fonctionnaires venus du Caire. Grâce à cette organisation, le pays jouit d'une sécurité dont il avait depuis longtemps perdu le souvenir, et ses habitans connurent une civilisation occidentale rudimentaire.

« Les étrangers comme les indigènes purent circuler en toute sécurité... dans la vallée du Nil jusqu'aux frontières les plus reculées du Soudan, grâce à la justice rigoureuse de Mehemet Ali qui n'admettait aucun tempérament (1). » Des voies de communication furent ouvertes, des industries et des cultures nouvelles organisées par le gouvernement. Les indigènes eurent en revanche à subir une réglementation et des charges fiscales qui leur parurent plus insupportables que le désordre, l'anarchie, les avanies intermittentes, auxquels la tyrannie moins minutieuse, moins tracassière et moins continue de leurs chefs nationaux les avait depuis longtemps accoutumés.

A cette époque, Mehemet Ali s'était attribué le monopole de l'industrie, du commerce et même de l'agriculture sur tout le territoire de l'Égypte. Il imposa le même régime à ses nouveaux sujets, qui, pour satisfaire aux exigences du grand pacha, se virent accablés d'impôts et de corvées. Impôts personnels de 20 à 30 piastres, impôts fonciers, impôts sur les dattiers, le bétail, les barques, les marchés, les transactions, etc., monopole de la gomme, du café, de l'ivoire, et de nombreuses autres denrées. A toutes ces charges s'ajoutait le poids des exactions des administrateurs et des chefs militaires égyptiens qui, pour la plupart, étaient venus au Soudan avec le dessein arrêté de s'y enrichir rapidement.

« A l'expiration des soixante années de l'occupation égyptienne, le Soudan se trouvait ruiné par une mauvaise admi-

(1) Comte Benedetti, *Mehemet Ali durant ses dernières années*, *Revue des Deux Mondes*, 1er juin 1895, p. 517 ; — H. Dehérain : *Le Soudan Egyptien sous Mehemet-Ali.*

nistration, des impôts excessifs, l'injustice, la corruption, et surtout par la traite des esclaves que le gouvernement tolérait et même encourageait. Des milliers et des milliers de kilomètres carrés de terres cultivées de temps immémorial, retombées en friches, les norias brisées ou détruites, la majeure partie de la population, découragée de travailler et oisive (1). » L'impopularité de ce régime fut la cause déterminante de l'insurrection fomentée en 1881 par le soi-disant mahdi Mohammed Ahmed, elle en explique le succès que l'insuffisance des forces militaires égyptiennes et l'incapacité de leurs chefs rendirent foudroyant. Ce mouvement eut pour cause occasionnelle l'interdiction de la traite des esclaves (2). La prise de El Obeid, le 17 janvier 1883, l'anéantissement le 5 novembre 1883 de l'armée venue d'Égypte sous le commandement de Hicks pacha, la capitulation survenue un mois plus tard de Slatin pacha, gouverneur du Darfour, la prise de Khartoum et le meurtre de Gordon pacha, son héroïque défenseur en 1885, enfin la capitulation de Kassala en juin de la même année, suivie quelques jours plus tard de la mort du Madhi, tels sont les principaux événemens qui amenèrent en 1885 l'évacuation du Soudan, puis son abandon, notifié à ses habitans par une proclamation du khédive, et qui livrèrent le pays à la domination d'Abdallah el Taachi, le khalife (vicaire) du Mahdi.

Le régime mahdiste ne fut point la tyrannie atroce, aveugle et désordonnée qu'on a voulu en faire. Abdallah sut organiser une armée permanente convenablement équipée et encadrée, une administration et une justice régulières, un système financier fructueux et assez équitable. C'est ce qui résulte des récits que plusieurs prisonniers européens ont écrits sur leur captivité (3). Le pays n'en fut pas moins dévasté et dépeuplé. Ses habitans souffrirent affreusement, surtout après la crue exceptionnellement basse de 1888, des famines que l'interruption de toutes relations avec l'Égypte et l'Europe laissaient sans remède,

(1) E. A. Wallis Budge, *The Egyptian Sudan*, II, p. 240.

(2) « Venality and oppression of the officials, the suppression of the slave trade, military weakness, these are the three causes of what has been called the rebellion. » — F. R. Wingate, *Mahdism and the Egyptian Sudan*, p. 52.

(3) *Aufstand und Reich des Madhi im Sudan und meine Zehnjarige Gefangenschaft dortselbst*, 1902; — Slatin Pacha, *Fer et feu au Soudan*, traduction française 1898; — F. R. Wingate, *Mahdism and the Egyptian Sudan*, 1891. Cf. Dujarric, *L'État mahdiste au Soudan*, 1901; — H. Dehérain, *Études sur l'Afrique*.

des guerres que le Madhi, puis le khalife, ne cessèrent de soutenir contre les Égyptiens, les Abyssins, les Italiens, et contre les tribus indigènes, des luttes entre ces tribus, enfin des épidémies qui furent apparemment propagées par ces hostilités continuelles.

D'après une enquête soigneusement faite par sir R. Wingate, le gouverneur général actuel, et dont les résultats sont donnés en détail par lord Cromer dans son rapport pour 1903 au *Foreign Office* (1), le Soudan égyptien aurait compté 8 525 000 habitans avant le soulèvement du Mahdi et seulement 1 875 000, vingt-cinq ans plus tard, 3 451 000 ayant été tués et le reste étant mort de maladie.

« On sera moins surpris de ces chiffres invraisemblables, ajoute lord Cromer, lorsqu'on saura qu'avant 1883, le district situé sur les bords des rivières Rahad et Dindar contenait plus de 800 villages qui tous avaient disparu en 1911. Et ce fait n'est pas exceptionnel. En voyageant dans ce malheureux pays, on rencontre à chaque pas des villes et des villages ruinés et abandonnés, d'immenses surfaces de terres naguère cultivées et actuellement couvertes de ronces et de mauvaises herbes et parsemées de ruines. Peu après la bataille d'Omdurman, Metema, ville longtemps importante, entre Berber et Khartoum, ne comptait plus que 1 300 habitans dont 150 hommes seulement. Ailleurs, sur 500 hommes en âge de porter les armes, il en reste à peine une cinquantaine. »

IV

En mars 1896, le gouvernement égyptien, encouragé par le gouvernement britannique, qui subventionna l'expédition à laquelle ses troupes participèrent, décida brusquement la reconquête du Soudan. La défaite des Italiens à Adoua, grâce à laquelle le Negus reprenait toute sa liberté d'action et sans doute aussi la présence dans le Haut-Oubanghi de la mission Liotard qui avait, en février 1896, occupé la ville de Tambourah sur le Soueh, affluent du Bahr el Gazal, furent les causes de cette décision inattendue. Afin de pouvoir l'exécuter, le gouvernement khédivial demanda à la Commission internationale de la Dette publique et en obtint 500 000 livres à prélever sur le fonds de

(1) *Report on the finance, administration and condition of Egypt and the Sudan*, 1903, p. 79-80.

réserve dont elle était dépositaire. Cette décision ayant été annulée par la Cour d'appel mixte d'Alexandrie, le gouvernement britannique versa en 1897, 798 000 livres au trésor khédivial et, l'année suivante, le parlement britanniqne approuva la déclaration de M. Balfour que le remboursement de cette avance ne serait jamais réclamé. Nous allons voir que ce don n'était nullement gratuit.

Le Soudan fut reconquis par étapes, en trois années, sous le commandement du général Kitchener. Le 2 septembre 1908, les Anglo-Égyptiens entraient dans Omdurman, après avoir exterminé l'armée soudanaise ; le 24 novembre 1909, le khalife et ses derniers partisans tombaient sous les balles d'une colonne dont le chef était le major Wingate, actuellement gouverneur du Soudan et sirdar (généralissime) et qui s'était déjà fait un nom en écrivant un remarquable ouvrage sur le mahdisme.

Dans l'intervalle, la mission Marchand, partie de Brazzaville le 1er mars 1897, avait remonté l'Oubanghi, le M' Boniou et son affluent le Bokou et de là, dans le courant de novembre, transporté sa flotte sur le Soueh, sous-affluent du Nil, puis installé des postes et, des centres de ravitaillement dans le Bahr el Gazal, enfin, le 10 juillet 1898, occupé Fachoda (1) où, le 19 novembre, son chef recevait la visite du sirdar Kitchener en personne, qui venait le sommer courtoisement d'avoir à décamper.

Cette malheureuse aventure ne comportait pas d'autre dénouement. Le capitaine Marchand ne pouvait prétendre sérieusement occuper d'une façon effective le Bahr el Ghazal avec ses deux cents tirailleurs sénégalais, dont l'armée anglo-égyptienne n'aurait fait qu'une bouchée. Au surplus, le gouvernement britannique avait déclaré qu'il considérait « comme un acte inamical (*unfriendly*)... la marche d'une expédition française munie d'instructions secrètes et se dirigeant de l'Afrique occidentale vers un territoire sur lequel nos droits sont connus depuis si longtemps, » ce qui revenait à assimiler cette tentative à un *casus belli*.

C'est pourquoi, le 11 décembre 1908, la mission Marchand évacuait Fachoda pour rentrer en France en passant par l'Abyssinie.

(1) Robert de Caix, *Fachoda, la France et l'Angleterre;* — G. Blanchard, *L'affaire de Fachoda et le droit international*, *Revue de droit international public*, 1899, p. 380 et G. Hanotaux, *Le partage de l'Afrique, Fachoda*.

Cet événement avait été préparé par des négociations au cours desquelles lord Salisbury et l'ambassadeur anglais à Paris avaient présenté à l'appui de leur thèse des argumens peu cohérens, invoquant à la fois d'une part « le droit des conquérans, » de l'autre le droit du sultan ou du khédive sur des possessions que le gouvernement du Caire avait pourtant abandonnées, d'abord en fait, puis en droit par sa déclaration solennelle de 1883, renouvelée en 1885 et dont le gouvernement britannique avait lui-même distrait, en 1890, 1891, 1894, divers territoires au profit de l'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique et à son propre profit. Ces deux considérations, assez mal conciliables, ont inspiré l'accord anglo-égyptien du 19 janvier 1899 qui forme comme la charte du Soudan oriental. Elles se trouvent nettement exprimées dans son préambule :

« Attendu que certaines provinces du Soudan, révoltées contre l'autorité de S. A. le Khédive, ont été reconquises grâce aux efforts militaires et financiers joints du gouvernement de S. M. Britannique et de celui de S. A. le Khédive; attendu qu'il est devenu nécessaire d'organiser un système administratif et législatif pour les provinces reconquises susdites en tenant compte des titres (*claims*) que le gouvernement de S. M. Britannique a acquis par droit de conquête à participer au présent ajustement de ce système administratif et législatif, à sa mise en œuvre et à son développement... »

Des prémisses ainsi posées, les clauses du traité déduisent diverses conséquences : « Les drapeaux britannique et égyptien flotteront l'un et l'autre sur terre et sur eau. L'autorité suprême civile et militaire sera exercée par un gouverneur général nommé par décret khédivial, sur la recommandation du gouvernement britannique et déchargé de ses fonctions également par décret khédivial avec le consentement du même gouvernement. Le gouverneur général exerce le pouvoir législatif en toutes matières par des proclamations qui doivent au préalable être notifiées à l'agent britannique au Caire et au président du Conseil des ministres d'Égypte. Nul consul, vice-consul ou agent consulaire ne sera accrédité, ni même autorisé à résider au Soudan sans le consentement préalable du gouvernement britannique (1). »

(1) Articles 2, 3, 4, 10.

V

Ce régime est non seulement exceptionnel mais unique. On essayerait en vain de définir et de classer juridiquement cette sorte de co-souveraineté (1) indivise, exercée par l'entremise d'un mandataire commun au profit de deux pays, dont l'un ne jouit pas lui-même de la souveraineté, puisqu'il est seulement une province autonome et non un État.

L'indivision est d'ordinaire une source abondante de difficultés, de brouilles, de conflits. L'observation est vraie en droit international aussi bien qu'en droit privé. C'est ce que démontrent, pour ne parler que des temps modernes, toutes les tentatives de gouvernement en commun qui furent faites jusqu'ici comme dans le Sleswig-Holstein par la Prusse et l'Autriche, aux îles Samoa par l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis, et dont on peut rapprocher le contrôle anglo-français qui fonctionna en Égypte de 1877 à 1883, sous le nom inexact de condominium.

Rien de pareil n'est à craindre au Soudan. Il ne peut y avoir désaccord, lorsqu'une des volontés prédomine. Tel était le cas, dans ce pays comme en Égypte avant la proclamation, en décembre 1914, du protectorat. L'agent britannique y exerçait déjà une influence irrésistible. Cette mesure a simplement consacré une situation de fait en la régularisant et en la rendant définitive.

Le gouverneur général du Soudan, qui exerce dans sa plénitude le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, est naturellement un Anglais. Il en est de même de tous les fonctionnaires de quelque importance et de plusieurs autres encore ; les chefs de services, les gouverneurs des provinces, les juges, les inspecteurs, les ingénieurs, etc. L'Égypte n'est intervenue jusqu'ici que pour fournir des candidats aux postes subalternes et verser non seulement les avances grâce auxquelles les travaux publics ont été exécutés, mais encore les subventions annuelles qui ont couvert le déficit des douze premiers budgets. Dans l'association qu'elle a formée avec l'Égypte au Soudan, l'Angleterre joue donc

(1) Ce travail a été fait avec talent dans la *Revue de droit international public*, de 1903 ; — Blanchard, *Le problème de la souveraineté au Soudan nilotique*, p. 169 et suiv.

le rôle du mari, seigneur et maître des biens conjugaux communs, ou encore celui du commandité qui gère seul les capitaux apportés par le commanditaire.

Les subventions de l'Égypte ont alimenté, de 1899 à 1913, le budget soudanais dans une proportion qui, au début, dépassait de 200 à 300 pour 100 le montant des recettes. A ces subsides normaux, réguliers et non remboursables, il faut ajouter les sommes productives d'intérêts, avancées sans fixation de terme par le trésor khédivial sur son fonds de réserve, afin de pourvoir à des travaux publics exécutés au Soudan, soit un total de plus de 200 millions. C'est grâce à ces libéralités que le pays s'est si rapidement muni des capitaux fixes nécessaires à son développement, que les bâtimens publics ont été construits, les lignes ferrées et télégraphiques posées, les flottilles de bateaux à vapeur affrétées, les routes ouvertes, les ports creusés et, nous l'avons déjà observé, les déficits comblés.

Cette charge, qui ne sera vraisemblablement plus augmentée, a jusqu'ici été supportée par l'opinion publique égyptienne avec une répugnance dont la presse indigène et naguère, à diverses reprises, le Conseil législatif, se sont souvent faits l'écho. Pour les Égyptiens, le Soudan, suivant le mot de Gordon, « est, a toujours été, sera toujours une possession inutile. » Nuisible même, ont-ils ajouté. Port-Soudan et le chemin de fer de Berber à la Mer-Rouge vont détourner à jamais de la vallée inférieure du Nil le commerce de l'Afrique centrale, le coton soudanais menace de concurrencer un jour le coton égyptien, et l'eau nécessaire à sa culture sera obtenue aux dépens de l'irrigation du Saïd et du Delta.

Le conseiller financier égyptien et l'agent britannique au Caire se sont, à diverses reprises, efforcés de réfuter cette opinion en observant, le premier : « Que la prospérité de l'Égypte dépend essentiellement de l'eau du Nil ; que celle-ci peut facilement être détournée par les maîtres du Soudan et que le maintien du débit du fleuve ne saurait donc être payé trop cher ; » le second : « Que sans la reconquête, il aurait été nécessaire de maintenir des forces importantes sur la frontière méridionale en prévision d'une invasion des derviches ; » que d'autre part le budget égyptien réalise, grâce au Soudan, des profits tels que les droits d'importation perçus (jusqu'à l'année dernière) par les douanes khédiviales, sur les marchandises à destination de ce

pays, le coût du transport de ces marchandises, sur les chemins de fer de l'État égyptien, etc. »

Le subside annuel de l'Égypte a été supprimé à partir de 1913. Le Soudan reste encore redevable aux finances égyptiennes d'une dette fort considérable, plus de 150 millions, y compris les intérêts stipulés et non encore payés. Ce total est celui des avances extraordinaires remboursables dont la dernière a été versée par le trésor égyptien en 1910. Il s'en faut que le pays soit en état d'entreprendre ce remboursement. Il vient au contraire d'emprunter 75 millions sous la garantie du gouvernement britannique, 40 millions devant être employés à l'extension du réseau des chemins de fer et le surplus à des travaux d'irrigation qui ont commencé en janvier 1914 et sont destinés à développer la culture du coton.

Suivant toute probabilité, ce n'est là qu'une mise en train. Les capitaux considérables qui ont déjà été dépensés au Soudan semblent avoir eu un emploi fructueux qui justifie cet emprunt. L'œuvre considérable déjà réalisée demande un complément et un développement. Les conquérans ne se sont pas bornés à doter le pays, qu'ils ont pacifié, de voies et de moyens d'accès et de communication, mais encore d'un système financier, judiciaire et d'une législation d'ailleurs très rudimentaire. L'instruction et la santé publique, voire la recherche scientifique, n'ont pas été négligées par eux. Il leur reste toutefois encore beaucoup à faire. Nous voudrions indiquer sur quels objets devrait porter leur effort après avoir décrit le travail qu'ils ont déjà fait.

VI

Tout était à refaire au Soudan après la conquête et les Anglo-Égyptiens durent tout y entreprendre à la fois.

Nous savons déjà que la condition essentielle au succès de leur œuvre fut réalisée sans peine grâce au concours de l'Égypte. En 1899, le total des recettes budgétaires atteint seulement 3 265 920 francs (1), et la subvention nette à fonds

(1) Combien la progression des revenus a été rapide depuis la conquête, c'est ce qui ressort du tableau suivant :

Année.	Revenu. francs.	Année.	Revenu. francs.
1898	907 322	1911	33 991 151
1908	24 301 336	1912	37 128 000
1910	30 356 418	1913 (estimation).	42 406 000

perdus du trésor khédivial, calculée après diverses ristournes, se chiffre par 9 344 160 francs.

Dès l'année suivante, la subvention étant d'ailleurs augmentée, commencent les « avances pour travaux de développement » qui ont continué jusqu'en 1913 et grâce auxquelles le gouvernement avait, à cette date, sans recourir à des compagnies concessionnaires, achevé 1 500 kilomètres de chemin de fer, quelque 20 000 kilomètres de routes (ou mieux de larges pistes) flanquées de puits et un réseau télégraphique de 8 000 kilomètres, creusé et outillé deux excellens ports, l'un à Khartoum, à la jonction de deux Nils, l'autre à Port-Soudan, assuré la navigation à vapeur sur tous les cours d'eau qui la comportent, dotant ainsi son budget, sans bourse délier, de recettes relativement très considérables. Dans les prévisions pour 1913, sur un total d'environ 43 millions, les chemins de fer, les bateaux à vapeur, les postes et télégraphes, les terres et forêts de l'État, ses établissemens industriels et d'enseignement, etc., fournissent plus du 50 pour 100 des recettes brutes. Il faut y ajouter les droits sur la chasse, sur le gibier et sur les fruits de la cueillette (gomme, ivoire, plumes d'autruche) qu'on peut assimiler aux impôts précédens et qui, certaines années, ont rendu plus que les droits de douane (1). Actuellement toutes les parties du Soudan égyptien, susceptibles d'une mise en valeur immédiate ou prochaine, sont reliées par la voie ferrée. Le chemin de fer part de Wady Halfa à la frontière Nord, remonte en ligne droite jusqu'à la jonction du Nil et de l'Atbara. De là il longe la rive droite du Nil jusqu'à Khartoum après avoir émis deux embranchemens, le premier au Nord, de Abou Hammed à Kareima, le second au Sud de Berber non loin de l'Atbara, de façon à desservir Port-Soudan et Souakim, le nouveau et l'ancien port sur la Mer-Rouge. De Khartoum, la ligne file parallèlement à la rive gauche du Nil Bleu, décrit un angle droit à Sennar et se termine dans le Kordofan à El Obeid, principal marché de la gomme.

Deux autres lignes sont projetées : l'une qui serait tracée du Sennar à Kassala tout autour de l'Abyssinie puis de Kassala à Thamiane, sur la ligne de Berber à Souakim ; l'autre qui rattacherait la fertile vallée de Tokar, célèbre déjà par son coton, à Port-Soudan et à Souakim.

(1) Les impôts fonciers ont fourni en 1912 seulement le 11 pour 100 et les autres impôts directs le 6 pour 100 des recettes brutes.

Ce réseau s'enrichira-t-il du tronçon de belle longueur nécessaire au succès du fameux projet du chemin de fer du Cap au Caire (le souci de l'allitération n'a pas permis de prolonger le chemin de fer en question jusqu'à Alexandrie)? On peut en douter ou tout au moins penser que cette grande conception restera d'ici très longtemps une coûteuse chimère. On se demande en effet quelle raison, autre que celle qui se tire d'un titre sonore, impose l'établissement d'une voie ferrée à travers les marais du Haut-Nil et les déserts de Wadi-Halfa à Assouan, alors que le fleuve, lorsque son lit sera nettoyé, offrira un admirable chemin mobile.

VII

L'œuvre la plus urgente était le développement des voies de communication et d'accès. Des moyens de transport puissans et réguliers sont indispensables au maintien de l'ordre et de la tranquillité, à l'accroissement de la production, qui ne saurait être obtenu sans débouchés, enfin au succès des travaux d'irrigation qui sont destinés à transformer l'agriculture du Soudan et qui demandent des matériaux et une main-d'œuvre qu'on trouve là-bas rarement sur place.

Encouragé par les représentans des filateurs anglais de coton et assuré de l'appui du trésor britannique, le gouvernement soudanais a jugé en 1913 que le moment était venu de doter les parties les mieux situées du pays d'un système d'irrigation imité de celui qui donne des résultats, somme toute satisfaisans, dans la vallée inférieure du Nil.

Des deux millions et demi de kilomètres carrés qui forment la superficie du Soudan égyptien, quelques centaines de milliers d'hectares sont cultivés. Cette aire incroyablement exiguë varie chaque année suivant l'abondance et la fréquence des pluies, la hauteur et la durée de la crue des cours d'eau. Les dernières années se sont caractérisées par une sécheresse anormale et il en est résulté une disette. Pour que la production agricole du Soudan soit assurée, pour qu'elle se développe quantitativement et qualitativement, il faut que l'irrigation y soit organisée dans toutes les régions où elle est possible.

Il y a deux procédés d'irrigation. Le plus simple, qui a été exclusivement pratiqué en Égypte, jusque vers le milieu du

XIX[e] siècle, consiste à diviser, au moyen de digues, les plaines à irriguer en bassins dans lesquels l'eau séjourne tout le temps nécessaire à l'humectation du sol. Il n'admet qu'une seule récolte annuelle, consécutive à la crue, et, s'il n'exclut pas complètement le cotonnier et la canne à sucre, il ne permet de tirer qu'un parti médiocre de leur culture.

Le procédé dit de l'irrigation pérenne préserve les terres de l'inondation pendant la crue et donne le moyen de les arroser lorsque le fleuve est à l'étiage, grâce à des canaux, réglés par des réservoirs, des barrages, des vannes, des pompes, puis d'évacuer, au moyen de drains, les eaux devenues inutiles et même nuisibles (1).

Les deux systèmes devront être pratiqués au Soudan en même temps, suivant les régions, la situation, la nature des cultures. Il ne saurait être question en effet de transformer en quelques années, suivant un plan d'ensemble, les immenses superficies susceptibles d'être irriguées. Le budget soudanais dispose de ressources si exiguës que les travaux doivent pour le moment se restreindre à quelques points privilégiés. Ce plan a toutefois été établi. Ce qui a rendu son élaboration plus malaisée, c'est la considération que la quantité de liquide dont dispose l'Égypte doit rester intacte.

Voilà pourquoi le Soudan anglo-égyptien ne dispose pas d'un service spécial d'irrigation, mais dépend à ce point de vue du ministère des Travaux publics égyptien. Ceux qui ont la charge des irrigations égyptiennes doivent en effet veiller eux-mêmes à ce que les eaux soudanaises ne soient pas augmentées au détriment des pays situés en aval. Les lourds sacrifices que l'occupation et la mise en valeur du Soudan imposent à l'Égypte ne se justifient que par la nécessité de défendre le bassin d'où la vallée inférieure du Nil tire sa fertilité. Faut-il donc sacrifier l'un à l'autre et interdire au gouvernement de Khartoum de tirer parti du fleuve et de ses affluens? Nullement, semble-t-il. D'une part, des quantités énormes de liquide se perdent dans les marais des régions méridionales, de telle sorte que le Nil Blanc ne contribue pratiquement en rien à la crue, celle-ci dérivant entièrement du Nil Bleu et de l'Atbara. En revanche, l'eau qui traverse le Caire au printemps et au début de l'été est due

(1) Voyez notre article précité sur *les Irrigations en Égypte.*

presque entièrement aux grands lacs déchargés par le Nil Blanc (1). Élever dans le Soudan le niveau du fleuve par des barrages, emmagasiner ses eaux dans des réservoirs, dégager son courant en le draguant, en l'endiguant et en le canalisant, serait permettre à l'Egypte d'en tirer abondamment parti toute l'année et plus particulièrement à l'époque de la crue. D'autre part, la crue annuelle et, par conséquent, les travaux agricoles qui la suivent, se manifestent, au Soudan, puis en Égypte, à quelques mois d'intervalle, de telle sorte que l'eau cesse d'être utile au premier de ces pays un peu avant la date où le second commence à en avoir besoin. On pourrait donc, à la condition, bien entendu, d'accroître le débit utilement disponible de tout le liquide consommé dans les champs du Soudan, les irriguer sans rien distraire de ce qui est nécessaire à la région en aval.

« Il convient d'observer, écrivait à ce sujet en 1910 l'inspecteur général des irrigations, que, dans la majeure partie du pays, l'eau n'est pas nécessaire durant les mois de l'année où le fleuve est à l'étiage et où l'Égypte a besoin d'eau ; que d'autre part, sauf dans le voisinage de Khartoum et plus au Nord, les récoltes du Soudan sont obtenues pendant la crue et les mois d'hiver, c'est-à-dire du 15 juillet au 1er mars, dates entre lesquelles l'eau est inutile à l'Égypte. »

Tenant compte de ces données, sir W. Garstin, ingénieur éminent, conseiller du ministère des Travaux publics d'Égypte, a ébauché en 1904 un vaste projet qui comporte, entre autres, l'établissement de régulateurs aux chutes Ripon sur le lac Victoria et à quelques kilomètres en aval du lac Albert sur le Bahr el Gebel, le creusement d'un canal rectiligne long de 210 kilomètres, muni de régulateurs aux deux extrémités, qui couperait la boucle formée par le Bahr el Gebel, de Bor à son confluent avec le Sobat, la construction d'un grand réservoir au Sud de Roseires près de la frontière d'Abyssinie et d'un autre réservoir sur le Nil Bleu, etc.

Inutile d'ajouter que cette œuvre gigantesque, dont l'achèvement exigerait une dépense de plus de 550 millions suivant le devis de sir W. Garstin, n'est pas près d'être achevée. Son auteur déclare que « le temps n'est pas encore venu d'exécuter la majeure partie d'un aussi vaste programme et que, même si

(1) Sir W. Garstin, conseiller aux Travaux publics en Égypte, *Report upon the Basin of the Upper Nile*, 1904, p. 171.

l'on disposait des capitaux nécessaires, une période de dix à quinze ans suffirait à peine, en supposant les circonstances les plus favorables. »

Beaucoup plus modestes, les travaux qui ont commencé, en janvier 1914, comprendront un barrage jeté sur le Nil Bleu près de Sennar en vue de régler un canal long de 160 kilomètres qui sera creusé parallèlement à la rive gauche du fleuve et qui permettra d'irriguer 500 000 feddans (210 000 hectares) dans la plaine de Ghezireh, superficie qui sera doublée lorsqu'un réseau de canaux secondaires aura été achevé.

D'après l'estimation des techniciens du gouvernement, la valeur d'un feddan (4 200 mq.) qui est actuellement d'une vingtaine de piastres (5 fr. 20) dans la région qui va bénéficier de ce projet, s'élèvera vraisemblablement à 250 francs, peut-être même davantage, après l'exécution des travaux. Le produit des impôts supportés par ces terres devra naturellement s'accroître dans la même proportion.

Un troisième barrage dont le coût est évalué à une vingtaine de millions serait jeté sur le Nil Blanc à quelque soixante-dix kilomètres au Sud de Khartoum. L'œuvre serait réalisée aux frais de l'Égypte, car elle ne profiterait au Soudan que très indirectement. Ce barrage protégerait l'Égypte contre le danger d'inondation dans l'hypothèse d'une crue excessive, et il augmenterait la quantité de liquide dont dispose actuellement la vallée inférieure du Nil, ce qui compenserait et au delà toute diminution susceptible de résulter, contrairement aux prévisions des experts, des travaux exécutés en amont de Khartoum,

VIII

Un bon système d'irrigation permettra de cultiver le cotonnier sur une grande échelle, ce qui enrichira le Soudan en réalisant le vœu des filateurs. La demande de cette matière première s'élève chaque année, et la production n'y répond qu'incomplètement. Le nombre des broches qui filent cette fibre dans le monde est passé de 96 000 000 en 1897 à plus de 140 000 000 en 1912, et la force productive de chaque broche n'a, pendant ce temps, cessé d'augmenter. Or la production mondiale moyenne qui était de 12 380 000 balles dans la période de 1904-1909 ne s'élève qu'à 13 320 000 balles dans la période suivante. En

présence de ces chiffres, on comprend l'intérêt que portent les manufacturiers anglais aux résultats des plantations de cotonniers qui ont été faites depuis quelques années au Soudan oriental.

Ces résultats sont très encourageans. Les indigènes connaissent cette culture depuis fort longtemps et la pratiquent, pour la majeure partie de la récolte, sans aucune assistance européenne, généralement sur des terrains arrosés par la pluie. Grâce aux débouchés que la conquête anglo-égyptienne a ouverts, grâce aussi aux efforts des exportateurs et à ceux des agens du gouvernement, la production cotonnière du Soudan a beaucoup augmenté, passant d'une moyenne de 68 000 quintaux (de 45 kilogrammes) en 1905-1909 à 98 000 en 1908-1909 et à 150 000 en 1909-1910, contribuant en 1911 pour près de 7 millions de francs à l'exportation, et sa qualité s'est améliorée à tel point qu'elle est maintenant presque égale à celle des qualités égyptiennes ordinaires. Le coton de la vallée de Tokar près de la Mer-Rouge peut même, dit-on, être assimilé, dans une certaine mesure, aux qualités supérieures.

Si réellement, comme l'a prétendu dans un rapport paru en 1912, M. Tottenham, inspecteur général des irrigations, « aussitôt que la population se sera développée suffisamment dans les vastes plaines qui s'étendent sur la rive Est du Nil et que traverse l'Atbara, l'irrigation artificielle de 5 millions d'hectares dans le Soudan central et oriental sur toute l'étendue desquels le coton peut fort bien pousser, sera réalisable, le Soudan égyptien deviendrait une des plus riches colonies africaines. » Pour en être convaincu, il suffit de considérer, d'une part, que le territoire cultivable de l'Égypte mesure seulement environ 2 millions et demi d'hectares dont près du quart est chaque année cultivé en coton, et que, d'autre part, le coton alimente, bon ou mal an, près de 90 pour 100 de l'exportation égyptienne. L'extension de la culture cotonnière est donc pour le Soudan une question vitale.

IX

Le gouvernement soudanais ne s'est pas contenté d'exécuter, puis d'exploiter lui-même tous les travaux publics, il s'est souvent inspiré de cette idée que son intervention active, éner-

gique, minutieuse est indispensable, non seulement au maintien de l'ordre, mais au progrès du pays sous toutes ses formes, spécialement à son développement économique. Une telle politique est la condition essentielle du succès de la colonisation dans les pays habités par des populations primitives. Coloniser, c'est faire adopter, tout au moins partiellement et incomplètement, l'ensemble de besoins, d'habitudes, de sentimens, d'idées, de connaissances et de notions que l'on dénomme civilisation, c'est donner une discipline, une organisation, des règles, des méthodes, toutes acquisitions qui impliquent abandon des usages nuisibles et des faux préjugés.

Cette transformation ne saurait s'opérer seulement par l'exemple, l'influence ou l'autorité des colons et des fonctionnaires agissant en tant que particuliers et s'offrant comme modèle à leurs voisins ou à leurs serviteurs indigènes, tout au moins là où, comme dans le Soudan oriental, les étrangers, — Égyptiens, Anglais, Grecs ou Syriens, — pour la plupart de condition très modeste, sont peu nombreux et n'habitent que les villes. L'État colonisateur doit pourvoir lui-même à la conservation des produits naturels, à l'amélioration de l'agriculture, à la réglementation tant de l'industrie que des transactions commerciales. Ceci est particulièrement nécessaire dans un pays dont les habitans ont été dégradés par une longue tyrannie et ont gardé, de l'époque encore récente où le travail était exécuté par des esclaves, l'idée que le travail est indigne d'un homme libre.

La protection des forêts et du gibier qu'elles abritent, l'utilisation des immenses pâturages dont la presque totalité reste déserte, la prospection et l'exploitation des mines et gisemens, l'extension de la superficie cultivable, tant par l'aménagement et la distribution des eaux que par la vulgarisation des bonnes méthodes de culture, sans oublier l'accroissement des populations encore à demi sauvages éparses sur le territoire et que les troubles qui précédèrent la conquête anglo-égyptienne ont réduites dans une proportion à peine croyable, leur formation, leur éducation, leur élévation progressive à la civilisation, voilà l'œuvre qui a déjà été entreprise par le gouvernement soudanais et dont la majeure partie reste à faire.

Le gouvernement a tout d'abord envisagé le problème du travail qui s'est posé à Madagascar au début de la conquête,

qui se pose encore dans presque toutes les régions de l'Afrique tropicale, mais qui, au Soudan égyptien, est peut-être plus difficile à résoudre qu'ailleurs. La rareté de la main-d'œuvre et ses mauvaises dispositions ont haussé les salaires à un tel taux qu'en travaillant quinze jours l'ouvrier urbain gagne assez pour vivre, lui et sa famille, pendant un mois, alors que, dans les districts agricoles, à une faible distance des centres urbains, les propriétaires sont incapables, même au prix de salaires prohibitifs, d'obtenir la main-d'œuvre nécessaire à la culture de leurs terres.

Une ordonnance de 1905 du gouverneur général punit le vagabondage et vise entre autres « quiconque néglige ou refuse sans raison de subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille. » L'année suivante, un Bureau de travail *(Labour bureau)* fut organisé à Khartoum « en vue de dresser des statistiques, d'ouvrir des débouchés à la main-d'œuvre, de prévenir la hausse exagérée des salaires causée par la concurrence que se font les divers départemens de l'administration publique, les entrepreneurs et les propriétaires, en un mot d'organiser l'offre et la demande du travail. » Une ordonnance de 1908 règle les conditions de l'apprentissage, en fixe la durée à cinq ans, édicte des peines en cas d'infraction aux clauses et conditions légales de ce contrat. Enfin, les écoles techniques et les ateliers de l'État forment plusieurs centaines de jeunes gens, à Khartoum, à Omdurman et à Kassala, aux métiers de forgeron, d'ajusteur, de tailleur de pierres, de charpentier, de constructeur de bateaux. Ces palliatifs ne sauraient remédier sérieusement au mal qui menace même de s'aggraver, car, par l'effet des travaux publics projetés, la demande de travail semble devoir s'élever bien avant qu'aient eu le temps de grandir les enfans qui remplissent toutes les maisons. C'est là un gros point noir.

L'institution, en juin 1906, d'un Comité économique, présidé par le secrétaire financier et composé des chefs de services qu'intéresse le progrès économique du pays s'est révélée une initiative heureuse qui devrait être imitée dans toutes les colonies. Le secrétaire de ce comité joue le rôle de conseiller économique et statisticien du gouvernement ; ses rapports mensuels et annuels sont des documens précieux tant par la justesse et l'exactitude des observations de détail que par l'élévation et l'ampleur des vues d'ensemble.

L'action du gouvernement s'est en diverses circonstances exercée plus directement. En voici quelques exemples que nous empruntons aux rapports du Comité économique : « Le commerce du bétail a été créé entièrement grâce aux efforts du directeur des services vétérinaires. N'était cette action, il serait inexistant. En 1907, l'exportation des bovidés et des peaux atteignait une valeur de 822 000 francs qui s'est élevée à près de 7 millions en 1912. » Le coton est cultivé depuis longtemps dans la plaine fertile de Tokar; dans la région de Souakim, il jouissait d'une très mauvaise réputation, et son prix était inférieur d'au moins une livre par quintal à celui du coton égyptien. Heureusement la totalité des terres sur lesquelles pousse le coton est la propriété de l'État. C'est pourquoi les autorités locales ont pu exercer une pression qui a rendu leurs conseils efficaces. Les inspecteurs et les mamours (sorte de sous-préfets) ont surveillé l'emploi des bonnes semences qu'ils fournissaient, obligé à expurger le sol des vieilles racines de cotonnier avant les ensemencemens, à nettoyer et à empaqueter soigneusement la fibre. Ils ont également encouragé l'exportation directe des produits en Europe. Le résultat de leur action a été qu'une forte proportion du coton de Tokar se vend actuellement aussi cher que le coton égyptien, et quelquefois même plus. Le revenu des producteurs s'est, en conséquence, accru de 30 à 40 pour 100. Les revenus publics ont également progressé, de telle sorte que le budget de la province se solde maintenant en excédent. Tout ceci a été obtenu sans dépense additionnelle appréciable à la charge du trésor.

L'heureux effet de ces mesures a décidé le gouverneur à en généraliser l'application en leur donnant force légale. Aux termes de la loi de 1912, tout ce qui concerne l'ensemencement, la culture, l'égrenage du coton, l'emballage de la fibre et des graines peut être déterminé par voie de règlemens. On ne saurait toutefois les étendre sans précaution à toutes les branches de production. Il y a quelques années, des dispositions furent prises dans un district du Kordofan par les fonctionnaires locaux en vue d'obtenir un rendement de gomme meilleur et plus abondant. L'échec fut complet et les indigènes n'obéirent pas aux ordres qu'ils reçurent, probablement parce que ces ordres furent mal donnés et que l'exécution en fut mal assurée, mais plus encore, semble-t-il, parce qu'il est presque impossible

de faire adopter par des paysans même civilisés, *a fortiori* à demi sauvages, des idées nouvelles, sans fournir la preuve expérimentale de leur justesse et en recourant seulement à une contrainte qui est, le plus souvent, inefficace. De 1906 à 1909, les villageois de la région désignée, habitués jusque là à recueillir la gomme qui découle d'arbres poussés naturellement, reçurent l'ordre de labourer des champs et d'y semer de la graine de gommier. Ceux d'entre eux qui obéirent, travaillèrent avec mauvaise volonté, sans être soumis à une surveillance sérieuse. Le gouvernement aurait dû faire lui-même, dans des champs d'expérience, le travail qu'il a voulu imposer.

Que les indigènes soient aptes à se laisser convaincre par l'éloquence des faits, c'est ce qu'ont démontré les résultats obtenus dans la ferme modèle de Tayiba sur le Nil Bleu à Ghezireh. La culture commença en 1911, rapporte le gouverneur de la province. La première année, les habitans montrèrent peu de confiance, se réservant de juger l'entreprise à ses fruits; 1912 fut marquée par une sécheresse anormale. La récolte fut pourtant si remarquable, comme quantité et comme qualité, que ce fut à qui solliciterait les lots offerts en location. Pour chaque lot dix postulans se présentèrent. Comme chacun de ces petits fermiers emploie trois ou quatre ouvriers, on peut espérer que les nouvelles méthodes de culture (nouvelles par le procédé d'irrigation) se vulgariseront rapidement dans la région voisine.

Le rôle de providence doit donc être joué avec prudence et discernement. Nous croyons toutefois que la transformation agricole qui résultera des travaux d'irrigation sur le point d'être entrepris entraînera le gouvernement à régenter de plus en plus l'activité des indigènes, tout ou moins dans les régions qui vont bénéficier de ces travaux.

La valeur des terres actuellement arrosées par la pluie sera décuplée, voire centuplée le jour où, susceptibles d'être irriguées chaque fois que besoin en sera, donnant bon ou mal an des récoltes régulières et abondantes, elles pourront être cultivées en cotonniers et en cannes. Cet énorme accroissement de revenu sera comme un don de l'État qui sans doute ne manquera pas de subordonner sa libéralité à des conditions et de prescrire les méthodes de culture et d'assolement qui lui paraîtront les meilleures.

Le gouvernement sera encouragé dans cette politique par une autre considération que les intéressans rapports du Comité économique développent avec insistance : tout l'avenir économique, financier et par conséquent moral du Soudan dépend du développement de son commerce extérieur. Jusqu'ici, la valeur des importations a toujours excédé de beaucoup, de 3 à 400 pour 100 au début, et, en 1911, de près de 50 pour 100 (1), celle des exportations. Cet écart est normal, il s'explique par les subsides et les avances que le budget égyptien consentait, il y a un an encore, à celui du Soudan et qui, grossies dans une certaine mesure par les placemens réalisés de l'étranger dans ce pays, prennent nécessairement la forme d'importations de marchandises ou de numéraire. Les marchandises importées sont d'ailleurs loin d'être toutes *productives*, c'est-à-dire aptes à faciliter la création des richesses en fournissant à la production locale, soit les houilles, soit les machines, les bêtes de trait ou de labour, soit les matières premières : matériaux de constructions, fils à tisser, etc. Une forte proportion de ces articles consistent en denrées alimentaires qui pourraient très bien être fournies par le pays. Quant aux exportations, elles reposent au Soudan sur une base étroite et assez incertaine et consistent en une demi-douzaine d'articles, dont plusieurs sont sujets à de violentes fluctuations par l'effet d'accidens tels que la pluie ou l'état des crues, mais en revanche permettent d'espérer un accroissement indéfini : gomme, coton, doura (sorte de millet), bétail, plumes d'autruche, ivoire. Il est nécessaire que leur valeur augmente et, aussitôt la période des emprunts extérieurs écoulée, que cette valeur dépasse, dans une proportion considérable, celle des importations. Le gouvernement devra assumer cette tâche. Jusqu'ici il ne s'est intéressé à l'industrie indigène qu'en formant dans ses écoles professionnelles des charpentiers, des forgerons et des maçons; il devra sans doute se résigner à la soutenir et à l'encourager, non sans doute en imitant l'œuvre éphémère de Méhémet Ali et en prétendant fabriquer sur place tout

(1)

	Exportations. francs.	Importations. francs.
1907	11 646 607	31 489 145
1908	13 374 761	49 069 948
1909	17 469 897	46 039 020
1910	25 343 356	50 069 170
1911	39 695 570	58 948 715

ce dont les indigènes ont besoin, comme si les manufactures d'Europe n'existaient pas, mais tout au moins en élaborant, par des procédés perfectionnés, des matières premières telles que la canne à sucre, non susceptibles d'une exportation lucrative en raison soit de leur défaut de conservation, soit du prix excessif du transport et en préparant les produits bruts avant leur exportation afin d'augmenter leur valeur marchande et d'en rendre le transport moins coûteux. C'est ainsi que l'installation d'appareils frigorifiques dans les trains et dans les bateaux augmenterait la valeur du bétail en permettant de transporter sa viande en Égypte et en Europe.

De même l'épuration des gommes, l'égrenage et le pressage du coton, le tannage des peaux, etc., faciliteraient beaucoup le commerce extérieur de ces marchandises.

La question du crédit ne manquera pas de se poser à mesure que les terres recevront de nouvelles cultures, que l'élève du bétail sera pratiquée avec méthode et que les industries indigènes se développeront. Pour réaliser ces améliorations, agriculteurs et artisans auront besoin d'avances, et il importe qu'ils les trouvent à des conditions qui ne soient pas usuraires. Le gouvernement égyptien a cru résoudre le problème en provoquant la constitution, avec des capitaux anglais (plus de 200 millions), d'une Banque Agricole dont l'objet était de faire aux fellahs égyptiens de petits prêts qui furent consentis sans demander aucune garantie quant à l'emploi des sommes avancées. Le résultat a été que les prêteurs ont gaspillé ces avances en dépenses improductives et se sont, pour la plupart, trouvés appauvris de leur montant. A l'heure actuelle, on fait en Égypte ce par quoi on aurait dû commencer, en y organisant des sociétés coopératives rurales de crédit. Cette expérience devra profiter au Soudan. Une tentative très intéressante y a été entreprise il y a six ans. Le Trésor prête, aux indigènes possesseurs de terres, les sommes nécessaires à l'amélioration de leur fonds. Ces avances ont lieu par l'entremise des gouverneurs sur la garantie des terres du débiteur ou d'une caution en cas d'insuffisance de celles-ci. Elles se réalisent en nature, c'est-à-dire sous la forme des fournitures ou animaux désirés par l'emprunteur, à moins qu'il ne prouve avoir déjà acquis les unes ou les autres. Les résultats de cette combinaison semblent heureux, et on peut souhaiter qu'elle soit pratiquée sur une plus large échelle.

X

Si une œuvre considérable a déjà été accomplie au Soudan égyptien, beaucoup y reste encore à faire. Les Anglo-Égyptiens sont allés, comme de juste, au plus pressé, ils se sont appliqués surtout au maintien de l'ordre matériel, à l'administration des finances, à l'établissement des voies d'accès, des moyens de communication et de transport; la justice, la législation, l'instruction publique et, nous l'avons vu, l'organisation économique, ne les ont pas beaucoup occupés.

Le pays est gouverné, administré et même jugé par des militaires. On sait que le gouvernement anglais transforme volontiers les officiers de l'armée en agens coloniaux. Il y manque d'autant moins au Soudan que la pacification de ce vaste territoire est très récente. Sous les ordres du général Wingate, qui cumule les fonctions de généralissime de l'armée égyptienne et de gouverneur, des majors et des capitaines remplissent les fonctions de préfet, de secrétaire financier, de directeur des chemins de fer, des postes et télégraphes, de la navigation, des douanes, etc., voire celles de juge. Naturellement, ces militaires se soucient assez peu de la loi, soit qu'il s'agisse de l'édicter, soit même qu'il s'agisse de l'appliquer. Ils rendent la justice en vertu d'une ordonnance de la justice civile promulguée en 1899, la première année de la conquête et dont la principale disposition s'en remet « à la justice, à l'équité et à la bonne conscience du juge. » Ils le font avec beaucoup de bonne volonté, mais parfois de façon à déconcerter les prévisions des plaideurs. Appréciant, dans son rapport pour 1911, la justice pénale, le chef du *Legal Department* s'exprime ainsi : « Les procès sont jugés avec négligence et incurie et donnent un résultat évidemment très inférieur à ce qui était obtenu dans le passé. Les juges sont trop disposés à admettre qu'ils connaissent le Code pénal et le Code de procédure criminelle sans les avoir ouverts et quelquefois même, je le crains, à penser que le législateur s'est trompé et qu'ils peuvent légiférer eux-mêmes. »

Le service sanitaire des principales villes fonctionne de façon remarquable. La propreté de Khartoum fait l'admiration des touristes. La lutte contre les moustiques est poursuivie avec

méthode et persévérance, et les maladies locales sont scientifiquement étudiées.

Le facteur principal de l'avenir du Soudan est évidemment la formation intellectuelle et morale de sa population, son élévation à la vie civilisée. Le nombre des enfans qui sont inscrits aux kouttabs (petites écoles élémentaires) était seulement de 1 280 en 1907, il s'est élevé à 2 123 en 1909 et à 3 226 en 1912. Durant cette dernière année, les écoles primaires ouvertes dans les six villes principales en vue surtout de fournir à l'administration les employés subalternes qui lui font défaut et dont le recrutement en Égypte est très difficile, comptaient 958 élèves. 178 apprentis fréquentaient les quatre écoles industrielles. Réparties en zones d'influence bien délimitées, les missions catholiques, anglicanes, baptistes, dispensent également l'enseignement dans leurs écoles en même temps que les principes de la morale et de la religion. Elles le font en toute liberté au profit des populations païennes des régions méridionales. Ailleurs l'ouverture de leurs écoles est subordonnée à une autorisation qui n'est accordée que sous certaines conditions destinées à prévenir le prosélytisme dont pourraient être l'objet les musulmans. Précaution peut-être superflue. Bien qu'ils soient autorisés à convertir les païens, les missionnaires baptisent rarement, en revanche ils répandent sans réserve autour d'eux les principes de la morale, du sens commun, de l'hygiène, les élémens de l'agriculture et de la tenue du ménage. Les inspecteurs du service agricole visent le même but.

L'exemple des Européens, Grecs et Syriens venus au Soudan dans l'espoir, que l'événement a le plus souvent déçu, de s'enrichir dans les affaires, agirait efficacement en vue de donner aux indigènes de nouveaux besoins et de nouvelles idées. Actifs, entreprenans, expérimentés, munis parfois d'un capital liquide, pourvus en tout cas des connaissances et des dispositions qui manquent aux indigènes, ces hommes, avec leurs qualités et leurs défauts, agissent comme un levain dans les pays que la civilisation moderne n'a pas encore pénétrés. C'est ce qu'avaient bien compris Mehemet Ali et ses successeurs. Sans le concours des Européens attirés sur les bords du Nil par les faveurs que les khédives leur prodiguèrent, jamais l'Égypte ne serait devenue le pays le plus riche et le plus civilisé de l'Orient.

C'est justement l'exemple de l'Égypte et des inconvéniens produits dans ce pays par les privilèges dont jouissent les étrangers qui a inspiré au gouvernement soudanais la méfiance qu'il manifeste aux émigrans. A tort ou à raison, ceux-ci se sont plaints parfois de la partialité des autorités, trop dominées, disent-ils, par le souci d'ailleurs louable de protéger les indigènes. Quoi qu'il en soit, le Soudan égyptien est, à notre connaissance, la seule colonie où aucun consul n'est accrédité.

Vraisemblablement, cette période de régime militaire est transitoire, et l'on peut d'ores et déjà envisager le moment où le pays sera doté d'une administration civile et d'une législation moins rudimentaire.

« Somme toute, écrivions-nous, il y a deux ou trois ans (1), ce qui a été réalisé en dépit des obstacles et des difficultés dans les immenses régions du bassin supérieur du Nil est remarquable autant par ce qui est déjà acquis que par ce qu'il est permis d'attendre. Il reste évidemment beaucoup à faire, et l'on ne saurait raisonnablement espérer que la transformation si rapide dont ce pays a bénéficié dans une période si courte va se poursuivre avec la même vitesse et la même continuité. Le progrès sera sans doute comparativement lent. » Depuis que ces lignes ont été écrites, les chemins de fer se sont allongés de plusieurs centaines de kilomètres, de grands projets d'irrigation et de culture cotonnière ont été adoptés, et les ressources financières nécessaires à leur exécution obtenues. On peut donc espérer que l'œuvre de transformation va se poursuivre presque aussi rapidement que durant les quinze premières années. Cependant la nature providentielle comble chaque jour les vides creusés par la barbarie des fanatiques dont le règne éphémère a dépeuplé le pays. Suivant les rapports du gouverneur général, le nombre des habitans se serait élevé de 1 875 000 en 1899 à trois millions en 1911. Les enfans qui pullulent joyeusement dans toutes les maisons ne demandent qu'à vivre d'une vie meilleure que celle de leurs parens. En même temps qu'eux grandira la civilisation implantée au milieu de leurs berceaux.

PIERRE ARMINJON.

(1) *Bulletin de la Colonisation comparée*, mars 1912.

LES ÎLES DE LA CÔTE ALLEMANDE

Quand tous les Français, au moins deux fois par jour, se penchent anxieusement sur les cartes de l'Europe, le moment serait mal choisi de rappeler le mot de Gœthe. Me sera-t-il permis de dire, cependant, que, si nous avons fait depuis un an de grands progrès en géographie, il est encore certaines parties ou certains détails des théâtres d'opérations de cette grande guerre qui ne sont pas suffisamment connus? Telles sont, il me semble, les îles qui bordent, sur la Mer du Nord et sur la Baltique, le littoral de l'Empire allemand. Tâchons, dans une brève étude où je m'efforcerai de me tenir également éloigné d'une sèche nomenclature et de l'exposé de plans de campagne qui n'auraient rien à faire ici (1); tâchons, dis-je, de combler cette lacune de nos connaissances, en ce qui touche d'intéressantes parties du territoire de nos adversaires. On verra, j'espère, que le sujet en vaut la peine.

Je disais tout à l'heure : « les *îles qui bordent* le littoral de l'Empire allemand... » Il convient de prendre l'expression au pied de la lettre. C'est en effet l'une des plus essentielles caractéristiques de ces îles qu'elles sont toutes, — à l'exception du seul îlot d'Helgoland, — très voisines de la côte ferme et que quelques-unes, celles de la Baltique, en particulier, y sont comme collées, n'étant séparées de la frange littorale que par

(1) On trouvera d'ailleurs quelques utiles complémens à l'étude actuelle dans celle qui a paru dans la *Revue des Deux Mondes*, le 1er août 1913, sur *les progrès de la défense des côtes de l'Allemagne.*

des bras de mer d'une largeur inférieure, souvent, à celle des grands fleuves de l'Allemagne dans la dernière partie de leur cours. L'intérêt militaire de cette considération ne saurait échapper aux lecteurs de la *Revue*.

D'autre part, dans chacune des deux mers, — et ceci résulte naturellement du fait précédent, — les îles allemandes présentent à l'observateur les mêmes traits extérieurs que les portions les plus voisines du continent dont elles sont détachées. Le chapelet régulier des îles de la Frise orientale *(Ost Friesische Inseln)* ne se distingue de l'Harrlingerland, sablonneux, bas, humide, bordé de digues, que par les chenaux maritimes qui séparent ces îles l'une de l'autre. C'est peut-être l'ancien ourlet de dunes qui a été déchiré par un violent assaut de la mer, celui qui, au XIII[e] siècle, forma le Zuyderzée.

Moins régulier dans son tracé d'ensemble, le groupe des îles de la Frise septentrionale *(Nord Friesische Inseln)* offre aussi les mêmes caractères que la lisière maritime du Slesvig dont il couvre l'abord occidental : derrière le cordon de dunes ou de digues, on y voit des polders déjà très raffermis et utilisés par la culture.

Dans la mer Baltique, Alsen ne se distingue pas du Sundewitt, ni Fehmarn du Wagrien, qui va de Kiel à Lübeck; et si la grande île de Rügen montre, dans sa péninsule septentrionale de Wittow-Jasmund seulement, des falaises crayeuses qui rappellent un peu prématurément celles des promontoires de la Prusse orientale, Usedom et Wollin, les deux îles du delta de l'Oder ont, toutes deux, la même physionomie que la côte poméranienne dont elles forment l'exact prolongement.

Venons-en maintenant à quelques détails et, tout d'abord, examinons les longues îles sablonneuses de la Frise orientale.

La première, en partant de l'Ouest, est l'île de Borkum, qui partage en deux branches l'embouchure de l'Ems. De ces deux branches, une seule, l'Ems occidental, compris entre Borkum et l'île hollandaise de Rottum, puis entre la province néerlandaise de Groningue et le cercle hanovrien d'Emden, est utilisée par la navigation. Le mouillage de Borkum, qui s'étend du Sud-Ouest au Sud de l'île, est excellent et fréquenté par les escadres allemandes. La défense de cet ancrage, en même temps que du fleuve et de l'important port d'Emden, est assurée depuis quelques années par des batteries dressées sur la face

Ouest de Borkum, à peu de distance d'une ancienne redoute française, — la *Franzosische Schanze,* — qui nous rappelle qu'il y a cent cinq ans Borkum faisait partie de l'Empire napoléonien (département des Bouches-de-l'Ems). D'ailleurs on les retrouve partout, ces redoutes françaises, sur le littoral allemand, aussi bien dans la Baltique que dans la Mer du Nord. Leur construction et leur armement firent partie de l'ensemble des mesures prises par Napoléon pour interdire aux Anglais l'accès de cette longue bande de côtes derrière laquelle se pressaient des peuples irrités contre le blocus continental qui les privait des sucres, des épices, des lainages, des cotonnades que leur offrait la Grande-Bretagne. Tout est renversé aujourd'hui, et on a pu lire dans un grand journal français la poignante lettre dans laquelle sir William Ramsay, le célèbre chimiste, adjure pour la seconde fois le gouvernement britannique de déclarer contrebande de guerre ce coton avec lequel les Allemands fabriquent les explosifs qui tuent les soldats alliés (1).

Je parlais tout à l'heure de l'importance du port d'Emden, qui s'est complètement transformé depuis une vingtaine d'années. Cette importance n'est pas seulement commerciale. Dans sa poussée vers l'Ouest, vers l'Angleterre ennemie, la politique militaire de l'Empereur allemand ne pouvait négliger un point aussi bien placé et un havre aussi sûr. Le secret fut d'ailleurs mal gardé, — à dessein, peut-être, et dans des vues d'intimidation, — des travaux entrepris pour faire d'Emden le commode port d'embarquement de l'avant-garde de l'armée d'invasion. Ce n'était pas seulement la Grande-Bretagne que l'on visait. Emden n'est qu'à 19 kilomètres de Delfzijl, le port hollandais de l'Ems. Dans le cas d'un conflit où la Hollande prendrait parti contre l'Empire, la prise de possession des provinces septentrionales de la Néerlande pouvait être singulièrement facilitée par une descente, au moyen de laquelle on tournait les nombreuses lignes d'eau qui coupent la voie ferrée de Leer à Groningue et à Leeuwarden. En attendant, tout fut disposé, à Emden et à Borkum, pour le ravitaillement et les réparations courantes des sous-marins. La précaution s'est trouvée inutile après la prise d'Anvers et de Zéebrügge. La position de ce dernier port et son excellent

(1) La mesure vient enfin d'être prise ces jours-ci.

outillage donnent, toute satisfaction aux envahisseurs de la Belgique.

Borkum est donc le point d'appui de la flotte allemande le plus rapproché de l'Angleterre. On se rappelle que c'est aux atterrages de cette île que s'est arrêtée la poursuite de l'escadre des croiseurs de bataille anglais, à la fin du brillant combat du Doggerbank (25 janvier 1915) où succomba le grand croiseur cuirassé *Blücher*. On peut considérer d'ailleurs l'île comme le pivot de l'aile gauche du dispositif général de la flotte allemande, l'aile droite s'appuyant à Sylt, île du groupe de la Nord-Friesland, tandis que le centre est soutenu par Helgoland avec, pour ligne de retraite et noyau de défense, la position de Cüxhaven-Brunsbüttel, dans l'estuaire de l'Elbe.

. . . .

. . . .

*
* *

Je passe rapidement sur les îles qui forment, entre Borkum et Wangeroog, les grains du chapelet de la Frise orientale, les unes, comme Juist, Baltrum, Langeoog et Spikeroog, habitées par de simples pêcheurs, tandis qu'une autre, Norderney (qui s'insère entre Juist et Baltrum), adoptée par la mode, est devenue une très brillante station de baigneurs.

C'est la dernière île du groupe, celle de Wangeroog, qui, bordant exactement la passe extérieure la plus profonde de la Jade (1), est chargée de défendre les abords de Wilhelm's haven, le grand arsenal allemand de la mer du Nord.

Nos adversaires ont longtemps hésité avant de fortifier cette île. La question était délicate. Wangeroog, éloignée de 8 kilomètres environ de la côte ferme, est à 28 kilomètres du fort le plus avancé de Wilhelm's haven, celui de Rüstersiel. Il y a bien, à la pointe de Schillig-Horn, qui forme le mouillage extérieur de la Jade et qui reste à quelque douze kilomètres de

(1) Ce qu'on appelle *la Jade* est un golfe, affectant grossièrement la forme d'une gourde, profond de 36 kilomètres environ et où se jette, vers la petite ville de Varel, le pauvre ruisseau qui lui donne son nom.

l'île, une batterie nouvelle ; mais cet ouvrage ne semble avoir pour objet que d'interdire le mouillage en question aux bâtimens légers et ne saurait constituer un appui sérieux pour les batteries de Wangeroog. Celles-ci sont donc tout à fait « en l'air » et elles résisteraient difficilement à des feux convergens, que favoriseraient les circonstances géographiques, l'île présentant au large une face convexe qu'enveloppe la passe principale dont je parlais tout à l'heure.

C'est un principe admis, et d'ailleurs de bon sens, que si, dans un tel cas, on n'est pas certain de pouvoir donner à des ouvrages isolés la force et l'armement nécessaires pour résister à toutes les attaques, il vaut mieux s'abstenir et ne compter que sur la défense mobile maritime pour disputer à l'assaillant les avancées lointaines de la place.

Quelle est, en réalité, la valeur de l'organisation défensive de Wangeroog? On n'est pas et l'on ne peut pas être exactement fixé là-dessus, puisque cette organisation a probablement été renforcée depuis un an. . . . .

Notons seulement que l'altitude de la partie la plus élevée de Wangeroog ne dépasse pas 10 mètres. . . . .

Il n'y a point d'armes qui ne puissent être retournées contre qui les emploie. Les mines au moyen desquelles on prétend arrêter l'assaillant arrêteront aussi bien le défenseur lorsqu'il voudra se porter au secours d'un point menacé. Les mines automatiques furent même, tout d'abord, créées en vue de ces « embouteillages » de circonstance, et on les appelait « mines de blocus. »

Laissons au Sud l'embouchure de la Weser, dont les bancs, qui se confondent avec ceux de la Jade, sont dominés par le curieux phare du Rother Sand, et, avant de parler de la petite île de Neuwerk, qui jalonne l'entrée de l'Elbe, disons un mot d'Helgoland.

Cet îlot a un caractère géologique très particulier. C'est un bloc d'argile assez dure, mais qui pourtant ne résiste pas aux assauts de la mer. Au moyen âge, Helgoland était une assez grande île, siège d'un évêché. Ce qu'il en reste suffit à peine (1 770 mètres sur 550) à porter les quatre coupoles de canons de 305 millimètres, la batterie de mortiers enterrés et la batterie

de pièces légères qui constituent l'armement de cette importante « avancée » de la défense allemande.

J'ai expliqué dans l'étude citée plus haut quel était le rôle assez complexe d'Helgoland, à la fois poste d'observation, station de bâtimens légers (sous-marins compris) et place forte maritime battant de près un très bon mouillage qui s'étend à l'Est du Sand Insel (1) et, de loin, jusqu'à 25 kilomètres peut-être, les approches des embouchures de la Jade-Weser, de l'Elbe et de l'Eyder.

Je viens de dire : jusqu'à 25 kilomètres peut-être. Ceci veut être commenté.

Au cours de cette guerre, les Allemands ont opéré des bombardemens « sensationnels » avec des canons de marine, — un des 381 millimètres, destinés à un cuirassé en construction, a tiré sur Dunkerque, — dont la portée atteignait 38 kilomètres. Mais on ne peut guère obtenir l'angle de projection nécessaire qu'à la condition de donner à la bouche à feu un affût, un châssis, une plate-forme dont les dispositions ne se concilient pas aisément avec l'organisation intérieure d'une grande coupole battant tous les points de l'horizon et qui a la charge d'assurer à la pièce une protection à peu près complète. Dans ces dernières conditions, qui se rapprochent singulièrement de celles qui s'imposent pour les canons de bord, et même en tenant compte de l'altitude (50 mètres en moyenne) du plan de site des bouches à feu d'Helgoland, je ne pense pas que leur portée puisse dépasser les 25 kilomètres dont je parlais tout à l'heure. Encore est-ce beaucoup, et convient-il d'observer que ce n'est pas là une portée pratique, quand il s'agit d'atteindre des bâtimens, buts très mobiles et de très faible étendue. A peine, d'ailleurs, les verrait-on avec les meilleures lunettes de pointage, obligées de percer une atmosphère chargée d'humidité.

Or, entre Helgoland et Cüxhaven, il y a 56 kilomètres. Si, par conséquent, les Allemands ont prétendu que les feux de la côte ferme pouvaient se croiser avec ceux des coupoles d'Helgoland, ils ont, dans une intention facile à comprendre, joué sur les mots. Les portées extrêmes des canons mis en jeu ne « mordraient » les unes sur les autres que dans des conditions qui sont rarement réalisables.

(1) C'était justement le mouillage de l'escadre française pendant le blocus de 1870-71.

. . . .

. . . .

Notons, pour mémoire, qu'il y a sur le plateau d'Helgoland de grands hangars de dirigeables, ainsi qu'un parc d'aéroplanes

Quand on va d'Helgoland à Cüxhaven, on rencontre, après avoir fait les deux tiers du trajet, la tête, le plus souvent découverte, du banc de sable de Scharhorn, puis la petite île basse de Neuwerk, qui n'est plus qu'à 9 ou 10 kilomètres de la côte ferme. Il ne saurait être question, là, que d'une batterie de circonstance qui aurait surtout pour objet de battre les bâtimens légers. Neuwerk n'est que le piédestal d'une énorme et ancienne tour carrée servant de phare, que les Allemands n'ont certainement pas détruite.

. . . .

. . . .

Arrivons au groupe des « Nord Friesische Inseln, » pelotonnées sur la côte occidentale du Slesvig, entre l'embouchure de l'Eyder et celle du Varde-Aa (Jutland Sud). Les chenaux qui séparent ces îles sont plus profonds que ceux qui s'insèrent entre les îles de la Frise orientale. Il y a là des « fosses » profondes et bien abritées, qui forment d'excellentes rades pour les bâtimens que leur tirant d'eau n'a pas retenus sur les seuils, où l'on ne trouve guère que quatre ou cinq mètres à basse mer et 6 mètres au plein de l'eau. Tels l'Heverström, qui conduit au port d'Husum, en terre ferme; les Norder et Süder Auë; le Vortrapp tief, et enfin le Lister tief, le plus intéressant de tous, parce qu'il est le plus accessible et qu'il forme une grande rade entre la côte du Slesvig et la longue île de Sylt.

J'ai déjà dit quelle était, au point de vue de la défense maritime du grand golfe allemand, l'importance de cette île.

. . . .

. . . .

Les conditions géographiques générales et les circonstances locales pouvaient faire de Sylt une remarquable station d'appareils aériens. La petite ville de Sylt, au centre de l'île et bien abritée des vues du large par un assez haut cordon de dunes, est, à vol d'oiseau, à 85 kilomètres d'Helgoland, 115 de Cüxhaven,

105 du canal maritime allemand (1), 130 de Kiel, 90 de Sonderburg-Düppel, 105 du Petit Belt, 170 environ du Grand Belt et du Fehmarn Belt, 185 enfin de Hambourg. Il serait difficile de trouver une position plus avantageusement placée, et je n'ai pas besoin de signaler au lecteur les perspectives qui s'ouvriraient dans un tel cas au commandant d'une nombreuse escadrille d'avions puissans, comme on les construit en ce moment.

*
* *

L'intérêt qui peut s'attacher aux îles germaines de la Baltique n'apparaît pas comme immédiat, en ce moment où la maîtrise de la partie méridionale de l'*Ost sée* appartient sans conteste aux Allemands. Les événemens qui se déroulent depuis trois mois sur le théâtre oriental de la guerre se sont chargés de montrer combien il eût été utile que des communications continues pussent s'établir par la mer Baltique entre Anglo-Français d'une part, Russes de l'autre. Des circonstances politiques défavorables, qui sont, dans leur ensemble, suffisamment connues du lecteur, ont privé les Alliés de ce que j'appellerai « l'organe de liaison nécessaire » et leur ont interdit jusqu'ici de réaliser un *desideratum* dont l'évidente valeur ne pouvait être méconnue par leurs chefs.

Mais cette guerre n'est pas finie. D'aucuns, rapprochant le conflit actuel de celui d'il y a cent vingt ans, tiennent la campagne de 1914-1915 pour une préparation à celle de 1915-1916, comme le fut la campagne de 1792-93 pour celle de 1794-95. Quoi qu'il en soit de ces spéculations, il serait bien téméraire de considérer comme définitif l'équilibre qui règne actuellement dans le Nord d'une Europe si profondément convulsée. Sous le bénéfice de ces simples observations et sans nous préoccuper le moins du monde d'établir des plans d'opérations sur des bases qui seraient à l'heure présente si fragiles, nous pouvons examiner ce que j'appellerai les propriétés stratégiques des cinq grandes îles allemandes de la Baltique : Alsen, Fehmarn, Rügen, Wollin et Usedom.

(1) A Rendsbourg, centre d'exploitation et nœud de voies ferrées et à Grünthal, où il existe un magnifique pont métallique dominant de très haut le canal.

La première de ces îles, qui affecte grossièrement la forme d'une écrevisse, — d'où son nom, — se colle exactement au flanc de la presqu'île slesvigeoise du Sundewitt, dont les collines verdoyantes portent encore les talus affaissés des redoutes de Düppel. Sonderbourg, la toute petite capitale d'Alsen, n'est séparée de l'ouvrage qui formait le réduit de la défense (en même temps que la tête de pont, en cas de retraite des défenseurs dans l'île) que par le Sund d'Alsen, qui n'a là que 150 mètres de largeur. Il y a quelque vingt-quatre ans, alors que l'équilibre des forces navales entre la France et l'Allemagne n'était pas encore rompu à notre détriment, l'État-major de Berlin éprouva quelques préoccupations au sujet de la possibilité d'un débarquement français dans le Slesvig, par la voie de l'île d'Alsen. Les grandes manœuvres de septembre 1891, combinées entre la flotte allemande et le IXe corps (Slesvig-Holstein), prirent pour thème cette descente qui fut, expérience faite, jugée possible. Le soir de la rencontre finale entre les deux partis, un officier français, que les circonstances avaient conduit par là, entrait dans un hôtel de Sonderbourg pour s'y restaurer, au moment où un groupe d'officiers allemands, fort bruyant d'ailleurs, célébrait, le verre en main, le succès de l'attaque. La maîtresse de la maison, reconnaissant l'étranger à son accent, lui dit aussitôt : « Vous êtes Français, je suis Danoise... je l'étais, du moins!... je ne veux pas que vous preniez votre repas avec ces gens-là. Venez dans ma salle à manger particulière... Tenez! regardez ce portrait : c'est celui de mon frère qui était sergent-major dans notre armée et qui a été tué à Düppel, en 1864, là, presque sous mes yeux... » Des larmes coulaient sur son visage. L'officier français était profondément ému. Et maintenant, au milieu de cette guerre si longtemps attendue et si différente, à beaucoup d'égards, de ce qu'il imaginait alors, le mélancolique souvenir le poursuit de ce bref entretien avec l'honnête et vaillante Danoise qui, sous la domination du vainqueur détesté, n'avait rien oublié, rien pardonné...

Ne quittons pas l'ancienne île danoise sans noter que la longue et profonde baie de Hörup, au Sud-Est de Sonderbourg, reçoit fréquemment la visite des escadres impériales. Toute cette région abonde d'ailleurs en excellens mouillages, et il est rare, en quelque saison que ce soit, que le golfe de

Kiel, parfaitement couvert par l'archipel danois, connaisse des mers inclémentes.

Quand on a franchi du Nord au Sud le Grand Belt, puis le Langeland Belt, qui débouche justement dans le golfe de Kiel, on n'est pas encore à plein dans la mer Baltique. Il faut, pour y pénétrer et courir vers l'Est, passer par le Belt de Fehmarn, détroit de 17 kilomètres de largeur, qui sépare l'île danoise de Laaland de l'île allemande dont il emprunte le nom.

Cette île de Fehmarn, bloc trapézoïdal de 13 kilomètres sur 20, est une des belles positions militaires de la côte allemande. Outre qu'elle garde aisément, — lignes de mines probablement soutenues de batteries à Marienleucht, — ce dernier vestibule de la Baltique dont je viens de parler, elle commande, d'un côté le golfe de Kiel, de l'autre celui de Lübeck (ou de Neustadt) que borde, au fond, une magnifique plage de sable de 8 kilomètres de longueur. C'est cette plage que le général Fay, en 1868, signalait à l'État-major français comme la plus favorable de cette région à un grand débarquement, en même temps que la mieux située au point de vue stratégique. N'insistons pas sur une constatation dont l'intérêt s'est fort atténué, les opérations dont il s'agit ne pouvant plus être exécutées sur le continent allemand de la même manière qu'il y a cinquante ans, et revenons à l'île de Fehmarn.

Séparée du continent par un canal d'eau salée, le Fehmarn Sund, dont la largeur n'excède par 400 mètres, Fehmarn a en face d'elle une sorte de presqu'île à large pédoncule coupée elle-même, à 18 kilomètres du Fehmarn Sund, par une ligne d'eau très marquée qu'élargissent des marécages ou de petits lacs. Cette presqu'île a, en moyenne, une quinzaine de kilomètres de largeur; elle est, comme Fehmarn, absolument plate. Les feux des vaisseaux se croiseraient donc avec la plus grande facilité au-dessus d'elle, soit pour en chasser le défenseur, soit pour lui en interdire, plus tard, l'accès. On peut noter que le point central de la ligne d'eau qui barre la presqu'île est exactement à la même distance (45 kilomètres) de Kiel et de Lübeck. Neumünster, le remarquable nœud de voies ferrées du Holstein, en reste à 65 kilomètres; Oldesloë, sur la Trave, autre point de jonction important, est à la même distance un peu plus au Sud, sur le chemin de Hambourg, qui est éloigné de 95 kilomètres. Un bon aéroplane « couvre »

ce trajet en moins de deux heures. C'est l'affaire de 12 heures pour un détachement à cheval et de trois étapes pour des fantassins. A la plage de Neustadt on n'est plus qu'à 62 kilomètres de Hambourg.

Une particularité de ce pays du Wagrien, que prolonge vers Hambourg le Störmarn, c'est que les routes y sont pavées avec des briques cuites, posées de champ. Les chars de campagne y sont légers, longs, assez bas et portés sur quatre roues.

La position centrale de la Baltique Allemande est occupée par la grande île de Rügen (976 kilomètres carrés), qui fait saillie très sensible vers le Nord et dont le beau promontoire d'Arkona constitue, pour le navigateur, le point de reconnaissance le plus précieux de ces parages. Ce promotoire élevé (50 mètres) est naturellement aussi un observatoire de premier ordre, largement utilisé par la marine allemande qui y possède des établissemens de tous genres, depuis le simple sémaphore, jusqu'au hangar de dirigeables et parc d'avions.

Rien de plus capricieusement découpé que cette île de Rügen, depuis certaine inondation du moyen âge qui en emporta les terres basses. Un long golfe tourmenté, le Jasmunder Bodden, la divise en deux parties inégales : au Nord c'est une sorte de presqu'île irrégulière qui comprend les deux massifs d'Arkona, et de Jasmund avec les deux golfes à grandes plages de sable, de Tromperwiek et Prorerwiek; au Sud, c'est le gros de l'île, avec, au Sud-Est, la petite péninsule de Thiessow, qui offre, elle aussi, des plages aisément abordables.

La capitale, Bergen, est au centre de l'île. Elle est reliée par une voie ferrée à Altefähr, qui communique avec Stralsund par des bacs à vapeur; cette voie se prolonge au Nord-Est jusqu'aux deux petits ports de Krampas et de Sassnitz et détache un embranchement, au Sud, jusqu'à la vieille ville slave de Puttbus. On achève d'ailleurs les voies secondaires d'un réseau plus étendu dont la prospérité de Rügen justifie le développement.

Le détroit qui sépare l'île du continent, — la *Poméramie suédoise* d'il y a cent ans, — est commandé par Stralsund et par l'îlot de Danholm, qui dépend de cette ancienne et célèbre place forte. Ce canal a de 1 200 à 1 500 mètres dans sa partie la plus étroite devant Danholm et, là, le passage est couvert, sur la rive de Rügen, par le fort relativement moderne de Grahlhof.

. . . .

. . . .

Le port de Sassnitz, qui a pris dans ces dernières années de l'importance en raison des exploitations voisines de gypse, est une des stations des flottilles de torpilleurs allemands.

C'est d'ailleurs à quelque 43 milles marins dans le Sud-Est de Sassnitz que ces flottilles et aussi les groupes de sous-marins de la Baltique trouvent une de leurs bases secondaires les mieux outillées, le port de Swinemünde, qui est à peu près à Stettin, le grand *emporium* de la Prusse centrale, ce que Cüxhaven est à Hambourg.

L'Oder qui, grâce aux canaux du Havel (Finow-Kanal) et de la Sprée (Fr. Wilhelm-Kanal) est le fleuve de Berlin, plus encore que l'Elbe, rencontre, après son débouché dans le Stettiner Haff, grande lagune où il se décante, la barrière des îles d'Usedom et de Wollin, qu'il perce en trois endroits. Les branches latérales de ce delta sont la Peene à l'Ouest, la Dievenow à l'Est. La Peene débouche d'ailleurs dans la Baltique, ou plutôt dans le Greifswalder Bodden, ou golfe de Rügen, juste au Sud et à 11 kilomètres de la pointe de la presqu'île de Thiessow. La branche centrale de l'Oder, la Swine, de beaucoup la plus importante et qui est creusée à 6m,50, au minimum, continue le long chenal de Stettin et débouche dans la mer à Swinemünde. Ce port d'escale, qui se trouve ainsi à cheval sur les deux îles, mais dont les principaux établissemens sont plutôt du côté d'Usedom, est pourvu du côté de la mer d'ouvrages anciens qui ne pourraient servir que de point d'appui assez précaire à une force navale acculée à la côte.

Au Nord-Ouest de Swinemünde et en bordure de la côte, les bourgs d'Ahlbeck et de Heringsdorf, autrefois pauvres ports de pêche, aujourd'hui opulentes stations de bains de mer, présentent à qui vient du large d'admirables plages de sable blanc, que dominent des villas, des hôtels, des parcs découpés dans la forêt de pins qui ourle la dune littorale. Encore plus au Nord et sur une longueur d'une trentaine de kilomètres au delà de ces agglomérations artificielles, la plage continue, toujours parfaitement abordable, tandis que la dune s'abaisse et disparaît, ainsi que les sombres massifs de pins.

. . . .

Sur la côte de Wollin, mêmes plages de sable en pente douce, mais presque partout bordées de forêts de pins qui faciliteraient la défense immédiate.

Swinemünde est à 160 kilomètres, à vol d'oiseau, de Berlin. C'est la distance de Paris au Havre.

Une dernière remarque : les îles qui bordent la côte allemande ont une superficie totale qui équivaut à peu près à celle d'un grand département français. On pourrait donc dire qu'elles auraient, le cas échéant, une réelle valeur d'échange. Mais ce serait faire, à notre détriment, un bien faux calcul. Quelques-unes de ces îles ont, en effet, au point de vue stratégique et politique, une importance qui dépasse de beaucoup celle que l'on peut mesurer avec le compas ou évaluer avec des statistiques. Quand on connaît exactement l'orgueil des Allemands, — et ce n'est point si aisé, — quand on sait quelle est leur foi dans l'intangibilité de leur territoire, surtout de ce côté-là, on se sent assuré que, si les circonstances avaient permis aux Alliés d'opérer librement dans la Baltique, par exemple, et d'occuper Rügen avec des forces suffisantes pour s'y maintenir et menacer sérieusement la Poméranie, bien des choses eussent été et seraient encore changées.

Le cours des événemens a été tout autre. Disons encore, avec une entière confiance, que ce n'est pas une raison pour que l'issue finale n'en soit pas favorable à la bonne cause. Tout système rationnel de guerre est bon, que l'on suit avec énergie, avec suite, avec ténacité... avec, aussi, la claire notion de tout ce qu'il est nécessaire de faire pour le pousser jusqu'au succès final.

CHARLES ROPE.

REVUE LITTÉRAIRE

RÉCITS DE COMBATTANS (1)

Cette guerre, qui prenait tout, emmena ses annalistes : tant d'écrivains, dont elle fit des soldats. Beaucoup sont morts. Ceux qui survivent ont commencé le récit de la formidable aventure et le continueront. C'est toute une littérature nouvelle qui se montre, qui va s'épanouir et peut-être foisonner.

Littérature pathétique et à laquelle suffit, pour nous émouvoir, le sujet, notre unique pensée : littérature qui pourrait se passer de littérature. Mais elle ne s'en passe point. On le constate bientôt avec surprise, avec enchantement, si je ne me trompe : ces récits de combattans, pour la plupart, sont écrits avec autant d'art et d'habileté que de cœur et d'entrain. Et l'on se demande où ces soldats de la plus grande guerre ont trouvé le temps d'écrire ainsi. L'un, ce fut à l'hôpital, pendant les courtes semaines de la convalescence; un autre, dans la tranchée, entre deux alertes; et tous, au hasard des journées violentes ou mornes. Oui! mais, avant d'écrire, où ont-ils trouvé, en pleine action, le loisir et la tranquillité de regarder, de savoir ce qu'ils avaient vu et de transformer en tableaux les divers aspects de la menace et de la mort? — Dans leur courage, simple et lucide. Ainsi la finesse de leur talent témoigne de leur vertu militaire; leur élégance d'écrivains a une grâce d'héroïsme. En outre, ils défendaient et ils

(1). *Étapes et batailles d'un hussard*, par René de Planhol (Attinger, éditeur); — *En campagne*, « impressions d'un officier de légère, » par Marcel Dupont (Plon); — *La marche à la victoire*, « tableaux du front, » par Maurice Gandolphe, (Perrin); — *Six mois de guerre en Belgique*, par F.-H. Grimauty (Perrin); — *La Vie de guerre contée par les soldats*, lettres recueillies et publiées par Charles Foleÿ (Berger-Levrault).

défendent la France : un sol et une âme. Je crois qu'aux plus terribles momens, lorsqu'on ne parvenait pas à préserver le sol, il leur a été doux d'affirmer l'intégrité de l'âme ; et, quand la victoire de la Marne leur eut donné toute certitude, l'âme intacte se plut à célébrer la prochaine libération du sol.

Leurs petits volumes sont de l'ouvrage bien français. Que de délicatesse et de gentillesse ! que d'aisance et d'alacrité ! Dans le ton, que de naturel ; souvent, que de grandeur ; et toujours, que de sensibilité, mais pudique, si l'on peut dire, et qui laisse deviner ses alarmes plutôt que d'y insister ; que de raison ! Ni déclamation dans les mots, ni emphase dans la pensée ; point de sauvagerie, et ni rien qui ressemble à cet orgueil morbide des Germains : de la pitié, de la bonté, comme en ont les forts et les braves.

Maréchal des logis de hussards, M. René de Planhol eut à rejoindre son régiment, dès le premier jour de la mobilisation, dans une petite ville de l'Ouest, une bonne petite ville qui, en temps ordinaire, s'anime seulement pour les foires et qui soudain tressaille : « Artisans et rentiers, blouses bleues et vestons, forment des groupes mêlés où les voix retentissent et les cannes se lèvent. Les portes des maisons s'ouvrent et montrent des hommes porteurs de valises ou de baluchons. Épouses et mères escortent jusqu'à la gare les maris ou les fils qui s'en vont. Des cortèges défilent, drapeaux déployés, et clament *la Marseillaise...* » Voilà le début de la guerre et des *Étapes et batailles d'un hussard.* Le hussard a de bons yeux. Il note précisément ce qu'il a vu. Il a vu le curé cheminer en compagnie de l'instituteur ; et il a vu qu'au seuil des boutiques les gens ne s'étonnaient pas de cette réunion. Puis, de toute la France, les journaux apportent l'assurance « d'une même bonne volonté... » Les hussards s'en vont de nuit. Les bâtimens du quartier sont éclairés par des lanternes. Sous la voûte, une petite fille tend au colonel un large bouquet tricolore. Le régiment s'ébranle et, avec le vacarme de ses trompettes, défile au milieu des ovations. Il part, il ne sait pas où il va. Il est en Lorraine au bout de quelques jours et se tient sur les coteaux qui, au Nord-Est, protègent Nancy. « En face de nos soldats s'étendait, ondulée de vallonnemens, la plaine où, là-bas, le ruisseau de la Seille séparait les deux patries. Ils couchaient sous les arbres, et la lune éventait de tiédeur les nuits brèves. Au cours des journées torrides, ils sommeillaient encore, se déshabillaient à demi, séchaient leur linge au soleil Des bombardemens lointains, vers Pont-à-Mousson et Nomény, expiraient sourdement dans l'air léger. Suscitant de vaines fusillades, des

avions allemands voguaient dans l'espace. Et puis, des nuages s'amassèrent, voilèrent le ciel, crevèrent en torrens. Tapis sous leurs capotes et transis, les soldats ne bougeaient plus, immuables comme le bruissement sempiternel de la pluie. Les eaux s'épuisèrent et le soleil darda quelques rayons. Les oiseaux, à l'envi jasèrent. Les parfums des foins et des forêts embaumèrent les vents... » Ni Raffet, ni Alphonse de Neuville ou Édouard Detaille n'ont peint de cette manière les soldats, les bivouacs et le paysage des batailles ; ceci est plus rare : un tableautin militaire, par Corot.

De Lorraine, les hussards sont envoyés en Belgique. Les affaires n'allaient pas bien ; les barbares avançaient. Un vieil échevin, militaire émérite et qui avait travaillé au Congo, donnait de mauvaises nouvelles : deux millions d'Allemands n'étaient pas loin, leur masse écraserait tous les obstacles et autant valait jeter des pierres sous un rouleau... « Mais, rebutant ce prophète de malheur, nous n'inventions que motifs d'espérer. » Quelle spontanéité de confiance ! Or, cette vive aptitude à éluder les motifs de chagrin, c'est elle aussi qui permet à l'auteur d'*Étapes et batailles* de peindre si joliment la guerre et ses horreurs. Il ne dissimule pas les horreurs ; et il n'a point affadi la peinture. Mais sa vision n'est pas sombre : il voit en clair ; les ombres même, il les colore.

Pourtant, voici les jours de la retraite : « Bah ! ce n'est pas pour longtemps ; une simple anicroche... » Les régimens descendent vers le Sud-Ouest. Les hussards passent la Semoy sans encombre. L'ennui, c'est pour eux de traverser les villages où les bonnes gens leur demandent avec angoisse : « Êtes-vous vaincus ? » Mais eux de hausser les épaules et de rencontrer ou d'inventer, à chaque étape, un regain d'espoir. Une fois, c'est un bataillon de turcos superbes qu'on a croisé sur le chemin ; ces gaillards rient sur le bel ivoire des dents, caressent leurs baïonnettes et annoncent : « Li, bientôt, tout rouge, sang boche, cochon ! » Et les hussards : « Un tel renfort changera les événemens ! » Une autre fois, c'est une halte chez des paysans qui vous font rôtir un poulet, qui vous débouchent un sauterne valeureux, qui vous mettent en liesse. Et, à chaque instant, c'est le général qui, avec son officier d'ordonnance, part et s'avance bien au delà des avant-postes, pourquoi ? pour que tout le monde voie qu'il n'y a pas de danger. Principalement, ce qui fait rebondir ces garçons, c'est leur jeunesse élastique. Dernier réconfort des cavaliers, la charge longtemps promise, accordée enfin. Certes, on a cherché la bonne occasion, depuis des semaines ; mais, quoi ! les uhlans se refusent.

Alors, faute d'une occasion très bonne, on saisit celle qu'on trouve. « Émoi suprême, de bondir, chasser le sol, s'unir au vent! Les hussards, sabres tendus, volent. Les mitrailleuses se pointent contre eux : trop tard. Déjà un escadron a franchi la zone du danger. Mais, abrupt, un talus casse l'élan. Les chevaux tentent en vain de grimper la côte, quelques secondes d'hésitation gaspillent le bénéfice de la promptitude... » Aussitôt les obusiers, avertis, accablent ce coin de bataille. Les cavaliers se replient, pressant leurs bêtes ; ils ont laissé sur le terrain la moitié de leur effectif et les deux capitaines. Découragés, ceux qui reviennent? « Une telle hécatombe n'était pas inutile : l'infanterie, grâce à cette diversion, a dégagé son aile qui ne sera plus débordée. » Puis le commandant du corps d'armée les interpelle et leur déclare qu'ils ont honoré la cavalerie française.

Ils sont ainsi amenés jusqu'au samedi mémorable, 5 septembre, où une fanfare leur sonne aux oreilles : l'appel du généralissime à ses armées ; l'ordre d'avancer. Il ne s'agit plus que d'avancer : joie immense. Victoire de la Marne, et la poursuite, et les premières batailles de l'Aisne ; ensuite, la course à la mer, la remontée, en obliquant vers l'Ouest, par delà Calais et Dunkerque, en attrapant un coin de Belgique, jusqu'à Nieuport et plus haut. Après cela, le mur vivant de nos armées barre toute la route à l'invasion. Mais l'automne arrive, l'automne aux deux visages : « tantôt pluvieuse et morne, lorsqu'elle regarde vers le sombre avenir; tantôt, si elle se remémore le passé radieux, douce, mélancolique et somptueuse, sous sa robe de rouille, de pourpre et d'or... » Vers le 15 novembre, la bataille parut s'épuiser. Il sembla qu'on devait, pour en finir, attendre le printemps. On prépara les longues patiences de l'hiver. Nos troupes, après quatre jours de tranchées, avaient tour à tour le soin de se bâtir, à quelque distance du front, des campemens, des baraques de bois ou de chaume... « Parfois, le soleil dissipait les nuages et dorait les arbres nus; mais bientôt il se renfrognait derrière les averses et le brouillard... Il y eut aussi de la neige. Pendant une semaine, le sol gelé craquait. Les arbres, les buissons se découpaient sur l'étendue blanche, que les contours trop précis faisaient pareille à un jouet puéril. Les étangs se vêtaient de glace que les soldats cassaient pour dénicher dans les pierres les anguilles... » Les hussards sont à Ypres. La population de la pauvre belle ville ne s'est pas sauvée : « Elle couchait dans les caves et, si le bombardement diminuait d'intensité, passait les journées à la surface de la terre. Dans les cabarets, les vieux fumaient les pipes, tandis que les filles raccommodaient les

hardes et que sur les dalles les sabots des bambins claquaient. Pour économiser le pétrole, on n'allumait les lampes que fort tard, et la mélancolie crépusculaire enveloppait ce tableau de Téniers. »

Les hussards sont à Ypres; et puis notre hussard n'y est plus. La tête lourde, la fièvre au corps et l'esprit délirant à demi, il a senti qu'on l'emportait, qu'on le plaçait dans une automobile; le vent le fouettait; et il apercevait les halles d'Ypres qui flambaient. On l'a mis dans un train. Plus tard, on l'a mis dans un lit, dans du linge blanc et dans du silence. Il a entendu, près de lui, une voix merveilleusement douce et qui venait d'une cornette de bonne sœur. Il s'est apaisé; il s'est guéri et, faible encore, tout languissant de corps, non de pensée, et même avec une acuité singulière, il a discerné le subtil détail de ses souvenirs qui lui apparaissaient comme à la flamme d'un éclair. Il les a fixés sur le papier en phrases nettes, en phrases ingénieuses et pimpantes, et en phrases qui font la nique à toute peine, à toute crainte et à tout marasme, et la nique aux Boches.

Je disais que la guerre avait emmené avec elle ses annalistes, les écrivains dont elle fit des soldats. Mais, prodigue, elle en tua beaucoup. Et, comme elle improvisait des soldats, elle improvisa aussi des écrivains : l'un d'eux, pour son coup d'essai, donne un chef-d'œuvre. M. René de Planhol, lui, partit pour la guerre avec son talent : on connaissait le charmant recueil de ses contes emblématiques, *L'Esclave et les ombres*, où la rêverie et l'idéologie composent de précieux rébus de pensée, ornent de poésie les mystères de l'âme et offrent au vieux chagrin du monde un nouveau divertissement. Mais on ne connaissait pas M. Marcel Dupont : lui-même se connaissait-il? Officier de légère, il aimait son métier. Un jour, pendant que l'ennemi bombarde Reims, il a quelques heures pour entrer dans cette ville où naguère il était en garnison ; et il revoit son logement d'officier, sa chambre, son cabinet de travail, le livre qu'il lisait à la dernière minute : — un Baudelaire ; et, adorant Baudelaire, il n'est aucunement baudelairien ; — ses paperasses, les feuillets sur lesquels il se promettait « d'écrire de belles choses » et n'écrivait rien. La guerre l'a séparé de tout ça : et, en pleine guerre, il combat certes, et il écrit *En campagne*, qui est le chef-d'œuvre que je disais.

Dans son avant-propos, il annonce que son volume ne contient ni études tactiques, ni considérations critiques sur l'ensemble de la guerre : lieutenant de chasseurs, il ne prétend pas à dominer les

opérations qui se déroulent sur un front de neuf cents kilomètres; il ne songe qu'à raconter ce qu'il a eu sous les yeux dans le petit coin du champ de bataille où son régiment se trouvait placé. Des épisodes? Sans doute. Mais, avec une heureuse lucidité d'intelligence, il les rattache si bien à l'immense conflit que la guerre tout entière est là, dans les trois cents pages de ses souvenirs. Il voit aussi juste que Fabrice Del Dongo : il voit plus large.

Au mois d'août, jusqu'au 27, n'étant que le sixième lieutenant par ordre d'ancienneté, il a dû rester au dépôt, recevoir, équiper, former les escadrons de réserve que son régiment constitue. Enfin, le 28, sa cantine faite, ses paquetages bouclés, ses chevaux embarqués, il part : il va remplacer un sous-lieutenant blessé au cours d'une reconnaissance. Il est content. On l'envoie dans le Nord. Puis, à mesure qu'il approche des armées, des bruits inquiétans lui arrivent; dans les gares, la nuit, les gens ne disent rien de bon : « Charleroi? Ne me parlez pas de Charleroi! Nos hommes? Magnifiques!... Une hécatombe... La retraite... jour et nuit... Les Allemands n'osent pas... Ah! nous sommes propres... On recule... » Il cherche son régiment : les renseignemens qu'il obtient sont vagues, sont déroutans, sont terribles... « Eh bien! que voulez-vous? Je marcherai au canon. Bonsoir. » L'angoisse d'une solitude éperdue augmente d'heure en heure, jusqu'à la minute où ses efforts, aidés de hasard, le conduisent à ses camarades : alors, tout s'arrange ; et il est prêt, pour toute éventualité. Il débute péniblement et, comme on l'en avertissait, par la retraite. Depuis plusieurs jours, l'armée descend de la frontière et ne manœuvre qu'en vue de n'être pas coupée, désarticulée. Lui, avec ses chasseurs, est à l'arrière-garde, avec mission de repousser les patrouilles que l'ennemi lance aux flancs de nos colonnes d'infanterie. Sous le beau soleil, une désolation mortelle. Pendant une journée et sa nuit, le corps d'armée fait cinquante kilomètres. Il y a des trainards. On aperçoit sur les routes des fantassins fourbus, éclopés. En voici un, qui passe un pont, tout seul, son fusil à la bretelle, ses cartouchières au ceinturon, plus de sac. Il s'appuie sur un bâton, n'avance guère, à chaque pas s'arrête et, pour faire un pas de plus, rassemble toutes ses forces, dernières forces. Il est pâle et en sueur : un homme perdu. Il parvient jusqu'au poste volant des chasseurs et là entend une estafette dire que les Boches sont à deux cents mètres et vont déboucher. Subitement, il se redresse. Son visage se contracte; il a l'air stupéfait et furieux, crie : « Ils sont là?... Ah! les s...! » et, profitant d'un

regain d'énergie étrange, miraculeuse, il met baïonnette au canon, boitant, sautant à cloche-pied, repasse le pont, se campe au milieu de la route, le fusil croisé dans la position réglementaire, tout seul contre l'armée allemande. Il est fou, il est sublime. Une salve; et il est tué...

Mais la retraite continue : la retraite que Joffre a ordonnée, la retraite incomparable, et salutaire, et atroce... « Ceux qui n'ont pas connu ces heures ne sauront jamais le degré de souffrance morale et d'abattement physique que peut endurer un soldat. Il faut les avoir vécues pour être certain que l'on peut subir une telle épreuve sans en mourir. Plus tard, nous avons compris. Mais, à ce moment-là, nous autres, simples officiers de troupe, nous étions emportés dans le flot tumultueux de cette armée et nous ne comprenions pas pourquoi nous reculions ainsi. Songez à ce que ce mot contient d'affreux : nous ne comprenions pas ! » Je ne sais ce qu'il y a dans ces phrases, pour leur donner un tel accent de douleur, et l'accent même de cette douleur sans pareille : à la vérité, les phrases ne sont ici presque rien ; la forme, et non l'habit, du sentiment tout nu, sans voile, le sentiment plus fort que nuls mots... Les soirs, au commencement de septembre, furent chauds et lourds. Un soir, le 4 septembre, sur les six heures, le long de la route de Vauchamps à Montmirail, le régiment se forme en colonnes de demi-régiment. Les hommes descendent de cheval, poudreux, la poussière collée au visage ; sur le sol et dans un champ de blé fauché, ils se couchent et ils dorment. Les officiers, par petits groupes, causent afin de ne pas s'endormir. A minuit, le bivouac était installé ; à trois heures du matin, en selle : l'ennemi vient d'accrocher l'arrière-garde et il faut faire face. Pareillement, chaque nuit, courte nuit de repos inachevé. L'on se battait, et l'on faisait de bon ouvrage : après quoi, l'on se repliait... « Soldats, mes frères, oublierez-vous l'angoisse qui vous étreignait quand vous deviez, au moment où le jour déclinait, après avoir vu tomber tant des vôtres, abandonner une nouvelle parcelle de notre douce France, livrer aux barbares quelques-uns de nos jolis hameaux, de nos champs, de nos vergers, de nos jardins, quelques-unes de nos vignes ? C'était l'ordre. Nous avons compris, depuis, combien tant de sacrifices avaient été utiles. Mais alors nous ne savions pas. Et le doute venait. Nous avons connu des jours atroces et rien ne pourra arracher de ma mémoire l'impression d'anéantissement physique et moral dont nous étions alors frappés, mes camarades et moi. » M. Marcel Dupont donne la plus saisissante formule de cette retraite : « Chaque jour, nous avons dû nous battre.

Chaque jour, l'ennemi était repoussé. Chaque jour, il fallait reculer. » Ce témoignage est important. Il caractérise la volonté du général en chef, sa méthode, la rigueur avec laquelle fut exécutée de point en point la difficile manœuvre du renoncement provisoire et de la brusque représaille ; et il glorifie les armées qui, ayant subi le long supplice quotidien de se croire vaincues, perdues, abandonnées, réagirent tout de go pour la victoire, saintement patientes dans la défensive et si soudaines dans l'offensive que l'ennemi détala devant elles, déconcerté, comme frappé par la détente d'un ressort qu'il croyait mol sous sa pesée.

L'offensive ! Ordre du général en chef. La joie est partout.

« Un officier au colonel... » C'est au lieutenant Dupont de marcher... « Direction Courgivault. Reconnaissez si le village est occupé. La brigade vous suivra dans une heure, par le même chemin... » Le lieutenant a choisi quatre solides garçons, parmi ses chasseurs, et le brigadier Madelaine, qui est sûr. Un temps splendide. On respire bien. Les luzernes et les chaumes brillent encore de rosée. L'horizon, net. La route est silencieuse; et rien n'y bouge. Il s'agit d'avancer avec prudence : on ne sait pas ce que cachent les buissons, les fossés, les taillis. C'est la première reconnaissance offensive de la campagne de France : sur les indications qu'elle fournira, les régimens vont s'élancer à leur perte ou à la victoire. La petite troupe chemine, craint de se risquer, à droite et à gauche examine les boqueteaux, passe et bientôt aperçoit, au milieu des prairies et des pommiers, le village, fermes et maisons paysannes tassées autour d'un clocher. Le lieutenant braque sa jumelle et, à l'horloge du clocher, lit : six heures quinze. Cette horloge, c'est tout ce qui paraît vivant, au village. Tout le reste dort, ou est mort. On ne distingue nuls travaux de défense, rien qui indique l'ennemi. Vercherin, l'un des chasseurs, est détaché pour aller voir d'un peu plus près. Et il suit une ligne de peupliers : un arbre après l'autre lui servira d'abri ; et il se glissera d'un arbre à l'autre. Il s'arrête, se dresse sur ses étriers : il a cru que, dans une meule, quelque chose remuait, qu'une tête se levait hors de l'herbe... « Je regarde; je ne vois rien que le village silencieux et paisible. Toujours la même impression de vide, odieuse et déprimante... » Les chevaux ont peur et font demi-tour : un coup d'éperon les ramène. Alors, à quelque cent mètres des chasseurs, sur la lisière du village, une ligne de tirailleurs, vêtus de gris, se développe, s'allonge derrière les meules, se défile adroitement, tire et, par bonheur, tire mal. Les chasseurs savent ce qu'ils avaient à savoir, l'occupation de Courgi-

vault par l'ennemi. Les balles leur bourdonnent aux oreilles, leur sifflent aux oreilles. Il faut gagner du champ, sauver sa vie et s'acquitter de sa mission jusqu'au bout. Un cheval tombe. Le cavalier se relève, un peu étourdi. Le brigadier Madelaine, le visage éraflé d'une balle, saigne : et ce n'est rien. Les tirailleurs de Courgivault continuent leur musique. Prestement, assembler la petite troupe, consoler Lemaître qui pleure son cheval, et achever la bête qui geint, faire trotter les deux cavaliers démontés, lourd-bottés, examiner encore le mouvement des tirailleurs gris devant le village, évaluer leur nombre, esquiver leur tir... L'un des chasseurs, Wattrelot, file et porte au colonel un billet du lieutenant : le renseignement. Les minutes passent. Le lieutenant, son renseignement parti, ne se ménage guère ; les balles qui bourdonnent et sifflent ne le dérangent pas de sa besogne. Il donne le coup de grâce au cheval qui souffre; même, il lui accorde quelques mots d'oraison funèbre et lui promet le paradis des braves chevaux. Et ensuite, les tirailleurs du village se taisent. Puis un peloton de chasseurs d'Afrique se montre. Au même instant, une détonation retentit. Un obus éclate au pied des meules où les fantassins prussiens se cachent : c'est une de nos batteries qui déjà règle son tir sur Courgivault... « Mon renseignement est arrivé. La bataille de la Marne est commencée. »

Courgivault fut pris, enlevé très vite, perdu, repris à la baïonnette. Et, le soir, quel soir, après cette journée, la première journée victorieuse !...

L'art de M. Marcel Dupont, — je crains que mon résumé ne le gâte, — le voici justement : on ne peut résumer l'un de ses chapitres, tant il est habile à dessiner en peu de traits toute la scène, à raconter vite et serré, à ne laisser entre les détails principaux que l'espace qu'il faut pour que l'air y circule. Cette concision si parfaite, et qui n'entasse rien, ne néglige rien non plus. Et l'on n'y sent pas l'effort. Tant d'art, et avec tant de naturel ! délicieuse réussite. Et l'art n'empêche pas l'émotion ; je ne dis pas qu'il la seconde : il lui est docile. Cet officier de légère est avec son art comme un cavalier avec son cheval. La bête est vive ; le cavalier la mène où il veut. D'ailleurs, il ne lui fait point exécuter des tours singuliers, accomplir des exploits de manège : il la menait à la guerre. Elle l'a bien porté, docile et alerte, par tous les chemins, et fût-ce par les sentiers difficiles, forte dans la fatigue et allègre, gaie aux matins radieux, toujours prompte.

Dès la victoire de la Marne, commence la poursuite. Nos soldats,

aux trousses de l'ennemi, repassent par les routes de malheur devenues des routes de bonheur. Ils ne savent pas jusqu'où ils iront, chassant devant eux l'envahisseur. Ils comptent le pousser hors de France. Mais, à l'Aisne, il faut s'arrêter.

Cette péripétie, M. Maurice Gandolphe l'a très bien marquée dans son livre, *La marche à la victoire*, beau livre encore, d'un style adroitement rude et qui parfois, souvent même, obtient des effets de grande poésie.

En quittant la ligne extrême où la marée allemande a jeté son flot, on a cru qu'épuisée elle se retirait. On se lança derrière elle, on traversa l'immense plage, souillée de ses détritus : « litres vides, où s'étiquettent tous les alcools, sacs velus d'où s'échappent des dentelles et des soies, mausers fracassés, capotes, selles, hideuse défroque de l'armée d'invasion qui, avant de fuir, a bu, » — a bu et a pillé. L'on galope dans tout cela, et dans une horrible odeur mêlée de cadavre et d'alcool, l'odeur de la Teutonie en alarme. Et, premièrement, c'est presque facile. Peu à peu la résistance, pour ainsi parler, s'épaissit... « On sent que d'heure en heure un flot nouveau déferle, s'étale, monte. Nous nous raidissons contre l'évidence d'un obstacle fort et durable, dressé contre notre poursuite. Très vite, nous apercevons que c'est toute une offensive qui recommence, avec des moyens abondamment renforcés. Des corps inconnus, une artillerie gigogne descend de ce Nord où gagnait notre chasse allègre. Dans un méthodique et puissant déploiement, nos divisions s'ordonnent et s'approfondissent : après la guérilla des coups de force et de surprise, nous nous alignons à la bataille rangée. » En peu de jours, le « barrage » se constitue, solide sur les deux versans.

Toutes les sortes de guerre, notre armée extraordinaire eut à les accepter, durant les premiers mois de la campagne ; et telle fut sa souplesse intelligente qu'elle passa de l'une à l'autre quand il le fallut, prête à exceller dans l'offensive hardie, trop hardie, dans la défensive savante et patiente, puis dans la brusque reprise d'offensive, et dans la guerre de siège. Celle-là, qui n'est pas finie, abonde en coups d'audace et d'ingéniosité, en brèves anecdotes que M. Maurice Gandolphe conte à merveille. Des deux côtés, on tâche de mordre sur le front de l'adversaire. Les opérations de grande envergure sont impossibles : on cherche de menus résultats qui se coordonneront avec d'autres et au moins rattraperont des bouts de sol. Tel village dont on sait à peine le nom devient un objectif de réelle importance : en quelques heures, il est quatre fois pris, perdu, repris par

nous. Ce village, « un beau soir d'avance, » on en chasse les dragons de Wurtemberg. Nos cavaliers le tiennent toute la nuit, toute la matinée suivante. Mais, autour de ce saillant, la bataille augmente d'intensité : sur trois faces, les bataillons bavarois resserrent leur menace d'encerclement. Donc, les cavaliers reçoivent l'ordre de retourner en arrière. « Et voici, le lendemain, qu'une longue file d'évacués croise la colonne ; les misères habituelles passent, avec des airs familiers. Une femme, menant un lot d'enfans, s'arrête : — *Tiens, tu vois, ceux-là étaient chez nous...* Puis elle explique : — *Vous savez, notre maison, où vous avez mangé, ils sont revenus derrière vous et ils ont mis le feu partout...* Nous nous taisons. La femme regarde les chevaux, les carabines, les hommes et, sans colère, avec une résignation un peu surprise, demande seulement : — *Pourquoi est-ce que vous êtes partis ?...* Pour oublier cela, il faut aller vite et loin chez les autres ! » M. Maurice Gandolphe insiste sur l'atroce difficulté de faire la guerre chez soi, d'avoir cette tâche : reprendre, avec les instrumens dévastateurs de la guerre moderne et contre un ennemi sauvage, des villages et des villes que nos frères, citadins et paysans, n'ont pas tous évacués. « Tant que nous allons par-dessus ce qui est nôtre, l'attaque, la belle attaque qui est la joie des combats s'alourdit d'angoisse et de détresse. » Il avertit les « gens de l'arrière, » qui s'étonnent de la lenteur et des retards...

Abominable guerre, et cependant sainte. La dernière impression que laisse le livre de M. Gandolphe est celle-là. Le sol, plus âprement disputé, reconquis lopin par lopin, une motte de terre après une autre, est consacré à jamais. Cette vérité, un mot sublime l'interprète. Après un échec local, je ne sais où, le général réunit son état-major ; et, sur la carte, on examine la situation. C'est dommage, dit un capitaine, que nous ne tenions plus ce village. Et le général, très simplement : « Ne dites pas que nous ne tenons plus ce village ; nous avons là douze cents tués de chez nous : ils tiennent la position, en nous attendant. » Au crépuscule, le village fut repris et la « garnison des morts » relevée.

Les historiens, plus tard, feront leur profit de *Six mois de guerre en Belgique*, par un soldat belge, Fernand-Hubert Grimauty, artilleur cycliste à la 101e compagnie. C'est un récit très original, d'une évidente vérité, d'une spontanéité presque naïve. Le sentiment qui domine dans ces pages, c'est la colère d'un pays loyal et dupé, la haine de la fourberie allemande, la rancune. L'artilleur cycliste a rendu avec beaucoup de justesse l'effroi et le désir de vengeance dont frissonne aux premiers jours la Belgique trahie par les Boches : elle

flaire partout la trahison, la cherche et la trouve ; elle déniche des espions et, plus d'une fois, quand les armées sont aux prises, démasque des troupes de Prussiens qui ont revêtu l'uniforme belge. « Quelle rage ! » Et cette rage, aidée du mépris, tourne à une sorte d'humeur narquoise, qui résiste bien contre la désolation, qui excite les énergies gaiement batailleuses. M. Grimauty, dans les plus tragiques momens, trouve des mots bizarres, cocasses, charmans. A la bataille de l'Yser, les Belges tirent éperdument, vite et comme pour profiter des minutes suprêmes. La formidable artillerie allemande les accable ; ils ne cessent pas de tirer cependant, de tous leurs fusils : « Nous avons l'air de chasseurs qui tirent sur des lapins, avec des lions dans le dos ! » D'ailleurs, ils font bien de s'entêter, contre tout espoir : l'infanterie française arrive. « Nous la reconnaissions dans l'ombre au martellement nerveux de sa marche. Quand les pioupious nous aperçoivent, ils n'ont qu'une petite phrase courte, qui scande leur marche et qu'ils répètent en défilant devant nous : — *Où qu'ils sont, les Boches ? Où qu'ils sont, les Boches ?...* » Nos fantassins viennent de Lombaertzyde... « Ah ! les braves petits gars ! s'écrie leur camarade Grimauty ; sortis d'un enfer pour venir dans un autre, et tricoter de ce train-là entre les deux !... »

Lisez enfin *La vie de guerre contée par les soldats.* M. Charles Foley a recueilli sous ce titre quelques dizaines de lettres écrites de tous les points du front par des maris, des fils, des frères, gens de toute condition naguère et d'une seule condition devant l'ennemi, des héros. Le caractère de chacun d'eux subsiste, et le tempérament de chacun d'eux ; mais toutes les différences sont groupées en un faisceau de volonté unique : volonté de vaincre et, à cette fin, même abnégation, le sacrifice universellement consenti. L'un de ces épistoliers, un artilleur, blessé, cité à l'ordre du jour, appelle ses prouesses un « petit succès. » Il écrit : « J'ai fait simplement mon devoir. » Sa récompense l'étonne : « et alors, dit-il, ce n'est pas moi seul, c'est toute l'armée qu'il faudrait citer ! » Une telle modestie n'est pas l'usage ancien de la littérature. Cet artilleur nous avertit de ne pas confondre plus longtemps le jeu littéraire avec les vertus auxquelles de beaux livres ont apporté leur témoignage, et qui valent qu'on soit à genoux devant elles, en toute humilité de gratitude.

ANDRÉ BEAUNIER.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA POUDRE

On peut montrer, comme nous l'avons vu, en partant de considérations toutes théoriques et d'ailleurs fort simples, que les substances explosives doivent être composées par l'association de corps combustibles (charbon, soufre ou hydrogène) donnant des produits gazeux, et d'un corps comburant, l'oxygène, celui-ci étant utilisé sous la forme de composés où il entre sous un volume réduit, c'est-à-dire de composés solides. Nous avons vu aussi qu'*a priori* ceux de ces composés qui sont à rendement oxygéné maximum, et que la nature fournit le plus facilement, sont ceux du chlore et surtout de l'azote.

Telles sont bien les conditions remplies par le plus ancien et le plus longtemps employé des corps explosifs connus, la poudre noire. Mais comme il arrive souvent et même généralement dans l'histoire des découvertes, ce sont uniquement l'empirisme et les tâtonnemens qui ont fait inventer cette poudre, et nullement des considérations spéculatives. C'est un jeu facile après coup de refaire par la théorie toutes les découvertes et de dire : on pouvait les prévoir. En fait, on ne les prévoit guère, car du choc hasardeux des faits et des phénomènes jaillissent plus d'étincelles que de toutes les ratiocinations du monde, et même dans le domaine qui semble le plus soumis à la spéculation, — je parle de la spéculation qui a son siège dans les méninges et non de celle qui trône à la Bourse, — même dans le domaine de la science, le fait est souverain, et la pensée, si vive qu'elle soit, ne peut généralement que se traîner dans son sillage impérieux.

C'est ainsi que la découverte de la poudre n'a résulté que de longs

tâtonnemens purement empiriques. Aujourd'hui encore, comme il y a quelques siècles, la poudre noire est composée de soufre, de charbon (corps comburans) et de salpêtre ou azotate de potasse (composé oxygéné de l'azote); les proportions que l'expérience a montrées les plus favorables sont : 75 pour 100 de salpêtre, et le reste constitué de parties à peu près égales de soufre et de charbon de bois.

On sait que ces messieurs boches, toujours en mal de conquêtes et d'annexions plus ou moins légitimes, ont depuis longtemps répandu dans le monde la légende que la poudre a été inventée par un des leurs, le moine Barthold Schwartz. Et ma foi, si nous nous étonnions un peu de les voir raconter l'histoire de la chimie sans parler de Lavoisier, exclure Niepce et Daguerre de celle de la photographie, et Pasteur de celle de la microbiologie, beaucoup de gens s'en vont encore répétant sur la foi des in-folio teutons que la poudre a été inventé par Schwartz. C'est si loin de nous, et nous sommes tous portés à croire à l'honnêteté d'un cuistre, pourvu qu'il porte un bonnet de docteur et se réclame de la véracité germanique !

La vérité, c'est que, comme l'a lumineusement montré Berthelot, on rencontre pour la première fois en 1354 le nom de Barthold Schwartz, et qu'à cette époque la poudre était connue depuis un siècle au moins, qu'elle avait été employée antérieurement à cette date, notamment à la défense de Cambrai en 1334 et à Crécy en 1346, et que Pétrarque en parle dans un de ses traités en 1344.

Donc les Boches ne sont point fondés à prétendre qu'ils ont inventé la poudre, et rien ne permet d'attribuer à tel ou tel la découverte de cette substance que de longues générations d'alchimistes ont peu à peu extraite des cornues médiévales.

***

Jusque vers la fin du XIXe siècle la poudre noire fut maîtresse des champs de bataille. Pendant cinq siècles, c'est elle qui eut l'honneur d'être la principale pourvoyeuse de Thanatos, et c'est à peine si ses succédanés actuels dépassent un peu ses qualités homicides.

C'est d'ailleurs uniquement comme agent propulseur, servant à chasser les projectiles hors des armes à feu que la poudre a été employée d'abord et pendant plusieurs siècles. L'idée de charger les projectiles eux-mêmes de matières explosives est toute moderne. C'est seulement en tant qu'agent propulseur que nous étudierons d'abord la poudre.

A ce point de vue, et si excellente que fût la poudre noire, certains faits prouvaient *a priori* qu'elle ne réalisait pas la perfection : d'une

part en effet elle produisait de la fumée, preuve que sa combustion était incomplète et son rendement imparfait; d'autre part, certains produits de cette combustion étaient nécessairement solides et non pas gazeux, comme le sulfure de potassium, produit de l'union du soufre avec le potassium du salpêtre et cette substance solide encrassait les bouches à feu et contribuait à diminuer le rendement, On avait remarqué dans le courant du XIXe siècle qu'on atténuait cet inconvénient en diminuant la quantité de soufre, mais cette diminution rendait beaucoup plus difficile l'inflammation de la poudre, et les progrès dans ce sens avaient été forcément limités, malgré l'emploi, au lieu de charbon ordinaire, de charbons roux, résultant de la calcination incomplète de certains bois et qui avaient permis de réaliser des poudres brunes, pauvres en soufre.

Mais tous ces progrès furent éclipsés complètement par l'introduction du coton dans la fabrication des poudres, ou du moins le jour ou les découvertes de Vieille permirent de régulariser son usage en toute sécurité.

Le coton représente à l'état pur la substance que les chimistes appellent cellulose parce qu'elle constitue le vêtement des cellules végétales et qu'on retrouve dans le bois, d'une manière générale dans les plantes et dans les principaux produits qui en dérivent : les étoffes et les papiers. La cellulose est un hydrate de carbone, c'est-à-dire un carbure d'hydrogène légèrement oxygéné ; elle constitue, comme chacun l'a pu remarquer en enflammant un morceau de coton, un combustible excellent et léger.

Le chimiste bâlois Schönbein avait découvert dès 1846, qu'en traitant le coton par l'acide azotique ou nitrique (auquel on ajoutait de l'acide sulfurique pour absorber l'eau formée dans la réaction, car on sait que l'acide sulfurique est un avide buveur d'eau) on obtenait une substance qu'on appela pyroxyle, fulmicoton, coton poudre, coton nitré ou nitro-cellulose. Cette substance dans laquelle le combustible cellulose et le comburant acide nitrique étaient associés sous une forme extraordinairement instable avait, comme Schönbein le signala dès le début, la propriété de détoner avec violence sous les influences les plus minimes.

Dès le milieu du XIXe siècle Schönbein lui-même et ses émules songèrent à appliquer le coton-poudre au chargement des armes à feu afin de remplacer la vieille poudre noire. On reconnut en effet bien vite que la puissance dégagée par celle-ci était très inférieure à celle du coton-poudre. Tandis en effet, et pour prendre un exemple, que la

pression développée par la poudre noire est, sous une densité de chargement égale à 0,5, d'environ 2 100 kilos, elle est d'environ 1 200 kilos pour le coton-poudre; sous une densité de chargement égale à 0,9 (c'est-à-dire 9 décigrammes de substance par centimètre cube) la pression développée par la poudre noire est, de 5 100 kilos et de 38 000 kilos (plus de sept fois supérieure) pour le coton-poudre. Malheureusement, la pression développée par celui-ci l'est dans un temps très court; il s'ensuit que ses effets brisans sont énormes, ce qui en ferait, d'après ce que nous avons vu, une poudre propulsive et fusante très imparfaite et de nature à détériorer rapidement les armes à feu. En outre, le coton-poudre, — à l'encontre de la poudre noire qui a une parfaite stabilité, — est déplorablement instable et capricieux; sous les influences les plus diverses et les plus légères, il se décompose, le frisson de l'onde explosive l'ébranle soudain, et ce sont alors des accidens terribles et contre lesquels aucune précaution n'est vraiment efficace avec cette terrible et fantasque substance.

Aussi, lors des essais poursuivis dans presque tous les pays civilisés afin de substituer le coton-poudre à la poudre noire, les catastrophes furent, pendant de longues années, si répétées et si terribles (la plus affreuse en France détruisit complètement en 1848 la poudrerie du Bonchet) que la plupart des gouvernemens renoncèrent complètement à son emploi. Dès lors, le coton-poudre ne fut plus destiné qu'à être employé, après avoir été légèrement humidifié, comme explosif brisant dans le chargement des mines marines et des torpilles, et il rend encore dans ce domaine les plus grands services.

La poudre noire paraissait définitivement triompher de sa cotonneuse concurrente lorsque les travaux de l'illustre chimiste français Vieille donnèrent à la question un tour nouveau que rien ne laissait prévoir.

***

Lorsqu'on traite le coton par l'acide nitrique suivant l'exemple de Schönbein, on n'obtient pas en réalité un seul type parfaitement défini de coton-poudre, mais un produit plus ou moins nitré, suivant que le traitement a été poussé plus ou moins loin. Le coton-poudre le moins nitré, le moins pénétré d'acide azotique peut être dissous dans un mélange d'alcool et d'éther en formant le *collodion*, si cher aux photographes et aux médecins (1). Le coton-poudre le plus nitré et

(1) Rappelons que le celluloïd, ce dangereux parvenu de l'industrie moderne, n'est lui-même qu'une association de collodion et de camphre.

qui est aussi le plus puissant, au point de vue des effets balistiques, est au contraire insoluble dans le mélange alcool-éther. Si pourtant on fait macérer dans du collodion le coton-poudre le plus azoté, celui-ci sans se dissoudre s'émulsionnera en quelque sorte dans la liqueur, s'y désagrégera en parcelles impalpables, formera avec le collodion une sorte de masse gélatineuse, en un mot un colloïde (je renvoie mes lecteurs à la définition que j'ai donnée naguère de ce mot ou plutôt de cette chose). Si on laisse alors évaporer l'excédent d'alcool et d'éther de cette solution colloïdale, on obtient une sorte de pâte consistante et plastique que l'on peut triturer, comprimer, tréfiler et qu'on amène dans une sorte de filière d'où elle sort sous forme de ruban qu'on met à sécher et qui est constitué par une sorte de corne élastique, homogène et flexible. C'est la matière première de la poudre sans fumée.

Le mérite éminent de M. Vieille, — qui nous a donné pendant plusieurs années une supériorité dans la balistique, bientôt imitée comme il arrive toujours en ces matières par les autres nations, — son titre impérissable est d'avoir précisé cette gélatinisation du coton-poudre et d'avoir aperçu et montré scientifiquement tous les avantages qu'on en pouvait tirer et que nous allons examiner maintenant.

Bien que la matière gélatinée obtenue par la dissolution du coton-poudre ultra-nitré dans le collodion dérive essentiellement et en quelque sorte doublement du coton-poudre lui-même, elle en diffère pourtant du tout au tout. Pour simplifier, nous appellerons cette substance la *poudre B* du nom qui lui fut donné d'abord en l'honneur, dit-on, de l'initiale du général Boulanger, qui était ministre de la Guerre lorsque M. Vieille fit ses célèbres expériences. Tout d'abord, et ceci est fondamental, la *poudre B*, à l'encontre du coton-poudre, est incapable de détoner sous quelque influence que ce soit. Qu'on l'enflamme, qu'on la frappe, qu'on lui fasse subir le choc extraordinairement brusque du fulminate de mercure, elle brûle, elle fuse, mais ne détone jamais. Elle n'est jamais brisante comme le coton-poudre et peut donc, à cet égard, être employée sans crainte d'accidens comme poudre propulsive ; et sa fabrication ne risque pas de voir se produire les explosions soudaines que déchaîna trop souvent celle du coton-poudre.

Si nous comparons maintenant la poudre B à la vieille poudre noire, deux points retiennent notre attention : d'une part la poudre B est, comme le coton-poudre lui-même, très inférieure à la poudre noire au point de vue de la stabilité. Au bout d'un certain temps, et

sous des influences encore imparfaitement définies, la poudre B s'altère, une sorte de maladie l'envahit et sa température s'élève donc peu à peu jusqu'à ce qu'elle fuse. Mais jamais même alors, — et cela ne se produit guère que plusieurs années après la fabrication, — elle ne détone et n'explose. Si des catastrophes atroces, comme celle du *Liberté*, ont été causées naguère par la décomposition de la poudre B, ce n'est pas cette poudre elle-même qui en a été l'agent efficient, car elle avait causé seulement un incendie ; malheureusement, lorsque la température due à cet incendie a atteint la limite où la mélinite explose spontanément, celle qui remplissait les obus couchés dans les soutes du navire a explosé inévitablement.

A l'heure qu'il est, aujourd'hui que, par la force même des choses, tous nos stocks anciens de poudre sont depuis longtemps consommés, et que les champs de bataille ne consomment chaque jour et au fur et à mesure de leur sortie, que des poudres fraîchement préparées, nous n'avons plus à craindre d'accidens de ce genre, et la guerre a fait disparaître tous les inconvéniens qui résultaient, en temps de paix, de la longue conservation de nos poudres modernes.

Dans une poudre formée, comme la poudre noire, de grains irréguliers séparés par des solutions de continuité, la combustion est apportée dans toute la masse par les gaz chauds provenant des premières parties brûlés. La pression des gaz produits élève elle-même d'abord la vitesse de cette combustion ; mais il est certain que cette pression et cette vitesse baissent rapidement parce que les grains de poudre ne brûlent que par leur surface et que cette surface diminue au fur et à mesure de la combustion. En conséquence, et comme les expériences de sir Andrew Noble l'ont effectivement démontré, la combustion de la poudre noire est complètement achevée avant que le projectile se soit déplacé beaucoup dans l'âme de la bouche à feu, et de plus la pression produite est d'abord extrêmement élevée, puis tombe rapidement à zéro. C'est cette pression maxima, laquelle ne doit pas dépasser une certaine valeur sous peine de détériorer l'arme et de la faire éclater, qui limite la charge de poudre noire utilisable.

La poudre B est au contraire découpée en longs rubans très plats et elle brûle uniquement par la surface de ces rubans. La valeur de cette surface reste sensiblement la même à mesure que les rubans brûlent (l'épaisseur de leur tranche étant négligeable par rapport à leur largeur et à leur longueur qui restent constantes). *Il s'ensuit que la pression des gaz dégagés par la combustion de cette poudre reste sensiblement constante tant qu'elle brûle et qu'on peut régler à volonté, par*

la seule dimension des rubans employés, la durée, la vitesse et la pression du dégagement gazeux suivant le calibre utilisé (1). Dans ces conditions, avec une pression maxima moins grande que celle d'une charge de poudre noire, c'est-à-dire avec une usure moindre de l'arme, on arrive, grâce à une durée beaucoup plus grande de cette pression maxima, à obtenir un effet balistique supérieur.

Par exemple, dans notre ancienne pièce de campagne de 90, — qui fait encore aujourd'hui de la terrible et bonne besogne, — on lançait un projectile de 8 kilos avec une charge de poudre noire de $1^{kg},900$ qui produisait une pression maxima de 2360 kilos par centimètre carré. Aujourd'hui on lance le projectile à la même vitesse avec une charge de poudre B de $0^{kg},720$ seulement et une pression maxima de 1 600 kilos seulement. Si on utilisait des charges de poudre B produisant des pressions maxima égales à l'ancienne charge de poudre noire, on aurait des vitesses initiales, c'est-à-dire une justesse, une portée et une efficacité de tir bien plus considérables.

C'est ainsi que, dès 1885, la poudre B nous a permis d'accroître de plusieurs centaines de mètres la vitesse initiale de tous nos projectiles, sans rien changer à notre armement.

Tous ces progrès ont été dus surtout aux travaux de M. Vieille, dont le principal spécialiste allemand en la matière, M. Gutmon, disait, résumant un historique des poudres pyroxylées : « Toutes ces tentatives furent éclipsées par l'invention de Vieille qui en 1886 gélatinisa très soigneusement de la nitrocellulose et en fit des feuilles qu'il découpa en rubans ou en petits losanges. »

Aussi devons-nous souscrire entièrement au jugement si vrai dans sa concision qu'un éminent chimiste français, M. L.-J. Simon, à qui nous avons emprunté plusieurs élémens de cette étude, portait naguère sur « l'ingénieur qui, à peine âgé de trente ans, sans le secours d'aucun hasard ni d'aucune collaboration, par l'effet d'une méthode parfaite au service d'une haute intelligence, dotait son pays d'une découverte qui le rendit maître de l'heure pendant deux ans... Il serait d'une monstrueuse ingratitude d'oublier le tribut de reconnaissance dû à ce grand savant et à ce grand Français. »

En outre des propriétés précédentes, les nouvelles poudres propulsives avaient ce caractère important d'être *à combustion complète,*

(1) Il est évident qu'avec les grands calibres la combustion de la poudre devra durer plus longtemps, puisque la durée du trajet du projectile dans l'arme est plus grande. C'est ainsi que l'épaisseur des lames employées dans la poudre pour fusils n'est que d'environ 7 dixièmes de millimètre, tandis qu'elle est dix fois plus grande dans la poudre destinée aux grosses pièces de marine.

de ne fournir que des produits gazeux sans nulle fumée, ce qui n'est pas étranger à leur puissance balistique, et avaient l'avantage nouveau et important de ne plus déceler à l'ennemi l'origine des coups de fusil ou de canon par aucune fumée révélatrice.

C'est cette particularité qui a par-dessus tout frappé le public. De là vient le nom de *poudre sans fumée* qu'il a donné à la poudre de M. Vieille.

Il convient d'ailleurs de remarquer que le mot *poudre* est devenu lui-même tout à fait impropre pour désigner les substances propulsives des armes à feu. Ces substances qui se présentent en longs et larges rubans réunis en fagots n'ont plus rien de la forme pulvérulente. Il faudrait donc commencer ainsi, si on voulait définir exactement les poudres modernes : « Poudres : substances qui ne sont pas des poudres, etc. »

Ainsi le veulent les étranges vicissitudes de la vie des mots. Le peuple dénomme les choses par une qualité qui le frappe ; un beau jour cette qualité qui n'était qu'accessoire et non essentielle disparaît; mais le nom subsiste, sans lien apparent avec l'objet. Mais pourquoi, après tout, la logique régnerait-elle dans le langage des hommes, quand elle existe si peu dans les pensées que ce langage prétend ambitieusement exprimer?

* * *

Toutes les nations civilisées... si on ose encore employer ce qualificatif, ont imité de très près dans leurs poudres de guerre la poudre B de M. Vieille. Elles proviennent toutes du fulmicoton gélatinisé. La cordite par exemple, qui est la poudre propulsive employée par la marine et l'armée britannique, provient d'une mixture colloïdale du coton-poudre dans la nitroglycérine. Elle a un pouvoir propulsif peut-être un peu plus considérable que la poudre française, mais la température qu'elle développe est plus élevée et, partant, l'usure des armes plus rapide: en outre, sa décomposition est plus dangereuse. Les autres poudres étrangères, qui toutes relèvent des mêmes idées générales, donneraient lieu à des remarques analogues.

Les formes qu'on a données aux poudres pyroxylées varient d'un pays à l'autre. Tandis que chez nous les filamens sont larges et plats, ce qui assure une surface de combustion constante et légèrement décroissante, c'est-à-dire que la poudre est à peu prèscon stante, en Angleterre les brins de poudre ont la forme de cylindres et de filamens pleins, ce qui diminue peu à peu leur surface au fur et à mesure de la

combustion, et constitue une poudre dégressive; en Allemagne, on l'emploie en lames et cylindres creux de sorte que la surface interne augmente à mesure que la surface externe diminue, ce qui assure une combustion sensiblement constante. Enfin, dans certaines poudres américaines, les brins ont la forme de blocs prismatiques perforés de trous comme les briquettes de charbon du commerce: les trous s'élargissent par la combustion et, au total, plus vite que la surface extérieure ne diminue; la surface d'émission des gaz s'accroît donc et on a ainsi une poudre progressive.

Progressives, constantes ou dégressives, toutes ces poudres sont proches parentes et leurs qualités comme leurs défauts voisinent beaucoup.

* * *

Ce qui nous importe surtout, c'est de considérer que toutes ces poudres dérivent d'un certain nombre de matières premières qui leur sont communes et qui sont indispensables à leur fabrication.

De l'exposé précédent il résulte que ces matières premières sont : *l'alcool* et *l'éther*, dissolvant le coton-poudre peu nitré pour former le collodion où l'on enrobera le coton-poudre très nitré, *l'acide nitrique* et *l'acide sulfurique* destinés à la production du coton-poudre, et enfin et surtout le *coton*.

Il est du plus haut intérêt de se demander si le blocus de l'Allemagne par les flottes et les armées alliées est de nature à la priver dans un délai quelconque de quelqu'une de ces matières premières qui, toutes ensemble et *chacune indépendamment*, sont indispensables à la fabrication de ses poudres. Cette fabrication pût-elle être non pas même complètement arrêtée, mais seulement entravée, que la chose aurait une importance considérable pour l'issue de la guerre. C'est un côté de la question dont on ne s'est pendant longtemps pas préoccupé, et on peut se demander si même aujourd'hui l'attention des gouvernemens alliés est suffisamment aiguillée dans cette voie.

L'alcool est un des produits dont l'Austro-Allemagne ne manque et ne manquera certainement pas : les mélasses, les pommes de terre, qui alimentent les distilleries sont des produits agricoles extrêmement abondans en Allemagne et en Autriche. L'éther sulfurique résulte de l'union de l'alcool et de l'acide sulfurique. Celui-ci est l'aliment essentiel de toutes les industries, et il est certain que l'Allemagne en fait normalement une consommation énorme dans la plupart de ses usines. Il provient surtout du grillage des pyrites (minerais sulfurés du fer),

grillage qui produit de l'acide sulfureux, lequel par combinaison avec l'oxygène de l'air et la vapeur d'eau, donne l'acide sulfurique. Dans le temps de paix, l'Allemagne importait des pyrites et des sulfures de zinc, ceux qu'elle possède ne suffisant pas à son énorme consommation de vitriol... c'est l'acide sulfurique que je veux dire. On peut supposer qu'une grande partie de l'acide que ses industries pacifiques consommaient a été dirigée vers ses usines de guerre. D'autre part, rien n'empêche la Suède d'exporter les pyrites de ses gisemens en Allemagne. Il n'en reste pas moins que l'Allemagne a dû être à un moment donné, ou craindre d'être à court de produits sulfurés, puisqu'elle a fait venir des soufrières italiennes de grandes quantités de soufre que nos nouveaux alliés ont laissées, fort imprudemment et pendant longtemps, pénétrer chez nos ennemis.

L'acide nitrique est habituellement et depuis longtemps, fabriqué en traitant par l'acide sulfurique le salpêtre du Chili ou nitrate de soude dont les gisemens chiliens exportent chaque année près de 3 millions de tonnes, employées, soit comme engrais, soit comme matière première des industries chimiques. Cette source doit être à l'heure actuelle, du moins nous l'espérons, fermée aux Allemands. Mais on peut aussi fabriquer l'acide nitrique, soit à partir de l'azote de l'air, qui se combine directement à l'oxygène, dans l'arc électrique, soit à partir des produits ammoniacaux. Ceux-ci sont eux-mêmes des résidus de la distillation de la houille, si abondante en Allemagne; d'autre part, on peut aussi produire l'ammoniaque physiquement, directement à partir de l'azote de l'air et de l'hydrogène. Pour passer de l'ammoniaque à l'acide nitrique, le trop célèbre chimiste Ostwald, apôtre de l'organisation germanique par les pastilles incendiaires, a réalisé un procédé ingénieux qui consiste simplement à faire passer un courant d'air, d'abord dans une solution ammoniacale, puis dans un tube légèrement chauffé et contenant de la mousse de platine. On peut se demander si les Boches ont, à l'heure actuelle, suffisamment industrialisé ces procédés pour suffire à leurs énormes besoins d'acide nitrique. La question est, en tout cas, de savoir si leur rendement à cet égard, qui n'est pas illimité, ne sera pas nécessairement et, pourvu qu'on le veuille fermement, dépassé par celui des Alliés, qui, eux, ne redoutent aucune pénurie de nitrates et de pyrites.

Reste enfin la plus importante des matières premières des poudres colloïdales : *le coton*.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les gouvernemens français et anglais viennent de déclarer le coton contrebande de guerre abso-

due. Avant que les mesures qui découlent de cette décision n'entrent en application, — et leur efficacité dépendra de l'énergie qu'on apportera à les réaliser, — il ne sera peut-être pas inutile de rappeler en quelques mots les causes des mouvemens passionnés d'opinion qui ont abouti, — mieux vaut tard que jamais, — à cette décision tant attendue.

Les principaux pays producteurs de coton sont l'Égypte, l'Inde, l'Afrique occidentale, et surtout les États-Unis, les trois premiers marchés sont sous le contrôle des Alliés. Restaient les États-Unis qui, depuis le début de la guerre, et par l'intermédiaire de neutres complaisans, ont importé en Allemagne des quantités considérables de coton.

Les chiffres suivans, qui indiquent les importations de coton brut dans quatre pays neutres voisins de l'Allemagne, respectivement du 1er août 1914 au 30 février 1915, et dans la période correspondante un an auparavant, sont édifians à cet égard :

	1914-1915.	1913-1914.
Hollande	121 705 tonnes.	8 532 tonnes.
Danemark	8 965 —	1 025 —
Norvège.	25 275 —	3 270 —
Suède.	177 500 —	7 272 —
	333 445 —	20 099 —

De nombreux intérêts privés, où le lucre entrait peut-être autant que l'amour de la liberté, ont lutté longtemps pour empêcher la déclaration du coton comme contrebande de guerre, tant parmi les grands manufacturiers de Manchester que parmi les producteurs des États du Sud et des États-Unis. Non contens d'invoquer leurs intérêts assurément fort respectables, ils se prétendaient assurés que les Allemands pouvaient fort bien se passer du coton brut et le remplaceraient facilement, si besoin était, par la cellulose extraite des vieux chiffons, du papier, ou de la pulpe de bois. La statistique précédente allait évidemment un peu à l'encontre de cette prétention ; de même le fait que le prix du coton brut était, il y a deux mois, six fois plus élevé à Brême qu'à Liverpool. D'ailleurs, nous avons des raisons de croire que, depuis une quinzaine de jours, aucune quantité de coton, si minime soit-elle, ne peut plus en Allemagne être employée pour des travaux non militaires. Enfin, l'illustre chimiste anglais, sir William Ramsay, le Christophe Colomb des nouveaux gaz de l'atmosphère, n'a cessé d'affirmer dans toute la campagne retentissante dont il a pris la

tête et qui vient d'aboutir si heureusement, que rien ne peut, pour les Allemands, remplacer le coton brut comme producteur des obus et des balles, car l'utilisation à cet effet de vieux chiffons ou de bois ne pourrait se faire qu'en modifiant tout leur outillage d'usine et leur armement, sous peine des plus terribles... je devrais écrire des plus joyeuses... catastrophes.

Sir William Ramsay, calculant que la consommation quotidienne du coton brut en Allemagne est actuellement de 1 000 tonnes environ par jour, n'a cessé de prétendre que le stock disponible chez nos ennemis ne lui aurait permis de faire la guerre que, jusqu'au mois d'avril dernier seulement, si le coton avait été dès l'abord déclaré contrebande de guerre. Espérons du moins qu'on y tiendra la main et que, malgré les cris intéressés des gens lésés dans leurs gros sous, tant en Angleterre qu'en Amérique... l'heure n'est plus de mettre les gens dans du coton... on saura à bref délai sevrer dame Germania de tout celui dont nous l'avons laissée trop longtemps gonfler son insolent corsage.

L'enfant grec voulait jadis de la poudre et des balles. Aujourd'hui l'enfant grec est un peu changé. Mais nous du moins, qui les voulons à sa place, qui luttons maintenant sur l'âpre route montant vers la liberté, n'ayons point la sottise d'hésiter un instant, puisque nous le pouvons, à arracher des mains brutales de nos ennemis, la poudre, à défaut des balles, qui alors ne leur serviront plus de rien.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

« Il serait puéril, a dit M. le président du Conseil en montant à la tribune au commencement de la séance du 26 août, d'essayer de nous cacher à nous-mêmes les incidens qui se sont succédé dans ce palais depuis quelques jours. » Ces incidens, tout le monde en parlait hors de l'enceinte du Palais-Bourbon ; tout le monde les connaissait et les commentait ; ils commençaient même à inquiéter le pays. C'est dire qu'il était temps d'y mettre fin d'une manière ou d'une autre, soit par la chute du ministère, soit par une manifestation de confiance qui le consoliderait définitivement. M. Viviani l'a senti, et il a mis la Chambre en demeure de se prononcer d'une manière assez nette pour que l'atmosphère de malaise où on respirait difficilement depuis quelques semaines fût enfin dissipée. « A l'heure où nous sommes, a-t-il affirmé, il faut que la Chambre donne sa confiance au gouvernement, non pas par un ordre du jour qui passe, mais par l'adhésion permanente des cœurs et des esprits. C'est au parlement à nous donner la force nécessaire. Il faut nous garder ou nous renverser : pas de demi-mesure. » Il n'est rien de tel qu'une question bien posée, surtout quand elle l'est avec un accent de fermeté qui fait impression. On se demandait la veille si le gouvernement serait renversé ; il a été couvert d'applaudissemens enthousiastes, et la Chambre s'est ajournée au 16 septembre, ce qui est la marque de confiance la plus significative qu'elle pouvait lui donner. Elle va enfin lui laisser un peu de repos ; elle va en prendre elle-même ; tout le monde en a besoin. Elle trouvera le pays aussi calme qu'elle a été elle-même agitée, et ce sera pour elle d'un bon exemple.

Il nous reste à raconter d'où est venue cette crise, ou plutôt cette menace de crise qui a si heureusement avorté. Lorsque la Chambre s'est réunie, après les premiers mois de la guerre, elle a donné un

spectacle réconfortant ; elle s'est montrée animée du plus ardent et, en même temps, du plus sage patriotisme, et quelques-unes de ses séances seront parmi les plus belles pages de notre histoire parlementaire. Depuis, le parlement a rendu des services qu'il serait injuste de ne pas reconnaître. Ses Commissions ont fait beaucoup de besogne et plus d'une fois cette besogne a été bonne. Il y a là des hommes instruits, compétens, actifs, qui se sont donné pour tâche de rechercher, de constater ce qu'il y a eu d'insuffisant dans le rendement de nos administrations militaires et, comme on dit aujourd'hui, d'en intensifier la production. La Commission de la Guerre de la Chambre, et encore plus celle du Sénat, ont certainement fait œuvre utile et, puisqu'on parle de contrôle, il nous semble qu'elles ont trouvé le moyen d'exercer le leur. Enfermée dans ces limites, leur action a été salutaire. Mais la Chambre, mise peu à peu au courant de ce qui s'était passé dans les Commissions, a été prise d'impatience ; elle s'est demandé si elle n'avait pas à intervenir tout entière, non seulement pour contrôler le gouvernement, mais au besoin pour le remplacer. La multiplication des sous-secrétaires d'État a été la manifestation de cette tendance dont il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'étonner, car tous les pouvoirs tendent naturellement à empiéter les uns sur les autres, et une partie de la politique a pour objet d'en défendre les limites respectives. Le gouvernement a eu bientôt quelque peine à défendre les siennes. La question du contrôle parlementaire a été passionnément discutée, et le groupe socialiste unifié s'est efforcé de la faire trancher radicalement en donnant d'une manière absolue aux Commissions le droit d'enquête sur tout ce qui concerne les armées, à l'exception toutefois des opérations militaires. Les autres groupes, chacun dans des proportions différentes, ont senti ce qu'il y avait là d'excessif ; leur bon sens y a opposé des résistances ; plusieurs solutions transactionnelles ont été proposées. Finalement, on s'est mis, ou on a paru se mettre d'accord, et il a été convenu entre les délégués de tous les groupes et le gouvernement que le contrôle des Chambres s'exercerait par l'intermédiaire de leurs Commissions, qui délégueraient à cet effet certains de leurs membres pour des missions temporaires et pour un objet déterminé. Chaque mission devait donner lieu à un rapport écrit et signé par le rapporteur, sous sa responsabilité. Le gouvernement a accepté cette transaction, étant bien entendu que, pour la mise en pratique, il y aurait entente entre les Commissions et lui. Les délégués des groupes ont, à l'unanimité, pris acte de « l'entente établie, » et on a

pu croire que la paix était faite. Mais si on l'a cru, on s'est trompé.

L'agitation a continué sous une forme nouvelle, celle qui est le plus conforme aux traditions et aux habitudes parlementaires : un ministre a été mis en cause et menacé d'être renversé. Il y a longtemps que les partis les plus avancés de la Chambre en veulent à M. Millerand et ont juré de se débarrasser de lui. Sous prétexte que tout n'a pas été pour le mieux au Ministère de la Guerre ; qu'il y a eu des erreurs, des négligences commises ; que, dans l'improvisation formidable à laquelle il a fallu se livrer, certains détails d'exécution ont été critiquables, M. Millerand a été mis en cause avec une véhémence ou, pour mieux dire, une violence dont on nous avait depuis un an épargné la manifestation dans un débat public. On discutait les crédits relatifs à la création de deux sous-secrétariats d'État. A propos de crédits, on peut parler de tout : le débat a porté tout de suite sur le service de santé, un de ceux, il faut bien l'avouer, dont le fonctionnement a le plus laissé à désirer au commencement de la guerre. Aussitôt les colères se sont allumées, les passions se sont déchaînées et M. le président Deschanel s'est vu forcé de lever une séance qui ne pouvait plus continuer ainsi. La suite du débat a été remise à huitaine, dans l'espoir que la température surchauffée de la Chambre se refroidirait un peu d'ici là. Cet espoir n'a pas été complètement déçu. Les colères et les passions sont restées les mêmes, mais elles se sont mieux contenues. Toutefois, si la nouvelle séance a pu atteindre son terme, il n'en a pas été de même du débat qui est une fois de plus resté en suspens. Qu'était-il arrivé ? M. Millerand avait parlé. Il l'a fait simplement, fortement, solidement, uniquement soucieux de défendre son administration plus que lui-même et s'adressant peut être plus au pays qu'à la Chambre dont il s'est médiocrement appliqué à ménager les susceptibilités spéciales. A mesure qu'il parlait, un air d'orage s'alourdissait sur l'assemblée. Un moment cependant, l'union s'est retrouvée parfaite : M. Millerand avait prononcé le nom du général Joffre ; la Chambre s'est levée presque entière et a éclaté en applaudissemens enthousiastes. Mais ce n'a été qu'un éclair, et lorsque M. Millerand est descendu de la tribune, il n'avait pas cause gagnée.

C'est alors que MM. Franklin-Bouillon et Alexandre Varenne ont annoncé qu'à la prochaine séance, — qu'on a encore renvoyée à huitaine, — ils demanderaient à M. le président du Conseil comment il concevait la possibilité de donner à la Chambre entière le moyen de connaître la vérité sur toutes les questions relatives à la défense natio-

nale. On était loin de la transaction sur laquelle les délégués des groupes s'étaient mis d'accord avec le gouvernement! Il ne s'agissait plus d'autoriser les Commissions à faire des enquêtes, sur certains points déterminés et limités ; ce château de cartes, péniblement édifié, était déjà renversé : il s'agissait maintenant de tout dire à la Chambre entière, ce qui ne pouvait se faire qu'à huis clos. Il y aurait donc une séance secrète ; M. Varenne voulait bien consentir à ce qu'elle ne se terminât pas par un vote ; mais une fois qu'on saurait tout, on reprendrait, s'il y avait lieu, l'affaire en séance publique et alors on voterait. Qu'est-ce à dire ? La Chambre, en séance secrète, opérerait comme un juge d'instruction qui prépare le jugement sans le prononcer, après quoi elle se transmettrait à elle-même le dossier et s'érigerait en tribunal, avec la différence que, devant un tribunal ordinaire, on dit tout, tandis que, devant celui-ci, on ne dirait rien, on se contenterait de conclure sur des renseignemens qui resteraient confidentiels. Mais qu'en penserait le pays? Qu'y comprendrait-il ? On se l'est demandé et nous avons assisté alors à un spectacle singulier. La séance secrète paraissait certaine quand elle a été proposée; le gouvernement lui-même avait eu, disons la condescendance d'en accepter le principe; mais presque aussitôt des oppositions se sont produites, des doutes sont venus aux esprits, les groupes ont commencé à se désagréger devant une question qui avait d'abord semblé toute simple, mais qui, à la réflexion, devenait délicate, inquiétante, menaçante, et chaque jour des défections se produisaient. Les partisans de la proposition lâchaient pied les uns après les autres. On se demandait si un secret confié à six cents personnes ne courait pas quelque risque de transpirer. Le bon sens reprenait ses droits, et quand M. Viviani est monté à la tribune, le 26 août, il n'y avait vraiment plus qu'à souffler sur la proposition de comité secret pour la faire s'évanouir. Au fond, personne n'en voulait plus. Les derniers coups lui ont été portés par MM. Paul Beauregard et Denys Cochin, et elle a été enterrée par M. Varenne lui-même dans des termes qu'on n'attendait pas de lui. Après avoir pris la défense du parlement qu'on a, disait-il, beaucoup calomnié; après avoir assuré qu'il n'y avait dans son sein ni partis, ni intrigues, il a conclu ainsi, sans se soucier de la contradiction : « La Chambre n'a le choix qu'entre le secret ou le silence, car il n'y a pas moyen de porter à la tribune les questions relatives à la défense nationale. Si vous choisissez le silence, cela ne me déplaît pas, mais il faut qu'il soit bien entendu que nous cessons la guerre de couloirs et que nous ne pensons plus qu'à

l'autre. » Il y avait donc une guerre de couloirs et on la poursuivait en même temps que l'autre? Espérons que c'est fini.

Quant à M. Viviani, il n'avait jamais été mieux inspiré. Chaque phrase de son discours a été applaudie et méritait de l'être. Il a protesté une fois de plus contre toute paix prématurée et affirmé que nous ne pourrions songer à en faire une qu'après avoir assuré le triomphe du droit, brisé l'instrument du crime, restauré dans son intégrité territoriale l'héroïque Belgique et repris l'Alsace-Lorraine. C'est aussi la volonté de la Chambre et celle du pays. Tout est bien qui finit bien. Cette séance qui venait après deux autres mal engagées et mal conduites, était l'objet d'appréhensions légitimes : elle a assaini l'atmosphère et montré que si les couloirs parlementaires sont ce qu'a dit M. Varenne, la Chambre elle-même, prise dans son ensemble, a le sentiment des effrayantes responsabilités qui pèsent sur elle et s'arrête à temps au bord des fautes irréparables. Il vaudrait mieux, tout de même, s'arrêter un peu plus tôt.

Le Reichstag s'est ouvert, le 20 août, et sa première séance a été remplie par un grand discours de M. de Bethmann-Hollweg. Qui donc a dit que la répétition est la meilleure figure de rhétorique, la plus propre à entraîner la conviction? Nul ne le croit plus fermement que le chancelier de l'Empire, et il rabâche à satiété les mêmes choses, ce qui est d'ailleurs une manière d'avouer qu'il a peu de confiance dans l'effet qu'elles ont produit jusqu'ici. Le remords chez lui devient volontiers agressif. On sent dans sa parole une impatience, un énervement, une irritation, une colère même de n'être pas cru; peu à peu le ton s'en élève et devient de plus en plus violent. Cela plait à son auditoire allemand et laisse le reste du monde tout à fait indifférent. M. de Bethmann-Hollweg perd son temps à raconter de nouveau à sa manière, qui est toujours la même, une histoire que tout le monde connait : à notre tour, ce serait perdre le nôtre que de le suivre dans ces sentiers battus et rebattus. Qui ne sait aujourd'hui à quoi s'en tenir sur les origines de la guerre? L'opinion est définitivement faite. Il faudrait, pour la changer, découvrir quelque fait nouveau qui changerait complètement la face des choses, et si ce fait existait, ce serait miracle qu'il fût encore ignoré.

M. de Bethmann-Hollweg a cru pourtant le trouver, il y a déjà quelques mois, lorsqu'il a lu, dans les papiers laissés à Bruxelles par le gouvernement, la mention d'une conversation sans autorité et sans portée qu'un colonel anglais aurait eue avec un général belge : il

s'agissait de la neutralité de la Belgique et de l'utilité de prévoir d'avance ce qu'il y aurait lieu de faire pour la défendre, si elle était violée. Quoi de plus naturel, de plus légitime que cette suggestion où M. de Bethmann-Hollweg a voulu voir à tout prix la preuve que la Belgique avait manqué la première aux obligations d'une neutralité qui, dès lors, n'existait plus ? Un pareil sophisme n'a vraiment pas besoin d'être réfuté, mais puisque M. de Bethmann-Hollweg s'y acharne, il est peut-être bon de le caractériser, et c'est ce que sir Edward Grey vient de faire dans une lettre à la presse où il dit qu'« il n'y a rien de plus méprisable et de plus abject. » Mais enfin, puisque c'est la thèse du gouvernement allemand, il devrait s'efforcer de la rendre un peu moins invraisemblable : aussi est-on tout surpris de constater que, dans une autre partie de son discours, M. de Bethmann-Hollweg a fait précisément le contraire. Il y a parlé, en effet, d'une correspondance très abondante, trouvée, elle aussi, dans les papiers du gouvernement belge et que le gouvernement impérial a livrée à la publicité de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* : c'est celle des ministres de Belgique dans plusieurs capitales de l'Europe pendant les dix années qui ont précédé la guerre. Elle est très uniforme dans le fond et dans la forme. Nous n'en citerons rien pour ne pas contrister des amis malheureux et qui n'ont pas mérité de l'être ; mais, certes, les ministres belges étaient aussi éloignés que possible d'être les adversaires de l'Allemagne. Tout au contraire, ils l'admiraient ; ils voyaient en elle un pays d'ordre, un pays conservateur, dont la politique assurait le maintien de la paix générale, tandis que cette paix menaçait constamment d'être troublée, on ne devinerait pas par qui : par l'Angleterre et par nous. Le gouvernement impérial a sans doute cru piquant de publier aujourd'hui ces dépêches : que prouvent-elles, sinon que la Belgique évoluait dans l'orbite de l'Allemagne et était à cent lieues de s'entendre contre elle avec l'Angleterre. Si M. de Bethmann-Hollweg a cru que, par cette publication, il ferait naître quelque gêne entre les alliés d'aujourd'hui, il a commis encore une de ces graves erreurs de psychologie qui sont si fréquentes chez ses compatriotes et chez lui. Que nous importe ce passé ? La Belgique sait maintenant à quoi s'en tenir sur les projets de domination universelle que l'Allemagne roulait depuis longtemps dans sa tête et dont Liége, Namur, Louvain, Anvers devaient être les premières victimes. Et qu'en ressort-il à notre sujet, de cette correspondance ? Hélas ! qu'on s'était tellement habitué partout à voir en nous des vaincus résignés, ou qui devaient l'être, que toutes les fois que nous relevions

la tête, que nous formions un projet, nous défendions un droit, c'était un scandale en Europe, et que les meilleurs nous en voulaient de compromettre une paix où ils se trouvaient bien. La foudre, en tombant sur eux, ne les a que trop éclairés : elle leur a montré la solidarité qui existe entre toutes les nations libres, qui veulent continuer de l'être, et qui aiment mieux mourir que de manquer à l'honneur.

Toute cette première et longue partie du discours de M. de Bethmann-Hollweg nous laisse indifférens, mais il n'en est pas de même de la dernière, non plus que du récit sophistiqué fait par le chancelier des négociations qui ont eu lieu en 1912, entre l'Angleterre et l'Allemagne, sous prétexte d'assurer le maintien de la paix. Ces négociations avaient été précédées et préparées par un voyage de lord Haldane à Berlin. Germanophile avoué, nul ne pouvait être mieux choisi que lui pour ouvrir les voies et il les a ouvertes en effet; mais les négociations ont été ensuite poursuivies à Londres et, là, on s'est aperçu vite que la prétention de l'Allemagne était d'engager l'Angleterre, sans s'engager elle-même, ce qui est d'ailleurs l'objet habituel de sa politique. Les deux pays essayèrent plusieurs formules d'entente sans parvenir à se mettre d'accord. L'Angleterre offrait de ne prendre part à aucune agression contre l'Allemagne. Celle-ci voulait davantage et, par exemple, que, « si on imposait la guerre, » l'Angleterre s'engageât à observer une neutralité bienveillante. Quoi de plus obscur qu'un pareil mot? L'Allemagne ne soutient-elle pas encore aujourd'hui qu'on lui a imposé la guerre actuelle? Dès lors, dans sa pensée, l'Angleterre n'aurait pas pu y prendre part. A Londres, où on ne regarde pas les traités comme des chiffons de papier et où on ne s'engage qu'à bon escient, on refusa de s'associer à une équivoque. C'est ce que sir Edward Grey explique aujourd'hui en disant dans sa lettre à la presse que, pour que les négociations eussent abouti, il aurait fallu que la Grande-Bretagne s'engageât à observer une neutralité absolue, tandis que l'Allemagne, aux termes de ses alliances, serait restée libre de participer à n'importe quelle guerre européenne. Ces négociations nous reportent à trois ans en arrière, elles appartiennent au passé : le présent, il faut le chercher dans les intentions que révèle le discours de M. de Bethmann-Hollweg. Sir Ed. Grey le résume en ces termes qui sont, dit-il, textuellement reproduits : « L'Allemagne devra avoir la haute main sur les destinées de toutes les autres nations, être le bouclier de la paix et de la liberté pour les grandes et pour les petites. » Celles-ci n'auront que les libertés que l'Allemagne voudra bien leur accorder. Et le ministre des Finances allemand

venant après M. de Bethmann-Hollweg, a conclu à son tour « qu'un lourd fardeau de milliards devra être supporté. pendant plusieurs décades, non par l'Allemagne, mais par ceux qu'il lui plaît de qualifier les instigateurs de la guerre. En d'autres termes, la prétention de l'Allemagne est que, pendant plusieurs décades, toutes les nations qui lui auront résisté, devront peiner pour lui payer tribut sous forme d'indemnités de guerre. » Tel est le double programme allemand, politique et financier.

Le jugement porté sur le discours du chancelier par sir Edward Grey est-il inexact ? est-il exagéré ? On peut en juger par cette ligne que nous en détachons : « La politique anglaise de l'équilibre des Puissances doit disparaître ; » et cette autre : « L'Europe ne peut obtenir la paix qu'avec une Allemagne forte et inviolable. » Pourquoi M. de Bethmann-Hollweg attribue-t-il à la seule Angleterre la politique d'équilibre, alors que c'est celle de l'Europe civilisée, comme toute son histoire en témoigne, et que c'est notamment celle de la France qui, en dépit de quelques courts momens d'aberration, y est constamment restée fidèle ? La politique d'équilibre a pour objet, comme son nom même l'indique, d'empêcher une seule nation de devenir si puissante que, s'emparant de l'hégémonie du monde, elle prétende le soumettre à sa domination. Il n'y a pas de politique plus respectueuse de la dignité autant que de la liberté humaines et il faut avoir une singulière imprudence pour en afficher une autre en ce moment. Mais rendons grâce à l'Allemagne de le faire : c'est une des rares preuves de sincérité ingénue qu'elle nous ait données depuis le commencement de la guerre et comme un jet lumineux au milieu de son habituelle hypocrisie. Si nous n'avions pas été fixés par avance sur ses ambitions, nous le serions maintenant.

Ces ambitions n'ont pas de limites. On aurait compris que l'Allemagne, fière de la puissance qu'elle avait acquise avant de la compromettre aussi gravement, se refusât à déchoir et annonçât la résolution de lutter jusqu'au bout pour maintenir sa grande situation dans le monde. Mais ce n'est plus assez pour elle ; la situation d'hier a cessé de lui suffire ; elle ne veut plus d'équilibre entre elle et les autres ; elle veut être maîtresse de tout. Les continens ne sont pas assez vastes pour la satisfaire, il lui faut aussi la mer dont elle demande la liberté, avec le sens particulier qu'elle a toujours donné à ce mot : liberté pour elle, asservissement pour autrui. Dans ce nouveau champ d'activité, elle rencontre la barrière que lui oppose l'Angleterre : de là vient la haine de plus en plus féroce qu'elle éprouve pour ce noble

pays et qui ne s'était pas encore manifestée avec autant de fureur et de rage que dans le discours du chancelier. Tous les voiles y sont déchirés et, si l'Angleterre a pu en douter jusqu'à ces derniers temps, elle sait aujourd'hui que, de tous les pays de l'Europe, elle est le plus directement visé par le déchaînement des appétits teutons. La guerre contre l'Angleterre a été préparée lentement, sournoisement, avec une méthode inflexible et, si elle avait éclaté dans quelques années au lieu de l'avoir fait maintenant, cette préparation aurait été portée si loin que tout aurait été à craindre. La puissance des armes modernes a changé les anciennes conditions de la guerre, et le détroit n'assure plus, pour l'avenir, une protection suffisante à l'Angleterre : elle le sait, elle est avertie. La liberté des mers ne saurait être plus grande qu'elle ne l'a été depuis un siècle en temps de paix : en temps de guerre, il faut demander aux survivans du *Lusitania* et de l'*Arabic* ce qu'elle est déjà devenue depuis que l'Allemagne s'en mêle. L'*Arabic* est ce navire marchand qui, parti de Liverpool pour New-York, où il ne transportait certainement pas des armes de guerre, a été torpillé sans avertissement préalable par un sous-marin allemand. Le désastre a été moins grand que celui du *Lusitania*, mais les intentions de l'agresseur, de l'assassin, étaient les mêmes, et deux Américains ont péri. C'est jusqu'ici la seule réponse que l'Allemagne ait faite à la dernière note par laquelle M. Wilson lui notifiait qu'il prendrait pour un « acte inamical » toute violation des principes du droit des gens qui coûterait la vie à un citoyen de la libre Amérique. Nous ne parlerons pas davantage de l'incident aujourd'hui : le patient M. Wilson a demandé des explications et on assure au moment où nous écrivons que le comte Bernstorf lui en a donné ou promis d'excellentes. C'est ce qu'il faudra voir de près. En attendant, M. de Bethmann-Hollweg continue le plus sérieusement du monde de présenter l'Allemagne comme le champion de la liberté des grandes et des petites nations. Les grandes nations savent ce qu'il en faut penser, et il semble que les petites commencent à se le demander avec quelque anxiété. Nous recommandons aux neutres la lecture et la méditation du discours de M. de Bethmann-Hollweg.

Les neutres sur lesquels se porte aujourd'hui l'attention principale sont toujours ceux des pays balkaniques : peut-être la déclaration de guerre de l'Italie à la Porte leur apportera-t-elle aussi des sujets de réflexion. Toute son attitude prouve que l'Italie aurait désiré n'avoir qu'un ennemi, l'Autriche-Hongrie, qui détient des terres irrédentes ; on sait avec quelle résolution hardie, ses précautions une fois prises,

elle lui a déclaré la guerre; mais elle ne l'a déclarée ni à l'Allemagne, ni à la Porte, bien qu'elles soient les alliées de l'Autriche, et l'Allemagne et la Porte ne la lui ont pas déclarée davantage; elles se contentent de la lui faire. La différence est que l'Allemagne y met quelque discrétion, tandis que la Turquie n'y en a mis aucune. Elle a ostensiblement soutenu l'insurrection arabe en Libye, elle y a envoyé des officiers, elle a fomenté le dangereux fanatisme des Senoussis. C'était déjà beaucoup, mais elle a fait davantage : elle a empêché les Italiens qui sont sur certaines parties de son territoire d'en sortir pour regagner leur pays. Vainement le Cabinet de Rome a protesté, puis menacé : rien n'y a fait. Il y avait évidemment un parti pris de la part de la Porte, et il est difficile, il est même impossible de croire qu'elle l'ait pris sans y avoir été encouragée. Quoi qu'il en soit, l'hostilité ottomane s'est manifestée avec une telle évidence de provocation que l'Italie n'a pas pu la supporter plus longtemps; son honneur même y était engagé; elle a donc déclaré la guerre. Nous ne savons rien encore de la manière dont elle la fera, ni des points sur lesquels elle portera son effort, soit sur terre, soit sur mer; ses intentions, qu'elle a eu le temps de mûrir, sont sûrement arrêtées, mais ne sont pas encore connues; elles le seront sans doute bientôt et quand l'exécution commencera, l'ébranlement se fera sentir dans tout l'Orient méditerranéen où l'Italie a aussi des terres à recouvrer. Collaborant avec les Alliés auxquels elle apportera sa force, elle profitera de la leur et donnera par là aux pays balkaniques un exemple de nature à les frapper. Quelques-uns pourront même y prendre un intérêt particulier. Mais n'anticipons pas sur un avenir dont les modalités restent incertaines : pour le moment, c'est sur les Balkans mêmes que nos yeux doivent se tourner.

Nous n'avons pu faire, il y a quelques jours, qu'une allusion rapide à une récente démarche des Alliés auprès de toutes les Puissances balkaniques. C'est le 6 août, si nous ne nous trompons, que des notes ont été remises à Nich, à Sofia, à Athènes et à Bucarest, avec l'intention avouée de reformer l'entente si malencontreusement rompue, en 1913, entre les pays chrétiens de la péninsule. Il est bien inutile aujourd'hui de relever les fautes commises et d'attribuer les torts principaux à ceux-ci ou à ceux-là. L'histoire débrouillera cet écheveau comme elle le pourra : quant à nous, c'est de la politique, et non de l'histoire que nous avons à faire. Qu'ils le veuillent ou non, qu'ils le croient ou non, les pays balkaniques sont solidaires les uns des autres : ils seront forts et respectés quand ils seront unis,

ils seront faibles et traités comme tels quand ils ne le seront pas. Certaines Puissances ont toujours travaillé à les mettre en opposition les uns contre les autres, afin de les dominer tous. Elles y avaient peut-être intérêt; mais ni la France, ni l'Angleterre n'en ont un semblable, et la Russie ne l'a eu que par accident, lorsqu'elle a dû lutter contre les intrigues de l'Autriche, passée maîtresse dans l'art de diviser pour régner. Aujourd'hui, la politique des Alliés n'est et ne peut être qu'une politique d'union dans les Balkans; mais quelque utile et même nécessaire qu'elle soit pour les Balkaniques eux-mêmes, des souvenirs récens et cuisans en rendent la réalisation difficile et, pour qu'elle aboutisse, il faut beaucoup oublier et beaucoup réparer. Les Alliés n'ont pas été découragés par les difficultés de la tâche : ils l'ont entreprise courageusement, dans l'espoir que la raison finirait par avoir raison.

Que l'intérêt des Balkaniques soit de faire corps avec les Alliés, rien n'est moins douteux et ils le sentent eux-mêmes. Ils ne croient pas, même après avoir lu le discours de M. de Bethmann-Hollweg, que l'Allemagne soit le bouclier qui protège leur liberté ; ils savent à quoi s'en tenir sur la théorie qu'elle professe ou plutôt qu'elle applique en vue du bien des petits pays, et c'est une raison de plus pour qu'ils en forment un grand, grâce à leur union ; mais ils ont besoin qu'on les y aide par des conseils et des exhortations dans lesquels ils reconnaissent de la bienveillance et de l'autorité. Les suggestions des Alliés ont certainement ce caractère : néanmoins, pour qu'elles soient suivies, il reste encore beaucoup à faire. La Roumanie se trouve à cet égard dans la situation la plus facile : on lui a accordé tout ce qu'elle demandait. Puisqu'on devait finir par là, comment ne pas exprimer le regret qu'on ne l'ait pas fait plus tôt ? Si la Roumanie était intervenue lorsque les Russes étaient sur les Carpathes, la situation générale aurait été profondément modifiée et la durée de la guerre sensiblement abrégée. L'occasion a été perdue : nous ne le rappelons pas pour exprimer des récriminations qui seraient bien vaines, mais pour que la leçon profite et que la faute ne se renouvelle pas. Il y a dans toutes les choses humaines un moment précis et fugitif qu'il faut saisir, car c'est celui où l'effort qu'on fait obtient le plus facilement et rapidement la plénitude de ses résultats. Que la Serbie, la Bulgarie et la Grèce profitent de l'expérience d'autrui et qu'elles fassent aujourd'hui ce qu'elles seront amenées à faire demain : tout le monde en profitera, elles en profiteront les premières.

La Serbie semble l'avoir compris, en quoi elle a montré un esprit

politique au moins égal à son héroïsme militaire et peut-être plus méritoire. Cette nation, qui naguère encore ne faisait qu'une modeste figure dans le monde, s'est révélée grande par l'intelligence autant que par le cœur. Ce qu'on lui demande, il lui est infiniment pénible et douloureux de l'accorder, car c'est la plus grande partie de la Macédoine qui lui a été attribuée par le traité de Bucarest et elle y tient comme à un morceau de sa chair. Aucun sacrifice ne peut lui être plus sensible : cependant, elle s'est résignée à le faire à l'intérêt général dont elle n'a pas voulu séparer le sien. Ce sera l'honneur de M. Pachitch d'avoir fait comprendre à la Skoupchtina cette nécessité politique et ce sera celui de la Skoupchtina d'y avoir accédé. L'ordre du jour qu'elle a voté le 24 août, par 103 voix contre 22, est ainsi conçu : « Après les renseignemens que le gouvernement a donnés à huis clos, la Skoupchtina, rendant hommage aux héros tombés, affirmant sa résolution de soutenir, aux côtés des Alliés, la lutte pour la libération et l'unité serbe-croate-slovène au prix des sacrifices indispensables, pour garantir ses intérêts vitaux, approuve la politique du gouvernement et passe à l'ordre du jour. » Avant de consulter l'assemblée, M. Pachitch était allé sur le front causer avec le prince héritier : l'unanimité s'est donc faite dans tous les pouvoirs publics, grâce à une confiance réciproque dont ils sont tous également dignes. Sans doute, la Serbie discutera encore et n'accordera que le moins possible, mais elle accepte de faire les « sacrifices indispensables, » et ce mot dit tout. La partie de l'Europe qui lutte en ce moment pour son indépendance, ou plutôt pour celle de tous, avait déjà une forte dette de reconnaissance envers la Serbie : cette dette est encore accrue.

Qu'adviendra-t-il de la Grèce ? Ses sympathies pour la cause des Alliés ne sont pas douteuses, mais on sait par suite de quelles circonstances elles n'ont pas encore pu s'exprimer complètement. Les nôtres sont restées les mêmes pour la Grèce, et nous ne demandons, quand l'heure en sera venue, qu'à pouvoir les lui témoigner pratiquement. Mais aucun pays ne peut espérer qu'en vertu de principes absolus, qui sembleraient se réclamer d'une sorte de droit divin, les choses tourneront pour lui de la même manière, quoi qu'il fasse ou qu'il ne fasse pas. Cette vérité est trop évidente pour qu'on y insiste. Nous avons salué avec confiance et espérance le retour au pouvoir de M. Venizelos. Il y a été porté par le vote du pays, et le roi Constantin est trop respectueux des règles constitutionnelles pour n'avoir pas donné à ce vote la sanction qu'elle com-

portait. Certes, les circonstances sont difficiles, mais M. Venizelos ne les regarde pas comme au-dessus de son intelligence et de son courage, puisqu'il n'a accepté la charge de constituer le ministère qu'après une enquête de plusieurs jours sur une situation politique et internationale dont il a voulu d'abord connaître tous les secrets. Son enquête terminée, il s'est mis à l'œuvre sans plus tarder avec une autorité qui était déjà grande lorsqu'il était au pouvoir et qui a encore grandi par la manière dont il l'a quitté. Mais que fera-t-il? Quelle décision prendra-t-il au sujet de la démarche que les Alliés ont faite à Athènes comme à Nisch? Quelle solution donnera-t-il au problème délicat qui lui est posé? Si nous nous en tenions aux deux admirables lettres qu'il a adressées au Roi en janvier dernier et qui ont déterminé sa retraite, nous n'aurions aucun doute à ce sujet ; mais nous ne pouvons pas oublier qu'en quittant le ministère, M. Venizelos a dit que, même s'il y revenait, il ne pourrait plus réparer le mal qui avait été fait, et on a pu constater depuis qu'au cours de sa campagne électorale, il a exposé aux électeurs une politique assez sensiblement différente de celle d'autrefois. Il y a donc pour nous une part d'inconnu dans ce qu'il fera demain. Et pourtant, si nous regardons seulement la situation générale, elle est peu changée. La démarche que les Alliés viennent de faire à Athènes ressemble presque trait pour trait à celle dont M. Venizelos avait été l'objet lorsqu'il a écrit ses lettres au Roi. Il s'agit toujours de désintéresser la Bulgarie de manière à obtenir son concours et à assurer l'avenir de l'hellénisme en Asie Mineure, à côté des autres peuples appelés à régénérer ces pays qui ont été autrefois si florissans et où le génie de la Grèce et de Rome s'est manifesté avec tant d'éclat, sans parler de celui des Puissances qui, à des époques plus récentes, y ont laissé une marque non moins profonde de leur action civilisatrice. La lice est déjà ouverte à la concurrence.

Quant à la Bulgarie elle, est en tout cela la partie prenante. On ne lui demande rien en fait de territoires ; c'est elle qui demande, et on lui offre beaucoup. Son attitude est toujours la même, attentive, expectante, énigmatique, peut-être simplement indécise. Cependant M. Radoslavof a dit à diverses reprises que la neutralité ne pouvait être le dernier mot de sa politique et qu'elle en sortirait un jour prochain.

Nous ne faisons pas ici une étude militaire sur les opérations qui viennent de se produire et qui continuent en Pologne, en Courlande, en

Lithuanie, en Esthonie : bien qu'elles n'aient pas tourné dans leur ensemble à l'avantage des Russes, elles n'ont diminué en rien l'admiration que mérite leur armée, soldats et officiers. Il est impossible de se battre mieux qu'ils ne l'ont fait avec les moyens dont ils disposent. Rarement l'héroïsme a été poussé aussi loin. Le grand-duc Nicolas, dans la situation difficile où il se trouve, continue de montrer les qualités d'un véritable homme de guerre, et la retraite qu'il dirige avec une remarquable maîtrise sera certainement une belle page dans l'histoire militaire de la Russie. Des villes importantes sont, à la suite de Varsovie, tombées entre les mains de l'ennemi, et ce sont là des sacrifices cruels, bien qu'on les sente provisoires. Les journaux allemands et les journaux autrichiens sont entrés en polémique pour savoir auquel de leurs pays appartiendra la Pologne et auquel on empruntera le Roi qui sera chargé de faire son bonheur? On n'en sait encore rien. Cela rappelle les discussions d'autrefois sur les duchés de l'Elbe, bien que les analogies ne nous cachent pas les différences des situations. En attendant, on est forcé de s'en tenir au discours de M. de Bethmann-Hollweg. « Nous avons maintenant, nos alliés et nous, a-t-il dit, la tâche de gouverner la Pologne : nous la gouvernerons, autant que possible, avec le concours du peuple. » On sait déjà par maint exemple ce que l'Allemagne entend par la réserve comprise dans le mot : « autant que possible. » Le peuple polonais doit s'attendre à ce qu'aucun concours ne lui soit demandé : mais il lui reste l'espérance. Déjà un retour de fortune a porté au pavillon allemand l'atteinte qui devait peut-être lui être le plus sensible : la flotte qui opérait dans le golfe de Riga, et qui avait commencé un débarquement sur la côte orientale, a éprouvé un échec sérieux et a dû se retirer. Elle reviendra vraisemblablement à la charge, mais l'échec n'en est pas moins un fait acquis. Sait-on le parti auquel s'est arrêtée à ce sujet la presse allemande, ou qu'on lui a imposé? Elle n'a pas soufflé mot de l'affaire de Riga. Elle énumère les succès en les exagérant, elle dissimule et cache les revers. L'amour-propre germanique s'en trouve mieux, et on n'a pas trouvé à Berlin un autre moyen de maintenir la confiance.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

